

RUSSIE CONTRE EUROPE
FICTION SUR LA « GUERRE D'APRÈS »

LÉONID GUIRCHOVITCH
«CONVERSATIONS SUR L'UKRAINE»

Supplément
LE MONDE
DES LIVRES



Le cadmium, une « bombe sanitaire » en France

► Les médecins libéraux sonnent l'alarme sur la contamination massive des Français au cadmium, un métal lourd classé « cancérogène certain »

► Cette pollution est largement due à l'épandage d'engrais phosphatés importés du Maroc, qui s'accumulent durablement dans les sols

► De fortes concentrations de cadmium se retrouvent dans les aliments les plus consommés : céréales du petit déjeuner, pain, pâtes, pommes de terre

► Alors que ce métal lourd est associé à de nombreuses maladies, les enfants sont particulièrement affectés par la flambée des contaminations

► Bruxelles et les autorités sanitaires françaises veulent durcir la réglementation sur les engrains, mais le gouvernement n'agit pas

PAGE 6

Les cartels de la drogue à l'assaut des Antilles

► Les puissants narcotrafiquants de Colombie et du Venezuela sont de plus en plus actifs à la Guadeloupe et à la Martinique

► L'essor du commerce maritime des Caraïbes vers l'Europe leur permet de faire exploser le trafic de cocaïne, à destination de l'Hexagone en particulier

► Les cartels s'appuient sur des gangs locaux ultraviolents, face à des autorités démunies

PAGES 18-19

Var Après l'attentat raciste, son village pleure Hichem Miraoui

DANS LA COMMUNE varoise de Puget-sur-Argens, la stupeur et la tristesse dominent après le meurtre d'Hichem Miraoui, un Tunisien de 45 ans, par son voisin Christophe B., samedi 31 mai. Chacun loue les qualités de la victime, un coiffeur arrivé en Europe en 2011, décrit comme « gentil » et « serviable ». Alors que le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, a évoqué un crime « raciste » et « sans doute aussi antimusulman »,

beaucoup dans le village veulent y voir l'acte d'un fou, et non le produit d'un climat hostile aux étrangers.

P. 11

M ÉDITORIAL
DU RACISME
AU TERRORISME
D'EXTRÊME DROITE

P. 27

Etats-Unis
Donald Trump renoue avec le « travel ban » contre 12 pays

Le président amplifie une mesure polémique de son premier mandat qui interdit à des étrangers d'entrer aux Etats-Unis

PAGE 3

Syrie
La défiance des alaouites face à l'enquête sur les massacres

La commission chargée de faire la lumière sur les tueries du mois de mars est confrontée à une communauté traumatisée

PAGE 2

Idées
Recrutement et formation des enseignants : la réforme critiquée

PAGE 25

Séries
«Querer», la révolte d'une femme contre l'oppression conjugale

PAGE 21

Disparition
Nicole Croisille, interprète de « Da ba da ba da » pour l'éternité

PAGE 22

Banques
La régulation subit un coup d'arrêt mondial

Etats-Unis, Union européenne et Royaume-Uni repoussent l'entrée en vigueur de nouvelles normes censées éviter d'autres crises financières

PAGE 13

Gauche
Un PS affaibli élit son premier secrétaire

Les militants devaient voter jeudi pour départager les deux finalistes, Olivier Faure et Nicolas Mayer-Rossignol, alors que le parti est moribond

PAGE 8

VU PAR HERRMANN (SUISSE)

CARTOONING FOR PEACE



**LCI ARRIVE
CANAL 15,
L'INFO MONTE
D'UN CRAN.**

LCI



Un habitant se recueille à Baniyas, le 24 mai, devant les tombes de personnes tuées entre le 6 et le 9 mars. LAURENT VAN DER STOCKT POUR «LE MONDE»

«J'aurais fait mon devoir en allant témoigner, je le devais à mes enfants et à mon mari», dit Suzane Khalil, de Baniyas

de son mari, exécuté dans la cage d'escalier d'une rafale tirée dans le dos après qu'un commando ait fait mine de le laisser fuir.

Aucun bilan officiel n'a jamais été établi (les estimations des ONG oscillent entre 850 et 1300 morts dans la région côtière); pas plus qu'une évaluation des dégâts matériels et des pillages. A Baniyas et dans les alentours, des dizaines de maisons ont été incendiées, que l'on reconnaît à leurs façades noircies par les flammes. Un commerce a été détruit au RPG (lance-roquettes antichars), des appartements ont été pillés et des habitants systématiquement délestés de leur argent, bijoux, téléphones, voitures...

«Cette commission fait face à d'énormes défis. Les institutions, qu'elles soient sécuritaires, militaires ou administratives, en sont à leur balbutiement. Leur faiblesse, l'absence d'outils d'investigation et de bases de données, rendent le travail d'enquête extrêmement complexe, estime Ahmed Qurabi, chercheur au Syrian Dialogue Center. La seconde difficulté a trait à la composition même de la commission : une dizaine de personnes doivent enquêter sur des centaines, voire plus, de crimes. Le seul fait de recueillir la parole des témoins prend du temps. Le premier délai imparti – un mois – était irréaliste. Il était souhaitable qu'il soit prolongé.»

Une plainte déposée en France
L'organisation Syrians for Truth and Justice (STJ) fait part, elle, de ses préoccupations quant à la capacité de la commission à mener des investigations indépendantes et efficaces : «Elle n'a pas été créée par un organe législatif indépendant ou une haute instance judiciaire, mais par la présidence de la République, ce qui remet en question son indépendance nominale. Il est peu probable qu'un comité formé par l'autorité exécutive publie un rapport qui porte tort aux intérêts de la présidence de la République et de l'Etat.»

La décision prise par l'Union européenne (UE), le 28 mai, de sanctionner Mohammed Al-Jassem et Sayf Boulad Abou Bakr, chefs de deux milices proturques rivales de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC, le groupe armé islamiste dont est issu Ahmed Al-Charaa), pour avoir «participé aux violences perpétrées dans la région côtière, ciblant des civils, en particulier la communauté alaouite», intrigue les militants locaux. «Si l'UE a été capable de réunir des preuves matérielles, pourquoi eux et pas les autres?», s'interroge l'un d'eux, qui craint qu'Ahmad Al-Charaa fasse porter le chapeau à ce type de personnalités, avec le consentement de l'Occident pour couvrir son propre appareil de sécurité, des membres de la sûreté générale s'étant filmés en train de participer à ces exactions.

Des familles de victimes ont ouvert un front judiciaire, en France cette fois. Le Collectif franco-alaouite a déposé une plainte, le 11 avril, devant le tribunal de grande instance de Paris contre Ahmad Al-Charaa, ses ministres de la défense et des affaires étrangères et le milicien Al-Jassem pour «délit de génocide et de crimes contre l'humanité». A Baniyas, Suzane Khalil évoque avec colère le prêche d'un prédicateur salafiste saoudien venu visiter une semaine auparavant une mosquée de la ville. «Ils peuvent arrêter qui ils veulent, mais, si rien n'est fait contre la propagation de l'extrémisme religieux et des discours de haine, cela recommencera.» ■

En Syrie, les alaouites entre soif de justice et crainte de témoigner

La commission d'enquête sur les tueries de mars doit remettre ses travaux début juillet

REPORTAGE

BANIYAS (SYRIE) - envoyé spécial

Pour les voir, il faut traverser le cimetière ombragé de Cheikh Hilal, longer un petit mausolée puis cheminer au milieu des pierres tombales jusqu'aux abords d'une voie ferrée où rouillent des wagons-citernes. Là, sous des chappes de béton, gisent 275 dépouilles mortelles, en grande majorité anonymes. Il s'agit d'une partie des victimes du massacre de la communauté alaouite de la ville de Baniyas et de ses environs, perpétré entre les 6 et 9 mars par des factions islamistes rattachées au ministère de la défense, des djihadistes étrangers et des locaux en armes. Le bilan précis reste inconnu. Ce bain de sang est survenu au lendemain d'attaques de checkpoints gouvernementaux par des partisans armés de l'ancien régime.

Parfois, un petit écriteau mentionne le nom et le prénom d'une victime. Lors de l'enfouissement des corps par les services de sécurité auquel il a assisté, le jeune fossoyeur du cimetière a reconnu certains des morts. Les autres restent anonymes et personne n'est autorisé à les identifier : une tor-

ture supplémentaire pour Suzane Khalil, qui porte de deuil de son mari et de ses deux fils, peut-être enterrés dans le cimetière sans qu'elle en soit certaine. Les yeux cernés par le chagrin, cette fonctionnaire de l'éducation reçoit dans son modeste appartement dans le quartier d'Al-Koussour.

Son mari, archéologue, et ses deux fils, lycéens de 16 et 18 ans, ont été tués dans la rue après avoir été extraits de chez eux par un commando de trois hommes aux visages masqués – «des gens d'ici, ils parlaient avec l'accent de Baniyas», assure Suzane Khalil, en évoquant cette ville où les communautés alaouite et sunnite vivent séparées entre quartiers nord et sud. «La seule chose qu'ils ont demandée, c'est si nous étions des alaouites», se souvient-elle. Avant d'exiger de l'argent et les «clés de la voiture». «Nous n'avions ni l'un ni l'autre. Nous sommes des fonctionnaires, des gens que l'ancien régime méprisait», ajoute-t-elle, encore hantée par l'image des corps allongés dans sa rue, près d'un pick-up des assaillants, dont le conducteur la fixait du regard en souriant.

Angoisse sourde

Près de trois mois après que le président intérimaire syrien, Ahmed Al-Charaa, a ordonné la mise en place d'une commission d'enquête indépendante chargée de faire la lumière sur ces tueries, le 10 mars, Suzane Khalil attend toujours des réponses. Le fait que le chef d'Etat ait prolongé les travaux de cet organisme jusqu'à début juillet, après une première échéance fixée au 10 avril pour rendre ses conclusions, sans que cette dernière ne communique publiquement depuis cette date, suscite incompréhension et suspicion à Baniyas. Emmurés dans leur souffrance, les proches des victimes dénoncent ce silence des enquêteurs.



Suzane Khalil, une alaouite de Baniyas, qui a perdu son mari et ses fils, le 24 mai. LAURENT VAN DER STOCKT POUR «LE MONDE»

«Je n'ai pas confiance. Pourquoi ne communiquent-ils pas? Pas un mot. Ne serait-ce que pour dire qu'ils enquêtent toujours», s'interroge Mme Khalil d'une voix tremblante. Contactée par *Le Monde*, la commission d'enquête assure par la voix de son porte-parole, Yasser Al-Farhane, être toujours sur le terrain et multiplier les rencontres avec les témoins. Mais elle renvoie toute expression publique au mois de juillet. «J'aurais fait mon devoir en

allant témoigner, je le devais à mes enfants et à mon mari. Je n'ai pas peur», ajoute Suzane Khalil. Dans les environs, tous n'ont pas eu son courage. Une angoisse sourde plane sur la région. Après 16 heures, les habitants se claquent dans leur maison, de peur d'un retour des tueurs. Il a fallu toute la force de persuasion d'anciens opposants alaouites à Bachar Al-Assad pour que victimes et membres de la commission d'enquête se parlent.



MADJID ZERROUKY

Donald Trump renoue avec le « travel ban » et s'en prend à Harvard

Le président américain suspend l'accès des ressortissants de douze pays au territoire des Etats-Unis, et prive de visas les étudiants étrangers souhaitant travailler dans la prestigieuse université

WASHINGTON - correspondant

La figure de l'étranger apparaît, plus que jamais, au cœur du second mandat de Donald Trump. Il est le repoussoir, la menace et la proie à traquer. Dans un décret attendu, publié mercredi 4 juin, le président américain renoue avec le *travel ban*, l'interdiction d'entrer aux Etats-Unis, qu'il avait déjà pratiquée en 2017. Cette fois, 12 pays sont visés : l'Afghanistan, la Birmanie, le Tchad, le Congo-Brazzaville, la Guinée équatoriale, l'Erythrée, Haïti, l'Iran, la Libye, la Somalie, le Soudan et le Yémen. Sept autres sont concernés par des restrictions partielles : le Burundi, Cuba, le Laos, la Sierra Leone, le Togo, le Turkménistan et le Venezuela. Ces interdictions et restrictions entrent en vigueur le 9 juin.

« Nous ne laisserons pas ce qui s'est passé en Europe arriver en Amérique. » C'est ainsi que Donald Trump a justifié cette mesure, par une allusion méprisante aux alliés des Etats-Unis. Dans une brève allocution vidéo, il a expliqué qu'il avait demandé au département d'Etat, dès son retour à la Maison Blanche, de composer une liste des pays problématiques. Les critères retenus sont la présence massive de terroristes, une coopération insuffisante en matière de visas, une quantité importante de ressortissants dépassant le délai prévu de leur séjour aux Etats-Unis. « La liste est sujette à révision », a expliqué Donald Trump. Les pays consentant des efforts pourraient en être retirés, d'autres ajoutés.

Une nouvelle fois, l'administration entretient une confusion entre immigration légale et illégale, sans-papiers et criminels. Donald Trump et ses proches ne cessent de répéter un chiffre qu'aucune étude sérieuse ne confirme : la présence de 21 millions de sans-papiers aux Etats-Unis. Le décret présidentiel détaille les manquements attribués à chaque pays visé, par manque de coopération ou en raison d'un Etat central inefficace. Dans le cas d'Haïti, il est fait mention de l'arrivée de « centaines de milliers » de ressortissants pendant le mandat de Joe Biden. « Cet afflux porte atteinte aux communautés américaines en créant des risques aigus de taux en hausse de dépassement du séjour, d'établissement de réseaux criminels et d'autres menaces à la sécurité nationale », précise le texte.

Selon le décret, ce *travel ban* répondrait à plusieurs objectifs : protéger les citoyens contre des terroristes prétendant s'infiltrer parmi eux ; viser ceux qui menacent la sécurité nationale, propagent une « idéologie de haine » ou cherchent à exploiter la législation migratoire. A sa troisième version, lors

du premier mandat de Donald Trump, un texte similaire avait été validé par la Cour suprême, en juin 2018. A l'époque, la plupart des pays visés – cinq sur sept – étaient à majorité musulmane. Tandis qu'un chaos total avait été constaté dans les points d'entrée sur le territoire, notamment les aéroports, une féroce contestation politique et judiciaire s'était développée au fil des mois, dénonçant les propos antimusulmans et xénophobes de Donald Trump. Mais le président de la Cour suprême, John Roberts, avait conclu, avec quatre autres juges, que la question migratoire se trouvait au cœur des prérogatives de l'exécutif. Devenu président, Joe Biden avait mis un terme au *travel ban*. Donald Trump reprend donc son initiative en l'amplifiant.

Coup d'Etat judiciaire
« Les 19 pays concernés par ce nouveau ban représentent près de 475 millions de personnes », note, dans un communiqué, l'organisation American Immigration Council. « Ces interdictions de voyager ne nous rendent en rien plus sûrs ou plus prospères, note son directeur, Jeremy Robbins. Elles portent atteinte à notre économie et punissent de façon indiscriminée les migrants qui, par ailleurs, satisfont les critères pour venir légalement aux Etats-Unis. » Selon lui, les dégâts pour l'économie du pays pourraient se révéler importants. Du côté des démocrates, de nombreuses voix s'élèvent, mercredi soir, pour dénoncer une diversion de la Maison Blanche, qui mise sur un sujet identitaire confortant sa base.

Cette nouvelle initiative intervient alors que l'administration est confrontée à deux difficultés majeures dans sa politique migratoire : l'une financière, l'autre judiciaire. Elle attend avec impatience le passage définitif au Congrès du train de dépenses appelé « Big Beautiful Bill » (BBB), très dispensieux sur le plan fiscal, qui accorde aussi des moyens considérables aux forces de la sécurité intérieure. Mais, après le vote à la Chambre des représentants, le sort du projet de loi au Sénat demeure incertain. Elon Musk, pourtant allié précieux de Donald Trump depuis la campagne, appelle publiquement les républicains à « tuer » le BBB. Il ouvre ainsi la voie à une montée de la contestation chez les conservateurs trouvant ce texte trop coûteux.

Sur le plan judiciaire, la bataille est féroce dans des dizaines de juridictions et jusqu'à la Cour suprême, pour débattre de la légalité des mesures expéditives prises par l'administration, méprisant le droit au recours des clandestins arrêtés. Mercredi, un juge du Colo-

nouvelle étape de son affrontement avec les juges fédéraux. « La récente attaque terroriste à Boulder a mis en évidence les dangers extrêmes posés à notre pays par l'entrée d'étrangers qui ne sont pas correctement passés au crible, ainsi que par ceux qui entrent ici comme visiteurs temporaires et restent au-delà de leur visa », a dit le président américain. Nous ne voulons pas d'eux. » Pourtant, l'Egypte ne figure pas sur la liste des pays visés par le texte, alors que l'agresseur de Boulder en est un ressortissant. Le Caire bénéficie-t-il d'un traitement de faveur en raison de son rôle dans le dossier Gaza ? Ses services secrets sont, avec le Qatar, l'un des seuls interlocuteurs du Hamas dans le territoire.

Mesure punitive

En cette même soirée, un autre décret présidentiel a une nouvelle fois pris pour cible l'université Harvard, symbole absolu pour Donald Trump de la reproduction d'élites libérales hostiles à sa personne. Il a décidé d'interdire l'entrée aux Etats-Unis aux étudiants et visiteurs désireux d'y travailler dans le cadre d'un programme spécifique de visas. Cette mesure est valable pour six mois – une période renouvelable. Il revient au

L'administration est confrontée à des difficultés financières et judiciaires dans sa politique migratoire

secrétaire d'Etat, Marco Rubio, de statuer sur le sort des étudiants déjà présents sur le sol américain. En outre, des exceptions pourraient être accordées à des étudiants étrangers dont la venue correspondrait à l'*intérêt national* des Etats-Unis.

Dans une confusion extraordinaire, le texte fait à la fois mention d'un risque d'espionnage industriel, de captation de secrets technologiques sous le couvert de visas étudiants – en visant la Chine –, de questions d'ordre public et enfin d'une discrimination à l'admission.

Sur le premier point, note le décret, Harvard aurait reçu, depuis dix ans, plus de 150 millions de dollars (plus de 131 millions d'euros) de fonds en provenance de Chine, dans le cadre de programmes de formation et de coopérations, très incomplètes, sur seulement trois étudiants. Ce refus de coopérer compromettrait la « sécurité nationale » des Etats-Unis.

Enfin, le dernier reproche retenu concerne la composition des effectifs étudiants, qui ne représenteraient pas assez la diversité d'opinion. Mardi, le vice-président, J. D. Vance, a prétendu que, sans doute, 95 % des étudiants de Harvard avaient voté pour Kamala Harris. Il a comparé cela à un pays : la Corée du Nord. ■

PIOTR SMOLAR

Trump prévient que Poutine va riposter aux attaques ukrainiennes

Donald Trump a prévenu mercredi 4 juin que Vladimir Poutine allait riposter à la spectaculaire attaque ukrainienne contre des bombardiers russes, après une conversation avec son homologue russe. « Le président Poutine a dit, très fermement, qu'il allait devoir riposter aux récentes attaques » ukrainiennes, a déclaré le président américain. Pour sa part, le Kremlin a qualifié de « positive » la conversation, ajoutant que les deux dirigeants allaient « rester en contact permanent ». Quelques heures après ce coup de fil, Volodymyr Zelensky a appelé sur X à ne pas se montrer « faible » face au président russe. « Lorsque [Poutine] ne ressent ni force ni pression, mais plutôt de la faiblesse, il commet toujours de nouveaux crimes », a estimé le chef de l'Etat ukrainien.

-20% par trajet*

Paris - Londres

Billets adultes

Jusqu'au 07/06

Hors Eurostar Premier

eurostar

*Voyages entre le 24/06 et le 09/09. Voir conditions sur eurostar.com
EIL SA immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles n°2462001, Kings Place, 90 York Way, Londres N1 9AG, Royaume-Uni.
THI FACTORY SA, BE0541.696.005, Place Marcel Broodthaers 4 - 1060 Bruxelles, Belgique.



Après une distribution d'aide de la Fondation humanitaire pour Gaza, à Rafah, le 29 mai. AFP

Le fiasco annoncé de la Fondation humanitaire pour Gaza

Les sites de distribution d'aide étaient de nouveau fermés jeudi. En une semaine, des dizaines de Palestiniens ont été tués en s'y rendant

Jeudi 5 juin, les trois points de distribution de la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF), une organisation opa-que soutenue par les Etats-Unis et censée distribuer des colis alimentaires aux Palestiniens de l'enclave, sont restés clos après leur fermeture la veille. Une semaine après sa mise en place, le système d'aide humanitaire imposé par Israël s'est écoulé déjà.

Selon les autorités de santé de l'enclave, une centaine de Palestiniens ont été tués depuis le 27 mai en tentant d'atteindre les centres de distribution de la GHF, notamment celui de Tal Al-Sultan, dans l'ouest de Rafah, à la frontière avec l'Egypte. Mardi 3 juin, le Boston Consulting Group, l'un des plus grands cabinets de conseil au monde, a annoncé de nouvelles équipes du programme. Dans la foulée, GHF a indiqué engager des discussions avec l'armée israélienne «afin de renforcer les mesures de sécurité au-delà du périmètre immédiat des sites» de distribution de l'aide, selon un porte-parole joint par *Le Monde*. Le porte-parole arabophone de l'armée israélienne a annoncé, le 3 juin, que les routes vers les points GHF sont désormais interdites et considérées comme des «zones de combat».

La GHF «attristée»

«On marchait main dans la main dans une zone qu'on croyait sûre, puis ils ont commencé à tirer. J'ai vu ma mère à terre et je suis restée en état de choc, je la croyais évanouie. Je me suis mise à la secouer, à lui parler, à tenter de la soulever», raconte la jeune femme, jointe au téléphone par *Le Monde* – Israël interdit l'accès de Gaza aux journalistes étrangers depuis le 7 octobre 2023. Mirvat a crié à l'aide. Tout le monde autour d'elle était couché à terre, les mains sur la tête pour se protéger des tirs des snipers de l'armée israélienne, selon elle. La mère de sept enfants «a été visée à la tête», décrit Mirvat. Elle est morte sur le coup. C'était sa sixième tentative pour ramener de l'aide, elle était toujours rentrée les mains vides. Vingt-six Palestiniens ont été tués et une centaine d'autres blessés durant cette attaque mardi.

La fondation, enregistrée en Suisse, a d'abord nié que des Palestiniens aient été tués sur la route menant à ses centres, accusant le Hamas de propager ces mensonges; les informations émanent pourtant aussi de témoins sur place et de sources médicales, ainsi que des ONG. Le 1^{er} juin, le mi-

nistère de la santé palestinien annonçait au moins 31 morts, alors que GHF diffusait des vidéos de sa distribution sans heurt. Lundi 2 juin, Mirvat Zeidane, 20 ans, a marché plusieurs heures avec sa mère, Rim, et Ahmad, son petit frère de 12 ans, depuis Khan Younès, dans le sud de l'enclave, pour tenter de rallier un centre d'aide au petit matin. Le trio est arrivé près de la mosquée Mouawiya, à Rafah, où l'armée demande en général à la foule de patienter.

La GHF «attristée»

«On marchait main dans la main dans une zone qu'on croyait sûre, puis ils ont commencé à tirer. J'ai vu ma mère à terre et je suis restée en état de choc, je la croyais évanouie. Je me suis mise à la secouer, à lui parler, à tenter de la soulever», raconte la jeune femme, jointe au téléphone par *Le Monde* – Israël interdit l'accès de Gaza aux journalistes étrangers depuis le 7 octobre 2023. Mirvat a crié à l'aide. Tout le monde autour d'elle était couché à terre, les mains sur la tête pour se protéger des tirs des snipers de l'armée israélienne, selon elle. La mère de sept enfants «a été visée à la tête», décrit Mirvat. Elle est morte sur le coup. C'était sa sixième tentative pour ramener de l'aide, elle était toujours rentrée les mains vides. Vingt-six Palestiniens ont été tués et une centaine d'autres blessés durant cette attaque mardi.

Dimanche 1^{er} juin, alors que des dizaines de morts et blessés affluaient dans les hôpitaux alentour, l'armée a démenti des tirs;

qui a lancé, mi-mai, l'opération «Chariots de Gédéon» dans le but de vider le nord de Gaza.

La fondation refuse de dévoiler publiquement l'origine de ses fonds. La chaîne publique israélienne Kan a révélé, le 4 juin, que le gouvernement israélien aurait approuvé un transfert de 700 millions de shekels (176 millions d'euros), en mai, à une «institution de défense» – de l'argent qui aurait servi à financer le nouveau mécanisme d'aide à Gaza. Après la démission de son directeur, Jake Wood, le 25 mai, la GHF a nommé, le 3 juin, Johnnie Moore, leader évangélique et ex-conseiller de Donald Trump. Il avait notamment soutenu la proposition du président américain d'expulser les Palestiniens de Gaza pour y lancer des projets immobiliers.

Un «chaos organisé»

Un responsable israélien a indiqué au *Monde*, mercredi, que plus de 1100 camions étaient entrés depuis le 19 mai à Gaza, après un blocus total de deux mois et demi, une quantité négligeable au regard des besoins de la population. Les humanitaires avaient prédict la catastrophe. Iyad Al-Amawi, membre du Gaza Relief Committee, y voit un «chaos organisé» par les autorités israéliennes «avec la complicité des Américains».

Dans le sud de Gaza, Denise Potvin, infirmière pour Médecins sans frontières voit un nombre croissant de femmes enceintes et allaitantes admises pour malnutrition dans les cliniques. «Une seule distribution par jour, concentrée sur une période spécifique, ne suffira jamais à répondre aux besoins. Les gens vivent une telle privation, un tel désespoir, que toute aide partielle continuera de provoquer des situations chaotiques», abonde-t-elle. L'ONU et les ONG exigent un cessez-le-feu immédiat et permanent afin de subvenir aux besoins vitaux des Gazaouis. Au Conseil de sécurité, les Etats-Unis ont de nouveau bloqué une résolution en ce sens, dans la nuit de mercredi à jeudi. ■

CLOTHILDE MRAFFKO
ET MARIE JO SADER

Les corps de deux otages israélo-américains récupérés par l'armée

Les corps des otages israélo-américains Judy Weinstein-Haggai et Gad Haggai, enlevés et tués lors de l'attaque du Hamas, le 7 octobre 2023, au kibboutz Nir Oz, ont été ramenés en Israël à l'issue d'une opération dans la bande de Gaza, a annoncé, jeudi 5 juin, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. Sur les 251 personnes enlevées, 55 ne sont toujours pas revenues, dont au moins 32 sont mortes, selon les autorités israéliennes. Au moins 54 607 Palestiniens, majoritairement des civils, ont été tués dans la guerre menée en représailles, selon le ministère de la santé du Hamas, un décompte jugé fiable par l'ONU. Jeudi matin, au moins 10 personnes ont été tuées dans des bombardements de l'armée.

Macron dans le dédale de la reconnaissance de l'Etat de Palestine

Sous la pression d'Israël et des Etats-Unis, le président entretient le flou sur ses intentions

Paris doit composer avec les menaces d'annexion de la Cisjordanie brandies par M. Nétanyahou

Les deux émissaires français sont arrivés discrètement en Israël entre le lundi 2 et le mardi 3 juin. Anne-Claire Legendre, conseillère Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Emmanuel Macron, et Romaric Roignan, le directeur de la même zone au Quai d'Orsay, avaient pour mission d'apaiser la relation avec le gouvernement de Benyamin Nétanyahou. Ulcéré par les critiques d'Emmanuel Macron sur la guerre en cours à Gaza, le premier ministre israélien est par ailleurs furieux que le président français envisage de reconnaître l'Etat de Palestine lors d'une conférence prévue le 18 juin au siège des Nations unies, à New York. Un geste perçu en Israël comme une récompense offerte au Hamas, auteur du massacre du 7 octobre 2023.

«Nous sommes déterminés à reconnaître l'Etat de Palestine», ont confié les deux diplomates français au site d'information israélien Ynet, tout en soulignant que cette décision ne sera pas «unilatérale». «Il n'est pas question d'isoler ou de condamner Israël, il s'agit d'ouvrir la voie à la fin de la guerre à Gaza», ont-ils ajouté. La reconnaissance d'un Etat palestinien reste sur la table, mais pas comme un produit de la conférence. Cela restera un sujet bilatéral entre Etats.»

Ces déclarations laissant entendre qu'Emmanuel Macron pourrait reculer face aux pressions israéliennes ont accentué le trouble chez les observateurs, qui s'échinent depuis deux mois à déchiffrer les déclarations présidentielles sur ce sujet. «C'est la dernière ligne droite, celle du lobbying. Il faut expliquer que la France n'est pas dans une démarche hostile à l'égard d'Israël», présume Rym Momtaz, rédactrice en chef du blog «Strategic Europe» de la Fondation Carnegie pour la paix internationale.

Peine à fédérer d'autres pays

«A mesure que la conférence approche, l'inadéquation entre les buts de la diplomatie française et les moyens qu'elle est prête à mettre en œuvre devient flagrante», estime, pour sa part, Xavier Guignard, un chercheur associé à Noria Research basé dans le Golfe. Les Israéliens ne veulent pas d'un Etat palestinien et on ne leur imposera pas, à moins de les placer sous des sanctions très dures, ce qui reste un tabou.»

Le président français avait déclaré le 9 avril: «On doit aller vers une reconnaissance [de l'Etat palestinien] et donc, dans les prochains mois, on ira.» Mais, maintenant, il doit composer avec les menaces d'annexion de la Cisjordanie brandies en représailles par M. Nétanyahou et ses ministres. Il peine aussi à fédérer les soutiens à la cause palestinienne. Certes, le Royaume-Uni et le Canada ont ouvert la voie à une éventuelle reconnaissance, dans une déclaration commune avec la France, le 19 mai, qui dénonçait les «actions scandaleuses» du gouvernement Nétanyahou à Gaza. L'Elysée est également en contact avec le Ja-

pon qui pourrait, pense-t-on à Paris, se mobiliser en ce sens. «Mais rien ne dit que ces pays seront prêts à s'engager formellement à New York, tant la situation est incertaine», admet un diplomate étranger en poste à Paris.

Paris a posé des conditions à la reconnaissance de l'Etat palestinien, comme la démilitarisation du Hamas et la réforme de l'Autorité palestinienne, avant que celle-ci n'administre un jour l'enclave de Gaza, en lieu et place de l'organisation islamiste. La France veut aussi que des pays qui ne reconnaissent pas Israël entrent la porte à une normalisation de leurs relations diplomatiques avec l'Etat hébreu.

Pour rassurer l'opinion publique israélienne, Jean-Noël Barrot, a rappelé mardi, depuis l'Assemblée nationale, les propos tenus en 2009 par Benyamin Nétanyahou à l'université Bar Ilan de Tel-Aviv. Un discours où pour la première – et dernière – fois de sa carrière politique, le premier ministre israélien s'était dit favorable à la création d'un Etat palestinien. «Nous le disons au peuple israélien, plutôt que l'état de guerre permanent, il existe un autre chemin», a insisté le ministre des affaires étrangères.

Dans cette entreprise, Paris imaginait avoir l'appui de l'Arabie saoudite, qui coprésidera la conférence de New York. Mais dans le contexte de l'écrasement de l'enclave palestinienne sous les bombes israéliennes, l'hypothèse d'une reconnaissance diplomatique de l'Etat hébreu par le royaume est gelée. Riyad devait aussi aider Paris à convaincre un pays musulman de reconnaître Israël, de façon à entretenir l'idée qu'une dynamique avait été enclenchée. C'est un échec à ce stade.

Certes, lors de la visite de M. Macron à Djakarta, le 28 mai, Prabowo Subianto, président de l'Indonésie, le pays à majorité musulman le plus peuplé de la planète, a esquissé la possibilité d'une normalisation avec Israël. Mais il l'a conditionnée à une reconnaissance préalable de l'Etat de Palestine par Israël, un prérequis chimérique à l'heure actuelle.

L'indécision côté français paraît si grande qu'il n'est pas certain, à ce jour, que le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman assiste à la conférence. Paris comme Riyad ne peuvent pas ignorer la position des Etats-Unis, fermement opposés à une reconnaissance de la Palestine.

«C'est délirant, on est à dix jours de la conférence, et on ne sait toujours pas ce que Macron va dire exactement, s'agace un analyste, familier de ce dossier. Personne ne comprend pourquoi l'Elysée entretient ce flou.» Cette source redoute que la conférence «n'accouche d'une souris», alors qu'Emmanuel Macron entendait initialement marquer l'histoire. «La conférence n'est pas compromise, on y travaille d'arrache-pied», jure-t-on à l'Elysée. Mais un diplomate adapte déjà le discours: «La conférence de juin, ce n'est pas la fin de l'histoire, dit-il. Le but, c'est de lancer un mouvement, de créer un cadre.» ■

«Il n'est pas question d'isoler ou de condamner Israël, mais d'ouvrir la voie à la fin de la guerre à Gaza»

ANNE-CLAIREE LEGENDRE
ET ROMARIC ROIGNAN
diplomates français

BENJAMIN BARTHE, CLAIRE GATINOIS ET PHILIPPE RICARD

L'Iran en passe d'expulser des millions d'Afghans

Jusqu'ici tolérés, ces exilés font face à une violente campagne antimigrants de la part des Iraniens

Le gouvernement iranien mène actuellement l'une de ses plus vastes campagnes d'expulsion de réfugiés, visant en premier lieu les ressortissants afghans, qui constituent la grande majorité des migrants présents sur son sol. Sur environ 6 millions d'Afghans installés en Iran – ayant fui les guerres, l'instabilité politique et les crises économiques – 2 millions d'entre eux, en possession du document provisoire leur accordant une autorisation de résidence temporaire, sont désormais menacés d'expulsion, au même titre que les migrants sans papiers. Au total, près de 4 millions d'Afghans risquent d'être renvoyés du pays.

Ces 2 millions de personnes sont titulaires d'une «fiche de recensement», un document délivré par les autorités iraniennes aux migrants en situation irrégulière, en attendant une éventuelle régularisation. Jusqu'en mars, leur présence sur le territoire était tolérée. Depuis, après une annonce du ministère les déclarant privés d'accès aux services de base (éducation, soins, logement), l'eau se resserre. Les expulsions, elles, ont bien commencé. Fin mai, le ministère de l'intérieur a sommé ces migrants de prendre rendez-vous avant le 7 juin pour ouvrir une procédure de régularisation. Passé ce délai, ils seront considérés en situation illégale. Sur les 2 millions de titulaires de ce document, seules six catégories de personnes pourront rester légalement – parmi elles, les ex-militaires du régime afghan précédent, avant l'arrivée des talibans, en août 2021. Pour tous les autres, la date limite de départ est fixée au 6 juillet.

Invités temporaires

La peur est palpable au sein de la communauté afghane d'Iran, où chacun connaît au moins une personne récemment expulsée. Soheil (le prénom a été modifié, comme celui d'autres Afghans), 21 ans, est arrivé en Iran six mois après le retour des talibans au pouvoir. «Dès ce moment, la situation économique s'est encore dégradée [à cause des sanctions]. Je n'ai pas trouvé de travail en Afghanistan, alors je suis venu en Iran», raconte-t-il par téléphone. Depuis 2021, le nombre de migrants afghans dans ce pays voisin a presque doublé. Soheil a profité de la dernière campagne de recense-

Sur la Toile, une vidéo montre un garçon à vélo pourchassé par une voiture. Un passager crie : « Cet Afghan essaie de s'enfuir, il faut l'écraser »

ment en 2022 pour s'enregistrer et obtenir une fiche de recensement. A Téhéran, il a enchaîné les petits boulot : serveur, livreur, mécanicien. Fin avril, il a été arrêté dans le garage où il travaillait. Après deux jours passés au commissariat, il a été transféré dans un camp en périphérie de la capitale.

On était environ 800. Certains ont été battus, on nous insultait, les propos racistes étaient fréquents. Il n'y avait qu'une dizaine de toilettes pour tout le monde, dans un état déplorable. Ensuite, on a été obligés de payer chacun 1,5 million de tomans [environ 15 euros] pour pouvoir monter dans un bus vers l'Afghanistan, témoigne-t-il depuis Kaboul.

«Le système migratoire iranien repose officiellement sur le passeport et le visa, explique par téléphone, depuis Téhéran, Arash Nasr, chercheur spécialisé sur les réfugiés en Iran. *En réalité, depuis des décennies, l'Iran a accueilli des vagues successives de réfugiés d'Afghanistan et d'Irak, souvent sans papiers. Pour encadrer leur présence, l'Etat a mis en place des campagnes de recensement, donnant lieu à la délivrance de documents temporaires, sans base légale claire. Cette politique visait notamment à éviter tout engagement découlant de la Convention de Genève sur les réfugiés, que l'Iran n'a jamais pleinement appliquée. Le pays considère tous les Afghans comme des "invités temporaires".»*

Depuis août 2021, l'augmentation rapide de la population afghane est particulièrement visible autour de Téhéran, où de nombreux migrants se sont installés. «Cela a entraîné une montée du sentiment anti-afghan dans la société», poursuit le chercheur. Cette hostilité ne s'explique pas seulement par l'évolution démographique, mais aussi par la diffusion massive de fausses informations

antimigrants dans les médias officiels et sur les réseaux sociaux, ce qui a profondément influencé l'opinion publique. Alors que la situation économique iranienne se dégrade à grande vitesse, un discours xénophobe s'est développé, proche de celui de l'extrême droite ailleurs dans le monde. Des vidéos, partagées sur la Toile, montrent des violences à l'encontre de migrants circulent : l'une d'elles montre un jeune garçon à vélo pourchassé par une voiture, dont un des passagers crie : «Cet Afghan essaie de s'enfuir, il faut l'écraser.»

«De plus en plus d'Iranais perçoivent les Afghans comme la cause de tous les problèmes du pays : chômage, inflation, insécurité, analyse Arash Nasr. *Leur présence alimente aussi des théories du complot : certains prétendent que le pouvoir iranien cherche à modifier la démographie en sa faveur, du fait du profil conservateur et religieux des Afghans.» Ce rejet diffus, enraciné dans une vision hiérarchique de la société, a favorisé l'émergence d'un consensus rare dans la vie politique : de la droite conservatrice aux opposants au régime, beaucoup soutiennent désormais ouvertement l'expulsion des réfugiés afghans, pour des raisons différentes. «C'est ce climat qui a permis la mise en œuvre d'un plan d'expulsion massif, sans véritable débat public», conclut le chercheur.*

Un mois pour quitter le pays

Selon l'Organisation internationale pour les migrations, le nombre de familles afghanes expulsées d'Iran a explosé en mai, atteignant 15 675 – soit 2,3 fois plus qu'en avril, et plus de trois fois le chiffre de mai 2024. Ce pic marque une évolution dans le profil des expulsés : alors que les campagnes précédentes concernaient surtout des hommes seuls, ils représentent 26 % des personnes concernées en mai contre 28 % de femmes et 46 % d'enfants.

Interdits de séjour dans la moitié des provinces, les migrants afghans en Iran vivaient déjà dans une extrême précarité : leurs emplois sont limités à des tâches ingrates et mal payées. Née en Iran,

droite conservatrice aux opposants au régime, beaucoup soutiennent désormais ouvertement l'expulsion des réfugiés afghans, pour des raisons différentes. «C'est ce climat qui a permis la mise en œuvre d'un plan d'expulsion massif, sans véritable débat public», conclut le chercheur.

En Afghanistan, la fille de Najiyah, qui a 14 ans, ne pourra plus aller à l'école : les talibans l'interdisent

Najiyah, 40 ans, travaille dans une entreprise d'import-export en banlieue de Téhéran de manière clandestine. Possédant une fiche de recensement obsolète, elle a rendez-vous, fin juin, dans l'espoir de régulariser sa situation, mais elle n'y croit guère : «Beaucoup dans le même cas ont déjà reçu un ordre d'expulsion. Etre née ici ne change rien», témoigne cette mère de deux enfants. Le droit du sol n'existe pas en Iran.

Ses proches expulsés récemment n'ont eu qu'un mois pour quitter le pays. Au-delà du délai accordé par les autorités, les migrants doivent payer une amende

et risquent d'être inscrits sur liste noire et interdits de visa. «Parmi mes proches expulsés, les enfants n'ont même pas pu terminer leur année scolaire. Les écoles ont dit aux parents : "Vos enfants passeront leurs examens en Afghanistan"». Najiyah connaît une famille de cinq personnes qui, avant son expulsion, a dû verser 17 millions de tomans pour vingt jours de retard (l'équivalent de 180 euros, soit deux fois le salaire de base d'un ouvrier). Depuis le début de la nouvelle vague d'expulsions, les enfants ne vont plus seuls à l'école. Son mari les accompagne, de peur qu'ils soient arrêtés.

En Afghanistan, sa fille de 14 ans ne pourra plus aller à l'école : les talibans interdisent l'éducation des filles au-delà de 12 ans. «J'espérais tout pour lui cacher la vérité. Mais ce qui me brise le cœur, c'est de savoir qu'elle ne pourra plus étudier.» Cette année, Najiyah a organisé une grande fête pour l'anniversaire de sa fille. «Je l'ai fait parce que je n'arrive pas ce qui va lui arriver dans deux mois.» ■

GHAZAL GOLSHIRI



Des Afghans expulsés d'Iran, dans un centre du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Islam Qala, dans la province de Herat, le 27 avril. MOHSEN KARIMI/AFP

Départ des Américains d'Afghanistan : une énième enquête ouverte

Marqué par un attentat à l'aéroport de Kaboul, le retrait américain du pays en 2021 s'était déroulé dans des conditions très chaotiques

Les autorités américaines n'ont toujours pas digéré leur retrait d'Afghanistan organisé, en catastrophe, fin août 2021, après vingt ans de présence dans un pays qu'ils ont tenu à bout de bras. Le chef du Pentagone, Pete Hegseth, a ordonné, fin mai, une énième enquête sur les conditions chaotiques de ce départ marqué par un attentat-suicide, le 26 août 2021, à l'aéroport de Kaboul. Sean Parrott, assistant du secrétaire à la défense pour les affaires publiques, va mener ce travail qui devrait durer plusieurs mois.

La démarche n'est pas dénuée de calculs politiques à l'égard de l'ex-président Joe Biden, alors aux affaires, mais elle pourrait finir par se retourner contre l'actuel locataire de la Maison Blanche. Donald Trump avait, en effet, lancé le processus de retrait des forces américaines en signant, en février 2020, à Doha, un accord avec les talibans lors de son premier mandat. Qualifiée de blanc-seing par ses détracteurs, cette négocia-

tion avait ouvert la voie au retour des islamistes afghans au pouvoir, précipité la chute du régime de Kaboul, pourtant soutenu et financé par Washington, et surpris les chancelleries occidentales.

Ce 26 août 2021, aux abords de l'aéroport assiégé par des milliers de personnes voulant fuir un pays de nouveau aux mains des islamistes afghans, un kamikaze de l'organisation Etat islamique au Khorassan (EI-K) se fait exploser près de l'Abbey Gate, seule entrée accessible pour pénétrer dans la dernière enclave tenue par des forces occidentales. Le bilan est lourd : 13 militaires américains et 170 Afghans tués ; plus de 160 personnes blessées. Cet attentat et les scènes dramatiques, de centaines d'individus envahissant les pistes et s'accrochant, pour certains, aux roues des avions occidentaux quittant le pays resteront les symboles d'une cuisante défaite.

Depuis, les Etats-Unis tentent de comprendre. La première enquête diligentée par le commandement de l'armée américaine

avait conclu, en novembre 2021, qu'au regard de la dégradation de la sécurité à Abbey Gate «l'attaque n'était pas évitable au niveau tactique sans compromettre la mission visant à maximiser le nombre de personnes évacuées». Une façon de dire qu'en dépit des risques encourus par les soldats postés à cette entrée, il fallait garder cette position pour ne pas mettre en péril la sécurité de l'ensemble des opérations d'évacuation.

La vidéo d'un «martyr»
Mais ces explications n'ont pas suffi. Les critiques suscitées, notamment, par la diffusion des images traumatiques de l'aéroport ont poussé le Congrès à demander, en 2022, des comptes à l'administration Biden. Une étude parlementaire a dénoncé, dans un premier temps, le manque de préparation du retrait et la mise en danger du personnel. Le département d'Etat et le Pentagone ont répondu, en avril 2023, par deux rapports dont la Maison

Blanche a fait publier une synthèse afin d'éteindre l'incendie. Elle soulignait la responsabilité de M. Trump au regard du piteux héritage de l'accord de Doha qui n'avait rien prévu d'autre que le retour des soldats au pays et elle soutenait que le département d'Etat avait fait au mieux, même si, à l'avenir, il faudrait plus anticiper la préparation d'aussi vastes opérations d'évacuation.

Ce plaidoyer pro domo a vite été battu en brèche par le témoignage d'un ex-sergent des marines auditionné par la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants. Selon lui, les tireurs d'élite présents à Abbey Gate ce jour-là auraient vu le kamikaze potentiel mais n'auraient pas pu obtenir de leur hiérarchie l'autorisation de l'abattre. Blessé lors de l'explosion, l'intéressé n'avait pas été interrogé lors de l'enquête initiale.

Ce récit a conduit l'armée américaine à commander une nouvelle enquête afin d'élargir le nombre de personnes interro-

gées. Ses conclusions, publiées en avril 2024, ont, de nouveau, réfuté les accusations de manquements et confirmé que l'attentat ne pouvait pas être évité. Le commandement central assurait que «l'homme chauve en noir repéré par les militaires le matin de l'attentat n'était pas le kamikaze», dont il confirmait, par ailleurs, le nom, Abdul Rahman Al-Logari. Incarcéré, ce membre de l'EI avait été libéré par les talibans quelques semaines auparavant lors de la conquête du pays.

Le rapport final comportait les photos de «l'homme chauve» et d'Al-Logari. Il expliquait qu'après avoir recouru à de nombreuses analyses techniques, dont la reconnaissance faciale, il était apparu qu'il ne pouvait s'agir du même homme. Les rapports internes à l'armée mentionnent la présence d'un possible kamikaze aux cheveux coiffés, portant des vêtements amples et un sac noir n'auraient pas été suffisants, disent ses auteurs, car la description donnée pouvait «correspon-

dre à n'importe quelle personne dans l'immense foule tenant désespérément d'entrer dans l'aéroport». De plus, ajoutaient-ils, l'homme chauve avait été repéré plus de sept heures avant l'attentat avant de disparaître. Constat toujours contesté, aujourd'hui, par certaines familles de soldats victimes de l'explosion.

Seule certitude dans toutes ces enquêtes, le drame était annoncé. La veille, les autorités américaines et britanniques avaient fait état de «menaces crédibles d'attentats-suicides». Les services de renseignement avaient intercepté sur des messageries cryptées une vidéo d'un «martyr» annonçant son projet mortifère. Informé, l'ambassadeur de France à Kaboul, David Martinon, présent dans l'enceinte de l'aéroport, avait interdit aux forces spéciales françaises, et aux policiers du RAID, de se rendre près d'Abbey Gate, comme il l'écrivit dans son livre *Les Quinze jours qui ont fait basculer Kaboul* (L'Observatoire, 2022). ■

JACQUES FOLLOROU

En France, la « bombe sanitaire » du cadmium

Les aliments les plus consommés sont contaminés par ce cancérogène présent dans les engrains phosphatés

Il ne s'agit ni d'un pesticide ni d'un polluant éternel. Pourtant, il contamine massivement les Français, en particulier les enfants, à travers leur alimentation. Au point que les médecins libéraux ont décidé de tirer la sonnette d'alarme sur ce qu'ils considèrent comme une « bombe sanitaire » : le cadmium. Moins connu que le plomb, le mercure ou l'arsenic, le cadmium est un métal lourd classé cancérogène certain pour l'homme. Présent dans les engrains phosphatés utilisés en agriculture, il s'accumule dans les sols et a contaminé les aliments les plus consommés : les céréales du petit déjeuner, le pain, les pâtes ou les pommes de terre.

Dans un courrier adressé lundi 2 juin au premier ministre et aux ministres de la santé, de l'agriculture et de la transition écologique, la Conférence nationale des unions régionales des professionnels de santé-médecins libéraux (URPS-ML) fait part de sa « grande inquiétude ». « L'exposition au cadmium est une bombe sanitaire », commente Pascal Meyvaert, le coordinateur du groupe de travail santé et environnement des URPS-ML. Il y a une urgence sanitaire, il est de notre devoir d'interpeller la puissance publique afin de protéger les citoyens. L'Etat ne peut plus ignorer ce fléau de santé publique ! »

Pommes de terre et épinoards

Plus de 16 000 articles scientifiques documentent les effets délétères du cadmium qui se fixe sur les os et s'accumule dans les reins et le foie. Il est associé à des maladies osseuses comme l'ostéoporose, des néphropathies, des troubles de la reproduction et à un risque accru de cancer (reins, poumon, prostate, sein...). Un cancer « inquiète particulièrement » la communauté médicale, celui du pancréas. Les médecins libéraux disent y être confrontés de « manière fréquente » dans leurs cabinets.

Santé publique France alerte depuis 2021 sur le lien avec l'explosion des cancers du pancréas en France : « Le cadmium est suspect de jouer un rôle dans l'accroissement majeur et extrêmement préoccupant de [son] incidence. » Le nombre de cas a plus que quadruplé en trente ans et les deux tiers ne sont pas liés au vieillissement de la population. Selon la Société nationale française de gastro-entérologie, le cancer du pancréas sera le deuxième plus mortel dans les années 2030-2040. La France est le quatrième pays au monde ayant le plus grand nombre d'apparitions de nouveaux cas.

« Il faut arrêter de donner des céréales à gogo au petit déjeuner aux enfants »

PIERRE SOUVET
président de l'Association santé environnement France

Le cardiologue Pierre Souvet, président de l'Association santé environnement France, qui travaille sur les ravages du cadmium depuis plusieurs années, évoque également des effets nocifs sur le système cardio-vasculaire. Une méta-analyse publiée en 2024 dans la revue *Environmental Pollution* met en évidence un surrisque cardio-vasculaire important à des doses très faibles, avec un risque de développer des pathologies quasi-multiplié par trois dès le seuil de « concentration critique » retenu par l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses). Sur la base des seuls effets sur les os, l'Anses a fixé en 2019 cette valeur à 0,5 microgramme par gramme ($\mu\text{g}/\text{g}$) de créatinine dans les urines. Ce seuil de référence a été défini pour un adulte non fumeur (le tabac est un facteur d'exposition) de 60 ans (le cadmium s'accumule dans l'organisme au fil du temps).

Les médecins pointent notamment une « explosion de la contamination des jeunes enfants en rapport avec leur alimentation – en particulier les céréales, pains et dérivés et les pommes de terre et apparentés qui sont des aliments de la vie courante ». L'imprégnation moyenne des Français au cadmium a pratiquement doublé en dix ans entre les deux grandes enquêtes épidémiologiques pilotées par Santé publique France : elle est passée de 0,29 $\mu\text{g}/\text{g}$ sur la période 2006-2007 (Étude nationale nutrition santé, ENNS) à 0,57 $\mu\text{g}/\text{g}$ sur la période 2014-2016 (Étude de santé sur l'environnement, la biosurveillance, l'activité physique et la nutrition [Esteban]).

C'est plus que la « concentration critique » de 0,5 $\mu\text{g}/\text{g}$ fixée par l'Anses. Selon l'étude Esteban publiée en juillet 2021, la première à mesurer à l'échelle du pays le niveau d'exposition des enfants aux métaux lourds, 47 % des Français dépassaient déjà cette concentration critique, et 18 % des enfants. Pierre Souvet pointe un autre marqueur frappant de cette accentuation considérable de la contamination des Français, la « flambée » observée chez les enfants âgés de 6 à 10 ans :

leurs données affichaient une concentration supérieure à celle des 10-18 ans, mais également à celle des adultes de l'étude ENNS (0,31 $\mu\text{g}/\text{g}$, contre 0,29 $\mu\text{g}/\text{g}$).

Rien d'étonnant. En 2016, déjà, la seule grande étude sur l'alimentation infantile menée jusqu'à ce jour par l'Anses révélait que 14 % des enfants de 3 à 17 ans et plus d'un tiers (36 %) des moins de 3 ans dépassaient la dose journalière tolérable de cadmium dans l'alimentation. Chez les 13-36 mois, l'Anses signalait que « les aliments les plus contributifs » étaient les pommes de terre, les légumes à feuilles (épinards) et les pâtes. L'étude Esteban attire l'attention sur les céréales du petit déjeuner : les enfants (moins de 18 ans) qui en consomment 20 grammes par jour ont une imprégnation au cadmium augmentée de plus de 8,5 % par rapport à ceux qui en consomment très peu (4 grammes par jour). Recommandation de Pierre Souvet soutenue par le docteur Meyvaert : « Il faut arrêter de donner des céréales à gogo au petit déjeuner aux enfants. »

Phosphore marocain
Fixé à 0,35 μg par kilogramme de poids corporel, la dose journalière tolérable française est 3,5 fois plus élevée que la dose maximale recommandée aux Etats-Unis. L'imprégnation moyenne des Français est d'ailleurs trois fois supérieure à celles des Américains et plus de deux fois supérieure à celle des Italiens. Elle dépasse même celle des fumeurs américains, passée de 0,61 $\mu\text{g}/\text{g}$ à 40 $\mu\text{g}/\text{g}$ en quinze ans. Chez les enfants, la différence est encore plus marquée : les jeunes Français (6-10 ans) sont cinq fois plus contaminés que les jeunes Américains (0,06 $\mu\text{g}/\text{g}$), six fois plus que les Allemands du même âge (0,05 $\mu\text{g}/\text{g}$) et quinze fois que les petits Danois (0,02 $\mu\text{g}/\text{g}$).

Comment expliquer cette exception française ? Les URPS-ML rappellent que « cette contamination est très largement imputée à l'épandage d'engrais phosphatés contenant trop de cadmium ». « La teneur en cadmium dans les engrains français est très nettement plus élevée que la moyenne européenne, de l'ordre d'un ratio de 1,76 », confirme le chercheur Thibault Sterckeman (Inrae, université de Lorraine), auteur de plusieurs études sur la contamination des sols agricoles par le cadmium. Elle est par exemple deux fois plus élevée qu'en Alle-



Dans un supermarché, à Rennes, en mai 2023. KERMALO/REA

Les jeunes Français sont cinq fois plus contaminés que les jeunes Américains, six fois plus que les jeunes Allemands

cadmium qui empoisonne l'alimentation des Français et réclame un plan pour « réduire la consommation d'engrais chimiques ». Un plan « engrais » devait être présenté en juin 2024. Il a été victime de la dissolution de l'Assemblée nationale. « Seule une action conjointe de mesures sanitaires préventives et d'accompagnement des agriculteurs au changement de pratiques agricoles pourra amorcer un début de dépollution de notre environnement et donc de nos corps », commente Manon Castagné, spécialiste des questions agricoles de l'ONG.

Soutenir l'alimentation bio
De leur côté, les médecins libéraux appellent à « des actions fortes dès maintenant ». « Les considérations économiques ne doivent plus primer sur la santé des Français », tonne Pascal Meyvaert. L'absence de réaction de l'Etat est insupportable. » Les URPS-ML demandent notamment au gouvernement de « soutenir très fermement l'alimentation biologique », en particulier dans les cantines scolaires. Une méta-analyse portant sur plus de 340 études, publiée en 2014 dans le *British Journal of Nutrition*, montre que les aliments biologiques présentent en moyenne 48 % de cadmium en moins que les aliments issus de l'agriculture conventionnelle. Les médecins demandent également de faciliter le dosage de la cadmiurie (non pris en charge aujourd'hui) pour « cibler les patients à risque » et « passer à une logique de dépistage » des pathologies associées.

Outre les enfants, les femmes sont fortement contaminées par le cadmium (0,68 $\mu\text{g}/\text{g}$ en moyenne contre 0,47 $\mu\text{g}/\text{g}$ pour les hommes, selon les données d'Esteban). Les carences en fer, qui touchent les femmes pendant la grossesse et près d'un quart des femmes non ménopausées, favorisent l'absorption et la fixation du cadmium. « Il faut désormais former l'ensemble des médecins libéraux à cette problématique très mal connue pour faire de la prévention », indique M. Meyvaert. A l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, jeudi 5 juin, la Conférence nationale des URPS-ML lance une campagne d'information dans les cabinets libéraux avec un message-clé : varier son alimentation et privilégier le bio pour diminuer l'imprégnation au cadmium. ■

LES CHIFFRES

79

C'est, en pourcentage, la quantité d'échantillons alimentaires, couvrant près de 90 % du régime total des Français, contaminés par le cadmium.

400

C'est, en pourcentage, l'augmentation de l'exposition alimentaire au cadmium entre les deux grandes études sur l'alimentation des Français publiées par l'Anses en 2004 et en 2011.

30

C'est, en microgrammes par kilo ($\mu\text{g}/\text{kg}$), la teneur moyenne retrouvée en France dans les céréales, notamment dans le blé (biscuits sucrés et salés, barres céréaliers) mais aussi dans le chocolat noir dont le cacao provient d'Amérique latine. Elle est de 19 $\mu\text{g}/\text{kg}$ pour le pain, 14 $\mu\text{g}/\text{kg}$ pour les viennoiseries et 11 $\mu\text{g}/\text{kg}$ pour les pâtes. La teneur est de 21 $\mu\text{g}/\text{kg}$ pour les pommes de terre. Avec une teneur moyenne de 170 $\mu\text{g}/\text{kg}$, les mollusques et les crustacés sont les plus contaminés par le cadmium présent dans les sédiments en raison des activités anthropiques (industrie, agriculture, exploitation minière).

CULTURES MONDE.

du lundi au vendredi 11H – 12H
Mélanie Chalandon
Julie Gacon



L'esprit d'ouverture



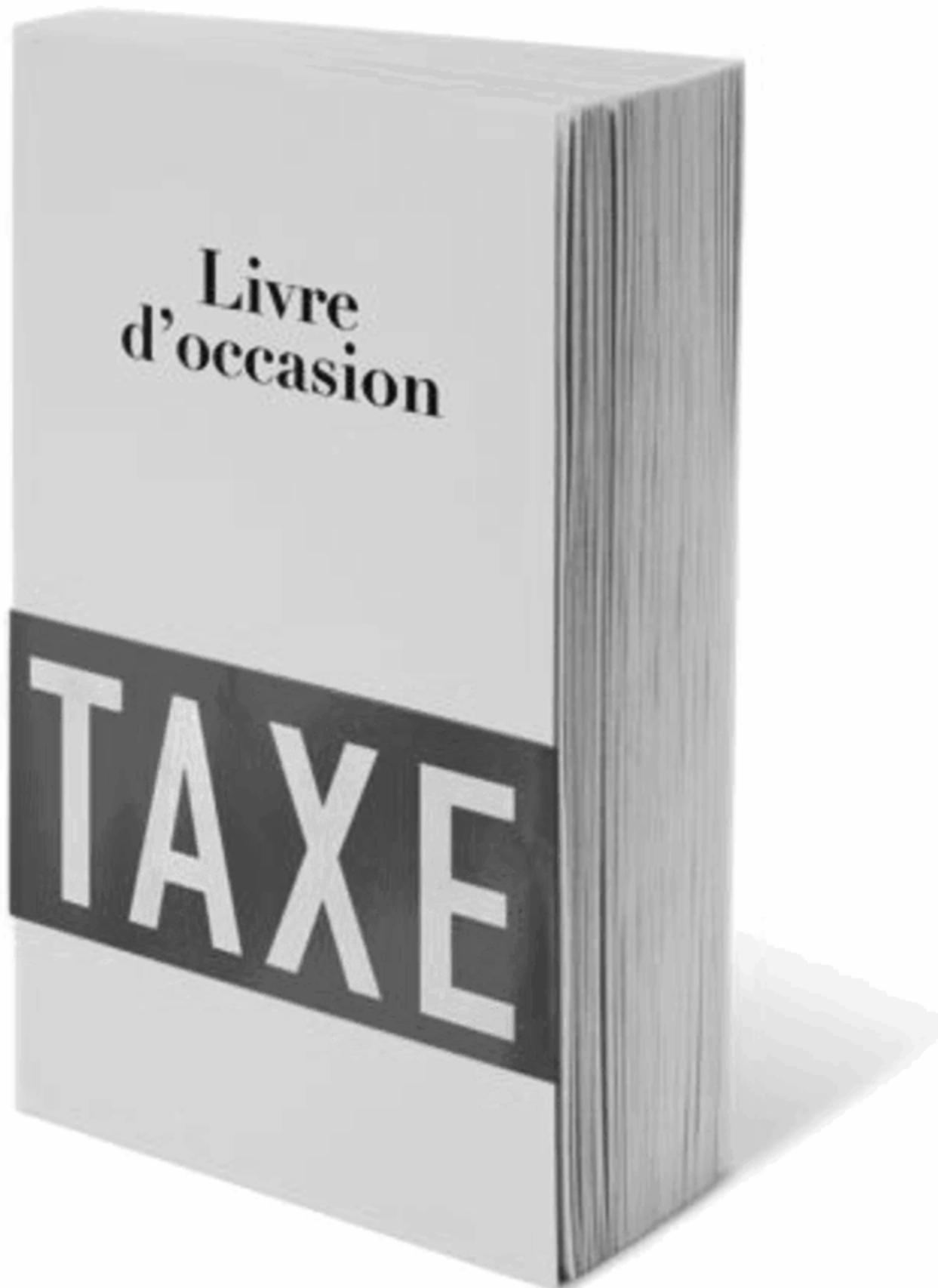
En partenariat avec
Le Monde

Au pays des Lumières, on n'a pas que des idées brillantes.

**Taxer le livre d'occasion à 3%,
alors que la lecture est en
danger, est-ce bien sérieux ?**

Une telle mesure serait contre-productive : elle limiterait l'accès à la lecture, pénaliserait les libraires et irait à l'encontre des modèles écologiques et économiques que l'on prétend soutenir.

Les Espaces Culturels E.Leclerc, acteurs engagés au quotidien, le savent : cette taxe serait un frein pour tous les lecteurs et pour la transmission du goût de la lecture aux plus jeunes.



E.Leclerc

DÉFENDRE TOUT
CE QUI COMpte POUR VOUS.

Le PS, toujours plus affaibli, élit son chef

Les militants socialistes devaient voter, jeudi, pour le second tour de l'élection au poste de premier secrétaire

Une impression de déjà-vu. Comme au congrès de Marseille, en 2023, avec ses divisions fratricides, les deux mêmes hommes devaient s'affronter, jeudi 5 juin, pour le second tour de l'élection au poste de premier secrétaire du Parti socialiste (PS). L'actuel détenteur du titre, Olivier Faure s'opposera au maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, avec un léger avantage pour le sortant, arrivé en tête lors du premier round, le 27 mai, avec 400 voix d'avance. Le chef de file des députés PS, Boris Vallaud, qui s'est lancé tardivement dans la bataille de ce 8^e congrès, n'aura pas réussi à empêcher l'histoire de se répéter.

De nouveau, cette campagne interne du PS aura été le théâtre d'affrontements interpersonnels entre deux camps toujours plus irréconciliables en apparence. Un congrès sans débats de fond, ni idées novatrices censées réveiller l'appareil à l'aube de municipales et d'une présidentielle cruciale. Les soutiens des trois candidats l'admettent : peu importe le résultat, ce congrès aura mis en lumière l'état moribond du parti.

S'il PS panse encore les plaies de l'élection présidentielle de 2022, il avait su tirer profit de la candidature de Raphaël Glucksmann (Place publique) lors des européennes de 2024, arrivé premier à gauche, puis des législatives anticipées. Le parti avait envoyé deux fois plus de députés à l'Assemblée nationale à l'été 2024 que deux ans plus tôt. Un succès, dont Olivier Faure s'était adjugé les mérites, mais insuffisant pour reprendre le leadership à gauche bien tenu par La France insoumise (LFI).

Lente décomposition militante
Car le PS ne parvient toujours pas à attirer les foules. Trente-neuf mille adhérents ont été comptés à l'aube du vote interne, soit 1000 de moins qu'à Marseille, et seulement 24 587 ont participé au premier tour. La direction du PS se félicitait pourtant de l'arrivée de quelque 10 000 nouveaux militants. « Des jeunes ont adhéré mais ça n'a rien à voir avec les grands mouvements que l'on a pu connaître dans ce parti. On a le double de socialistes qui sont en dehors, ceux qui sont partis à cause de la Nupes [Nouvelle Union populaire écologique et sociale], du Nouveau Front populaire et de Jean-Luc Mélenchon. On est peut-être plus en réanimation mais en convalescence, et pour une bonne guérison, il faut un nouveau docteur », plaide le chef de file des sénateurs socialistes, Patrick Kanner, soutien de Nicolas Mayer-Rossignol.

« Il y a une quarantaine de fédéra-



Une militante, à la fin d'un meeting à la fédération socialiste de Dordogne, à Périgueux, le 10 mai. UGO AMEZ POUR «LE MONDE»

tions socialistes qui sont dévastées, avec moins de 100 militants. C'est terrible», renchérit David Assouline, autre lieutenant du maire de Rouen. Le bilan d'Olivier Faure à la tête du PS, assurent ces derniers. Depuis la prise de pouvoir du député de Seine-et-Marne, en 2018, le parti a perdu 50 000 adhérents. L'entourage du premier secrétaire se défausse, assurant avoir récupéré un parti en lambeaux au lendemain du quinquennat de François Hollande et l'avoir remis sur les rails de la gauche depuis 2022. Faisant au passage comme si la direction n'avait aucune responsabilité dans l'accident industriel de la présidentielle de 2022.

Face à cette lente décomposition militante, les adversaires d'Olivier Faure n'auront pas plus réussi à renverser la table. Si Nicolas-Mayer Rossignol est parvenu à coaliser les différents opposants internes, il n'a pas réussi à mobiliser suffisamment. « Quand on regarde fédération par fédération, on se rend compte que les militants nous soutenant se sont mobilisés quand les

siens beaucoup moins », analyse Pierre Jouvet, secrétaire général du PS, proche d'Olivier Faure.

« On ne peut pas dire que la majorité actuelle et son opposition n'aient avancé d'idées nouvelles depuis le dernier congrès », tranche, plus sévère, Rémi Branco, vice-président socialiste du département du Lot et proche de Boris Vallaud. Avec le courant Unir, nous avons fait quelque chose de novateur, ce que personne n'a été capable de proposer en deux ans ou même en sept ans. » Proposition d'une académie Léon-Blum pour former les militants, d'un journal, *Le Nouveau Populaire* (en référence au *Populaire*, qui fut dirigé par Léon Blum) pour diffuser ses idées, consultations militantes... Le chef de file des députés PS espérait voler la vedette aux deux favoris en réveillant la machine intellectuelle, en vain.

Espéré par plusieurs cadres du parti, opposants ou soutiens d'Olivier Faure, le député des Landes aura trop longtemps tergiversé sur sa candidature pour apparaître comme un espoir. Devenu « faiseur de rois » avec sa troisième place, il a finalement décidé d'apporter un soutien sous condition à Olivier Faure tout en laissant la liberté de vote à ses soutiens. Pour justifier ce revirement, Boris Vallaud, qui s'était posé en trait d'union entre les deux camps, a assuré, dans un entretien au *Monde*, le 1^{er} juin, avoir reçu des « engagements fermes » de la part d'Olivier Faure sur la gouvernance du parti jusqu'alors jugée trop verticale par les adversaires de ce dernier.

Grand non-dit
Malgré les apparences, la relation du PS avec LFI reste le grand non-dit de ce congrès. C'est la conviction du député de l'Essonne Jérôme Guedj. L'ancien fauriste désormais rallié à Nicolas Mayer-Rossignol, a expressément mis le sujet sur la table devant les militants. « Ce n'est pas le congrès de LFI, la question a été tranchée », lui ont répondu Olivier Faure et ses soutiens. Tout en nuancant ce propos : oui, il pourra y avoir des

comme un espoir. Devenu « faiseur de rois » avec sa troisième place, il a finalement décidé d'apporter un soutien sous condition à Olivier Faure tout en laissant la liberté de vote à ses soutiens. Pour justifier ce revirement, Boris Vallaud, qui s'était posé en trait d'union entre les deux camps, a assuré, dans un entretien au *Monde*, le 1^{er} juin, avoir reçu des « engagements fermes » de la part d'Olivier Faure sur la gouvernance du parti jusqu'alors jugée trop verticale par les adversaires de ce dernier.

« Une quarantaine de fédérations sont dévastées, avec moins de 100 militants. C'est terrible »

DAVID ASSOULINE
soutien
de Nicolas Mayer-Rossignol

exceptions en fonction des spécificités locales. « Mais comment faire un accord à un endroit alors que LFI veut faire la peau à des socialistes dans certaines villes ? », rétorque l'élu de l'Essonne, en référence à Michaël Delafosse, maire PS de Montpellier, attaqué par LFI. Catégorique sur les plateaux de télévision, Olivier Faure se montre plus tempéré en privé : en cas de nouvelle dissolution, il pencherait pour un « accord avec Mélenchon » pour contrer le risque d'une « ma-

jorité absolue » de l'extrême droite à l'Assemblée nationale. Une façon de laisser la porte ouverte à LFI. En attendant, le reste de la gauche, François Ruffin en tête, se félicite d'une potentielle victoire d'Olivier Faure, la seule qui laisse la porte ouverte à une primaire.

Les deux hommes se sont affichés dans la Somme en « covoyage », une façon pour Olivier Faure de se poser en orchestrateur de l'union de la gauche de « Glucksmann à Ruffin ». « Peut-être qu'il veut en faire notre candidat à la présidentielle ?, fait mine de s'interroger Patrick Mennucci, opposant d'Olivier Faure. En tout cas, cela exprime bien deux lignes, une d'affirmation du PS, et l'autre de dilution. » Après le congrès, la question d'une primaire à gauche va rapidement s'ouvrir. L'ancienne candidate au poste de premier ministre du Nouveau Front populaire, Lucie Castets, a donné rendez-vous le 2 juillet à l'ensemble de la gauche pour s'organiser. ■

SANDRINE CASSINI
ET OLIVIER PÉROU

La motion de censure de LFI largement rejetée à l'Assemblée

Le texte visait à dénoncer les « manœuvres » du bloc central pour faire accélérer l'examen de la loi agricole Duplomb

Le gouvernement de François Bayrou s'offre une accalmie. Mercredi 4 juin, l'Assemblée nationale a majoritairement rejeté la motion de censure signée en grande partie par des députés de La France insoumise (LFI). Seuls 116 députés, sur les 289 requis pour faire tomber un gouvernement, ont voté en faveur du texte. Tous les élus de LFI ainsi que la quasi-totalité des écologistes et la moitié du groupe communiste ont soutenu cette initiative, la septième contre le gouvernement Bayrou. « Nous sommes fiers d'avoir déposé une motion qui défend l'honneur du Parlement et de la démocratie », a plaidé

Mathilde Panot (Val-de-Marne), présidente du groupe LFI, à l'issue du vote, et ce, malgré la défaite.

Dans l'Hémicycle, les débats ont tourné autour de l'origine de la motion de censure : la stratégie politique inédite du socle gouvernemental, soutenu par le Rassemblement national de voter, le 26 mai, une motion de rejet contre son propre texte, à savoir la proposition de loi agricole du sénateur de Haute-Loire Laurent Duplomb (Les Républicains).

La technique avait pour but de faire passer directement le texte en commission mixte paritaire, accélérant son adoption. Un « 49.3 déguisé » pour le groupe LFI, qui a

dénoncé à la tribune, par la voix de Mathilde Hignet (Ille-et-Vilaine), des « manœuvres pour contourner le Parlement » et des « méthodes antisociales et antidémocratiques qui alimentent toujours plus les crises économiques, environnementales, sociales et politiques ». Dans la foulée, le premier ministre a montré son étonnement face à cette motion de censure « unique en son genre ». « L'Assemblée n'est pas contente de l'Assemblée et elle se propose de manifester le mécontentement qu'elle éprouve à son propre égard en renversant le gouvernement, a déclaré François Bayrou. Résumons : le gouvernement n'est pas à l'origine de ce texte, il

n'est pas à l'origine de son adoption, il n'est pas à l'origine de la motion de rejet, mais il est coupable. »

Un « triste jeu de dupes »

Le chef du gouvernement, comme tous les orateurs du centre à l'extrême droite, a ensuite accusé les signataires de la motion d'être à l'origine du blocage du Parlement par les nombreux amendements déposés. « De quel droit nous reprochez-vous de faire notre travail ? », lui a répondu la députée Génération.s Sophie Taillé-Polian (Val-de-Marne). Respecter la démocratie, c'est se laisser du temps. Votre carrière en témoigne. » Au Parti socialiste, seule la députée

Béatrice Bellay (Martinique) a voté cette motion de censure. Si le groupe a dénoncé un « triste jeu de dupes, où les artisans d'un texte mettent en scène sa propre disparition », il a estimé que le texte des « insoumis » et des écologistes n'était pas la « bonne réponse » à apporter à cette situation. Pour autant, il n'a pas fermé la porte à une censure du gouvernement sur d'autres sujets d'ici la fin de la session ordinaire, le 30 juin.

La menace continuera donc de planer au-dessus de François Bayrou. Même le groupe des députés Les Républicains, allié du bloc central, l'a rappelé. « Nous ne donnons pas un blanc-seing à votre

gouvernement », a ainsi prévenu Guillaume Lepers, député du Lot-et-Garonne, qui a énuméré les limites à ne pas franchir, en matière budgétaire et sur la proportionnelle notamment.

Le Rassemblement national a, lui aussi, ouvertement brandi la menace d'une censure prochaine. « Votre tour viendra, monsieur le premier ministre, a inlassablement répété Sébastien Chenu (Nord). Après cette motion de censure à laquelle vous échapperez sans grandeur, nous allons vous voir à l'œuvre. » Pour le gouvernement Bayrou, le répit sera donc peut-être de courte durée. ■

ROBIN RICHARDOT

Alliance avec le RN : Eric Ciotti « ne regrette rien »

L'ancien président du parti Les Républicains justifie son choix dans un livre paru mercredi

De l'extérieur, avec ses baies vitrées sans tain qui donnent sur la rue, le bureau d'Eric Ciotti sert de miroir aux passants pour se recoiffer. Le siège de son parti, l'Union des droites pour la République (UDR), n'est situé qu'à quelques mètres de celui des Républicains (LR), de l'autre côté de la place du Palais-Bourbon, mais la ressemblance s'arrête là. Au bâtiment de cinq étages, où il s'était barricadé au lendemain de son alliance avec la leader du Rassemblement national (RN), Marine Le Pen, pour les élections législatives de 2024, a succédé une ancienne agence immobilière en rez-de-chaussée, où deux étranges colonnes d'inspiration gréco-romaine encadrent la petite salle de conférences de presse.

Loin d'y voir une régression, le président de l'UDR considère au contraire que ce sont « *Les Républicains qui ne sont plus une grande maison, au vu de leurs résultats électoraux* ». C'est d'ailleurs l'objet de son livre aux airs de justification, *Je ne regrette rien* (Fayard, 272 pages, 21,90 euros), paru le 4 juin. Il y narre de l'intérieur le rabougrissement de son ancienne famille politique, dont il fait remonter le crépuscule au début du quinquennat de Nicolas Sarkozy, quand celui-ci fit le choix de « *l'ouverture* » vers sa gauche, plutôt que d'aller à droite toute. « *Un échec stratégique majeur* », juge Eric Ciotti, que son alliance avec le RN est vouée à réparer.

Rien ne s'est passé comme prévu
Mais depuis un an et son spectaculaire retour au pouvoir, rien ne s'est passé comme prévu pour l'ancien président de LR. Aux premiers jours de sa nouvelle vie, il escamait pouvoirs former un groupe de plus de 100 députés, comme il le raconte dans son livre. Ils ne sont finalement que 16 élus, pour la plupart sans expérience, réduits à faire de la figuration au Palais-Bourbon. Puis ce fut l'émergence inattendue de Bruno Retailleau, au sujet duquel il rappelle leur « *af-*

Le président de l'UDR insiste : son accord avec le RN est une « alliance », et il dispose d'une « liberté totale »

pense et sera emporté avec elle.» Mais Eric Ciotti n'a pas levé tous les doutes au sein du RN. Un député influent s'interroge en privé sur la fidélité du nouvel allié « *en cas de coup dur* », rappelant que le Niçois est d'abord un politicien qui ne vient pas de leur famille.

Dans son local de l'UDR, deux grands drapeaux encadrent son bureau : l'un bleu, blanc, rouge, l'autre aux couleurs de l'Union européenne. Comme un gage de son indépendance vis-à-vis de Marine Le Pen qui n'a que du mépris pour Bruxelles. Eric Ciotti insiste : son accord avec le RN n'est « *pas un ralliement* », mais « *une alliance* », et il dispose d'une « *liberté totale* ». « *Ses députés sont élus parce que Le Pen leur a donné des circonscriptions [circonscriptions] RN. Si demain elle baisse le pouce, cela en est fini de sa boutique* », diagnostique un conseiller du président des députés LR, Laurent Wauquiez, dont il fut le lieutenant.

« Totalem ent à l'aise »
Le supplément donne même l'impression de faire du zèle. Il s'est désormais converti à une réforme du mode de scrutin pour les élections législatives (souhaitant la proportionnelle départementale avec prime majoritaire), s'alignant sur la leader du RN. Lors de la niche parlementaire de l'UDR, le 26 juin, son parti soumettra une proposition de loi mort-née, visant à abroger les peines d'exécution provisoire. « *Quand on a des partenaires, il faut bien les traiter* », le soigne la fille de Jean-Marie Le Pen, qu'il côtoie depuis 2022 dans le cadre de ses fonctions à l'Assemblée nationale, sa relation est plus distante avec son dauphin.

Quant à leur différend sur les retraites, il apparaît pour ce qu'il est : une mise en scène. Si les députés UDR se sont opposés à l'abrogation de la réforme de 2023 alors que ceux du RN ont voté pour en novembre 2024, un projet commun se dessine pour 2027. La question de l'âge légal de départ à taux plein n'est désormais plus centrale pour le parti lépéniste, qui se concentre désor-

mais sur la question des annuités. Le « fonds souverain » que souhaite créer Marine Le Pen pourrait, lui, servir à financer le projet de retraite par capitalisation d'Eric Ciotti. « *Le RN est bien conscient que la difficulté reste le second tour. Il y a l'obligation de s'adresser à un autre électeur sur les sujets économiques* », abonde le Niçois, en lien régulier sur ces sujets avec François Durvye, l'un des conseillers de Marine Le Pen sur l'économie.

Eric Ciotti jugera le succès de son alliance avec Marine Le Pen, à



Eric Ciotti, président de l'Union des droites pour la République, à Paris, le 28 mai.

THIBAUD MORITZ/AFP

tour derrière le maire sortant, Christian Estrosi (Horizons).

Pendant le week-end de l'Ascension, les deux frères ennemis se sont croisés au Festival du livre de Nice, où le maire de la ville présentait le sien sur le réchauffement des océans. Alors que Christian Estrosi bénéficiait d'un emplacement privilégié, le stand d'Eric Ciotti était relégué dans un angle. On se targue qu'il ait malgré tout vendu 700 exemplaires, contre 200 pour son adversaire. Il n'y a pas de petites victoires. ■

ROBIN D'ANGELO

L'organisateur présumé des « cryptorapts » en France arrêté au Maroc

Badiss Mohamed Amide B., âgé de 24 ans, a été interpellé, mardi, à Tanger, grâce à la coopération judiciaire étroite entre les deux pays

CASABLANCA (MAROC) - correspondance

Cela faisait plusieurs jours que le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, et son homologue marocain, Abdellouafi Laftit, étaient en contact étroit pour organiser l'arrestation du commanditaire présumé de plusieurs enlèvements d'entrepreneurs dans le secteur des cryptomonnaies lorsque l'interpellation de Badiss Mohamed Amide B. a eu lieu. Un appel téléphonique du ministre français à M. Laftit, jeudi 29 mai, a précipité l'opération qui a permis d'arrêter l'homme de 24 ans.

Né au Chesnay, dans les Yvelines, le Franco-Marocain est notamment soupçonné d'avoir orchestré le kidnapping, en janvier 2025, de David Balland, le cofondateur de l'entreprise française Ledger, finalement retrouvé et libéré par le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). Il est également recherché en vertu de deux mandats d'arrêt internationaux émis par deux magistrats, à Versailles et au Mans, pour une sé-

questration et une tentative d'homicide commises à l'été 2023.

Depuis plusieurs semaines, M. Retailleau se disait convaincu de l'urgence de la situation. Au cours d'une réunion avec des acteurs de la cryptomonnaie, le 16 mai, à laquelle participaient le préfet de police de Paris et des directeurs généraux de la police et de la gendarmerie nationales, le ministre avait fait part de sa « *détermination à mettre fin à ces attaques insupportables qui ciblent les professionnels des cryptoactifs* », ajoutant que « *l'appareil d'Etat est pleinement mobilisé pour retrouver les auteurs et commanditaires de ces violences et les mettre hors d'état de nuire* ».

Le rythme des kidnappings et tentatives d'enlèvement de figures de ce secteur ou de leurs proches pour obtenir des rançons s'est accéléré depuis le début de l'année. Les derniers faits en date, au mois de mai, ont montré que les ravisseurs ne reculaient devant aucune violence. Le père d'un entrepreneur a ainsi été amputé de plusieurs phalanges d'un doigt au cours d'un calvaire qui a duré plus

de deux jours, avant d'être délivré par la police judiciaire parisienne. Peu après, c'est une femme de 34 ans qui a été sauvée de ses ravisseurs grâce à la résistance qu'elle opposait, avec son compagnon et un passant, dans une rue du 11^e arrondissement de Paris. La scène, filmée, a dévoilé au grand public l'existence de ces rapt.

Extrêmement déterminé

En dépit de son jeune âge, Badiss Mohamed Amide B. est considéré comme extrêmement déterminé. Il est suspecté d'avoir mené en personne les négociations téléphoniques avec les familles des victimes et les spécialistes des services de police et d'avoir donné des consignes directes aux geôliers de personnes kidnappées. D'après plusieurs sources, le commanditaire des « cryptorapts » n'a cessé de parfaire sa technique de demande de rançon, exigeant d'abord que le paiement passe par les plateformes les plus usuelles avant d'en exiger le versement sur des plateformes plus confidentielles et réputées pour leur manque de coopération avec les

autorités judiciaires françaises. La justice cherche encore à déterminer l'implication du Franco-Marocain dans d'autres affaires d'enlèvements ou tentatives de rapt.

« *[Le commanditaire] est décomplexé vis-à-vis de la violence et ne craint pas de l'exercer sans aucun préavis* », indique un responsable de la police française. Les tortures et mutilations, comme dans le cas de David Balland, qui a été amputé à vif d'une phalange, se sont faites sur ses instructions par des ravisseurs qui ont exécuté ses décisions à la lettre.

Badiss Mohamed Amide B. est soupçonné d'être à la tête d'une organisation bien rodée et de s'être appuyé sur un « proxy » en France, un relais chargé de recruter chaque équipe à laquelle a été affectée une tâche précise : vol et maquillage de véhicules, déplacement, kidnapping proprement dit, détention et même Ravitaillement avec des personnes chargées d'approvisionner les ravisseurs et leur victime en nourriture et produits de première nécessité.

En raison de sa nationalité marocaine, l'extradition en France

Le suspect aurait mené en personne les négociations téléphoniques avec les familles de victimes et les services de police

de Badiss Mohamed Amide B. est rendue impossible. Souvent, en pareil cas, les autorités françaises décident de patienter jusqu'à ce que leur « cible » voyage dans un pays dont elle ne possède pas la nationalité afin de demander son interpellation et son extradition. Cette fois, considérant que la mise hors d'état de nuire du suspect était urgente, les magistrats français ont décidé d'em employer le mécanisme peu usité de la « *dénunciation officielle* ». Ce dispositif, prévu dans la convention bilatérale franco-marocaine d'avril 2008, consiste dans une délégation des poursuites aux

autorités judiciaires marocaines, qui leur permet de juger une personne au Maroc pour des faits commis en France.

Mercredi, le ministre de la justice, Gérald Darmanin, a remercié le Maroc pour l'arrestation du suspect, se félicitant sur le réseau social X de « *l'excellente coopération judiciaire* » entre Paris et Rabat, « *en particulier contre la criminalité organisée* », conséquence du réchauffement de la relation bilatérale, en 2024, assure l'équipe du garde des sceaux. L'exécution au Maroc de commissions rogatoires internationales à la demande des autorités françaises a augmenté, tout comme le nombre des arrestations médiatiques, à l'instar de celle de deux ressortissants français, présumés complices du narcotrafiquant Mohamed Amra, interpellés à Marrakech en février. Le mois suivant, Gérald Darmanin se rendait au Maroc pour éviter, notamment, leur extradition. Une procédure toujours en cours et qui pourrait prendre plusieurs mois. ■

ANTOINE ALBERTINI (À PARIS)
ET ALEXANDRE AUBLANC

Les zones d'ombre de la mort d'un Kanak tué par des gendarmes

Le 3 juin 2024, Lionel Païta a été mortellement blessé par les forces de l'ordre. L'inspection générale de la gendarmerie a ouvert une enquête

NOUMÉA - correspondante

Le 3 juin 2024, alors que des dizaines de barrages entraient la route, six gendarmes décident, sans en informer leur hiérarchie, de parcourir les 40 kilomètres qui les séparent de leur affectation, à l'aéroport La Tontouta, pour aller déjeuner sur les baies de Nouméa, haut lieu touristique de la capitale, malgré la crise insurrectionnelle qui frappe la Nouvelle-Calédonie depuis deux semaines. L'escapade, à bord de deux voitures louées par leurs soins, se terminera par 13 coups de feu tirés sans sommation après une course-poursuite, suivis d'un échange de tirs, et par deux blessés du côté indépendantiste, dont Lionel Païta, 26 ans, qui décédera quatre jours plus tard, le 7 juin.

A l'époque, le procureur de la République de Nouméa, Yves Dupas, parle de « contexte d'embuscade envers les forces de l'ordre » et de « plusieurs hommes » qui auraient « ouvert le feu », « entraînant une action de riposte ». Une version mise à mal par les auditions des gendarmes et des témoins, dévoilées le 15 avril lors d'une audience au tribunal correctionnel de Nouméa. Car le dossier a été saucissonné. Les coups de feu mortels font l'objet d'une enquête de l'inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN), mais Elie Païta, 23 ans, a été jugé pour « violence avec usage ou menace d'une arme sans incapacité ». Ce qui est reproché à ce cousin de Lionel Païta ? Avoir volontairement, au volant d'un pick-up, percuté l'un des véhicules loués par les gendarmes. Des faits que le jeune homme nie, expliquant à la barre avoir « simplement voulu bloquer la voiture », alors qu'il « ignorait qu'il s'agissait de forces de l'ordre ».

C'est sur la route du retour, aux alentours de 15 h 30, que la sortie a

pris une tournure tragique. Les gendarmes sont en civil, sans brassard ni insigne, au volant d'une Nissan Micra et d'une Suzuki Swift de location et passent à toute vitesse le barrage indépendantiste du col de la Pirogue. Ils pensent « avoir été repérés » un peu plus tôt, précise leur compte rendu d'audition.

Un témoin interrogé quelques jours après les faits par la chaîne locale Caledonialivre livre une autre version : « Ils se sont arrêtés à mon niveau, le chef de bord [le passager avant] a pointé son arme sur moi. Il y avait 3 mètres entre nous, l'un des passagers du véhicule a crié : "Fils de pute, tu veux quoi ?" » Un témoignage que n'entendent pourtant pas les juges. L'homme n'a pas été convqué au tribunal. Il est pourtant identifié, puisque l'IGGN a pu l'entendre, quelques jours après l'audience. La demande d'investigations complémentaires formulée par la défense a, elle, été refusée.

Peur d'une « milice »

Les jeunes qui tiennent le barrage sont persuadés d'avoir affaire à « une milice », comme le précisera un communiqué de la Cellule de coordination des actions de terrain publié au lendemain du drame, le 4 juin. L'existence de ces groupes armés, réminiscence de la quasi-guerre civile des années 1980, n'est pas avérée, mais le 15 mai, trois jeunes Kanak ont été tués par des civils armés d'origine européenne. Sur Internet, des vidéos d'hommes masqués, armés et en treillis, circulent. Certains font partie des forces de l'ordre, mais d'autres sont effectivement des civils, comme a pu le constater *Le Monde*. Les gendarmes circulent dans des pick-up banalisés, plaques masquées, eux aussi le visage dissimulé et armés. La confusion règne et, dans la communauté kanak, la

Les gendarmes étaient en civil, sans brassard ni insigne, et passaient un barrage indépendantiste

peur de ces miliciens, réels ou fantasmés, s'installe.

Alors, lorsque les deux citadines occupées par de jeunes hommes blancs en civil passent à toute vitesse devant eux, en haut du col, Elie et Lionel Païta n'hésitent pas. Avec un troisième comparse, qui n'a toujours pas été identifié, ils montent dans leur pick-up pour, selon Elie Païta, « prévenir ceux du barrage d'en bas de l'arrivée de la milice ». Dans la descente, il percute le l'arrière droit de la deuxième voiture. « Je voulais passer devant pour l'intercepter, mais j'ai dérapé à cause des chicanes de branches et de pierres qui entraient la route », poursuit Elie Païta. Les deux véhicules sont alors à l'arrêt côté à côté. Un gendarme de 23 ans, passager avant, tire 13 balles avec son arme de service. Six se ficheront dans la portière du pick-up côté conducteur, une autre dans le poignet d'Elie Païta. Un gendarme, présent dans l'autre véhicule, confirmera qu'il n'y a eu à ce moment-là aucun tir en provenance du pick-up.

« C'était des tirs pour tuer », s'époumone M^e Stéphane Bonomo à l'audience. Pour l'avocat d'Elie Païta, le dossier est « emblématique de la réponse répressive de l'Etat contre les Kanak ». Il déplore également que son client, qui ne peut plus travailler et a été blessé par balle, « se retrouve à la barre », alors que les gendarmes sont totalement

indemnes, et surtout qu'à aucun moment ces hommes « en tenue bourgeoise » n'ont crié « gendarmerie » pour s'identifier, ou effectué de tirs de sommation, contrairement aux règles relatives à l'usage des armes.

« Sentiment d'injustice »

Après les premiers tirs, Lionel Païta, qui se trouve côté passager, descend du pick-up et ouvre le feu à deux reprises en direction des deux véhicules. Il est mortellement touché au front par un autre gendarme, lui aussi âgé de 23 ans, qui se trouvait dans la voiture de tête. Cette fois, il s'agit bien d'un tir de riposte.

Un an après les faits, les jeunes du col de la Pirogue qui étaient à ce moment-là sur le barrage sont « très en colère ». Ils ont un grand sentiment d'injustice, voire de haine, s'inquiète Allan Païta, l'un des oncles de Lionel. Ils n'ont pas confiance en la justice, après tout ce qui a été dit sur cette affaire, [notamment le fait] qu'ils auraient piégé les gendarmes ». Allan Païta, comme le reste de la famille de celui que tout le monde appellait « Yon-Yon », n'attend « pas grand-chose de la justice non plus ».

A ce jour, le parquet n'a toujours pas ouvert de procédure. « A la clôture de l'enquête préliminaire de l'IGGN, le parquet procédera à une analyse de la procédure et appréciera l'opportunité d'ouvrir une information judiciaire », précise le procureur, Yves Dupas, bien qu'aucune disposition ne l'oblige à attendre les conclusions de l'IGGN pour se saisir du dossier. Sollicitée à plusieurs reprises, la gendarmerie nationale n'a pas répondu aux questions du *Monde*. Elie Païta sera, lui, rejugé le 10 juin. Le parquet a fait appel de sa condamnation à trente mois de prison, dont dix-huit mois de sursis probatoire. ■

CHARLOTTE MANNEVY

« Complément d'enquête » revient sur les « pratiques déconcertantes » de Rachida Dati

Le magazine diffusé jeudi révèle, en collaboration avec « Le Nouvel Obs », des documents qui attesteraient d'un lien financier entre GDF Suez et l'ex-protégée de Nicolas Sarkozy

Rachida Dati aurait-elle perçu de l'argent de la part de GDF Suez pour défendre les intérêts de l'industrie gazière au Parlement européen ? C'est l'hypothèse et la principale révélation du numéro de « Complément d'enquête » consacré à la ministre de la culture, diffusé jeudi 5 juin sur France 2, et que *Le Monde* a pu visionner en avant-première.

Intitulé « Rachida Dati, la conquête à tout prix », l'enquête réalisée en collaboration avec *Le Nouvel Obs* revient sur le parcours singulier de l'ex-protégée de Nicolas Sarkozy et dresse le « portrait d'une femme d'affaires en politique aux pratiques parfois déconcertantes ». Au cœur de ces « pratiques », deux dossiers : celui de l'affaire Carlos Ghosn, l'ex-PDG de Renault-Nissan, dans laquelle M^e Dati est mise en examen pour « corruption passive » et « recel d'abus de pouvoir », et un autre en lien avec GDF Suez, qui n'est pas judicarisé.

Dans cette seconde affaire, le seul élément connu de la justice est cryptique et guère signifiant en soi. Quelques mots écrits à la main dans un cahier à spirale saisi

par les enquêteurs en 2019 dans le bureau de l'assistante de la maire du 7^e arrondissement : « GDF 250 » juste à côté de « Renault 300 ». Les journalistes de « Complément d'enquête » émettent l'hypothèse que ce « 250 » correspondrait à une somme de 250 000 euros (hors taxes) perçue en deux fois par M^e Dati pour défendre les intérêts de GDF Suez au Parlement européen, où elle siégeait entre 2009 et 2019.

A titre de preuve, ils révèlent des fichiers comptables du cabinet d'avocats STC Partners, placé en liquidation judiciaire en 2019, qui attestent la réception de deux sommes d'un même montant de la part de GDF Suez, puis de deux versements des exacts mêmes montants à M^e Dati, en 2010 et 2011. Soit l'existence possible, selon les journalistes, d'un « lien financier entre Rachida Dati et GDF Suez via un cabinet d'avocats qui a pu servir de société écran », alors que l'intéressée a toujours dit n'avoir jamais eu aucun lien d'affaires avec cette entreprise.

En parallèle, l'activité d'eurodéputée de Rachida Dati entre 2011 et

2013 témoigne de prises de position en faveur de l'industrie gazière avec des questions écrites adressées à la Commission européenne et des amendements à des textes. Ni GDF ni les ex-membres du cabinet STC n'ont répondu aux sollicitations des journalistes et encore moins M^e Dati, qui a obstinément refusé de les recevoir.

La conquête de Paris

Les « pratiques déconcertantes » de M^e Dati sont également illustrées par le témoignage de plusieurs interlocuteurs, entre admiration, crainte et réprobation. L'ancienne garde des sceaux est « un génie du réseau », pour Anne Lauvergeon, ex-PDG d'Areva, « un bulldozer qui n'a pas de limites », selon Pierre-Yves Bournazel, conseiller de Paris et candidat Horizons pour les municipales de 2026, voire une femme franchement menaçante, d'après Agnès Buzyn, ancienne ministre de la santé et candidate de secours de la macronie aux municipales à Paris en 2020, après l'abandon de Benjamin Griveaux. Celle-ci raconte que, après avoir refusé l'al-

liance proposée par M^e Dati aux municipales de 2020, cette dernière aurait changé de comportement et envoyé des SMS au « ton violent » dans lesquels elle promettait, entre autres, de « lâcher les chiens » et de « pourrir [sa] campagne ».

Car s'il y a bien une conquête qui écrase toutes les autres pour Rachida Dati, c'est celle de la Mairie de Paris. A ce sujet, le reportage conforte une théorie que la ministre a plusieurs fois démentie : l'existence d'un pacte avec le président Emmanuel Macron, qui se serait engagé à la soutenir aux municipales en la nommant au ministère de la culture, en janvier 2024. C'est exactement ce qu'elle dit aux élus de son groupe au Conseil de Paris, Changer Paris, dans un échange en visioconférence, juste avant l'officialisation de sa nomination au ministère de la culture, et qui a été enregistré. « Je veux être candidate et qu'on soit soutenu, j'ai eu l'assurance qu'il y aurait une candidature unique pour qu'on puisse gagner car c'est mon seul objectif. » Quoi qu'il en coûte ? ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN

Contre la retraite à 64 ans, une mobilisation avant tout symbolique

La CGT a appelé à manifester, tandis que les députés ont adopté, jeudi, une proposition de résolution d'abrogation de la réforme

Le 6 juin 2023, les huit principaux syndicats défilent en rangs serrés dans la rue pour s'opposer, une quatorzième fois, à la réforme des retraites. Deux ans plus tard, la CGT est pratiquement la seule organisation de salariés à avoir appelé, jeudi 5 juin, à des manifestations afin de dénoncer le report de 62 à 64 ans de l'âge d'ouverture des droits à une pension. Chose inédite sur ce dossier, Solidaires s'est abstenu de participer à la démarche tandis que la direction nationale de la FSU n'a pas explicitement invité à s'y associer – mais certaines de ses structures territoriales l'ont fait.

Quant aux autres centrales, il y a belle lurette qu'elles ne brandissent quasiment plus de banderoles – sauf FO, de temps à autre.

Si la CGT s'est, de nouveau, mise en ordre de bataille, ce n'est pas le fruit du hasard. Jeudi matin, les députés ont adopté une proposition de résolution du groupe communiste, qui « affirme l'imprévisible nécessité d'abroger la retraite à 64 ans ».

Le texte revêt une dimension symbolique, car il n'a aucun pouvoir juridique contraignant. Mais la CGT a tenu à l'appuyer, comme l'explique la secrétaire générale, Sophie Binet, car il « offre enfin la possibilité au Parlement de se positionner sur cette réforme, ce qu'il n'avait pas pu faire jusqu'à présent puisqu'elle avait été imposée, en 2023, à coups de 49.3 ». Une allusion à l'article de la Constitution qui permet de faire passer des lois sans vote. « Il est essentiel qu'un signal politique soit envoyé », ajoute M^e Binet. Le but est aussi de montrer que les salariés n'ont pas tourné la page et qu'ils ne veulent pas travailler deux ans de plus, comme le prouvent tous les sondages réalisés à ce sujet. »

« Besoin de prendre du recul »

La deuxième confédération de France continue la bagarre, mais en n'étant accompagné, en cet instant précis, que de quelques organisations étudiantes et lycéennes.

La situation de la CGT « reflète la cassure qui s'est produite dans le front syndical », commente Stéphane Sirot, professeur d'histoire à l'université de Cergy-Pontoise. Les acteurs en présence ont désormais des conduites et des objectifs différents. « Certains participent à la pseudo-négociation proposée par le gouvernement tandis que d'autres cherchent à exister à travers des journées d'action dont le résultat ne nous paraît guère probant », considère Frédéric Souillot, le numéro un de FO. Sa confédération s'est retirée, dès le début, des discussions engagées fin février avec le patronat, et la CGT lui a emboîté le pas quelques semaines après. La CFDT, la CFE-CGC et la CFTC sont restées autour de la table, tandis que les autres organisations n'avaient pas été invitées.

Si FO n'exhorté pas la population à battre le pavé, il ne faut pas pour autant y voir un renoncement, as-

« Le but est de montrer que les salariés n'ont pas tourné la page et qu'ils ne veulent pas travailler deux ans de plus »

SOPHIE BINET
secrétaire générale de la CGT

Porter le flambeau de la contestation est devenu ardu en raison de la « fatigue des Français », selon la CFE-CGC

sure M. Souillot. « Nous sommes toujours pour l'abrogation des 64 ans, martèle-t-il. C'est un combat qui doit être poursuivi, mais selon des modalités à redéfinir. » Ses homologues, qui ont opté pour le dialogue avec les représentants des employeurs, tiennent aussi à ne pas donner l'impression qu'ils auraient rendu les armes. « Nous ne sommes absolument pas résignés, déclare François Hommeril, le président de la CFE-CGC. Ce que nous jugions mauvais en 2023 le demeure aujourd'hui. »

Même la CFTC, réputée pour sa modération, promet qu'elle n'a pas jeté l'éponge, par la voix de son leader, Cyril Chabanier : « Ce n'est pas parce que nous ne sommes pas dans les cortèges que nous avons abandonné notre revendication sur la suppression de la retraite à 64 ans », argue-t-il. Mais les mobilisations comme celles de jeudi ne lui « paraissent pas efficaces ».

Porter le flambeau de la contestation est devenu ardu en raison de la « fatigue des Français », selon la formule de M. Hommeril. « Je ne veux pas abuser des gens que je représente et leur manquer de respect en les embarquant dans un mouvement qui serait vain », confie-t-il, tout en respectant le choix fait par la CGT. La FSU, pourtant prompte à passer à l'action, a trouvé que celle de jeudi ne répondait pas aux attentes des personnels qu'elle défend, beaucoup étant employés dans l'éducation nationale. « Nous avons besoin de prendre du recul et de réfléchir à nos stratégies pour engager les indispensables rapports de rapports », reconnaît, de son côté, Murielle Guibert, codélegue générale de Solidaires.

Dès lors, l'une des questions qui se pose est de savoir pourquoi la CGT repart à l'offensive dans un contexte aussi peu favorable. « C'est une manière de communiquer en interne auprès des militants, qui réclament ce type d'initiatives », décrypté Laurent Frajerman, chercheur associé au Cerlis-université Paris Cité. Mais il s'agit aussi de s'adresser à l'extérieur, « car les retraites restent une préoccupation centrale pour les Français », complète-t-il : « Le but est de passer dans les médias, pour contrer les éléments de langage de plus en plus prégnants selon lesquels il serait impossible de revenir en arrière. »

La CGT est prise dans un « écheveau mêlant contraintes et impuissance », enchaîne M. Sirot. Selon lui, « elle ne peut pas faire autrement que d'occuper l'espace public, à intervalles réguliers, dans une approche du syndicalisme dont la journée d'action ritualise le conflit ». Dans l'esprit de M^e Binet et de ses camarades, il est d'autant plus pertinent de procéder ainsi que la campagne présidentielle de 2027 approche. Leur volonté est donc que la voix du « non aux 64 ans » porte « dans le débat qui va s'ouvrir », analyse M. Sirot. Mais le risque est que ce soit « contre-productif », avec un nombre limité de manifestants qui « accrédiérait l'idée que l'opinion est passée à autre chose ». ■

BERTRAND BISSUEL

Les habitants de Puget-sur-Argens pleurent Hichem Miraoui

Dans la commune varoise où vivait et travaillait le coiffeur, abattu samedi par son voisin, la stupeur domine face à cette mort « injuste »

REPORTAGE

PUGET-SUR-ARGENS (VAR)
- envoyé spécial

Deux jours avant qu'Hichem Miraoui ne soit abattu à son domicile de Puget-sur-Argens (Var), son ami Majid (les personnes citées par leur seul prénom n'ont pas souhaité donner leur nom) est allé se faire couper les cheveux dans le salon de coiffure du Tunisien de 45 ans. « Hichem était inquiet, il se sentait menacé depuis un mois », rapporte cet enfant du village, mardi 3 juin. Il m'a parlé de son voisin, qui se plaignait des odeurs de cuisine et d'autres choses. » A côté de Majid, Kamel, le propriétaire du commerce dans lequel Hichem Miraoui officiait, hoche la tête, accablé et silencieux : il n'apprécie pas les mots pour dire ce qu'il ressent. A lui aussi, Hichem Miraoui s'était confié. Comme il l'avait fait auprès de sa sœur et de sa cousine, installées dans le sud de la France. Elles savaient que le natif de Kairouan avait récemment subi les insultes de ce voisin, que son scooter avait été barré d'une inscription raciste.

Samedi, en fin de soirée, Christophe B. a franchi un cap dans l'expression de sa haine pour les autres, qu'il manifestait depuis des années sur son compte Facebook et qu'il nourrissait par la fréquentation de sites complotistes et d'extrême droite. Propriétaire de plusieurs armes à feu, l'homme de 53 ans a abattu Hichem Miraoui en tirant plusieurs fois sur lui, là où tous deux vivaient, dans un recoin de la zone industrielle et commerciale des Meissugues, qui sépare Puget-sur-Argens et Fréjus.

« Il adorait son métier »

Deux Kurdes habitant au même endroit, Akif B. et Halil Ibrahim B., demandeurs d'asile nés respectivement en 1990 et 1999, ont ensuite été visés par le meurtrier présumé – le premier a été touché à la main. « Des survivants », relève leur avocat, David Andic, pour rappeler que le bilan aurait pu être plus lourd. L'action a été revendiquée par Christophe B. comme un geste politique dans plusieurs vidéos diffusées sur Facebook, ce qui a motivé la saisine du Parquet national antiterroriste (PNAT), la première pour un meurtre inspiré par les idées de l'extrême droite. La garde à vue du suspect peut durer jusqu'à jeudi matin.

Sur le lieu des faits, le logement d'Hichem Miraoui, placé sous scellés, porte encore les traces de ce crime « raciste » et « sans doute aussi antimusulman », selon les mots du ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, mardi. De petites plaques noires de sang séché couvrent le sol devant la baie vitrée et, à l'intérieur, le rideau rouge est maculé de taches. L'appartement est un ancien box de stockage transformé à la va-vite en habitat. C'est le cas de plusieurs des garages autour, officiellement domiciliés au « lot 22 » de la zone d'activités, au fond d'une impasse. Sur place, un groupe de copropriétaires des box, excédés qu'on s'approche de leurs biens et de l'usage auquel ils

les ont dévolus, fait la chasse aux journalistes.

« Hichem avait emménagé dans ce logement il y a quelques mois, mais cela ne devait pas durer, c'était pour dépanner », déplore Majid. « Il n'a pas eu de chance, il est tombé sur un voisin hyper raciste. C'est une mort stupide, injuste », se lamente l'une des anciennes voisines du coiffeur, Guillermina, loin de la zone industrielle. Avant d'atterrir aux Meissugues, l'artisan, célibataire et sans enfant, a vécu huit ans dans un petit appartement du vieux centre – si provençal – de Puget-sur-Argens, 8 200 habitants. Celui qu'on rejoint en franchissant le porche d'un campanile ocre, surmonté d'une horloge et d'une inscription « République française ».

Hichem Miraoui avait dû quitter ce logement, car le propriétaire souhaitait y faire des travaux. « Je le voyais tous les soirs boire un thé et fumer sa cigarette sur les marches », raconte Guillermina sur le pas de sa porte. Il avait un petit barbecue pour faire des grillades, il aimait cuisiner et partager son couscous, écouter de la musique arabe. Avec lui, il n'y avait jamais aucun problème. Il travaillait beaucoup, il adorait son métier, ce n'était pas quelqu'un qui profitait du système. »

Dans le centre de Puget-sur-Argens, ravagé par la concurrence de la zone commerciale géante qui borde la commune, l'employé principal du salon Facekoop, issu d'une grande fratrie et arrivé en Europe en 2011 (d'abord en Italie puis en France), était connu et apprécié. Devant la vitrine du salon, les petits mots d'hommage, les bouquets de fleurs et les bougies se multiplient depuis dimanche matin. Une marche blanche en l'honneur d'Hichem Miraoui est prévue le 8 juin, dans l'après-midi. Tous les passants rencontrés mardi et mercredi, sans exception, font l'éloge du coiffeur. « Un type tranquille, serviable », constate Emile Farkane. « Il avait toujours un petit mot, "bonjour", "comment ça va ?... Il était très intégré », dit Sylvie Elvassore, sans contenir ses larmes.

« Gentil, gentil, gentil », répète Marouen Gharsali, qui a immigré de Tunisie, lui aussi : « Il ne faisait pas payer la coupe quand tu n'avais plus de sous, il te disait : "La prochaine fois..." » Sur son téléphone, il montre la vidéo d'un média tunisien, dans laquelle la mère d'Hichem Miraoui pleure la mort de ce fils qui l'appelait souvent et lui envoyait une partie de l'argent qu'il gagnait. « Les enfants

« Ce mec n'a pas tué pour rien. On tape toujours sur les Arabes, les musulmans. La brèche a été ouverte depuis longtemps »

TOUFIK SAHRAOUI
épicier



Toufik Sahraoui, épicier, et Sylvie Elvassore, une passante, à Puget-sur-Argens (Var), les 3 et 4 juin. THÉO GIACOMETTI/HANS LUCAS POUR « LE MONDE »



du quartier l'adoraient, car il était drôle, ajoute Hélène Garcia, qui vit en face du salon. Il récupérait et gardait les colis pour nous, il nous aidait à porter les plus lourds. Il demandait toujours à ses clients s'ils étaient gênés par les chants coraniques qu'il passait parfois. » Ces derniers jours, beaucoup d'habitants s'inquiétaient du sort de Nala, la chatte adorée du coiffeur, que personne n'a vue depuis la tuerie.

A l'inverse, Christophe B. ne semblait guère fréquenter le centre-ville de Puget. « Il ne venait pas ici, n'allait pas dans les cafés, ne participait pas à la vie du village », décrit l'une des rares personnes à savoir qui il est et à accepter d'en parler de façon anonyme : « C'est un ancien biker, qu'on savait agressif et raciste. » Avec sa compagne, qui a alerté les autorités après son geste sanglant, il avait un snack mobile qu'il baladait dans les foires et salons de la région.

« Celui qui a fait ça, c'est un fou »
D'après Var Matin, Christophe B. était originaire des Vosges, chauvin de métier et membre depuis 2023 d'un club de tir de plein air à la sortie de Fréjus. Par téléphone, le président de l'association ne souhaite pas faire de commentaire « tant que l'enquête est en cours », mais il ne dément pas l'appartenance de Christophe B. au club. Selon une source officielle, prudente en attendant la fin de la garde à vue et les premiers commentaires du PNAT, « l'auteur des tirs paraît assez isolé, sans accointances particulières avec des groupes politiques ». Il aurait des antécédents judiciaires anciens, pour des violences ou des états d'ébriété.

Quelle signification apporter aux faits ? A Puget-sur-Argens, décrit comme une commune dénuée de tensions voire végétative, les habitants sont abasourdis. « Les gens sont stupéfaits, ce n'est pas dans les mœurs de Puget. C'est une mauvaise surprise et un choc pour la ville », a réagi le maire (divers droite), Paul Bouddoue. « C'est une ville-dortoir, où il ne se passe rien d'habituel. Les gens partent le matin pour travailler, reviennent le soir », assure Hélène Garcia.

Malgré la qualification rapide de l'attaque comme « raciste » et « terroriste » par les autorités nationales, certains contestent ces termes, comme l'hypothèse d'une atmosphère propice à de tels actes, qui serait liée au climat politique national et local – lors des élections législatives de 2024, la candidate du Rassemblement national, Julie Lechanteux, élue au premier tour, a recueilli 59,42 % des suffrages dans la commune. « Celui qui a fait ça, c'est un fou, il a pété un plomb. Ici, il y a très

peu de racistes », affirme Achour Ferhat, « Pugetois de toujours », devant l'épicerie du centre-ville.

Cette interprétation fait bondir le patron du commerce, Toufik Sahraoui, resté prostré à l'ombre jusque-là : « Oh, tu t'es réveillé où ? Ce mec n'a pas tué pour rien, c'est un facho. On tape toujours sur les Arabes, les musulmans. La brèche a été ouverte depuis longtemps. » Devant la carrosserie proche du lieu des faits, la même scène de contradic-

tion, ou presque : tandis qu'un employé, Jean-Pierre Lopez, y voit le geste d'un « farfelu », son collègue, Nader Gahel, souffle : « Un farfelu, au moins ça. » Et ajoute :

« Dans cette région, nous sommes tous les jours victimes de racisme. »

Venu se recueillir devant le salon de celui qui le coiffait depuis « tout petit », Camil Pangole, 17 ans, vante la gentillesse d'Hichem Miraoui, qui lui adressait « un petit coucou » chaque jour sur le che-

min du lycée, et constate : « La France, c'est n'importe quoi en ce moment. » De l'autre côté de la rue, Dominique Meynadier, artiste céramiste, soupire : « Ce type qui a tué Hichem a cultivé la haine. Ce n'est pas facile de lutter contre cette haine, qui n'arrive pas toute seule. Il appartient à chacun d'entre nous d'aller contre cette culture de la violence. Mais comment fait-on ? Comment s'en sort-on ? » ■

JÉRÔME LEFILLIÂTRE

ISRAËL-PALESTINE L'APPEL POUR LA PAIX DE 150 PERSONNALITÉS

Le Nouvel Obs

OCÉAN
LA RUÉE
VERS LES
FONDS
MARINS

L'exploitation
minière, un enjeu
géopolitique

LA NOUVELLE
AFFAIRE DATI

RÉVÉLATIONS SUR L'ARGENT CACHÉ
DE L'EX-DÉPUTÉ EUROPÉENNE

EN PARTENARIAT AVEC

© D.R./ZUMA PRESS / AFP - PHOTOPQR/LE PROGRES

EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

Les drogues de synthèse liées à plus d'overdoses

La consommation de ces substances, dont l'accès est rendu très facile par Internet, explose

Un corps, un deuxième, puis un troisième gisent sur les trottoirs d'un même quartier de l'Est parisien. Samedi 24 mai, à l'aube, ces trois jeunes hommes recrachés par la nuit parisienne sont sauvés in extremis par les services d'urgence. Ils sont frappés d'un même mal, incolore, inodore, contenu dans une petite fiole retrouvée sur l'une des victimes. Du GHB, une drogue de synthèse utilisée dans les soirées «chemsex». Une substance associée, cette nuit-là, à la consommation de 3-MMC et d'alcool.

Pour Anne Batisse, responsable du centre d'addictovigilance de Paris, cette scène n'est guère surprenante. Bien au contraire, et c'est là que réside le problème : «C'est une affaire d'une grande banalité», estime la pharmacienne, qui souligne que la vigilance face aux overdoses ne doit pas se limiter aux soirées parisiennes. «Le phénomène est là, il s'est installé sur tout le territoire, irrigué par Internet, les messageries numériques, et la livraison à domicile. La cocaïne et les cannabinoïdes de synthèse touchent tout le monde», explique-t-elle.

Dangerosité sous-estimée

Diffusée mercredi 4 juin, la dernière mouture de l'enquête Drame – pour «décès en relation avec l'abus de médicaments et de substances» –, livrée, chaque année, par le centre d'addictovigilance du centre hospitalier universitaire (CHU) de Grenoble, permet de mesurer l'évolution du nombre d'overdoses mais aussi les substances qui en sont la cause. Les chiffres rendus publics remontent à 2023, mais ils résonnent avec les constats de terrain : si la majorité des 793 décès recensés sont liés à la consommation d'opioïdes (70 % d'entre eux, en légère baisse), ce sont les morts par overdose de cocaïne qui augmentent, avec 272 décès signalés (70 de plus qu'en 2022). «Une hausse notable, reflet de la crise de la cocaïne que traverse la France», soulignent, d'une même voix, les toxicologues Bruno Revol et Nathalie Fouilhé, auteurs de cette enquête qui couvre 90 départements.

L'autre enseignement concerne bien les drogues de synthèse qui montent en puissance : dix-sept décès liés au GHB sont comptabilisés, contre cinq un an plus tôt. Treize overdoses fatales sont re-

liées à la kétamine (contre trois dans la précédente enquête). Les nitazènes sont, eux, responsables de sept décès par overdose – c'est leur première apparition dans l'enquête. Le phénomène reste toutefois «sous-évalué», notent les deux experts, leur recensement ne prenant en compte que les décès ayant donné lieu à une autopsie et déclarés dans le cadre du dispositif par les toxicologues analystes.

Parmi ces substances psychoactives, le GHB (et ses dérivés) était aussi mis en avant dans le bulletin de l'Association des centres d'addictovigilance du mois de mars. Cette sorte de fiche d'identité dresse le portrait-robot de ce tueur discret, à la «dangerosité

au début des années 2010, une seule saisine par an concernait les

sous-estimée». Ce produit, pour lequel n'existe pas d'antidote, a une «marge étroite entre les effets recherchés et les effets toxiques», souligne le document, avec un «risque majeur d'overdose ou de G-hole» («trou noir», avec perte de conscience). Entre juillet 2018 et décembre 2023, 639 cas d'overdoses ont été rapportés au réseau français d'addictovigilance. Ils concernent des hommes à 92,2 %, de 34,5 ans de moyenne d'âge.

Cette drogue n'est pas la seule incriminée dans les overdoses des rues de la capitale. Selon le parquet de Paris, vingt-quatre enquêtes ont été ouvertes à la suite de décès par overdoses en 2024. Cocaïne, héroïne, MDMA et, surtout, des «cocktails» de différentes substances ressortent des analyses toxicologiques des derniers cas recensés. Depuis le début de cette année, dix cas d'overdoses mortelles ont déjà été confiés à la brigade des stupéfiants de la direction de la police judiciaire de la préfecture de police, dont trois concernent des drogues de synthèse.

«Au début des années 2010, une seule saisine par an concernait les

drogues de synthèse, sur une vingtaine de dossiers d'overdoses mortelles. Désormais, cela représente environ un tiers des enquêtes, souligne le chef du groupe «surdose» de la brigade des «stups». Tous les profils des victimes, dont le groupe est saisi, et qui ont fait l'usage de ces drogues de synthèse, sont des hommes liés à la pratique du chemsex, précise l'enquêteur. Il s'agit souvent de personnes très bien insérées socialement.»

On n'a pas d'antidote

Dans le service de réanimation médicale et toxicologique dont il assure la direction, à l'hôpital Lariboisière (Assistance publique-Hôpitaux de Paris), à Paris, le professeur Bruno Megarbane estime accueillir entre sept et huit patients, chaque mois, pour des intoxications liées au chemsex. Soit un à deux, chaque semaine. Cela peut sembler peu, au regard de la centaine d'admissions mensuelles enregistrées dans son service, mais la tendance lui semble à la hausse, depuis une décennie, avec une accélération ces trois à quatre dernières années.

«Cathinones [ensemble de substances de synthèse aux propriétés rappelant la cocaïne, parmi lesquelles la 3-MMC] et GHB peuvent être combinés, parfois aussi avec de la cocaïne ou de la kétamine, et ces mélanges, qui font de plus en plus d'adeptes, peuvent aboutir à des toxicités assez graves», détaille le médecin. Avec de l'agitation, des crises d'anxiété, des douleurs thoraciques voire des convulsions pour des patients ayant consommé des cathinones ; un coma parfois accompagné de dépression respiratoire, pour du GHB. «Ce sont des substances très dangereuses, souligne-t-il encore, et parce que leur consommation augmente, le nombre de patients que l'hôpital voit arriver augmente aussi.»

«Les médecins sont aussi de plus en plus souvent au contact de personnes qui pensent avoir consommé telle substance, et qui en ont en réalité pris celle autre», relève Jean-Claude Alvarez, directeur du laboratoire de toxicologie du CHU de Garches (Hauts-de-Seine). Amené à analyser des échantillons saisis par la police

«Les conséquences peuvent être terribles si on ajoute un opioïde aux drogues de synthèse»

JOËLLE MICALLEF
responsable du centre d'addictovigilance Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse

ou adressés par des associations, il fait état, en Ile-de-France, d'une «exposition de plus en plus fréquente à des poudres falsifiées». Il prend l'exemple de comprimés analysés voilà quelques jours : présentés comme de l'oxycodone, un produit morphinique, ils contenaient en fait du métontiazène, l'un de ces opioïdes de synthèse très puissant, qui font des ravages aux Etats-Unis.

«Les nouvelles drogues de synthèse, c'est la roulette russe. Le dosage est crucial. Les conséquences peuvent aussi être terribles si on y ajoute un opioïde, et on n'a pas d'antidote», prévient Joëlle Micallef, responsable du centre d'addictovigilance Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse. Dans les rangs des associations aussi, on sonne l'alarme.

Le marché du cannabis, sous toutes ses formes, n'est pas épargné, y compris lorsqu'il est légal ou dans une «zone grise». «Ce qui est particulièrement préoccupant, ce sont les cas où des consommateurs pensent acheter du CBD [perçu comme inoffensif] dans des boutiques spécialisées, mais ils se font avoir et se retrouvent en réanimation», poursuit Mme Micallef. «Ce "CBD adulteré" contient souvent des cannabinoïdes de synthèse très puissants, pouvant entraîner des malaises, des troubles psychiatriques, des douleurs thoraciques.»

Catherine Delorme, présidente de la Fédération Addiction, alerte également : «De plus en plus de substances, qui se présentent comme des "substances de rues", alors qu'elles viennent du Web, comportent soit des produits différents de ceux auxquels les consommateurs s'attendent, soit les mêmes, mais en beaucoup plus puissants.» ■

MATTEA BATTAGLIA
ET THOMAS SAINTOURENS



Dix-sept décès liés au GHB étaient comptabilisés en 2023, contre cinq un an plus tôt

liées à la kétamine (contre trois dans la précédente enquête). Les nitazènes sont, eux, responsables de sept décès par overdose – c'est leur première apparition dans l'enquête. Le phénomène reste toutefois «sous-évalué», notent les deux experts, leur recensement ne prenant en compte que les décès ayant donné lieu à une autopsie et déclarés dans le cadre du dispositif par les toxicologues analystes.

Le rapport met en garde face à la disponibilité croissante des cathinones de synthèse

En Europe, le risque sanitaire des stupéfiants issus de la chimie

Dans son rapport annuel, l'agence de l'Union européenne sur les drogues souligne une hausse rapide de la consommation

En Hongrie, la menace a pris la forme de petits bombons gelifiés à l'effigie d'animaux. C'était en juin 2024, et ces friandises, chargées en cannabinoïdes semi-synthétiques, furent responsables de graves malaises chez 30 consommateurs. Ailleurs en Europe, ce sont des alertes liées aux overdoses à la suite de la consommation de cathinones et d'opioïdes de synthèse, mais aussi à la diffusion massive de cocaïne d'une grande pureté, qui, mises bout à bout, dessinent les contours d'un «paysage des drogues en changement», selon le rapport annuel de l'Agence de l'Union européenne sur les drogues (EUDA).

Ce document, publié jeudi 5 juin, ressemble à un «état de la menace», comme peuvent en produire habituellement les services d'enquête. Sauf que, dans ce cas, il ne s'agit pas des corollaires violents du narcotrafic, devenu un sujet de préoccupation politique majeur, mais bien des risques sanitaires. «Dans un con-

texte (...) d'évolution rapide des tendances en matière de drogues, l'Europe est confrontée à de multiples défis qui mettent ses citoyens en danger, estime Alexis Goosdeel, le directeur exécutif de l'agence. L'essor de substances très puissantes et la complexité croissante des modes de consommation mettent à rude épreuve les systèmes de santé et de sécurité.»

Le marché des substances stupéfiantes mises en lumière par le rapport de l'EUDA est particulièrement volatile. Il s'adapte en continu, au gré des vicissitudes de la géopolitique, des évolutions législatives, ou encore des innovations scientifiques. Cette photographie d'une réalité en mouvement détaille la diffusion de molécules qui sont vendues à la place d'autres produits à des consommateurs qui, par conséquent, ne connaissent pas leur puissance.

«Face à la disponibilité de nouveaux opioïdes synthétiques puissants, tels que les nitazènes, dans l'Union européenne et à leurs risques sanitaires graves, il est essen-

tiel d'améliorer la capacité de l'Europe à identifier de nouvelles substances, à déterminer la pureté des drogues et à réaliser un profilage pharmacologique afin de clarifier les substances commercialisées», explique le rapport, qui milite pour une meilleure prise en compte de cette problématique par les Etats membres.

Dans la lignée des dernières études françaises illustrant l'essor de l'usage de stimulants illicites, le document met en garde face à la disponibilité croissante des cathinones de synthèse, aux «importations et saisies sans précédents» : 37 tonnes de ces stimu-

lants (parmi lesquels figure notamment la 3-MMC) ont été saisies en 2023 en Europe, contre 4,5 tonnes en 2021.

Sites de production

La «famille» de ces drogues s'est élargie de sept nouveaux membres, détectés par le programme européen de détection rapide, portant le nombre total de cathinones observées à 178. Mais l'importation (souvent depuis l'Inde) n'est désormais plus la seule voie d'accès : 53 sites de production ont été démantelés en Europe en 2023 – essentiellement en Pologne.

Une tendance qui se poursuit et qui concerne une vaste gamme de drogues de synthèse. C'est ainsi qu'un laboratoire de méthamphétamines a été démantelé dans l'arrière-pays varois, en juin 2024.

Si les ravages du Fentanyl aux Etats-Unis ont été largement documentés (plus de 100 000 décès par overdose en 2022), le rapport insiste sur la menace plus diffuse des opioïdes de synthèse, en particulier des nitazènes, en Europe.

En 2024, la totalité des nouveaux opioïdes de synthèse notifiés par le programme européen de détection rapide appartenait à cette famille de drogues très puissantes. L'agence européenne spécialisée s'inquiète de la plus grande disponibilité de ces molécules, notamment sous la forme de faux médicaments. «Cela suscite des inquiétudes sur le potentiel de ces produits d'être utilisés par un public plus large de consommateurs, dont les plus jeunes», souligne-t-elle.

Les pages relatives au cannabis amènent, elles aussi, sur le terrain des manipulations chimiques. La drogue la plus consommée en Europe (24 millions d'adultes en ont fumé en 2024) est vendue dans des versions «boostées» particulièrement dangereuses. Selon les données de l'EUDA, le taux moyen de THC de la résine de cannabis a doublé sur la dernière décennie, pour atteindre désormais les 23 %. «Évaluer aujourd'hui les problèmes sanitaires liés au cannabis est rendu plus complexe par

la gamme plus large des produits disponibles, incluant les extraits ultrapiquants et les "edibles" [produits comestibles], explique le rapport. Certains produits (...) peuvent être altérés avec des nouveaux cannabinoïdes synthétiques, à l'insu de la connaissance des consommateurs.»

Ce panorama marqué par la polyconsommation cite également la substance stimulante la plus consommée du continent : la cocaïne – 4,6 millions d'usagers, en 2024. L'Agence de l'Union européenne sur les drogues confirme la large disponibilité de cette drogue, sur tout le continent, en lien avec des saisies en augmentation constante – plus de 419 tonnes, en 2023. Les données remontées via le système de sentinelles Euro-DEN Plus en 2023 démontrent que la cocaïne est aussi la substance la plus souvent incriminée dans les admissions aux urgences, en cause dans 25 % des cas d'intoxication grave aux drogues et médicaments. ■

T. ST

Banques : coup de frein sur la régulation

Comme les Etats-Unis, l'Europe envisage d'assouplir la réglementation censée éviter les crises financières

A l'automne 2008, pendant la grande crise bancaire, le gouvernement britannique a été contraint à l'impossible : il a nationalisé dans l'urgence deux banques, dont Royal Bank of Scotland, l'un des plus grands établissements financiers au monde. Vendredi 30 mai, dix-sept ans plus tard, il a enfin revendu le solde de sa participation, fermant le chapitre d'une des plus grandes faillites financières de l'histoire.

Après deux décennies, les leçons de cette crise sont-elles en passe d'être oubliées ? Etats-Unis, Union européenne (UE) et Royaume-Uni repoussent actuellement l'entrée en vigueur de nouvelles régulations bancaires, chacune craignant de faire face à la concurrence déloyale des autres. «*On n'est pas encore dans une course au moins-disant, mais le risque d'y être est bien réel*», résume Nicolas Véron, du Peterson Institute for International Economics (PIIE), un groupe de réflexion américain.

Le bras de fer concerne les normes dites «de Bâle III». Celles-ci sont décidées par le comité de Bâle, une instance qui rassemble les superviseurs de 28 pays ou institutions. Après la crise financière de 2008, des normes «dites de Bâle II» ont été prises dès 2010, pour renforcer les fonds propres que les banques devaient posséder. Puis, en 2017, celles de Bâle III ont été établies, pour une mise en place prévue pour 2022. Le Japon et le Canada sont les deux seules grandes juridictions à s'être exécutées.

Officiellement, tout le monde s'accorde sur l'application de ces normes. Le 12 mai, les superviseurs réunis par le comité de Bâle ont encore publié un communiqué léifiant «réaffirmant qu'ils s'attendent à une entrée en vigueur complète de Bâle III dès que possible». Mais, dans les faits, tout le monde attend que les Etats-Unis bougent. Or, ces derniers traînent depuis des années à annoncer un calendrier de mise en place des normes. Et personne ne veut faire un geste avant qu'ils ne se déclinent.

Argent immobilisé

Au centre du débat figurent les normes dites «FRTB» (pour *Fundamental Review of the Trading Book*), une exigence de fonds propres plus importante pour les activités de marché. Cette nouvelle règle est loin d'être négligeable. Pour BNP Paribas, la Société générale et Deutsche Bank, les trois banques européennes les plus touchées, cela représenterait une hausse de leurs fonds propres d'environ 0,3 point de pourcentage. L'équivalent de 3 milliards d'euros environ pour BNP Paribas. Et autant d'argent immobilisé qui ne pourrait pas être utilisé pour financer l'économie.

L'UE s'était pourtant engagée sur un calendrier. Pour les banques de

détail, Bâle III est entré en vigueur au 1^{er} janvier. Pour les activités de marché, les normes FRTB, qui devaient être concomitantes, ont été repoussées une première fois au 1^{er} janvier 2026. Le 27 mai, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, qui préside aussi l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, a appelé à les repousser, une deuxième fois, à 2027. L'objectif est d'*«assurer la nécessaire égalité de concurrence internationale face aux Etats-Unis»*, explique-t-il.

La Commission européenne, compétente dans ce domaine, doit prendre sa décision officielle, d'ici à la fin du mois, mais tout indique qu'elle ira dans ce sens. Au grand soulagement des banques. «*Si l'Europe mettait en place le FRTB, on aurait eu un gros problème d'égalité de concurrence*», explique un haut dirigeant d'une banque française. *Nos banques auraient simplement cessé de proposer ces*

produits.» «*Appliquer Bâle III en dépit de ce que font les Etats-Unis aurait été un suicide collectif*», renchérit François Pérol, associé gérant de Rothschild & Co. *Suivre les Etats-Unis est le minimum de ce que peuvent faire les banques européennes.*»

La fin d'un cycle

Les hésitations européennes sont d'autant plus fortes que le Royaume-Uni a également repoussé l'application de Bâle III à 2027, citant explicitement l'immobilisme américain comme explication. Or, c'est à Londres que se réalisent aujourd'hui encore la plupart des activités de marché européennes.

Dans le même temps, l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche fait souffler un fort vent de dérégulation aux Etats-Unis. L'homme responsable de la supervision bancaire à la Réserve fédérale (Fed), Michael Barr, a été écarté. Michelle Bowman, nommée à la Fed en 2018 par Donald Trump et connue pour son approche nettement plus souple, l'a remplacé. Selon la presse financière, les régulateurs américains envisagent de réduire un autre ratio de fonds propres, appelé le *supplementary leverage ratio*, qui est aujourd'hui plus élevé aux Etats-Unis qu'en Europe.

Bref, la dynamique politique d'après la crise de 2008 semble avoir disparu. «*L'homogénéité internationale des règles auxquelles sont soumises les banques est centrale et elle repose sur une volonté politique commune qui, aujourd'hui, est encore trop faible*», explique Benoît Brugière, associé senior du cabinet de conseil Square Management. Pour lui, avant même l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, les superviseurs arrivaient de toute façon à la fin d'un cycle : «*Les superviseurs avaient annoncé aux établissements une sorte de pause réglementaire, pour leur laisser le temps d'absorber les règles mises en place ces dernières années et sécuriser leur mise en œuvre.*»

Au risque de récréer les erreurs du début des années 2000, quand la dérégulation l'a emporté ? «*Si les Etats-Unis choisissent d'être déraisonnables, il ne faut pas qu'on les imite*», avertit M. Véron, du PIIE. Ce n'est pas encore la situation actuelle. Mais un haut dirigeant d'une banque française raconte une anecdote qui en dit long, à propos d'une rencontre, il y a quelques années avec Mme Bowman, désormais chargée de la supervision bancaire à la Fed. «*Elle m'a expliqué que la Fed avait deux objectifs contradictoires : soutenir l'économie, ce qui impliquait de laisser les banques plus libres, ou assurer la stabilité financière, en encadrant les banques. Sa sympathie allait clairement à la première option.*» ■

ÉRIC ALBERT
ET MARC ANGRAND



«Suivre les Etats-Unis est le minimum de ce que peuvent faire les banques européennes»

FRANÇOIS PÉROL
associé gérant
de Rothschild & Co

rale et Deutsche Bank, les trois banques européennes les plus touchées, cela représenterait une hausse de leurs fonds propres d'environ 0,3 point de pourcentage. L'équivalent de 3 milliards d'euros environ pour BNP Paribas. Et autant d'argent immobilisé qui ne pourrait pas être utilisé pour financer l'économie.

L'UE s'était pourtant engagée sur un calendrier. Pour les banques de

La Bulgarie va adopter l'euro, à marche forcée, en janvier 2026

Les autorités européennes donnent leur feu vert pour que le pays intègre l'union monétaire, mais la population est très divisée

VIENNE - correspondant régional

En dépit de leur scepticisme grandissant, les Bulgares devraient adopter l'euro au 1^{er} janvier 2026. Mercredi 4 juin, la Banque centrale européenne (BCE) a donné son ultime feu vert pour l'adhésion à la zone euro de ce pays de 6,5 millions d'habitants, situé le long de la mer Noire, et membre de l'Union européenne (UE) depuis 2007. En présentant un rapport dit «de convergence» positif, l'institution de Francfort estimé que tous les critères économiques et légaux étaient remplis, à la satisfaction du gouvernement pro-européen au pouvoir à Sofia. La Commission européenne a aussi annoncé, mercredi, que la Bulgarie remplissait les conditions

pour adopter la monnaie unique. Sauf surprise, l'accession à la monnaie unique devrait être approuvée formellement, le 8 juillet lors d'une réunion de l'Ecofin, par les ministres de l'économie de la zone euro. Le lev, la monnaie en vigueur depuis 1885, qui vaut actuellement 1,95 pour 1 euro, devrait donc disparaître.

Les milieux économiques et le gouvernement du premier ministre (conservateur), Rossen Jeliazkov, promettent que cette adoption va dynamiser l'économie bulgare, actuellement la plus faible de l'UE. Cette adoption suscite toutefois une inquiétude grandissante des Bulgares, qui craignent que les entreprises ne profitent du changement de monnaie pour augmenter leurs prix, au risque de relancer la forte inflation observée

après le début de la guerre en Ukraine, en février 2022. Le dernier sondage Eurobaromètre, publié en mai par la Commission européenne, montre que l'opinion publique est très partagée sur l'euro, avec 50 % qui sont contre et 43 % qui se prononcent en sa faveur.

Infiltration de la mafia

Le nombre de personnes réticentes est en hausse par rapport à la précédente vague de sondage de l'automne 2024, fruit d'une vaste campagne anti-euro menée par le parti d'extrême droite prorusse Renaissance. Cette formation a organisé, samedi 31 mai et mercredi 4 juin, des manifestations à Sofia «pour la préservation du lev», qui ont réuni plusieurs milliers de personnes. Des campagnes de désinformation anti-euro, très effi-

caces, ont été identifiées sur les réseaux sociaux de ce pays très perméable au complotisme.

En 2023, Renaissance avait réussi à récolter près de 600 000 signatures pour demander un référendum sur l'adoption de l'euro. Cette possibilité avait été écartée par la Cour constitutionnelle et le Parlement bulgare. Mais le chef de l'Etat, Roumen Radev, également connu pour ses positions ambiguës sur la Russie, demande, à son tour, depuis début mai, l'organisation d'un référendum. Cette éventualité a été écartée par 171 députés sur 240 au Parlement, représentant à la fois les partis au gouvernement et ceux de l'opposition pro-européenne.

Initialement, la Bulgarie devait joindre l'euro en même temps

que la Croatie, le 1^{er} janvier 2023. Mais ce pays a connu ces dernières années une forte instabilité politique qui a forcé les autorités européennes à repousser le calendrier.

Si l'inflation a culminé à plus de 15 % en septembre 2022, elle est retombée à 2,7 % en moyenne sur les douze derniers mois. C'est juste suffisant pour rentrer dans les critères d'admissibilité à l'euro. Les trois autres principaux critères économiques ont été plus faciles à respecter. Les finances publiques bulgares sont saines, avec un déficit à 3 % du produit intérieur brut (PIB), une dette à 24 %. Autre critère : le taux de change est resté stable en 2023 et en 2024. Enfin, les taux d'intérêt de la dette bulgare sont autour de 3,9 %. Avec un PIB par

habitant équivalent à 64 % de la moyenne européenne, la Bulgarie sera le pays le plus pauvre de la zone euro, derrière la Grèce. Elle souffre en outre d'un haut niveau de corruption et de l'infiltration de la mafia.

Le rapport de la Banque centrale européenne alerte d'ailleurs sur ce point : «*Des progrès supplémentaires sont nécessaires dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme*», écrit l'institution financière. En octobre 2023, le Groupe d'action financière, une organisation intergouvernementale de surveillance du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, a placé la Bulgarie sur sa «liste grise».

É. A. (À PARIS)
ET JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Droits de douane : l'UE mise sur les négociations

La Commission ne souhaite pas riposter, pour l'instant, aux nouvelles surtaxes imposées par les Etats-Unis

BRUXELLES - bureau européen

Faire le dos rond, en espérant que les négociations avec Washington finiront par porter leurs fruits. Pour l'heure, la Commission européenne, compétente en matière de commerce, persiste à ne pas prendre de mesures de rétorsion contre les Etats-Unis, alors que, depuis mercredi 4 juin, les surtaxes américaines sur l'acier et l'aluminium ont été portées de 25 % à 50 %.

Elles s'ajoutent à d'autres droits de douane qu'a introduits Donald Trump depuis son retour à la Maison Blanche – 25 % sur les automobiles, 10 % sur un large éventail de biens –, et accentuent encore l'asymétrie de la situation entre les deux rives de l'Atlantique. Car l'Union européenne (UE), elle, n'a toujours pas imposé le moindre prélevement supplémentaire sur les importations de son principal partenaire commercial.

Mercredi, après avoir rencontré le représentant des Etats-Unis au commerce extérieur, Jamieson Greer, à Paris, Maros Sefcovic, le commissaire au commerce, s'est dit « optimiste » sur l'issue des discussions en cours entre Bruxelles et Washington, justifiant ainsi le choix de l'exécutif communautaire de ne rien faire dans l'immédiat.

Cela fait près de deux mois que l'Union a arrêté cette stratégie, à laquelle elle se tient même quand Donald Trump change les règles

du jeu. Il faut « donner une chance aux négociations », expliquait Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, le 10 avril.

Ce jour-là, sous la pression des marchés, Donald Trump décrétait une minitrève de quatre-vingt-dix jours dans la guerre commerciale qu'il livre au monde entier, repoussant au 9 juillet les nouvelles hausses de droits de douane qu'il avait annoncées le 2 avril. Dans la foulée, la Commission suspendait l'entrée en vigueur des premières contre-mesures, conçues pour riposter aux surtaxes de 25 % (depuis le 12 mars) sur l'acier et l'aluminium, que les Etats membres avaient adoptées la veille.

« Si les négociations ne sont pas satisfaisantes, nos contre-mesures s'appliqueront », promettait aussi Ursula von der Leyen, le 10 avril, s'engageant à ce que « les travaux préparatoires sur d'autres contre-mesures se poursuivent ». Depuis, la Commission a présenté, le 8 mai, une deuxième liste de biens américains dont l'importation sur le Vieux Conti-

L'exécutif communautaire imagine que les conflits sectoriels peuvent se régler avec des quotas

ment coûterait plus cher, si Bruxelles n'arrivait pas à un accord avec Washington.

Quant aux échanges entre Maros Sefcovic et l'administration de Donald Trump, ils se sont multipliés, donnant lieu à une succession de communiqués de presse laconiques, assurant que les échanges étaient « constructifs ». Jusqu'à ce que Donald Trump, le 23 mai, mette brutalement fin à des négociations qui n'en étaient pas réellement. Ces « discussions ne vont nulle part », a-t-il jugé. « Je recommande d'imposer 50 % de droits de douane sur l'UE à compter du 1^{er} juin. »

Désir de désescalade

Finalement, le président américain a une nouvelle fois reculé et consenti à rétablir l'échéance du 9 juillet, qu'il avait lui-même fixée, après un échange téléphonique, le 25 mai, avec Ursula von der Leyen. Pour la première fois, les deux dirigeants ont discuté sérieusement, alors que Donald Trump, espérant diviser les Vingt-Sept, privilégie les rencontres avec les chefs d'Etat et de gouvernement. Après, entre autres, Emmanuel Macron et la présidente du conseil italienne, Giorgia Meloni, ce devait être au tour, jeudi 5 juin, du chancelier allemand, Friedrich Merz, d'être reçu dans le bureau Ovale.

Les négociations « avancent rapidement », s'est félicité Jamieson Greer. Elles « se sont accélérées », affirme la Commission, qui a mis plusieurs propositions sur la

table, dont un accord de libre-échange sans droits de douane sur les biens industriels et quelques produits agricoles non essentiels comme les homards, la hausse des achats européens de gaz naturel liquéfié américain ou encore l'abandon de certaines normes techniques.

L'exécutif communautaire imagine que les conflits sectoriels (sur l'acier, l'aluminium, les voitures et peut-être, demain, la pharmacie, les semi-conducteurs ou le bois) peuvent se régler avec des quotas ou des achats de composants réciproques aux dépens de la Chine. Il n'exclut pas d'alléger certaines législations qui fâchent Washington, comme celles sur le devoir de vigilance ou la déforestation, dont des gouvernements européens se plaignent également. Enfin, il imagine mieux coopérer avec les Etats-Unis sur des sujets de sécurité économique, qui visent surtout la Chine.

« Depuis ce coup de fil entre Donald Trump et Ursula von der Leyen, l'UE et les Etats-Unis se sont donné quinze jours pour arriver à quelque chose », poursuit la Commission, qui donne donc rendez-vous la semaine du 9 juin pour décider de la suite des opérations. D'ici là, pas question d'irriter Washington, en ripostant aux nouvelles surtaxes sur l'acier et l'aluminium,annoncées le 30 mai.

« Ce qui fait l'unité des Vingt-Sept », fondamentale si l'Union veut peser face à Washington,

L'Union européenne n'exclut pas d'alléger certaines législations qui fâchent Washington

« c'est le désir de désescalade », décrypte un diplomate européen. Pas celui de jouer du rapport de force. « Les choses bougent », assure un autre diplomate, notamment, poursuit-il, dans des pays très attachés au lien transatlantique, comme l'Allemagne, les pays Baltes et même l'Irlande, où des géants de la technologie américaine ont installé leur siège européen.

Représailles suspendues

Reste que Berlin, Vilnius ou Dublin espèrent ménager les Etats-Unis à l'heure où Washington manifeste l'intention de moins financer leur sécurité, et que les conséquences économiques d'une guerre commerciale pourraient être ravageuses. Tout comme Rome, où Giorgia Meloni, idéologiquement proche de Donald Trump, entretient l'ambiguïté sur ses intentions.

Les revirements de Donald Trump ont, en tout cas, donné des arguments à la France, qui plaide

pour plus de fermeté. « Il y a là un enjeu de crédibilité pour l'UE », confie-t-on à l'Elysée, où l'on prône une « réponse [aux nouvelles surtaxes sur l'acier et l'aluminium] pour ensuite mieux pouvoir désescalader ».

Les représailles, qui ont été suspendues le 10 avril et qui concernent des importations américaines d'une valeur de 21 milliards d'euros, peuvent être réactivées. La deuxième salve de contre-mesures, qui toucherait quelque 90 milliards d'euros de biens venus des Etats-Unis, pourrait, pour sa part, être soumise à adoption rapide.

Mais dès lors que les montants concernés (110 milliards d'euros au total) restent très inférieurs à ceux que les surtaxes américaines touchent déjà (380 milliards d'euros d'exportations européennes), Paris milite pour d'autres mesures de rétorsion, comme le contrôle de certaines exportations, la taxation des revenus publicitaires des Gafam (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft), un accès réduit aux marchés publics...

Un autre débat attend les Vingt-Sept, car plus personne n'imagine aujourd'hui que Donald Trump renoncera à toutes ses surtaxes. Il semble en effet fort probable qu'il en pérennise tout ou partie, pour financer les baisses d'impôts promises. La France ne veut pas en entendre parler, mais il lui faudra convaincre ses partenaires. ■

VIRGINIE MALINGRE

Les tensions commerciales entre Pékin et Washington reprennent

Les deux puissances multiplient les représailles hors droits de douane, telles que les restrictions chinoises sur les terres rares

PÉKIN - correspondant

A 2h17 heure de Washington dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 juin, le président des Etats-Unis a semblé comprendre à quel point son homologue chinois est dur en affaires. « J'apprécie le Président Xi de Chine, je l'ai toujours apprécié et l'apprécierai toujours, mais il est TRÈS DUR, ET EXTRÈMEMENT DUR POUR PARVENIR À UN ACCORD », a écrit Donald Trump sur son propre réseau, Truth Social.

Entre les Etats-Unis et la Chine, l'esprit de compromis n'aura pas tenu bien longtemps, même si personne n'a intérêt à retomber dans la folle escalade des droits de douane qui a caractérisé le mois d'avril. Le week-end des 10 et 11 mai, les négociateurs des deux premières puissances s'étaient retrouvés sur les bords du lac Léman pour annoncer un moratoire dans leur guerre sur les droits de douane. Mais moins d'un mois après, les accusations de violation de la trêve furent des deux côtés.

Washington considère que Pékin ne fait pas sa part du « deal » en ne débloquant pas pleinement ses livraisons de terres rares. La Chine avait annoncé, le 4 avril, la mise en place d'un nouveau système par lequel ses entreprises doivent demander une pré-autorisation avant de livrer à l'étranger ces métaux indispensables pour la conception de véhicules électriques ou thermiques, et tous les produits technologiques. Il s'est traduit par un blocage des exportations qui handicape notamment les constructeurs automobiles, que ce soit Ford aux Etats-Unis, Bajaj en Inde et les grandes marques européennes, qui se demandent combien de temps leurs lignes de production tiendront.

mand Siemens. Les designs des puces sont ensuite envoyés à un sous-traitant qui va déterminer comment les graver puis passer à la production, notamment le leader mondial TSMC, à Taïwan, pour les géants américains Apple et Nvidia. Le retard chinois est encore net sur ce maillon des logiciels, dont les fournisseurs américains ont reçu, fin mai, l'ordre de cesser de les vendre en Chine.

Dans la même séquence, le secrétaire d'Etat et conseiller à la sécurité nationale américain, Marco Rubio, a annoncé, le 28 mai, qu'il allait « révoquer activement les visas pour les étudiants chinois, notamment ceux ayant des liens avec le Parti communiste chinois ou étudiant dans des filières sensibles ». Pékin considère que Washington tient un double langage, l'accusant de maintenir ses restrictions hors droits de douane tout en adoptant de nouvelles de son côté. « Si les Etats-Unis insistent sur leur méthode et continuent de porter atteinte aux intérêts chinois, la Chine va continuer à prendre des mesures avec force et détermination pour défendre ses droits légitimes », a prévenu le ministère du commerce chinois, lundi.

Pour régler ces différends, Donald Trump redit régulièrement son espoir d'un appel téléphonique avec Xi Jinping. Les présidents des deux premières puissances ne se sont pas parlé directement depuis un appel quelques jours avant l'investiture de M. Trump en janvier. Un représentant officiel de la Maison Blanche a annoncé à CNBC qu'il pourrait avoir lieu la semaine du 2 juin, quitte à poser encore davantage Xi Jinping dans le rôle de celui qui acceptera de décrocher. ■

HAROLD THIBAULT

Courrier international
récompensé par le prix Relay
de la meilleure couverture



À l'issue d'un vote du public, **Courrier international** a reçu le prix de la meilleure couverture pour cette une parue en octobre 2024 et signée Anna Resmini. Organisé par Relay et le Syndicat des éditeurs de la presse magazine, ce prix distingue les initiatives les plus marquantes de la presse magazine.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Nouveau hors-série

Face au retour en force du masculinisme, partout les femmes se mobilisent pour leurs droits. Et font entendre leurs voix.

Courrier international



Olivier Sichel confirmé à la tête de la Caisse des dépôts

Députés et sénateurs ont validé la nomination de celui qui succède à Eric Lombard, parti à Bercy

Avis favorable. Les membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale et de celle du Sénat ont approuvé, mercredi 4 juin, la nomination d'Olivier Sichel au poste de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), dont il assurait l'intérim depuis près de six mois, après la nomination d'Eric Lombard au ministère de l'économie et des finances, le 23 décembre 2024.

Il aurait fallu une majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés pour s'opposer au choix du président de la République, annoncé le 16 mai par l'Élysée. Plusieurs noms avaient circulé en début d'année pour succéder à Eric Lombard, dont ceux d'Alexis Kohler, l'ex-secrétaire général de la présidence de la République finalement recruté par la Société générale, et d'Emmanuel Moulin, qui a succédé à M. Kohler.

Mais Emmanuel Macron a fait le choix de la continuité, puisque M. Sichel, 58 ans, était directeur général délégué de «la Caisse» depuis 2018, tout en dirigeant l'une de ses principales activités, la Banque des territoires, grand financeur des collectivités locales.

Diplômé de l'Essec et de Sciences-Po, énarqué passé par l'inspection des finances, M. Sichel, comme M. Lombard, était arrivé dans le groupe public avec l'expérience du secteur privé, puisqu'il avait travaillé successivement pour France Télécom, devenu Orange, le fonds d'investisse-

ment Sofinnova et les sites Internet Alapage et Leguide.com. Mais, devant les députés et les sénateurs, M. Sichel s'est surtout appuyé, mercredi, sur le bilan des dernières années à la CDC, tout en soulignant les «*marges de manœuvre*» dont dispose la CDC pour financer les politiques publiques, dans un contexte budgétaire extrêmement contraint.

La Caisse, forte d'un bilan de près de 1 400 milliards d'euros et de résultats solides (5,1 milliards d'euros de bénéfices en 2024, dont 2,2 milliards reversés à l'Etat), peut donc, assure-t-il, «en faire plus» au service de la cohésion sociale et territoriale, de la transformation écologique et de la défense des souverainetés, les trois grands axes du projet détaillé mercredi.

La CDC, qui gère la majorité (59,5 %) de l'épargne du Livret A, du Livret de développement durable et solidaire et du Livret d'épargne populaire, soit un peu plus de 400 milliards d'euros au total, peut ainsi, promet M. Sichel, repasser cette année le seuil symbolique des 100 000 logements so-

Forte d'un bilan de près de 1 400 milliards d'euros, la Caisse peut «en faire plus», selon M. Sichel

ciaux financés, tout en soutenant la poursuite de la rénovation thermique des écoles, la conversion de milliers de bureaux en logements étudiants ou encore la décarbonation des transports. Et tout en continuant de participer à la réindustrialisation des territoires, principalement via la banque publique d'investissement Bpifrance.

Modernisation du parc nucléaire
Dans ce domaine, «il faut en faire plus, et en faire plus signifie prendre plus de risques», a-t-il reconnu, assumant «de la sinistralité». «Faire plus», la Caisse des dépôts et consignations y est également disposée sur d'autres grands chantiers coûteux, qu'il s'agisse des investissements dans la défense ou encore du soutien à La Poste, dont la CDC est actionnaire à 66 %, a poursuivi M. Sichel.

Sans oublier le financement de la modernisation du parc nucléaire, un chantier dont le coût pourrait atteindre 100 milliards d'euros et pour lequel certains responsables politiques espèrent voir la CDC mobiliser une partie de l'épargne du Livret A. «Nous pouvons pren-

dre en compte ce financement sans qu'il y ait déffets d'évitement sur le logement social», a assuré M. Sichel. Sans s'engager sur un montant. En mai, dans un entretien donné aux *Echos*, le député (Renaissance) Jean-René Cazeneuve, qui préside la commission de surveillance de la CDC, avait estimé que cette dernière pourrait consacrer 18 milliards d'euros au nucléaire. La volonté affichée de la Caisse de rester engagée sur de multiples fronts a suscité des questions des parlementaires sur le risque de la voir se

transformer en «conglomérat», alors que son périmètre d'activités inclut déjà, entre autres, la gestion de plusieurs régimes de retraite du secteur public, celle du dispositif Mon Compte Formation, et des participations «stratégiques» qui rassemblent une vingtaine d'entreprises.

M. Sichel a donc défendu une gestion «dynamique» des investissements et du portefeuille d'investissements, tout en renvoyant implicitement les décideurs politiques à leurs responsabilités en

rappelant que la CDC était «très sollicitée (...) sur plein de sujets». Il a notamment justifié les projets de cession du contrôle de la Caisse sur le groupe de transports publics Transdev, le spécialiste de l'ingénierie Egis ou encore le gestionnaire d'Ehpad Arpavie, critiqués notamment par des parlementaires de gauche.

L'étape parlementaire franchie, la nomination de M. Sichel devrait être officialisée par décret dans les prochains jours. ■

MARC ANGRAND



Olivier Sichel, à Paris, le 11 février. SERGE TENANI/HANS LUCAS

Taxis et VTC : des propositions pour rééquilibrer la concurrence

Le gouvernement a présenté aux syndicats de taxis ses pistes pour résoudre les tensions dans le secteur et lutter contre la fraude

Après les organisations de conducteurs de véhicules de tourisme avec chauffeurs (VTC), lundi, et les représentants des plateformes (Uber, Bolt, Heetch), mardi, c'est aux syndicats de taxis que le gouvernement a présenté, mercredi 4 juin, les pistes à l'étude pour améliorer les «conditions d'exercice» dans le secteur, et lutter contre la fraude. Ce cycle de trois réunions avec divers ministères (transports, travail, économie...) et services de l'Etat est l'une des réactions gouvernementales à la grève nationale des taxis, lancée le 19 mai. Les taxis avaient d'abord demandé plus de contrôles et de sanctions : ce sera chose faite, notamment par la généralisation, au 1^{er} juillet, de trois nouvelles amendes, dont le défaut d'inscription au registre des VTC et la prise en charge d'un client sans réservation.

Fabian Tosolini, délégué national livreurs-VTC du syndicat Union-Indépendants, a néanmoins observé un changement de ton : «Les ministres ont acté le fait que la problématique dans le secteur ne venait pas de la fraude des chauffeurs, car la majorité du

secteur est en règle, mais bien d'une structuration des plateformes, qui crée un déséquilibre d'offre et de demande qui pousse à accepter les courses les moins rémunératrices, et engendre le développement de gestionnaires de flotte peu regardants des conditions de travail.»

Pas de numerus clausus
L'action se concentrera contre ces derniers, également appelés «sociétés de rattachement» : souvent inscrites à l'étranger, elles font office d'intermédiaire supplémentaire entre plateformes et indépendants et échappent à leurs obligations fiscales. Le précompte des cotisations sociales dès 2026 directement par les plateformes devrait être l'une des réponses à ce problème. «Les efforts conjoints des pouvoirs publics et des plateformes doivent en priorité porter sur les gestionnaires de flotte et, en particulier, le respect de leurs obligations sociales et fiscales», réagit Laureline Serieys, directrice générale d'Uber France.

Les conditions de travail dans le secteur ont aussi été évoquées, les chauffeurs ayant vu leur rémuné-

ration s'effondrer ces dernières années. En cause, selon la ministre du travail, Astrid Panosyan-Bouvet, l'efficacité insuffisante de l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi, née en 2021 pour animer un dialogue social entre plateformes et indépendants. Le gouvernement envisage de renforcer les pouvoirs de sanction de cette autorité, notamment lorsqu'une plateforme réchigne à transmettre les données prévues par la loi.

S'il ne souhaite pas instaurer un numerus clausus pour limiter les entrées dans la profession, le gouvernement envisage de réformer la voie par équivalence, qui permet à des professionnels du transport d'obtenir une carte VTC sans passer par une formation.

«On a vu un ministre des transports très engagé sur le contournement de la réglementation par certains VTC, réagit Rachid Boudjema, président de l'Union nationale des taxis. En revanche, concernant les plateformes, on les enjoint juste de respecter le droit du travail, on sent qu'il y a une volonté de ne pas les embêter.» ■

JULES THOMAS

LE MAGAZINE DU MONDE
SAMEDI 7 JUIN 2025

Spécial Canada

La réalisatrice de "Simple comme Sylvain" adoptée par le cinéma français

Monia Chokri
L'amie québécoise

PODCASTS

Le goût de M

INSTAGRAM

@M_magazine

EN VENTE DÈS DEMAIN

En Hongrie, des médias sous la coupe du pouvoir

L'ESSOR DES MÉDIAS RÉACTIONNAIRES EN EUROPE 4/9 En quinze ans de pouvoir, le premier ministre nationaliste, Viktor Orban, a transformé la quasi-totalité des chaînes et des journaux en instruments de propagande

VIEILLE - correspondant régional

Pour les derniers médias indépendants qui subsistent encore en Hongrie, il s'agit d'une «*attaque sans précédent*» après quinze années à tenter de résister aux pressions du pouvoir nationaliste du premier ministre, Viktor Orban. Même s'ils ont obtenu un répit, mercredi 4 juin, avec l'annonce, en extremité, du report de son adoption à l'automne, ceux-ci dénoncent avec vigueur la proposition de loi prévoyant d'instaurer, sur le modèle de la Russie, «*un registre des organisations menaçant la souveraineté de la Hongrie avec l'aide de l'étranger*».

Des cadres du Fidesz, le parti de M. Orban, ont déjà assuré à plusieurs médias critiques du pouvoir qu'ils seront directement visés par ce texte sans équivalent dans l'Union européenne. «*Ce sera le gouvernement qui pourra décider de manière arbitraire qui atterrira sur cette liste et appliquer ensuite des mesures qui pourraient plonger n'importe qui dans la faillite en quelques mois*», dénonce Marton Gergely, le rédacteur en chef du magazine politique hebdomadaire HVG, qui s'inquiète qu'un simple abonnement souscrit par un lecteur habitant en dehors des frontières de ce pays d'Europe centrale puisse suffire à le faire figurer sur la liste.

«Choix cornélien»

Une fois inscrites sur le registre, les entités concernées ne pourront plus recevoir un seul forint, la monnaie hongroise, depuis l'étranger sans l'accord des autorités, et leurs soutiens en Hongrie ne pourront plus faire de contributions défiscalisées. Autant dire l'asphyxie assurée pour les médias indépendants magyars, qui sont déjà totalement privés d'aides publiques et dépendent des dons de particuliers comme des subventions étrangères, notamment européennes.

«*Ils veulent criminaliser définitivement le journalisme*», se désespère M. Gergely, 48 ans, qui a déjà dû, par le passé, quitter le quotidien de gauche Népszabadság, fermé en 2016 après avoir été racheté par un proche du premier ministre. «*Cette proposition de loi offre un choix cornélien aux médias indépendants hongrois : être de fait nationalisés ou périr plus ou moins lentement par l'assèchement des financements*», a également dénoncé l'organisation non gouvernementale (ONG) Reporters sans frontières. Si elle est bien adoptée cet automne, la réforme constituera l'ultime étape de la politique d'accaparement du paysage médiatique entreprise par M. Orban depuis son retour au pouvoir, en 2010. Après un premier mandat infructueux entre 1998 et 2002, le dirigeant nationaliste, sous couvert de rééquilibrage politique des médias, s'est juré de reprendre en main leur contrôle pour ne plus jamais risquer de perdre les élections.

«[Les députés] veulent criminaliser définitivement le journalisme»

MARTON GERGELY
rédacteur en chef
du magazine politique
hebdomadaire «HVG»

Dès 2010, il a installé une Autorité des médias et des communications à sa botte qui a progressivement retiré les fréquences de diffusion des médias critiques. En parallèle, il a placé des proches à la tête de la holding d'audiovisuel public MTVA, qui supervise la télévision, la radio et l'agence de presse nationale MTI, pour les transformer en médias de propagande dénigrant systématiquement les opposants, tandis qu'ils étouffent les nombreux scandales de corruption touchant l'entourage du premier ministre.

Dans les années suivantes, des hommes d'affaires proches de M. Orban se sont occupés des médias privés, en les rachetant progressivement aux grands groupes de presse occidentaux, qui avaient investi en Hongrie dans les années 1990 après la chute du communisme. Après leur rachat, ces médias ont été soit fermés, soit transformés, eux aussi, en outils de propagande, tandis que les journalistes refusant d'obéir ont été congédier.



Le journaliste Zsolt Bayer (photomontage), membre du Fidesz, à Budapest, le 15 mars 2018. AKOS STILLER/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES/LÉA GIRARDOT

En 2018, la quasi-totalité de ces médias «privés» ont été subitement «donnés» par leurs propriétaires à la Fondation pour la presse et les médias d'Europe centrale, la Kesma, une entité censée être indépendante mais, en réalité, dirigée par des proches du premier ministre. Trop rares, trop tardives, trop lentes, les procédures de sanction de la Commission européenne n'ont jamais réussi à enrayer cette politique implacable.

«Aides d'Etat déguisées»

Résultat : il ne reste désormais en Hongrie qu'une seule chaîne de télévision réellement indépendante, RTL, détenue par l'allemand Bertelsmann, et un quotidien proche de l'opposition, Népszava. La dernière radio d'information indépendante a perdu sa fréquence en 2021. Seul Internet reste encore un espace de liberté avec quatre ou cinq sites influents, mais qui font face à de fortes contraintes économiques.

«Le marché des médias est faussé par de nombreuses aides étatiques, notamment les publicités gouvernementales, qui sont réservées aux médias progouvernementaux», rappelle ainsi Agnes Urban, de l'ONG de surveillance du paysage médiatique Merték. Une étude, publiée en avril par Kai-Uwe Kühn, ancien économiste à la Commission européenne, a estimé que les médias proches du pouvoir avaient, au bas mot, bénéficié «de 1,2 milliard d'euros d'aides d'Etat déguisées» entre 2015 et 2023.

Très bien financés, ces médias disposent d'une large audience, notamment dans les campagnes, où se trouve la base électorale du Fidesz. «Un tiers de la population hongroise ne voit pas autre chose», estime ainsi M. Gergely, en citant spécifiquement les «minutes d'information» diffusées au milieu des programmes de divertissement, et dont le contenu est réputé être décidé dans le bureau

Les procédures de sanction de la Commission européenne n'ont jamais réussi à enrayer cette politique implacable

d'Antal Rogan, qui supervise à la fois les services secrets et la machine de propagande.

Ces programmes répercutent les obsessions de M. Orban, à commencer par ses attaques contre le philanthrope américain d'origine hongroise George Soros, contre l'immigration ou contre l'idéologie LGBT et, dernièrement, des accusations d'ingérence contre l'Ukraine. Ainsi le «Bayer Show», un programme inspiré des late-night talk-shows américains et pré-

senté, le dimanche soir sur HirTV, par Zsolt Bayer, un polémiste, membre du Fidesz, connu pour organiser de grandes marches en faveur de M. Orban.

Le 25 mai, ses trente minutes d'émission étaient un parfait exemple de manipulation. La première moitié était consacrée à dénigrer le principal opposant de M. Orban, l'eurodéputé de centre droit Péter Magyar, qu'il a comparé à «un petit papillon», tandis que la seconde moitié était un long monologue de M. Bayer sur la façon dont les immigrés seraient en train de conquérir l'Allemagne avec l'aide des conservateurs de l'Union chrétienne-démocrate. Le public grisonnant n'était plus très dynamique et réussissait avec retard, mais semblait prendre du plaisir à boire les paroles du présentateur. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

Prochain article «Riks», le porte-voix de l'extrême droite suédoise

L'Allemagne dévoile de nouvelles mesures de relance économique

Mercredi 4 juin, le gouvernement du Friedrich Merz a annoncé un plan de 46 milliards d'euros destiné à soutenir l'investissement

BERLIN - correspondance

Germany is back», avait promis le chancelier Friedrich Merz, début avril, lors de la présentation du contrat de coalition, la feuille de route de son alliance conservatrice-sociale démocrate pour la prochaine législature. Très attendu sur le volet économique, alors que le pays est enlisé dans la stagnation depuis 2019, le nouveau gouvernement a annoncé, mercredi 4 juin, un large plan de relance. D'ici à la fin de la législature en 2029, 46 milliards d'euros de baisses d'impôts et d'accélération des amortissements (soit, pour les entreprises, la possibilité de déduire plus rapidement les investissements de leurs impôts) devraient être accordés, avec un effet renforcé les premières années. L'objectif est de stimuler la croissance dès le prochain semestre, dans un pays où les investissements privés ont atteint un niveau historiquement bas. Le plan doit être approuvé par le Parlement avant l'été.

«Avec notre «booster» de croissance, nous donnons un vrai coup d'accélérateur à l'économie», a déclaré Lars Klingbeil, le nouveau ministre des finances lors d'un point presse, mercredi. La mesure phare du plan est l'adoption d'un taux d'amortissement de 30 % sur les biens d'investissement (une entreprise qui investit 100 000 euros dans le matériel pourra ainsi déduire 30 000 euros par an de ses bénéfices imposables). Ce taux est dégressif : fort au début, plus faible ensuite, afin de créer un effet immédiat sur la demande de machines.

Soutien à la mobilité électrique
A ce «super amortissement» d'une durée de trois ans, suivra une baisse progressive de l'impôt sur les sociétés à partir de 2028. Ce dernier passera de 15 % à 10 %, pour arriver à une charge fiscale globale sur les sociétés d'environ 24,8 % en 2032, contre 30 % aujourd'hui. Ces mesures sont censées redonner confiance aux entreprises, qui se plaignent de la

perte de compétitivité de l'Allemagne comme site d'investissement, en raison de sa fiscalité supérieure à la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (autour de 25 %, comme le taux français).

Le gouvernement veut également relancer les dispositions de soutien à la mobilité électrique, qui avaient été interrompues brutalement par le précédent gouvernement fin 2023, provoquant un effondrement des ventes outre-Rhin et une crise majeure chez les sous-traitants. Berlin a annoncé un taux d'amortissement dégressif de 75 % sur les achats d'électriques neufs acquis entre le 1er juin 2025 et le 1er janvier 2028. La réforme s'appuie sur le régime fiscal applicable aux véhicules de fonction, très avantageux pour les entreprises qui peuvent offrir à leurs salariés un complément de rémunération en nature. Ce dispositif, qui favorise les modèles haut de gamme, sera ajusté pour encourager l'acquisition de véhicules électriques par les groupes.

Le gouvernement espère ainsi relancer à court terme la production automobile et accroître le parc de voitures électriques d'occasion.

Le troisième volet de baisse d'impôts vise à stimuler les investissements en recherche et développement (R&D), susceptibles de renouveler l'économie. Concrètement, le gouvernement va rehausser le plafond des dépenses éligibles au crédit d'impôts pour la recherche, qui passe à 10 à 12 millions d'euros par an. La réforme prévoit également une simplification des procédures de justification, afin d'alléger la charge bureaucratique. L'instrument sera favorable aux grandes entreprises.

Si des effets positifs de court terme sont attendus par la plupart des économistes, seront-elles suffisantes pour relancer durablement la machine allemande, dont les fondements ont été profondément ébranlés depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine ? Achim Truger, membre du conseil des experts économiques du gouvernement, proche des syndicats,

met en garde contre les attentes excessives vis-à-vis des baisses d'impôts, qui ne se traduisent pas toujours par une hausse de la croissance, estime-t-il.

Un démarrage politique fort

Certains experts redoutent par ailleurs que les mesures ne profitent pas à l'industrie locale. «Il est essentiel de conditionner ces encouragements à l'investissement à une clause d'achat européenne. Il ne faudrait pas stimuler les exportations de véhicules électriques ou de machines chinoises», prévient Tobias Gehrke, expert géoéconomique au conseil européen des relations internationales.

Ce plan de relance, annoncé seulement quatre semaines après la constitution du nouveau gouvernement, constitue en tout cas un démarrage politique fort pour Lars Klingbeil. Celui qui était jusqu'ici chef du Parti social-démocrate (SPD) a négocié le poste de ministre des finances, second lieu des experts économiques du gouvernement, proche des syndicats,

obtenu par son parti (16,4 %) aux élections législatives de février. Peu rompu aux questions budgétaires et fiscales, il s'est entouré d'un conseiller très influent : Jens Südekum, professeur d'économie à l'université de Düsseldorf, membre du SPD, très apprécié des médias pour sa connaissance fine des questions fiscales et budgétaires et sa capacité à les vulgariser.

Celui qui plaide depuis des années pour le renforcement des investissements publics a joué un rôle majeur dans les discussions qui ont permis l'adoption, début mars, du «quoi qu'il en coûte» allemand : une réforme des règles d'endettement pour augmenter les dépenses de défense, associée à un fonds de 500 milliards d'euros pour la rénovation des infrastructures. Désormais «conseiller spécial» de M. Klingbeil, M. Südekum devient une personnalité incontournable dans la détermination de la politique économique à Berlin, au moment où celle-ci renoue avec la dépense publique. ■

CÉCILE BOUTELET

Pourquoi le site Pornhub ferme dans l'Hexagone

Le site leader de la pornographie en ligne, propriété du groupe Aylo, est l'un des plus fréquentés en France. Il a suspendu l'accès à ses contenus mercredi 4 juin

Mercredi 4 juin, Pornhub, le leader de la pornographie en ligne, qui avait déjà pris des décisions similaires dans plusieurs Etats américains, a pour la première fois dans un pays européen suspendu l'accès à ses contenus. Un rebondissement qui intervient après des années de bataille politique et judiciaire.

Pourquoi Pornhub est-il rendu inaccessible en France?
Le groupe Aylo, détenu par le fonds d'investissement canadien Ethical Capital Partners, a décidé de suspendre l'accès aux contenus pour les internautes français des trois principaux sites sous sa coupe : Pornhub, RedTube et YouPorn. Officiellement, cette décision est motivée par le refus de se conformer aux lois passées dans l'Hexagone depuis 2020 qui obligent les éditeurs de sites pornographiques à mettre en place des outils de vérification d'âge pour

leurs visiteurs. En clair, il n'est plus possible de simplement leur demander de cliquer sur un bouton « J'ai plus de 18 ans ». Dans plusieurs Etats américains où des lois similaires ont été adoptées, Pornhub a déjà protesté de la même manière, en fermant lui-même ses portes.

Avec cette décision, Aylo prend les devants pour confronter le gouvernement avant un possible blocage qui lui serait imposé. Cette annonce tombe quelques jours seulement avant la date butoir permettant à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) d'émettre des mises en demeure et prononcer des sanctions – parmi lesquelles le blocage –

L'Arcom a dit de son côté prendre acte de la décision d'Aylo

contre tous les sites pornographiques qui ne se conformeraient pas à la loi, y compris Pornhub.

Comment peut-on vérifier l'âge des internautes ?

La vérification d'âge en ligne est un vieux débat, aussi bien technique que politique, dont on ne voit pas le bout – au Royaume-Uni, un projet de filtrage similaire avait été abandonné en 2019.

D'un point de vue technique, il existe aujourd'hui des solutions pour s'assurer qu'un internaute est majeur. Plusieurs d'entre elles ont été évoquées par l'Arcom en octobre 2024. On trouve les solutions algorithmiques analysant les traits du visage pour estimer l'âge d'une personne. Celles-ci sont encore imparfaites, mais les principaux acteurs du secteur revendent aujourd'hui des marges d'erreur acceptables. Yoti, le leader en la matière, est d'ailleurs l'un des outils utilisés par Pornhub pour vérifier l'âge des per-

sonnes qui publient des contenus pornographiques.

D'autres solutions existent, comme fournir une copie de sa carte d'identité, ou demander une preuve d'âge à un tiers habilité, comme sa banque, un bureau de tabac, son opérateur téléphonique, etc. Pour Aylo et la plupart des acteurs de l'industrie, les solutions de vérification d'âge sont trop intrusives et mettent en danger la vie privée des internautes : le risque serait trop élevé que des données personnelles se retrouvent piratées ou fuitent.

Les recommandations de l'Arcom mettent en avant les gardes qui peuvent limiter les risques pour la vie privée. Les prestataires techniques effectuant la vérification d'âge doivent être en conformité avec la Commission nationale de l'informatique et des libertés et respecter deux règles cardinales : le site pornographique ne peut pas voir les données personnelles de l'internaute, et l'organisme qui fournit la preuve d'âge doit ignorer à quel site celle-ci est destinée. Des arguments insuffisants pour Aylo, qui estime qu'un tel système n'a jamais été testé à aussi grande échelle (le groupe revendique sept millions de visiteurs quotidiens en France).

FORT-DE-FRANCE (MARTINIQUE), BASSE-TERRE ET POINTE-À-PITRE (GAUDELOUPE) - envoyé spécial

L'affaire remonte au 3 novembre 2024, à Fort-de-France, à la Martinique. Ce soir-là, vers 23 heures, quatre hommes en cagoulés et armés font irruption au cœur de Jambette Caraïbes, une cité construite autour d'une cour couverte d'herbe et d'allées en béton, à l'entrée de la zone d'activité de Rivière-Roche. Arrivés sur place sur deux gros scooters, ils connaissent les lieux et se dirigent vers l'appartement de la famille d'un certain Youri Louisy-Louis. Cet homme de 27 ans est connu des services de police pour être à la tête d'un gang martiniquais lié à la mouvance Only the Family, qualifiée par le parquet local de « phénomène criminel polyvalent », impliqué dans des affaires de vols à main armée et d'homicides.

Ce dimanche soir de fin d'automne, les tueurs savent sans doute que Youri Louisy-Louis n'est pas chez lui, mais en prison. Seuls des membres de sa famille sont présents. « Ils y passent tous ! », aurait lancé l'un des agresseurs, en créole, à ses complices. Voient-ils qu'il n'y a alors aucun homme adulte dans l'appartement quand ils ouvrent le feu ? Un adolescent s'écroule, tué sur le coup : Keemayan Louisy-Louis, 15 ans, frère du chef de bande. Une femme de 22 ans meurt alors qu'elle tente de protéger son bébé de 9 mois, touché d'une balle dans la jambe. Les services de secours dénombreront quatre blessés, gravement atteints : un enfant de 5 ans et trois adolescents de 13, 15 et 16 ans. En ville, la nouvelle se répand vite, chacun pressent que cette séquence d'extrême violence constitue un tournant. Saisie du dossier, la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) chargée de lutter contre le crime organisé pour la région Antilles-Guyane lui trouve un surnom évocateur : « OK Corral ».

Les autorités n'ont pas réagi publiquement à cette tuerie, mais les spécialistes du narcotrafic estiment qu'elle a mis en lumière une réalité que beaucoup redoutaient : l'avancée des cartels colombien et vénézuélien, ou de leurs affidés, dans les Antilles françaises. C'est désormais une certitude : des liens solides, structurés, existent entre des gangs martiniquais et de puissants groupes criminels étrangers impliqués dans le « business » de la cocaïne. Deux pays des environs où sévissent ces groupes ultraviolents – Sainte-Lucie, au sud de la Martinique, et la Dominique, au nord de la Martinique et au sud de la Guadeloupe – servent ainsi de relais aux cartels pour convoyer la drogue vers l'Europe, par les Antilles. « Des Sud-Américains sont installés durablement à la Martinique et à la Guadeloupe », constate également l'Office anti-stupéfiants, à Nanterre.

DOSSIER « OK CORRAL »

Selon le ministère de l'intérieur, les correspondants locaux des cartels veilleraient sur leurs intérêts sur place, notamment la gestion des stocks, les paiements en espèces ou les opérations de blanchiment. Ils se chargeraient aussi, d'après les policiers, des relations avec les gangs tels que celui de Youri Louisy-Louis et des discussions avec les acheteurs européens, de plus en plus nombreux à venir négocier aux Antilles.

Puisque le marché américain s'est contracté en raison du succès du fentanyl, une drogue de synthèse hautement addictive, les cartels ont fait de l'Europe une cible commerciale prioritaire. D'où la nécessité, pour eux, de trouver des « têtes de pont » aux Antilles. « Nous sommes devenus la véritable porte d'entrée de la cocaïne pour un port comme Le Havre, se désole Patrice Camberou, procureur général près la cour d'appel de Fort-de-France. Rotterdam et Anvers ont resserré leurs contrôles et la métropole regarde ailleurs, vers Marseille, alors que c'est un raz-de-marée qui nous menace, ici. » En 2024, sur les 52 tonnes de drogue saisies en France, essentiellement de la cocaïne, 33 venaient de cette seule région, selon la justice.

Revenons au dossier « OK Corral », révélateur de cette évolution. Six mois après l'assaut meurtrier de Jambette Caraïbes, les investigations concluent à une « opération préventive » destinée à faire pression sur Youri Louisy-Louis afin qu'il ne révèle rien des liens noués par son gang avec des trafiquants internatio-



Les cartels à l'assaut des Antilles françaises

Alors que le commerce maritime vers l'Europe se développe fortement, la zone caribéenne est devenue un lieu stratégique important pour les « narcos » latino-américains, décidés à s'appuyer sur les gangs locaux pour développer le trafic de cocaïne

« NOUS SOMMES DEVENUS LA VÉRITABLE PORTE D'ENTRÉE DE LA COCAÏNE POUR UN PORT COMME LE HAVRE »

PATRICE CAMBEROU
procureur général près la cour d'appel de Fort-de-France

naux. Certains enquêteurs voient même dans cette opération la main d'un groupe criminel de Sainte-Lucie, OTF, dont deux membres seraient spécialement venus à la Martinique. Sur place, ils auraient bénéficié du soutien de deux jeunes de la mouvance de Louisy-Louis pour lesquels la fidélité aux mentors de Sainte-Lucie surpassait, de loin, celle due au chef local. Du sang des victimes a été retrouvé sur les chaussures de l'un d'eux, qui a été arrêté.

D'autres indices, glanés là et là, confirment la dimension internationale de l'affaire. Ainsi, le 19 novembre 2024, lors des obsèques du jeune Keemayan, à l'église Saint-Laurent du Lamentin, le chiffre 7, inscrit, en lettres, sur le cercueil et les tee-shirts d'amis du défunt, a retenu l'attention des initiés. « C'est une référence à un gang de Sainte-Lucie, inspiré de réseaux présents à Trinité-et-Tobago, décrypte un policier, à Fort-de-France. Le « 7 » est d'ailleurs en guerre avec le « 6 », un autre gang de ces îles où règnent les « narcos ». » Ce jour-là, à la sortie de l'église, des proches et la famille avaient entonné des chants, le poing levé, tandis que des jeunes faisaient rugir le moteur de leurs deux-roues devant la foule.

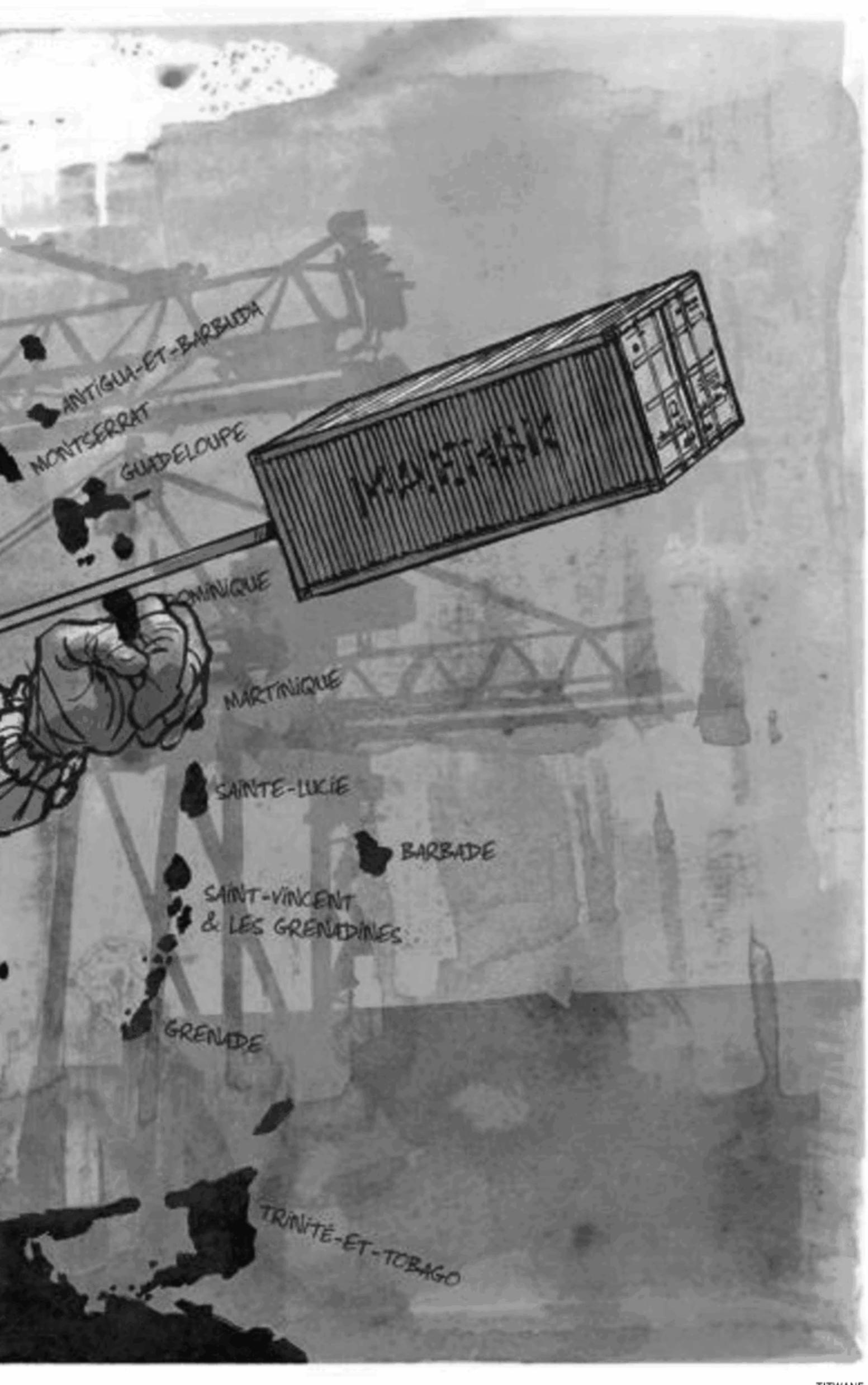
En mai, *Le Monde* s'est rendu à la cité de Jambette Caraïbes. Sur le mur d'un local technique, trois grandes lettres, « NSD », rappellent au visiteur le nom du gang qui contrôle les lieux, lié aux Saint-Luciens d'OTF, auquel appartenait « Keem », cet adolescent qui aspirait à rejoindre la garde rapprochée de son ainé. Ecrits à même la pierre, s'affichent des messages de condoléances et d'affection, ainsi que « BMF Black Mafia for life ». Des petites bougies sont encore posées sur le sol. Et si, la journée, la cité semble tranquille, le soir, le danger demeure : le 17 avril, vers 22 heures, un adolescent de 17 ans a été abattu, non loin de là, de plusieurs balles dans le ventre, au volant de son véhicule.

DIMENSION « BUSINESS »

Youri Louisy-Louis et sa bande – estimée à plusieurs dizaines de personnes, à en croire les clips de rap où ses membres s'exhibent, armes à la main – étaient vus, jusque-là, comme des délinquants sans envergure. En 2023, deux jeunes du groupe, dont un certain Théo Salomon, 18 ans, furent ainsi soupçonnés d'avoir joué un rôle dans la mort d'un

motard ayant refusé de leur céder son deux-roues. Interpellé avec son complice, puis placé sous contrôle judiciaire, Théo Salomon a été assassiné, le 24 août 2023, à Fort-de-France. L'hypothèse d'une exécution préventive est aujourd'hui avancée. Sa remise en liberté aurait fait naître des soupçons sur une collaboration avec la justice.

Autre fait d'armes imputé à ce gang : le 10 août 2024, au petit matin, un livreur du journal *France-Antilles*, Alfred Vénite, 63 ans, s'oppose au braquage de sa fourgonnette, son outil de travail. Il le paiera de sa vie. Les soupçons se portent, de nouveau, sur des proches de Youri Louisy-Louis. Quelques jours plus tard, une autre affaire, concernant cette fois la séquestration d'une jeune femme, conduit à la découverte de deux planques du gang sur la commune du Lamentin. Les policiers saisissent des armes, 6 kilogrammes de cocaïne et des clés de voiture. Ils tombent également sur des Saint-Luciens et des Barbadiens, sans attache locale, hébergés par leurs hôtes martiniquais, et sans doute venus commettre des forfaits avant de retourner à Sainte-Lucie.



TITWANE

C'est ainsi, au fil des dossiers, que le vrai profil de Louisy-Louis commence à apparaître aux yeux de la justice. De fait, l'intéressé n'a rien d'un simple délinquant : il a régulièrement effectué des séjours à Sainte-Lucie, où il se rendait en jet privé. Son nom figure aussi, en qualité de président, sur les documents d'une société financière, Holding Your Capital, enregistrée, en mars 2022, auprès d'un notaire à Pont-Audemer (Eure), non loin du Havre, haut lieu de transit de la cocaïne en Europe. Une dimension «business» qui ne colle pas avec l'image, bien plus modeste, qu'en avait auparavant la justice à la Martinique.

«Nous sommes forts sur les saisies en mer, mais nous devons aussi attaquer de front les filières sur notre territoire en recourant, notamment, aux livraisons surveillées et aux repentis», reconnaît Yann Le Bris, tout nouveau procureur de Fort-de-France et patron de la JIRS. Mais je ne suis pas persuadé que les cartels n'étaient pas chez nous avant ces affaires, et je ne vois pas de structure centralisée et hiérarchisée. Le trafic passe par une myriade de solutions, de transferts et d'individus.»

CONSTAT D'IMPUISANCE

Les enquêtes sur les vols impliquant le groupe Louisy-Louis ont, depuis, débordé sur les réseaux de trafiquants de drogue. Selon la direction des affaires criminelles et des grâces (DAGC), au ministère de la justice, à Paris, des relations ont été mises en lumière avec la famille Henry, décrite comme «notoirement connue aux Antilles pour trafic de stupéfiants». Basé à Sainte-Luce, une petite ville du sud de la Martinique, ce clan aurait géré, ces dernières années, les «go fast» arrivant de Sainte-Lucie, à quarante minutes en vedette rapide. «Cette famille a, selon un document de la DAGC dont *Le Monde* a eu connaissance, été mise en cause dans l'acheminement de stupéfiants en Martinique puis leur chargement, de nuit, dans un conteneur sur le port de Fort-de-France, en partance pour Dunkerque [Nord]». L'affaire portait sur plus de 200 kilogrammes de cocaïne.

S'ils font monter en grade des gangs criminels antillais, les réseaux sud-américains entendent aussi faire respecter leurs règles.

Ainsi, d'après les enquêteurs, ils auraient peu goûté les imprudences de Youri Louisy-Louis et tiennent à ce que leurs nouveaux associés se plient à une stricte omerta sur leurs affaires. D'où, semble-t-il, l'opération punitive de novembre 2024. Quelques semaines plus tard, la justice a d'ailleurs estimé plus sage, pour sa sécurité, de le transférer dans une prison de métropole.

Plusieurs dossiers liés au gang de ce même Louisy-Louis attestent, en 2024, la capacité de ces réseaux criminels à obtenir des informations sur le déroulement des gardes à vue et les déclarations faites dans les cabinets des juges. Ces fuites font d'ailleurs l'objet d'investigations, comme l'a indiqué l'ancienne procureure de la Martinique Clarisse Taron, encore en poste début 2025, lors de son audition devant la commission d'enquête sur l'impact du narcotrafic en France, présidée par le sénateur (Parti socialiste, Saône-et-Loire) Jérôme Durain. L'inspection générale de la police nationale enquête ainsi sur des soupçons de corruption au sein de la douane et de la police.

En attendant, les trafiquants peaufinent leur stratégie. D'après l'Office anti-stupéfiants, «les Antilles sont devenues un lieu de stockage pour les cartels avant le départ de la drogue vers l'Europe». En mars, les policiers ont investi deux appartements sur la commune du Lamentin où des Surinamais équivalent des «mules» avant qu'elles ne se présentent à l'aéroport. «Plusieurs kilos de cocaïne et de cannabis ont été saisis», écrit l'Office anti-stupéfiants dans un rapport du 29 avril sur «l'état de la menace». L'Office admet néanmoins un faible nombre d'affaires résolues, car les caches se trouvent dans «des lieux isolés, difficiles d'accès, où il est compliqué d'arriver en toute discrétion, et surveillés par des petites mains, parfois d'origine saint-lucienne». La dernière prise importante de l'office sur la terre antillaise remonte à 2021, avec 1,4 tonne de cocaïne, au total, sur deux points de stockage.

Le commandement de gendarmerie à la Martinique partage ce constat d'impuissance. Le 17 avril, ses responsables écrivaient dans une note confidentielle : «Les échelons logistiques ou de stockage à l'intérieur des ter-

SUR PLACE, L'INQUIÉTUDE EST D'AUTANT PLUS VIVE QUE LA NOUVELLE DONNE CRIMINELLE S'INSCRIT DANS UN CONTEXTE DE BOULEVERSEMENT DU TRAFIC MARITIME

res ne sont pas réellement connus ni traités.» Les gendarmes ont lancé, en début d'année, l'opération «Scotopelia», du nom d'une chouette-pêcheuse. Des patrouilles terrestres et nautiques, notamment autour de Sainte-Luce, ont permis, entre février et mars, pour la seule Martinique, d'intercepter 12 embarcations rapides. Résultat : 20 personnes interpellées, 267 cartouches de cigarettes saisies, ainsi que 210 bouteilles d'alcool, 103 kilogrammes de cannabis, plus de 2 kilogrammes de cocaïne, des cristaux de méthamphétamine, des armes de poing, des munitions et même 762 kilogrammes de lambis, un mollusque très prisé de la cuisine créole dont la pêche est réglementée.

Si le crime organisé fait commerce de toute marchandise de valeur, la cocaïne demeure, de loin, le cœur du trafic. «Sur l'aéroport de Fort-de-France, note le procureur Le Bris, les douanes avaient arrêté 73 mules, en 2023, pour un total de 243 kilogrammes de cocaïne. En 2024, on est monté à 117 pour 1,6 tonne, et pour le premier semestre 2025, on a déjà intercepté plus d'une trentaine de personnes.» De même, l'augmentation des envois de drogue par colis postaux ou Chronopost est forte.

Enfin, à en croire ce même magistrat, la cocaïne est de plus en souvent coupée sur le sol martiniquais et guadeloupéen. «Avant, précise-t-il, elle était pure à 95 %. Désormais, les taux peuvent descendre à 65 %-60 %, ce qui prouve l'existence d'un système développé de conditionnement sur place.» Sur 11 dossiers ouverts en 2024, à la JIRS de Fort-de-France, neuf concernent des affaires de stupéfiants. «Elles me prennent plus de 60 % de mon temps», confie le procureur général, Patrice Camberou, qui dit craindre de voir la Martinique devenir «une forme d'Haïti», si rien n'est fait.

«PROTECTION DU TERRITOIRE»

En visite aux Antilles, mi-mars, le ministre des outre-mer, Manuel Valls, avait alerté. «La Martinique, comme la Guadeloupe, est une porte d'entrée du trafic de cocaïne vers l'Europe. On peut considérer que la marchandise saisie représente à peu près 10 % du trafic réel, nous sommes face à un risque existentiel.» Revenu à Paris, avec la volonté que l'Etat adapte ses moyens à la menace, il s'est vu opposer un silence géné de Matignon, seul décideur pour les dossiers interministériels, et qui préfère se concentrer sur le narcotrafic marseillais. Ainsi, la France ne dispose d'aucun avion capable de se substituer aux navires de la marine nationale pour contrôler des navires en haute mer, parfois à six jours de navigation. Les Pays-Bas utilisent, eux, un tel appareil pour la seule île de Saint-Martin.

En guise de consolation, un drone de longue portée devrait être bientôt fonctionnel. Deux scanners de conteneurs doivent également équiper les ports de Jarry, à Pointe-à-Pitre, et de Fort-de-France, mais ils sont toujours à l'état de test. Les autorités viennent, enfin, d'installer, pour 13 millions d'euros, deux radars destinés à surveiller les «go fast» en provenance de Sainte-Lucie et de la Dominique. Sauf que l'un des deux dispositifs montre déjà des signes de faiblesse : la caméra associée au radar est défectueuse. Jusqu'à ce jour, la France ne disposait d'aucun moyen technique de surveillance de ses côtes.

Sur place, l'inquiétude est d'autant plus vive que cette nouvelle donne criminelle s'inscrit dans un contexte de profond bouleversement du trafic maritime entre les continents américain et européen. L'Etat a en effet décidé, le 19 décembre 2023, de créer, pour plus de 300 millions d'euros, le «hub Antilles», un projet en cours qui va doubler, voire tripler, les capacités portuaires de la Guadeloupe et de la Martinique et permettre d'accueillir des navires transportant plus de 7200 conteneurs au lieu des 3300, en moyenne, aujourd'hui.

Les ports de Carthagène (Colombie) et de Kingston (Jamaïque) sont saturés, l'idée est donc de faire des Antilles françaises une alternative pour le trafic commercial transatlantique. Pour l'armateur français CMA CGM, l'enjeu économique est majeur. Pour la France, c'est un moyen de défendre sa présence dans la région. De quoi aussi attirer les convoitises des cartels en matière de débouchés vers l'Europe.

«C'est une réelle opportunité de développement pour la Martinique, confirme Bruno Mencé, patron du Grand Port maritime, à

Fort-de-France, mais il faudra renforcer la vigilance face aux risques de détournement par les réseaux criminels ; les dernières affaires démontrent que la lutte contre le narcotrafic doit s'intensifier à tous les niveaux.» Bruno Mencé voit mal, par ailleurs, comment faire reculer l'emprise de l'argent de la drogue sans trouver le moyen de compenser la manne générée par cette économie parallèle, qu'il estime à 400 millions d'euros par an. Sur l'île, 27 % de la population vit sous les minima sociaux.

La nécessité de sécuriser les ports antillais est désormais dans tous les esprits. Pour l'ex-procureur de Fort-de-France Clarisse Taron, «nous sommes censés constituer un bouclier pour l'Hexagone et l'Europe, mais nous sommes une passoire». A ses yeux, «ce hub ne peut qu'inquiéter dans la mesure où ces conteneurs constituent aujourd'hui un vecteur privilégié de l'arrivée de la cocaïne en Europe». Les utilisateurs des ports (dockers, employés ou transporteurs) peuvent, en effet, pénétrer à toute heure dans lesenceintes. Ici, contrairement aux grands ports européens, aucun code-barres n'identifie les camions et les conteneurs.

«La délivrance des badges d'accès a été transférée à Paris», indique, laconiquement, la préfecture de la Martinique. Le sujet est sensible : les retraits ou refus donnent souvent lieu à des mouvements sociaux qui paralysent l'activité des ports, cordon vital pour les Antilles. Du côté judiciaire, on relève que dans un dossier à la Guadeloupe, portant sur l'exportation de 5 tonnes de cocaïne du port de Jarry vers l'Europe, un docker avait été placé sous contrôle judiciaire pendant l'instruction. Chargé de déplacer les conteneurs, un poste stratégique, il a continué de travailler, bénéficiant même d'une promotion jusqu'à ce que sa condamnation, en 2024, lui interdise d'exercer. Les 10 tonnes de cocaïne saisies en mars à Dunkerque avaient transité par le même port. La plus grosse prise jamais réalisée.

«Nous avons près de 2000 badges sur le port de Jarry», explique le président du Grand Port maritime de Guadeloupe, Jean-Pierre Chalus, avant d'ajouter que le contrôle des accès sera connecté avec un système opératoire, qui permettra de s'assurer que toute présence sur le terminal est liée à un impératif opérationnel. «Il est clair que le hub Antilles fait surgir des sujets extrêmement nouveaux pour nous», admet toutefois Jean-Pierre Chalus. Pour lui, comme pour son homologue de Fort-de-France, Bruno Mencé, il faut aussi que l'Etat assume ses responsabilités. Les employés des ports sont prêts à travailler vingt-quatre heures sur vingt-quatre avec l'augmentation du trafic, mais les douanes et la police, confrontées à des blocages syndicaux et au manque d'effectifs, ne savent toujours pas si elles seront en mesure d'assurer une surveillance de nuit.

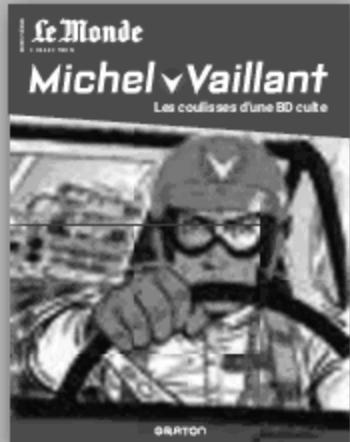
Du haut de son bureau, au sommet de la colline dominant Fort-de-France, le vice-amiral Nicolas Lambopoulos, chef des forces armées pour la région Antilles, considère que les cent jours par an consacrés par la marine à la lutte contre les «narcos» sont au cœur de sa mission «de protection du territoire». S'il constate «une prise de conscience sur l'ampleur de la menace», il semble regretter, lui aussi, le manque de cohérence de la réponse publique. «On est encore trop dispersés et on peut encore gagner en efficacité pour mieux coordonner des administrations toutes très impliquées, mais qui ont des cultures, des moyens et des prérogatives qui diffèrent face à un ennemi très réactif.» Il est ainsi surprenant que le gouvernement n'ait pas encore nommé aux Antilles un préfet maritime chargé de l'action de l'Etat en mer, comme à Brest (Finistère), à Toulon et à Cherbourg (Manche).

Car, si les institutions sont bien présentes sur le terrain, «elles ressemblent encore à ces vigies aveugles et passives sur une ligne de front qui fait face au "désert des Tartares", comme dans le roman de Dino Buzzati», glisse le sénateur Durain, président de la commission d'enquête sur le narcotrafic. Pour lui, le pouvoir politique «doit se mobiliser». Dans ce même livre de Buzzati, alors que l'ennemi est déjà au pied des murs de la citadelle, la routine et l'ignorance de ses défenseurs finissent par lui ouvrir en grand les portes du royaume. ■

JACQUES FOLLOROU



■ En kiosque



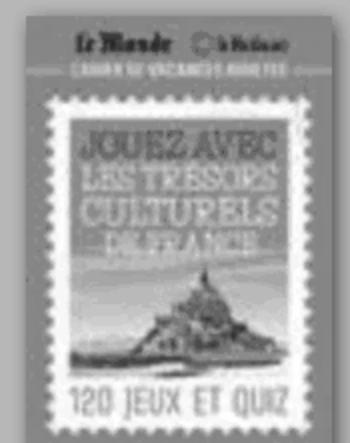
Hors-série



Hors-série



Hors-série



Cahier de vacances adultes



Parution le mardi 11 juin

Nos services

Lecteurs

■ Abonnements

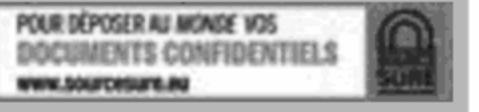
Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71

(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

■ Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

Le Monde
Le Carnet

Nous informons nos lecteurs et nos annonceurs de la non parution de notre journal le lundi 9 juin 2025.

Le Monde à paraître le samedi 7 juin sera daté 8-9-10 juin.

Le service Carnet sera exceptionnellement fermé le samedi 7 juin. Une permanence sera assurée le lundi 9 juin, de 9 heures à 13 heures, pour notre édition datée du mercredi 11 juin.

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL) soit sur le site :

<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

■ carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Aix-en-Provence, le 30 mai 2025,

Lily

en mai,

que de chansons et musiques évoquées dans cette combinaison magique.

Merci aux artistes
Constance BALLIET
 et **Antoine MICHEL**.

Décès

Marseille.

Mme Nicole Pont-Kandel, sa sœur,
 Ses nièces et ses neveux,
 Les familles Abrial, Kandel, Papillon et Rémont,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Raymond ABRIAL,

survenu le 26 mai 2025, à Marseille.

Les obsèques ont lieu ce 5 juin, à 14 h 30, au funérarium municipal, 380, rue Saint-Pierre, à Marseille.

L'Administrateur,
 L'assemblée des professeurs
 Et toute la communauté du Collège de France,

apprennent avec une profonde tristesse le décès de

Étienne-Émile BAULIEU,

professeur émérite du Collège de France, titulaire de la chaire Fondements et principes de la reproduction humaine de 1993 à 1998.

Ils rendent hommage au professeur, à l'humaniste pionnier de l'endocrinologie de la reproduction humaine et au précurseur de l'étude moléculaire des hormones stéroïdes.

(Le Monde du 3 juin).

Paris. Toulouse. Bucarest. La Chârcie. Marseille.

Mme Marie-Josée Cautain, son épouse,
 MM. Baptiste, Paul, Martin et Victoriens, ses enfants,

MM. Pierre et François, ses beaux-frères, Ses belles-filles Et tous ses proches,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Pierre, Jean, Maurice CAUTAIN,survenu le 1^{er} juin 2025, à Paris, à l'âge de soixante-deux ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 7 juin, à 14 heures, à La Motte-Chalancon (Drôme).

Claire, Dominique, Françoise, Didier, Gilles et Sophie, enfants de

Monique CHABANET, née TURIN,

Ses petits-enfants Et son arrière-petite-fille,

ont la tristesse de faire part de son décès, survenu le 2 juin 2025, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 6 juin, à 10 heures, au funérarium, 177, avenue Berthelot, Lyon 7^e.

L'enterrement aura lieu au cimetière de Vollore-Ville (Puy-de-Dôme), à 15 h 30.

La famille adresse ses plus sincères remerciements à tous les soignants et accompagnants de ces cinq dernières années.

Pascal, Sophie et Laurence, ses enfants,

Élise, Colin, Perrine, Léa et Clément, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Françoise CRIBIER, née FLEURY-BERNEHEIM, avril 1930 - mai 2025, géographe, directrice de recherche au CNRS.

Ses cendres seront dispersées auprès de celles de son époux durant cinquante-sept ans.

Daniel,

décédé en 2010.

famille.cribier@orange.fr

Decize, Charrin (Nièvre). Paris.

Julien et Anne Hanoteau, son fils et sa belle-fille,

Paul, Marie, ses petits-enfants,

Mme Micheline Lemoine-Hanoteau, Mme Christiane Hanoteau-Remblier, Claude et Geneviève Hanoteau, son frère et sa belle-sœur,

Toute la famille Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-William HANOTEAU, artiste peintre,

survenu à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Ses obsèques religieuses seront célébrées le samedi 7 juin 2025, à 10 heures, en l'église de Charrin.

Condoléances sur registre.

La famille remercie par avance les personnes qui prendront part à sa peine.

P.F. Nicolas Thause Saint-Léger-des-Vignes, Decize.

Lyon.

Magali Brocard-Krynen, son épouse,

Elise et Gabrielle, ses enfants,

Nicolas, Marion et Sophie, ses enfants

et leur mère, Marie Madeleine,

Damien Loyan, Elise Krynen, ses beau-fils et belle-fille,

Philippe, Marie-Christine, Denys (†),

Jacques, Jean Dominique et Florence, ses frères et sœurs,

Jacqueline, Michèle, Lydie et Valérie, ses belles-sœurs,

Anie, sa cousine

Et toute la famille,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Bernard KRYNEN, ancien inspecteur général des affaires sociales, ENA 1988,

survenu le 1^{er} juin 2025, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Famille Brocard-Krynen, 21, boulevard Anatole-France, 69006 Lyon.

Saint-Germain-en-Laye.

Mme Jean Lemaire, née Josette Luyat, son épouse,

Anne et Martin Vincent, Hélène et Pierre Vareille, Luc et Pascale Lemaire, Olivier et Evelyne Lemaire, ses enfants,

Hélène et Alice, Carolyn et Ian, Olivier et Camille, Marie et Vincent, Clément et Olivia, Paul et Inès, Marie et Pierre-Marie, Jean et Margot, Pierre et Ksenia, ses petits-enfants et leurs conjoints,

Luc, Guillaume, Arthur, Margot, Manon, Scarlett, Juliette, Matilda, Alexandre, Sophie, ses arrière-petits-enfants,

Les familles Lemaire, Defossez, Théry, Luyat, Laurent, Parrot, parents et alliés,

ont l'immense tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Jean LEMAIRE, le 31 mai 2025, dans sa quatre-vingt-quatorzième année, à son domicile.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 5 juin, à 10 h 15, en la chapelle des Augustines, 1, place Lamant, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

condoleances.jean.lemaire@gmail.com

Paris.

Jean-Claude Lemaire, son époux, Pascale et Juliette, ses filles,

Garance et Areski, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Maryvonne LEMAIRE, née PÉPIN, à Constantine (Algérie), psychologue, psychanalyste,

survenu le 27 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie aura lieu le 6 juin, à 15 h 30, au cimetière parisien de Pantin (Seine-Saint-Denis).

Paris.

Son épouse, Ses enfants et beaux-enfants Et ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre MITHOIS,

survenu le 25 mai 2025.

La cérémonie d'adieu aura lieu le 6 juin, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

En union avec la famille Monnier,

Pierre Bels avec Isabelle Bels, ses enfants et ses petits-enfants,

a la douleur de faire part du décès de sa sœur

Simone MONNIER, née BELS,

survenu le 29 mai 2025, à Colomiers.

pierrebels13002@gmail.com

Le secrétaire perpétuel Et les membres de l'Académie française,

ont la tristesse de faire part de la disparition de leur confrère

Pierre NORA, grand officier de la Légion d'honneur, grand-croix

de l'ordre national du Mérite, commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres,

décédé le 2 juin 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Antoine Gallimard, Les Éditions Gallimard, ont l'infinie tristesse de faire part du décès de

Pierre NORA de l'Académie française, historien, éditeur et directeur de collections chez Gallimard depuis 1965, directeur-fondateur de la revue *Le Débat* (1980-2020), directeur scientifique des *Lieux de mémoire* (1984-1992), directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

Pierre Nora était un homme de franchise et de tolérance, d'amitié et d'exigence, un être curieux de toutes choses humaines, excellant dans la conversation et le débat, un grand amateur de poésie, d'art et de liberté.

Éditeur jusqu'à ses derniers jours, académicien investi dans la vie de l'Institution où il avait accueilli récemment Pascal Ory et Antoine Compagnon, il avait œuvré ses dernières années à l'écriture de ses mémoires : *Jeunesse* (2021) et *Une étrange obstination* (2022).

Nous présentons nos condoléances les plus émues à sa famille ainsi qu'à son épouse, Anne Sinclair.

Qu'il repose en paix.

(Le Monde du 4 juin).

Sa famille, Ses amis Et ses collègues,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

François PARREAU, mathématicien, professeur des Universités, ancien président de MATH.en.JEANS,

survenu en son domicile le 2 juin 2025.

«La famille, c'est mon obsession»

Alauda Ruiz de Azua, créatrice de la série «Querer», évoque le débat suscité lors de sa diffusion en Espagne

ENTRETIEN

MADRID

Dans un studio du centre de Madrid, Alauda Ruiz de Azua monte son troisième long-métrage, *Los domingos* (*Les Dimanches*). A 47 ans, elle a pris sa place parmi les cinéastes espagnols à suivre, après les succès de son début sur grand écran, *Cinco lobitos* (*Lullaby*, 2022), qui lui a valu le Goya (équivalent espagnol du César) de la meilleure nouvelle réalisatrice en 2023, et de *Querer*. Cette minisérie en quatre épisodes, mise en ligne en France sur Arte.tv, jeudi 5 juin, a connu un succès critique et public lors de sa diffusion sur la plateforme Movistar Plus+ à l'automne 2024. Alauda Ruiz de Azua revient sur la gestation et la naissance du projet.

Au départ de ce projet, y avait-il une commande ?

Deux producteurs indépendants, Juan Moreno et Koldo Zuazua, voulaient traiter du consentement. C'était en 2022, au moment du débat autour de la loi dite «seul un oui est un oui». Ils se sont rendu compte que cette question n'avait pas été traitée par la fiction espagnole dans le cadre d'un mariage ou d'une relation au long cours. Ils se sont arrêtés sur cette situation: une femme de 50 ans qui porte plainte contre son mari pour viol. Ils m'ont appelée, j'ai senti une connexion personnelle, éthique, intellectuelle. Ensuite la plateforme Movistar Plus+ est entrée dans la production et nous avons développé le projet.

Comment êtes-vous passée de ce concept à la série très incarnée que nous avons découverte à Séries Mania (où elle a remporté le Grand Prix de la compétition internationale) ?

Je ne voulais pas d'une série avec des rebondissements, des secrets de famille. Pour moi, il fallait avoir l'honnêteté de se dire: «Je ne sais pas comment je réagirais si ça arrivait dans ma famille.» C'est très facile de réagir en interview ou en société: on sait que la violence contre les femmes existe, qu'elle est structurelle, on sait de quel côté sont les victimes. Mais quand ça arrive dans votre famille ou sur votre lieu de travail, tout devient gris. On veut rester en dehors de tout ça, on laisse la responsabilité au système judiciaire.

Pourquoi avez-vous située cette histoire à Bilbao ?



Pedro Casablanc (Iñigo Gorosmendi) et Nagore Aranburu (Miren Torres), dans la série «Querer». NICOLAS DE ASSAS/MOVISTAR PLUS+

C'est ma ville. Enfin, je suis née à Barakaldo, une banlieue ouvrière. La famille, c'est mon obsession, dans la vie, au cinéma. Quand je pense à l'institution familiale, je me sens plus à l'aise si je la dépeins dans un environnement qui m'est familier: pour moi, c'est l'Espagne du Nord, c'est Bilbao. Je sais ce que les gens osent dire et ne pas dire, quels secrets ils gardent, je connais les différences entre les classes. La famille de *Querer* appartient à la classe moyenne, dans une ville où tout le monde se connaît.

Ce n'est pas une culture méditerranéenne...

Oui, il y a une mentalité plus nordique. Les gens sont plus réservés, ce qui tient aussi à la classe moyenne supérieure dont est issue la famille. Si bien qu'il est plus difficile de révéler quelque chose comme un viol conjugal.

La réussite de la série tient à son casting, à commencer par Nagore Aranburu dans le rôle de Miren Torres, l'épouse qui se révolte. Avez-vous eu le sentiment de faire un pari en confiant le personnage à une actrice qui n'avait jusque-là pas tenu de premier rôle ?

Je suis un peu inconsciente quand je distribue les rôles. Tout ce qui m'importe, c'est de voir le personnage, de ressentir de l'amour pour lui. Je ne pense pas à ce qu'un acteur peut ou ne peut pas faire. J'ai auditionné plusieurs actrices pour le rôle, mais, avec Nagore, j'ai vu tout d'un coup Miren Torres. J'ai aimé son mystère, comme si je ne savais pas qui était cette femme et je voulais la découvrir, savoir ce qui la rendait capable de dire une chose aussi difficile à dire.

Le troisième épisode est consacré au procès, mais il n'a rien de cathartique,

«La violence sexuelle contre les femmes a été normalisée, invisibilisée»

Contrairement à ce qui se passe dans la plupart des fictions...

Ce qui m'importait, c'était de communiquer ce qu'on ressent devant un tribunal. Je me suis préoccupée de créer cet environnement d'une manière presque documentaire. Si on arrive à le présenter de manière clinique, c'est plus puissant que de manipuler le spectateur afin de le faire pencher d'un côté ou de l'autre. Il fallait lui laisser de l'espace, dans une représentation de la réalité.

Pensez-vous que l'institution judiciaire est la mieux à même

de résoudre ce genre de situation ?

Certains voudraient que la justice règle le problème du patriarcat, de la violence sexuelle. Il me semble que la série est assez critique vis-à-vis de l'institution. C'est un aspect du conflit, il y a un aspect social, un aspect culturel. La violence sexuelle contre les femmes a été normalisée, invisibilisée, parce que les femmes savent qu'elles ne seront pas crues, que leur parole sera remise en cause alors que celle d'autres victimes ne le sera pas.

Y a-t-il eu beaucoup d'affaires de ce type en Espagne ?

Non, ça reste exceptionnel. En faisant la série, nous avons appris que, plus la relation a duré, plus il est difficile d'en sortir. On commence à voir de plus en plus d'affaires de viol dans le cadre d'une relation au bout de trois ou quatre ans.

Quand la série a été diffusée, quel genre de débats a-t-elle suscités ?

Les gens se sont emparés de la série. Ils ont compris que la conversation que nous proposons ne repose pas seulement sur les émotions, mais aussi sur l'éthique, qu'il y avait plus de questions que de réponses. Beaucoup de gens se sont mis à parler de la violence invisible.

L'autre chose remarquable a été la prise de parole d'hommes jeunes ou d'âge mûr au sujet de leur relation toxique avec des pères qui avaient été agressifs, qui justifiaient leur violence par la mauvaise journée qu'ils avaient passée. Je ne m'y attendais pas et j'ai été émue de voir des gens qui disaient: je connais cet homme, j'ai connu ce père, et ce n'était pas une bonne manière de passer son enfance. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS SOTINEL

La réalité du viol conjugal derrière les apparences d'un couple uni

Sur Arte.tv, «Querer» relate la révolte d'une femme après trente ans de mariage, et dissèque méthodiquement un système d'oppression

SÉRIE

La scène inaugurale de *Querer* est de celles qui ne s'oublient pas. Dans le silence de plomb d'un appartement bourgeois de Bilbao, une femme retire son alliance, sort une valise, y place quelques vêtements et ses économies, tire des photos d'un album, boucle sa trousse de toilette, dans une chorégraphie comme préparée de longue date et dont aucun détail n'est laissé au hasard. Miren Torres (Nagore Aranburu) s'apprête à quitter le domicile conjugal après trente ans de mariage avec Iñigo Gorosmendi (Pedro Casablanc), contre lequel elle vient de déposer une plainte pour viols et violences.

Une porte s'ouvre et se referme, Miren sursaute. Le mari est rentré à l'improviste, et la sidération sur

son visage dit tout de la terreur qu'il lui inspire. Iñigo, qui ne se doute de rien, lui demande de lui cuire un steak – dans *Querer*, chaque objet est investi d'une symbolique. Devant le morceau de viande qui grésille sur le feu, Miren pose la pince à viande et s'enfuit. Le départ, dûment planifié, se transforme en évasion.

Si prouver la réalité d'un viol auprès de la justice est en soi compliqué, ça l'est d'autant plus quand le violeur est le mari, et c'est pour mettre en lumière la spécificité du viol conjugal qu'Alauda Ruiz de Azua a écrit et réalisé *Querer* pour la plateforme Movistar Plus+, véritable écrin d'excellence ibérique à qui l'on doit notamment *La Mesías*. Le titre de la série, jeu sur la polysémie d'un verbe qui signifie à la fois aimer, désirer et vouloir,

tient lieu de programme, et celui-ci est exécuté d'une main de maître par la cinéaste basque. Présentée au festival Séries Mania, en mars à Lille, la fiction a remporté le Grand Prix de la compétition internationale.

Chacun des quatre épisodes témoigne d'un moment de la vie de Miren après qu'elle a pris la décision de quitter Iñigo – d'abord la fuite, puis ses répercussions sur les deux grands fils et l'entourage du couple; ensuite le procès, qui se tient quatre ans après la séparation; enfin, l'annonce du jugement et ses suites. Le narratif de la série ne s'écarte jamais du dossier et en fait méticuleusement l'inventaire, de la puissance de l'emprise d'Iñigo sur ses proches à la dépendance économique de Miren, en passant par le désavantage de sa parole auprès de la famille

de son mari et des «amis» du couple, qui sont en fait les amis d'Iñigo, Miren ayant perdu toute liberté sociale.

Une société fracturée

La cinquantaine grasse, le visage profondément grêlé: peu de choses sont concédées à Iñigo, à part peut-être la sincérité d'un homme qui croit être du côté du bien et de l'amour. Au procès, Miren et son ex-époux sont séparés par un écran qui les empêche de se voir, comme pour souligner qu'ils vivent dans deux réalités différentes, irréconciliaires. Les deux fils du couple sont d'ailleurs à l'image d'une société fracturée entre anciens et modernes. L'aîné, marié et père de famille, refuse d'y croire, tandis que le cadet, bohème et bisexuel, se montre plus à l'écoute. C'est, sans surprise,

chez lui que Miren se réfugie après avoir quitté le domicile.

Le schématisme des personnages, tous parfaitement interprétés, et la prévisibilité des étapes par lesquelles Miren passe pour faire reconnaître ce qui a été fait et subi, est équilibré par l'extrême rigueur de la mise en scène et la juste distance du regard porté sur chaque situation. Malgré son titre, *Querer* est une série à sang froid, qui congédie tout sentimentalisme et sentimentalisme pour s'attacher à disséquer un système d'oppression dont chaque individu est plus ou moins malgré lui un rouage. Ce système dépasse largement la série qui, dans son dernier épisode, prend acte de ce qu'il reste à accomplir, alors même que l'Espagne a adopté, il y a deux ans, la nécessité d'un consentement explicite

pour toute relation sexuelle, y compris entre époux.

Les retrouvailles, au nom de l'avenir, de la mère et de son fils aîné n'occultent pas la part d'insoluble de la violence masculine, et le dénouement de *Querer* laisse finalement peu de place à l'espoir, si ce n'est celui de voir se multiplier les Miren. Dans le rôle de l'épouse violée, invisibilisée par la justice, mais réconciliée avec ses enfants et surtout avec elle-même, Nagore Aranburu livre une incarnation saisissante, toute en colère rentrée, que seule une cigarette retrouvé a le goût de la liberté. ■

AUDREY FOURNIER

Querer, créée par Alauda Ruiz de Azua (Esp., 2024, 4 × 50 min). Avec Nagore Aranburu, Pedro Casablanc, Miguel Bernardeau.

Nicole Croisille, mort d'une artiste complète

L'interprète du célèbre « Da ba da ba da » du film « Un homme et une femme » est décédée le 4 juin

DISPARITION

Pour l'éternité elle est l'interprète de la chanson culte – « Da ba da da » – d'un film qui ne l'est pas moins, *Un homme et une femme* de Claude Lelouch, sorti en 1966. Par une mystérieuse distorsion audio-temporelle, cet air s'est souvent transformé en « Cha ba da ba da », et on a tout aussi fréquemment oublié que la voix de Pierre Barouh accompagnait celle de la chanteuse, comédienne et danseuse Nicole Croisille, morte mercredi 4 juin à l'âge de 88 ans.

A l'annonce de sa disparition, Claude Lelouch lui a rendu un hommage ému sur Instagram : « Sa voix, si singulière, a été le souffle de mes films, la musique de mes émotions. Ensemble, nous avons créé des instants d'éternité. Son timbre unique donnait vie aux images, transformant chaque séquence en un moment de grâce. Je me souviens de ces sessions d'enregistrement où, sur le souffle, elle murmuraient des mots qui résonnaient comme des confidences. Elle avait ce don rare de transmet-

tre l'intime, de toucher l'âme. » Et le cinéaste d'ajouter : « Aujourd'hui, je perds bien plus qu'une voix. Elle a été la voix de ma vie. »

Née le 9 octobre 1936 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), Nicole Croisille est la fille unique de Jean Croisille, accompagnateur de voyages, et de Germaine Decorde. Elle grandit au son de Chopin et de Liszt, joués par sa mère, pianiste amatrice. Formée tôt à la danse classique, elle rêve d'embrasser une carrière artistique bien que son père voie cela d'un mauvais œil. « J'ai toujours su que ma place était sur scène. C'est l'endroit où je me sens le mieux », disait-elle. A l'adolescence, la découverte de Sidney Bechet et de l'ambiance des caves de Saint-Germain-des-Prés est une révélation. « Je suis née avec le jazz !, s'enthousiasmait-elle. J'éprouve ce besoin de pulsations sans savoir d'où ça vient. »

Nicole Croisille, qui étudie le mime auprès de Marcel Marceau, est engagée dans sa compagnie pour participer à la tournée de sa troupe en Amérique du Sud en 1957 puis aux Etats-Unis

Nicole Croisille,
à Monte-Carlo,
le 17 avril
1975. AFP

en 1960. Passionnée de comédies musicales américaines, elle réussit à décrocher différents contrats sur le continent nord-américain. Elle est meneuse de revue à Reno dans le Nevada (1958), participe à la tournée des Folies-Bergère à New York (1964), chante au Playboy Club de Chicago (1960). Surnommée « Soul Sister », Nicole Croisille ne cesse de travailler sa voix chaude et son swing.

En 1966, elle rencontre Claude Lelouch et le compositeur Francis Lai (1932-2018) qui lui proposent d'interpréter en duo avec Pierre Barouh la bande originale d'*Un homme et une femme*. Le « Da ba da ba da » devient célèbre et indissociable de ce film qui décrochera



la Palme d'or au Festival de Cannes et, en 1967, l'Oscar du meilleur film étranger. Claude Lelouch, ami fidèle, lui confiera les chansons des films *Vivre pour vivre* (1967), *Les Uns et les Autres* (1981) et *Itinéraire d'un enfant gâté* (1988).

Triomphe à 40 ans

Avec les années 1970 arrive le succès auprès du grand public. Chanteuse de variété, Nicole Croisille souhaite donner l'image d'une femme libre avec ses titres *Parlez-moi de lui*, *Téléphone-moi*, *Une femme avec toi*, *La Garonne* : « Quand le succès est arrivé, j'avais 40 ans, je pouvais avoir le langage d'une femme qui parle aux femmes. »

En 1976 puis en 1978, portée par sa voix et son énergie, elle triomphera à l'Olympia. Interprète polyvalente, Nicole Croisille refuse de se laisser enfermer dans un seul style de musique et ne cesse d'alterner entre la variété, le jazz, avec notamment l'album *Jazzille* en 1987, et le music-hall.

En 1992, sur la scène du Théâtre du Châtelet, au sein d'une troupe américaine, elle incarne le rôle-titre de la comédie musicale *Hello,*

Dolly ! « C'est un rêve d'enfance qui se réalise. Dans ma tête, à 10 ans, j'avais décidé : « Je veux faire comme Judy Garland. » Elle se produit également dans les comédies musicales *Follies* (2013), *Cabaret* (2014) et *Irma la Douce* (2015) où elle s'épanouit dans le travail de troupe.

Nicole Croisille fera plusieurs incursions dans le monde de la comédie. Elle se produit au théâtre dans *Folle Amanda* (1996), *Coup de soleil* (1999), *Hard* (2018) et tourne pour le cinéma (*La Cage dorée* en 2013) comme pour la télévision. En 2005, elle est l'antipathique Yvonne Le Bihan dans la saga estivale de TF1, *Dolmen*, qui rassemble environ 12 millions de téléspectateurs par épisode. « Chanter, danser et jouer, c'est la vie que j'avais envie de mener », disait-elle.

Nicole Croisille, discrète sur sa vie privée, se livre en 2006 avec la publication de son autobiographie écrite avec Thierry Lecamp (*Le Cherche Midi*), dont le titre s'entend comme un résumé de sa vie et de ses soixante ans de carrière : *Je n'ai pas vu passer le temps.* ■

STÉPHANIE PIERRE

LES DATES

9 OCTOBRE 1936

Naissance à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine)

1966

« Un homme et une femme », en duo avec Pierre Barouh

1974

« Parlez-moi de lui »

1975

« Une femme avec toi »

1992

« Hello, Dolly ! » au Châtelet

4 JUIN 2025

Mort à 88 ans

Le conte 2.0 ensorcelant de Blanca Li

Entre réel et virtuel, la chorégraphe a conçu une aventure high-tech très réussie, « L'Ombre », présentée à l'Ircam jusqu'au 13 juin

DANSE

Bluffant, bluffant ! », répète un spectateur en sortant la tête de la production immersive intitulée *L'Ombre*, mise en scène par la chorégraphe Blanca Li. A l'affiche jusqu'au 13 juin, en ouverture du festival ManiFeste, de l'Institut de recherche et coordination acoustique/musique (Ircam) ce spectacle augmenté qui mêle réalité virtuelle et performance, conçu avec la compositrice Edith Canat de Chizy, chamboule les sens. Sous la direction visuelle de Vincent Chazal, il témoigne d'une symbiose réussie entre la danse, la musique contemporaine et l'expertise informatique sonore de l'Ircam.

Pour sa nouvelle aventure high-tech, après le succès de son *Bal de Paris* (2021) en réalité virtuelle, Blanca Li s'est appuyée sur un conte d'Andersen. Elle a choisi celui qui donne le titre à la pièce et qui évoque un savant dont l'ombre finit par le dominer. Si le récit de cette possession se perd dans le ruissellement captivant d'images générées par Blanca Li et son équipe, il profite d'un dispositif quadrifrontal parfait pour son épaulement : celui de l'espace de projection de l'Ircam.

Une fois équipés de casques de réalité virtuelle, les spectateurs se retrouvent au centre de l'action dont les péripéties se chevauchent les unes les autres autour d'eux. Libres de déambuler, ils peuvent également relever la visière des lunettes pour savourer les performances des dix danseurs en chair et en os qui dialoguent avec les avatars. L'alliance des tableaux vivants et de la réalité virtuelle fonctionne impeccablement. Elle permet d'écrire à l'envi son propre déroulé de l'histoire, et il y a de quoi faire !

Dramaturgie ondulatoire
Présente au milieu du public, mardi 3 juin, la compositrice Edith Canat de Chizy veille sur l'instrumentiste Florent Jodelet, installé sur la passerelle qui encercle la salle. Elle savoure visiblement cette illustration éclatée de sa partition. Jamais noyée par les effets visuels, bien au contraire, elle impose des couleurs percussives variées et élastiques. Stridences de crêpelle et coups de gong assurent une dramaturgie ondulatoire au spectacle, soutenant sa progression avec une légèreté paradoxale puissante.

L'Ombre jongle entre cartes postales urbaines et projections fantastiques. Des immeubles se dressent, sur lesquels sont juchés des personnages. Un chat passe, un avion supersonique griffe le ciel, la lune grossit démesurément tandis qu'un couple en lévitation – élément constitutif de la réalité virtuelle – se poursuit. Soudain, il plie fort et des parapluies multicolores surgissent. Une balançoire siffle et un feu d'artifice explose. Des ombres s'accrochent. Cris et coups de feu, la magie illusionniste opère à fond. Comme souvent dans les productions de ce type, les jeux d'échelle s'amusent à filer le vertige. Les personnages lilliputiens alternent avec les géants qui nous font sentir ridiculement minuscules. La voûte étoilée plane à des années-lumière au-dessus de nous. Le sol s'effondre l'air de rien. Le yoyo permanent entre élévation vertigineuse et écrasement tout aussi majuscule floute les repères. Il entretient le suspense au gré d'une gamme d'intensités imprévisibles.

Au cœur du dispositif, le spectateur est ici enveloppé, mais également traversé par des rafales de sensations ultra-physiques. Une toile bleue s'affale et nous avale pour nous faire réapparaître sur une mer de nuages ; une énorme créature nous broie d'un revers de main ; des couteaux nous transpercent. Le conte se joue autant devant nous qu'à l'intérieur de chacun. C'est l'attrait de cette expérience qui fait prendre des vessies pour des lanternes en donnant envie de toucher le mirage d'une main virtuelle. Et c'est fabuleux. ■

ROSITA BOISSEAU

L'Ombre, de Blanca Li, Ircam, Paris 4^e. Jusqu'au 13 juin.

CHORÉ- GIES

2025

D'OR-
ANGE

REQUIEM MOZART

Mis en images par Enki Bilal



THÉÂTRE ANTIQUE D'ORANGE
SAMEDI 28 JUIN

RÉGION
SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

VILLE
D'ORANGE

Département
VAUCLUSE



RÉSERVATIONS
TEL. 04 90 34 24 24
WWW.CHOREGIES.FR

Le Louvre expose la Chine rêvée d'Adolphe Thiers

Le journaliste et homme d'Etat de la III^e République cultivait une passion méconnue pour l'empire du Milieu

EXPOSITION

On connaît le journaliste, patron de presse, avocat, historien, académicien et homme politique Adolphe Thiers (1797-1877) – il fut plusieurs fois député, ministre du roi Louis-Philippe I^{er}, président du Conseil et président de la République, en 1871. On s'en souvient comme d'un bourgeois monarchiste qui devint l'un des artisans de la III^e République, et comme l'implacable bourreau de la Commune, qui mit fin, dans un bain de sang, à l'insurrection parisienne au printemps de 1871.

Mais qui connaît la passion pour la Chine qui animait cet homme à l'insatiable curiosité ? Un engouement né dès son adolescence, révèle Jean-Baptiste Clais, conservateur en chef au département des objets d'art du Musée du Louvre. Pour l'exposition «Une passion chinoise. La collection de monsieur Thiers», dont il est le commissaire, il s'est plongé dans le fonds réuni par Adolphe Thiers au long de sa vie. Il a également compulsé les ouvrages spécialisés sur l'empire du Milieu que l'amateur – il n'y mit jamais les pieds ! – acquérait en France et dans les différents pays d'Europe qu'il visitait pour ses activités politiques.

Penchant artistique

«Thiers est un précurseur de la collection d'art chinois en Europe, assure l'historien. Personne, à l'époque, ne s'y intéressait. Lui y a été sensibilisé enfant, soit parce qu'il avait lu Voltaire ou des récits de jésuites, soit parce qu'il avait vu des pièces chinoises à Aix-en-Provence, où il vivait avec sa mère et où il fit ses études de droit.» Jean-Baptiste Clais a également épousé la correspondance que le voyageur entretenait avec des spécialistes ainsi que les articles de presse et la littérature de l'époque évoquant cet homme à la forte personnalité qui comptait autant de zélotes que de détracteurs. Mais dont le penchant artistique ne laissait pas indifférent.

Quand Félix-Sébastien Feuillet de Conches salut, en 1856, «un des premiers sinophiles de ce temps-ci, et dont le cabinet doit être visité par toute personne curieuse de l'art en Chine», Chateaubriand, dans

Mémoires d'autre-tombe, porte, en 1836, ce jugement : «M. Thiers mêle à des mœurs inférieures un instinct élevé; tandis que les survivants féodaux, devenus cancrels, se sont fait régisseurs de leurs terres, lui, M. Thiers, grand seigneur de renaissance, voyage en nouvel Atticus, achète sur les chemins des objets d'art et ressuscite la prodigalité de l'antique aristocratie.»

Les œuvres et documents réunis pour l'exposition proviennent d'un legs au Louvre de 1881 voulu par la veuve du collectionneur, Elise Dosne-Thiers. La plupart dormaient dans les réserves de l'établissement, quelques

pièces étaient exposées sous vitrine. Toutes ont été nettoyées et restaurées par les ateliers du Louvre pour la présentation. Le commissaire a bénéficié aussi de prêts de la Fondation Dosne-Thiers, située place Saint-Georges, dans le 9^e arrondissement de Paris, et fermée actuellement pour travaux. Au total, 170 œuvres datant majoritairement des XVII^e et XIX^e siècles : rouleaux, livres, gravures, porcelaines, jades, laques, ivoires et bronzes, présentés dans la rotonde Sully, dans une scénographie aérée et élégante.

Le début du parcours s'attache à illustrer les nombreuses facettes de l'ambitieux personnage, dont Honoré de Balzac se serait inspiré pour son Rastignac. On découvre son costume d'académicien – il est élu à l'Académie française à l'âge de 36 ans –, des exemplaires du journal qu'il crée, *Le National*, plusieurs tomes de son *Histoire de la Révolution française*, gros succès de librairie, des exemplaires de la correspondance entretenue avec des dignitaires européens pour nourrir ce travail. De nombreux livres aussi sur la Chine, son histoire, sa population, son économie. Son goût pour l'art est illustré par une série de copies de chefs-d'œuvre remarqués lors de ses visites de grands musées qu'il fait réaliser par des artistes locaux.

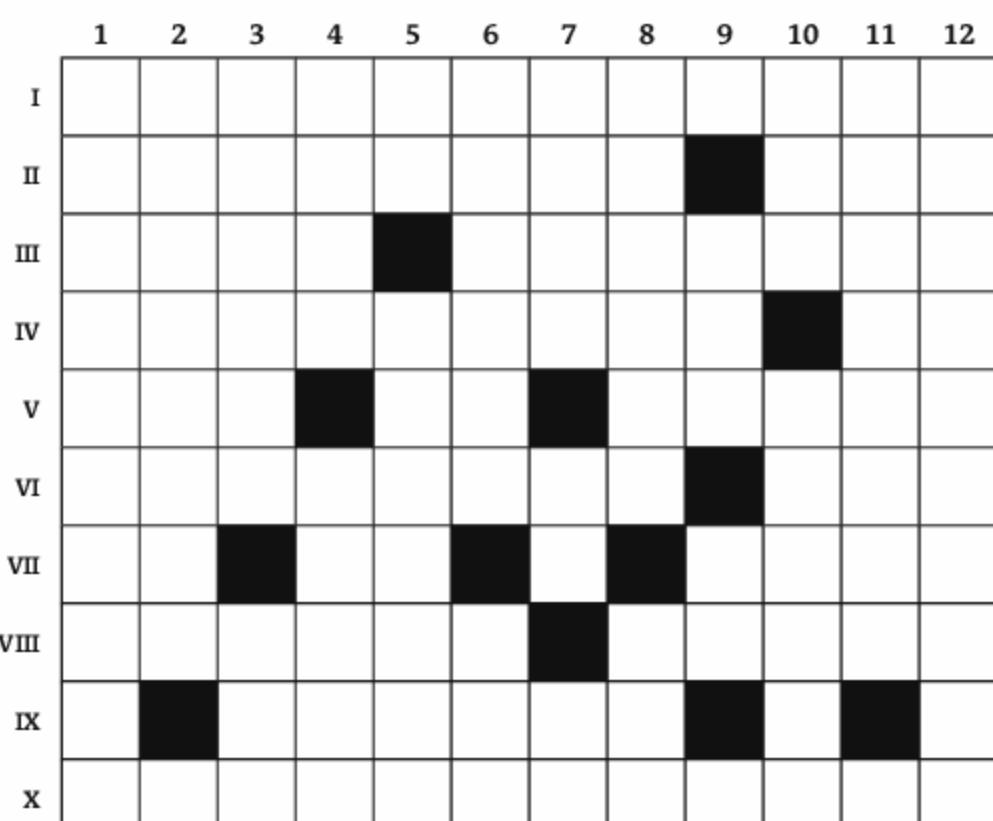
Plusieurs chefs-d'œuvre
«Sa passion pour l'art va servir son ambition sociale et, réciproquement, ses réseaux lui permettent de nourrir sa collection», précise Jean-Baptiste Clais. Une gravure de 1845 représente Adolphe Thiers dans son hôtel particulier garni de tableaux, d'estampes, de sculptures, de plats et de grands vases chinois. Beaucoup ont disparu pen-



MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 130
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 129

HORIZONTALEMENT 1. Manipulation. 2. Abime. Inapte. 3. Tocarde. Béat. 4. Rit. Sevra. 5. Asie. Brasser. 6. Tigre. Sise. 7. Uranie. Tee. 8. Ain. Crêche. 9. Gâtée. Ru. Lai. 10. Electriciens.

VERTICALEMENT 1. Matraquage. 2. Abois. Rial. 3. Nictitante. 4. Ima (ami). Ein. Ec. 5. Pers. Gilet. 6. Debré. 7. Lièvre. Cri. 8. An. Râ. Truc. 9. Tabassée. 10. Ipé. Siècle. 11. Otages. Han. 12. Net. Rêvais.

HORizontalement

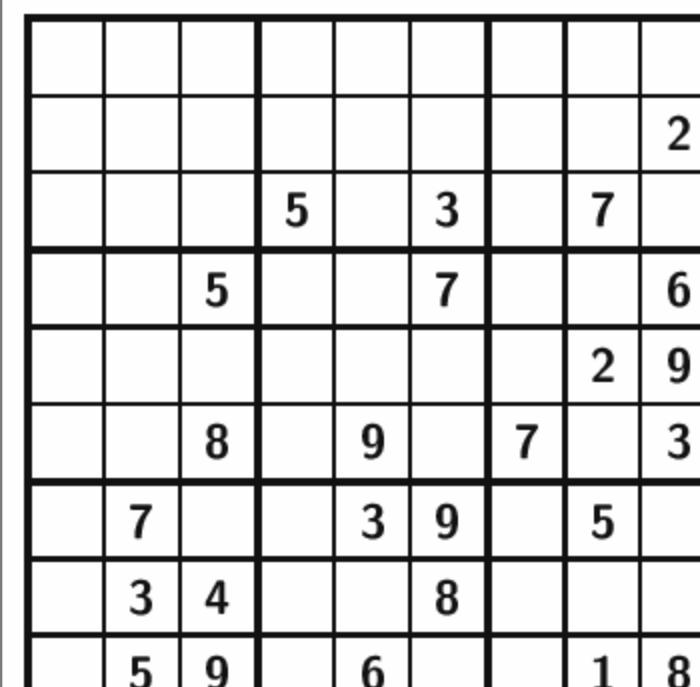
I. Croquants et craquants. II. Qu'il s'occupe de ses réserves pas de nos économies. Article contracté. III. Vous pouvez y aller sans vous tromper. Ramasse les lauriers. IV. Ça monte dans la fosse. Négation. V. A mis l'euro en place. Assure la liaison. Allemande de la Ruhr. VI. Assemble les mots et fait de beaux discours. Sur la touche aujourd'hui. VII. Renforce le montage. Solide support. Lâché pour avancer. VIII. Cantons de l'Est au Canada. Vous met dans la mouise. IX. Coupent mais ne tranchent pas. X. Participe à la reconstruction.

Verticalement

1. Votre argent l'intéresse toujours. 2. Travaux d'études aux Beaux-Arts. 3. A surveiller de près quand elle est maligne. Saleté en ville. 4. Grosses colères. Assure la distribution à la sortie. 5. Personnel. Transmission. 6. Assurance et certitude. Piégée. 7. Convenablement. Ouverture de compte. En trop. 8. Botter en touche. Mesure à surveiller chez les hommes. 9. Derniers appels. Pourra être approuvé. 10. Plein bord. Hirondelle de mer. 11. Vous entraînera au plus bas. 12. Toujours sous pression pour éviter de gros dégâts.

SUDOKU

N° 25-130



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)

**Chaque jeudi,
le meilleur
de la presse
étrangère**

CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX



Le Monde est édité par la Société éditrice du «Monde» SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 25 71 71.

Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr.

Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs

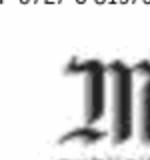
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



ACPM
PRINTED IN FRANCE

Directrice générale
Elisabeth Cialdella

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midy-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprégné sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Europhosphat : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier

La communauté internationale se doit d'agir pour mettre fin aux souffrances du peuple congolais

Depuis trente ans, la République démocratique du Congo n'a connu aucun répit. Soixante-quinze Prix Nobel appellent à un sursaut international, à l'invitation de Denis Mukwege, gynécologue congolais, Prix Nobel de la paix et auteur de ce texte

Il faut mettre fin à la tragédie congolaise : trois décennies de conflits armés, de guerres répétées, de catastrophes humanitaires et de violations systématiques des droits humains et du droit international. Il y a quinze ans, le rapport Mapping, publié en 2010 par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, documentait les crimes internationaux commis en République démocratique du Congo (RDC) entre 1993 et 2003. Les exactions n'ont pas cessé depuis, et aucune action significative, ni au niveau national ni au niveau international, n'a été entreprise pour enfin les endiguer. Les crises qui ravagent la RDC depuis plus de trente ans sont entretenues par une impunité enracinée et un silence mondial persistant, menant au conflit le plus meurtrier depuis la seconde guerre mondiale, que l'on peut estimer à 6 millions de vies perdues.

La RDC regorge de minéraux stratégiques, essentiels pour la révolution numérique et la transition énergétique mondiale. Pourtant, la région reste pauvre et instable, en raison de l'exploitation violente et illégale de ses ressources

naturelles. Celles-ci sont pillées par des groupes armés soutenus par l'étranger et blanchies par l'intermédiaire des réseaux opaques du Rwanda vers les marchés mondiaux, ce qui alimente la guerre et sape l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement internationale.

Doubles standards mondiaux

En dépit de multiples accords, plus de cent groupes armés et plusieurs armées étrangères opèrent toujours sur le sol congolais en toute impunité. La résurgence du groupe rebelle M23 en novembre 2021, soutenu par le régime de Kigali, a intensifié la crise. Environ 4 000 soldats rwandais auraient envahi les provinces du Nord et du Sud-Kivu, s'emparant de vastes territoires riches en minerais et provoquant le déplacement de millions de personnes. En 2025, plus de 10 millions de Congolais – soit quasiment la population de la Belgique – vivent désormais dans la peur, sous occupation. Selon les Nations unies, le bilan humain est accablant : plus de 26 millions de personnes font face à une faim sévère ; 7,8 millions sont déplacées à l'intérieur du pays ; 1,6 million d'enfants

sont privés d'accès à l'éducation en raison de la destruction ou la fermeture des écoles. Les violences sexuelles contre les enfants atteignent un niveau sans précédent : entre janvier et février, les enfants représentent entre 35 % et 45 % des cas signalés de viols et violences sexuelles – soit près de 10 000 victimes, ou une victime toutes les trente minutes. A la fin du mois de mars, le Plan de réponse humanitaire des Nations unies de 2025 n'était financé qu'à 8,2 %, privant ainsi des millions de personnes d'une aide vitale, et plaçant la RDC en tête des crises les plus négligées au monde.

Malgré ces conditions catastrophiques, la réponse diplomatique reste au mieux timide. Tandis que la communauté internationale a mobilisé sanctions et suspensions d'aides dans

d'autres contextes de conflit, elle continue de tolérer l'agression illégale du Rwanda au Congo, qui constitue une violation manifeste de la Charte des Nations unies. La nature des actions du Rwanda en RDC ne diffère pas fondamentalement de celles de la Russie en Ukraine, ce qui pose de lourdes questions sur les doubles standards mondiaux et sur la valeur accordée à la vie des populations noires.

Conflit oublié et négligé

Les problèmes causés par l'homme nécessitent des solutions portées par l'homme. Aucun pays n'est au-dessus des lois. La communauté internationale se doit d'agir, de manière décisive et sans délai, pour mettre fin aux souffrances du peuple congolais, faire respecter la justice internationale et protéger le droit de chaque nation à la souveraineté et à la paix. Il faut enfin appliquer la résolution 2773 du Conseil de sécurité des Nations unies, datée du 21 février, ce qui inclut un cessez-le-feu immédiat et sans condition, le retrait des forces rwandaises du territoire congolais et la cessation de leur soutien au M23 sans condition préalable, et le démantèlement des administrations parallèles établies dans les zones occupées.

Nous appelons à l'organisation d'une conférence internationale sur la paix afin de placer ce conflit oublié et négligé au sommet de l'agenda de la communauté internationale, en créant une plateforme de haut niveau pour un dialogue vers une paix globale, juste et durable en RDC. L'accord-cadre pour la

paix, la sécurité et la coopération d'Addis-Abeba, signé en 2013, reste également un outil essentiel pour traiter les causes profondes de la violence. Sa pleine mise en œuvre, avec une volonté politique renouvelée aux niveaux national, régional et international, est urgente et doit garantir la participation effective des femmes et des jeunes. Enfin, la justice doit être au cœur de toute paix durable, ce que seul un tribunal international peut apporter en RDC, en s'appuyant notamment sur le rapport Mapping comme fondement.

Il ne s'agit pas uniquement d'une question congolaise. C'est une question mondiale. Chaque smartphone, ordinateur portable ou véhicule électrique contient probablement des minéraux venus de RDC. Nous avons tous un bout du Congo dans nos poches. Donc une responsabilité. ■



CES CRISES SONT ENTRETENUES PAR UNE IMPUNITÉ ENRACINÉE, MENANT AU CONFLIT LE PLUS MEURTRIER DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Parmi les signataires : Yuan T. Lee, Nobel de chimie 1986; David MacMillan, Nobel de chimie 2021; Oleksandra Matviitchouk, Nobel de la paix 2022; Patrick Modiano, Nobel de littérature 2014; Herta Müller, Nobel de littérature 2009; Nadia Murad, Nobel de la paix 2018; John C. Polanyi, Nobel de chimie 1986; Richard J. Roberts, Nobel de médecine 1993; Jean-Pierre Sauvage, Nobel de chimie 2016; Jody Williams, Nobel de la paix 1997. Liste complète sur Lemonde.fr

« Mon soutien psy » ne répond pas à une exigence de qualité des soins, mais à une logique économique

Un collectif de 173 enseignants-chercheurs en psychologie clinique juge sévèrement le dispositif, censé faciliter l'accès aux soins. Manière pour l'Etat, selon eux, de justifier son désengagement de la psychiatrie et de normaliser excessivement les méthodes thérapeutiques

Depuis des années, le service public de psychiatrie se dégrade : baisse des effectifs, fermetures de structures, diminution du nombre de lits, alors même que tous les indicateurs signalent une évolution inquiétante de la santé mentale des Français. Dans ce contexte, Emmanuel Macron a annoncé en 2021 le lancement du dispositif Mon soutien psy qui promet un accès facilité aux soins psychologiques, en vertu du remboursement d'un nombre limité de séances auprès de psychologues conventionnés, pour les personnes souffrant de troubles psychiques légers à modérés. L'objectif affiché : désengorger les centres médico-psychologiques (CMP), renforcer la prévention, éviter les hospitalisations, tout en précisant la place des psychologues à l'intérieur d'un parcours de soins mieux coordonné.

L'intention à l'origine de ce dispositif était louable, mais la réalité de sa mise en œuvre est jugée décevante, comme l'a lui-même reconnu le président lors de son interview télévisée, le 13 mai. Le premier rapport évaluant le dispositif, remis au Parlement le 27 mars, soulève en effet de nombreuses interrogations. Si le taux de recours au dispositif atteste bien d'un criant besoin de

soins (près de 600 000 Français en ont déjà bénéficié), la faible adhésion et le taux d'abandon anormalement élevé font craindre des prises en charge inadaptées. On ne saurait considérer comme une réussite le fait que seul un quart des patients atteignent la huitième séance sur les douze prévues – la moyenne s'établit à 4,8 séances par patient.

Faut-il réellement y voir, comme l'a récemment suggéré le ministre de la santé, Yannick Neudier, un signe d'efficacité du dispositif, alors que la littérature scientifique montre que l'interruption prématurée d'une psychothérapie est le plus souvent un marqueur d'échec, et qu'une amélioration cliniquement significative exige plusieurs dizaines de séances ? Et que vaut, en regard des quelque 50 000 patients n'étant pas retournés voir leur psychologue après une première consultation, l'aviso globalement satisfait récolté par une enquête de l'institut BVA auprès de... dix patients, selon une méthodologie consistant à relayer l'enquête vers les patients adhérents, mais non ceux ayant quitté le dispositif ?

Par ailleurs, les auteurs du rapport s'autorisent à se satisfaire de « l'intérêt des psychologues à contribuer à la santé publique », alors que la majeure partie des

organisations représentatives de la profession continuent d'en refuser le principe. En effet, dans sa forme actuelle, Mon soutien psy reste perçu comme un levier de retrait progressif de l'Etat dans la prise en charge du soin psychique, au profit d'une ubérisation du secteur. Mais il y a plus préoccupant encore : plus d'un tiers des patients pris en charge dans ce cadre y ont recours « hors indications ». Loin des troubles légers à modérés pour lesquels il a été prévu, ce dispositif accueille donc des patients avec des pathologies psychiatriques sévères. Ce glissement est révélateur du système mis en place : faute d'accès à des

CE DISPOSITIF, PRÉVU POUR DES TROUBLES LÉGERS À MODÉRÉS, TRAITE DES PATIENTS ATTEINTS DE PATHOLOGIES SÉVÈRES

soins adaptés en structure dédiée, les patients les plus en souffrance se tournent vers une offre libérale inadaptée, conçue pour des cas moins complexes, alors qu'ils requièrent un suivi pluridisciplinaire que seule l'offre conventionnelle de secteur peut garantir.

Opposition au projet

Comment expliquer une telle dérive ? La raison est simple. Mon soutien psy ne répond pas à une exigence de qualité des soins, mais à une logique économique. Une consultation chez un psychologue conventionné coûte 50 euros (assumés à 60 % par l'Assurance-maladie et 40 % par les complémentaires), contre près du double pour un acte en CMP, en raison de la prise en charge globale coordonnée. Cette raison budgétaire explique pourquoi la grande majorité des psychologues refuse un conventionnement qui les contraint à accompagner des patients en grande souffrance, selon une tarification inférieure à l'offre libérale, tout en se privant de la qualité de l'offre multidisciplinaire d'un CMP.

En dépit de ces premiers résultats insatisfaisants, le renforcement du dispositif souhaité par le ministre de la santé, travaillant au remboursement de « modules de psychothérapies spécialisées »,

pourrait en outre conduire à promouvoir une forme inédite de psychothérapie d'Etat. Persistant dans son orientation, le ministère de la santé a en effet appelé de ses voeux la mise au point d'une nomenclature des actes psychothérapeutiques limitant les approches remboursées à certaines méthodes comme la remédiation cognitive, la psychoéducation, l'EMDR [désensibilisation et reprogrammation par mouvement des yeux] ou les thérapies comportementales et cognitives.

Cette réduction à une poignée de techniques choisies, susceptible de s'imposer aussi à l'exercice libéral des psychiatres et aux référentiels de formation, exclut d'emblée de nombreuses approches, en particulier l'approche psychodynamique, tout en méconnaissant l'importance que prend, dans la réussite d'une démarche psychothérapeutique, la prise en compte des préférences des patients, l'alliance des méthodes, les caractéristiques personnelles du thérapeute et les singularités de chaque patient.

Cette volonté affichée de normalisation et d'orientation de la profession de psychologue par le ministère de la santé a suscité une mobilisation massive : de nombreuses organisations professionnelles représentant plus de

21 000 psychologues ont déjà exprimé leur opposition à un tel projet via l'association Convergence des psychologues en lutte.

Un moratoire sur le dispositif dans sa forme actuelle paraît nécessaire, afin d'en analyser l'efficacité sur le plan de la dépense publique, et d'organiser une véritable concertation avec les professionnels du domaine. La santé mentale mérite une politique cohérente et à la hauteur des enjeux humains, sociaux et éthiques qu'elle engage. ■

Parmi les enseignants-chercheurs signataires : Marie-Frédérique Bacqué (université de Strasbourg); Albert Ciccone (université Lumière Lyon-II); Laurent Combres (université Toulouse Jean-Jaurès); Marcela Garigliulo et Thomas Lepoutre (université Paris Cité); Jean-Baptiste Marchand (université de Poitiers); Olivier Putois (université de Strasbourg); Thomas Rabeyron (université Lumière Lyon-II); Hélène Riazuelo (université Paris-Nanterre); Camille Veit (université Rennes-II)

Bengt-Ake Lundvall et Mariana Mazzucato Sur le plan numérique, le rapport Draghi passe à côté de l'essentiel

Les deux économistes regrettent le manque d'inspiration de l'ancien patron de la Banque centrale européenne.
Pour inventer un modèle européen durable, les Etats doivent façonner les marchés, estiment-ils

Dans son rapport sur la compétitivité européenne, remis en septembre 2024 à la Commission européenne, Mario Draghi constate que le revenu par habitant a augmenté davantage aux Etats-Unis qu'en Europe depuis la crise financière mondiale de 2008. Le Vieux Continent, selon lui, a pris du retard sur l'Amérique (et sur la Chine) dans le domaine des technologies. Cet écart de productivité résulte d'un sous-investissement chronique: rien qu'en 2021, les entreprises européennes ont dépensé 270 milliards d'euros de moins en recherche et développement que les américaines. Draghi recommande dès lors que l'Europe porte ses investissements à 750 milliards voire 800 milliards d'euros par an (de 4,4% à 4,7% du PIB environ).

Seulement voilà: l'Europe n'a pas besoin d'investissements pour le plaisir d'investir, mais dans la perspective de missions économiques. Si l'objectif réside dans une croissance durable, inclusive et axée sur l'innovation, alors le rôle de l'Etat ne doit pas seulement consister à remettre de l'ordre sur les marchés, mais bien à les façonner. Sous la conduite d'un «Etat entrepreneur», le secteur public peut maximiser la création de valeur publique en adoptant une approche axée sur les résultats, qui oriente les investissements vers des objectifs

clairement définis. Plutôt que de se contenter du statut de prêteur de dernier recours, il doit devenir un investisseur précoce dans des secteurs stratégiques.

Draghi dénonce par ailleurs l'excès de réglementation en Europe et suggère la création d'un nouveau poste de vice-président de l'Union européenne, chargé de superviser la «simplification». Sans surprise, le monde des affaires a accueilli favorablement cette recommandation. Or, le message de Draghi passe à côté de l'essentiel: intelligemment conçue, une réglementation peut stimuler l'innovation.

Conçus aux Etats-Unis

Dans le même temps, le rapport Draghi ne mentionne guère les capacités du secteur public nécessaires pour mettre en œuvre les changements qu'il recommande. Ces capacités, qui constituent un prérequis indispensable, dépendent des investissements cumulés que l'Etat réalise au fil du temps. Sur ce point, il est nécessaire que les Européens poursuivent l'objectif inverse de celui du département de l'efficacité gouvernementale promu par Elon Musk aux Etats-Unis.

Si la sécurité et la souveraineté de l'Europe dépendent de sa capacité à développer son propre secteur numérique, le rapport Draghi n'est pas assez ambitieux. Bien plus, la stratégie qu'il suggère, fondée sur les seules déréglementation et

augmentation des investissements, n'est pas à la hauteur du défi. Principal point faible de l'Europe: le manque de grandes entreprises capables de rivaliser avec des titans comme Alphabet (Google), Amazon ou Microsoft. Les infrastructures et technologies numériques de l'Europe sont importées à plus de 80%, et environ 70 % des modèles d'intelligence artificielle (IA) fondamentaux sont conçus aux Etats-Unis. Il est fort heureusement possible que des modèles tels que le collectif d'entreprises EuroStack reconfigurent l'écosystème numérique européen.

LA STRATÉGIE QU'IL SUGGÈRE, FONDÉE SUR LES SEULES DÉRÉGLEMENTATION ET AUGMENTATION DES INVESTISSEMENTS, N'EST PAS À LA HAUTEUR DU DÉFI

La Chine est parvenue à égaler les Etats-Unis grâce à des investissements massifs dans les technologies numériques et l'IA, dans l'infrastructure numérique, ainsi que dans des conditions de travail à même d'attirer l'expertise du monde entier. Si l'Europe entend combler le fossé numérique, il va falloir en faire autant.

Profits monopolistiques

L'Europe a également besoin d'un «pare-feu» pour empêcher les géants technologiques étrangers de recréer les fruits de ses investissements accrus. Les mastodontes technologiques américains sont capables de recueillir des données et des profits monopolistiques au sein de quasiment toutes les économies, excepté en Chine, qui leur bloque l'accès et favorise la croissance de ses propres géants technologiques (Baidu, Alibaba, Tencent, Huawei). De même, l'Union doit créer un pare-feu conférant à ses propres entreprises un accès préférentiel aux données du continent, actuellement stockées sur les serveurs de sociétés américaines.

L'Europe peut se féliciter d'être le berceau de leaders industriels dans les domaines de la lithographie EUV («extrême ultraviolet»), utilisée pour fabriquer les puces électroniques (ASML), de l'IA (Mistral) ainsi que des services de cloud (SAP). Elle dispose aussi d'une solide base scientifique. Néanmoins, s'il ne

souhaite pas reproduire le «féodalisme numérique» américain (tenu par quelques firmes), le modèle européen va devoir renforcer sa législation antitrust, et empêcher le rachat d'entreprises numériques européennes prometteuses par des sociétés étrangères.

Par ailleurs, les Européens doivent exiger des géants technologiques étrangers qu'ils partagent leur technologie s'ils entendent accéder aux marchés de l'Union. A titre d'exemple, des sociétés telles que Google, Meta, OpenAI, Microsoft, Apple et Amazon pourraient se voir imposer un délai (de un à deux ans) pour former une coentreprise avec un partenaire européen, qui prendrait progressivement le contrôle quotidien des services, des données et du stockage. En échange, les entreprises technologiques américaines conserveraient l'accès à ce qui demeure l'un des plus grands marchés au monde. ■

Mariana Mazzucato est économiste, professeure à University College, à Londres

Bengt-Ake Lundvall est économiste, professeur émérite à Aalborg University Business School (Danemark)
© Project Syndicate, 2025

Le recrutement des enseignants ne garantit plus un bagage scientifique suffisant

Un nouveau décret ouvre le capes aux étudiants de troisième année. Un collectif d'universitaires regrette l'absence de concertation, et y voit un coup de rabot à la formation intellectuelle

même que le temps ait été mis à profit pour engager un dialogue avec les professionnels de terrain, formateurs, syndicats, sociétés savantes... Ce décret pose le principe d'un concours ouvert aux étudiants de troisième année de licence, qui n'auront donc que deux ans et demi de formation disciplinaire pour se mettre au niveau d'épreuves que nous espérons toujours aussi exigeantes.

La formation intellectuelle s'inscrit sur le temps long. La licence aujourd'hui repose sur une progressive spécialisation disciplinaire: en première année, on reprend les bases. En deuxième et troisième années, on apporte des contenus plus spécialisés, qui constituent la culture disciplinaire d'étudiants dont une partie seulement se dirigera ensuite vers l'enseignement. Or placer le concours dans le courant de la troisième année implique d'ajouter largement cette formation disciplinaire pour la concentrer sur le programme du concours, pour tous les étudiants, y compris celles et ceux qui n'envisagent pas de devenir enseignants, et auront donc des compétences réduites pour se projeter dans la poursuite de leurs études.

On nous rétorquera que, jusqu'en 2010, le capes se déroulait à la fin de la licence. D'une part, les candidats, titulaires de la licence, suivaient ensuite un an de préparation spécifique au concours. D'autre part, le volume des enseignements disciplinaires ayant diminué au fil des injonctions ministrielles, le diplôme de licence ne garantit plus un bagage scientifique suffisant pour assurer la légitimité de l'enseignant face à ses classes. Par ailleurs, un con-

cours placé dans le courant de la troisième année de la licence implique que les candidats ne puissent pas partir dans le cadre d'un échange Erasmus, qui les empêcherait de préparer les épreuves dans de bonnes conditions. Pour les futurs enseignants de langues vivantes, cela représente une véritable catastrophe, puisque ils et elles n'auront pas eu l'occasion de vivre la langue au quotidien, mais c'est tout aussi préoccupant pour l'ensemble des disciplines, tant cette expérience des études à l'étranger offre à celles et ceux qui la font une ouverture intellectuelle et culturelle, ainsi qu'une prise de recul sur leurs apprentissages et la connaissance de soi-même.

Surdité et mépris de l'institution

Moins bien formés en licence, contraints à une formation disciplinaire réduite en master, du fait du nombre important d'heures à effectuer en établissement en tant que stagiaires, ces nouveaux enseignants risquent d'être cantonnés au rôle de simples exécutants de programmes très cadrés. Les moins armés d'entre eux n'auront d'autre choix que de renoncer à exercer un recul critique, ce qui obérera toute possibilité, pour eux, de former de futurs citoyens capables de réflexion.

L'un des principaux arguments de cette réforme est de rendre son attractivité à un concours qui, depuis trois ans, a vu s'effondrer le nombre de candidats, et ce, en promettant aux lauréats une rémunération dès la première année du master, dont l'obtention sera obligatoire pour pouvoir être titularisé. Or cette

réforme précipitée et sans concertation laisse un très grand nombre d'incertitudes quant à la situation des étudiants: toutes les universités pourront-elles offrir la préparation au capes, ou bien les lycéens devront-ils tenir compte de ce facteur pour faire leurs vœux sur Parcoursup, ce qui amènerait à la paupérisation d'un certain nombre d'entre eux, obligés de quitter leur région d'origine?

Quelle solution sera offerte aux titulaires d'une licence qui auraient échoué au concours, ou décideraient à posteriori de se présenter? Les lauréats du concours auront-ils le choix de leur académie de formation en master, ou bien, comme actuellement, seront-ils envoyés là où le ministère les jugera plus nécessaires? Comment espérer augmenter ainsi l'attractivité du concours au moment même où le ministère semble prendre conscience des problèmes posés par le système des mutations?

Toutes ces constatations nous inquiètent profondément, et nous amènent à déplorer la surdité et le mépris de l'institution envers tous, étudiants, enseignants et, surtout, élèves. Le ministère voudrait compléter un processus de défonctionnarisation, déjà bien entamé, qu'il ne s'y prendrait pas mieux. A ce jour, les concours de recrutement des enseignants restent une garantie d'équité de tous les candidats face aux exigences, de tous les enseignants face à leur progression de carrière, mais aussi, et surtout, d'égalité de tous les élèves face aux savoirs qu'ils reçoivent, où qu'ils vivent sur le territoire de la République. ■

CES NOUVEAUX ENSEIGNANTS RISQUENT D'ÊTRE CANTONNÉS AU RÔLE DE SIMPLES EXÉCUTANTS DE PROGRAMMES TRÈS CADRÉS

Parmi les signataires: Christine Bénévent, présidente de la Société française d'étude du XVI^e siècle; Jean-Luc Breton, président de l'Association des professeurs de langues vivantes; Guillaume Bridet, président de la Société d'étude de la littérature de langue française des XX^e et XXI^e siècles; Maria Pia De Paulis, présidente de la Société des italiénistes de l'enseignement supérieur; Sonia Goldblum, présidente de l'Association des germanistes de l'enseignement supérieur; Emmanuelle Huver, présidente de l'Association des chercheurs et enseignants didacticiens des langues étrangères; Caroline Lepage, présidente de la Société française des hispanistes et ibéro-américanistes; Pierre-Yves Quiviger, président de la Société française pour la philosophie et la théorie juridique et politique; Marc-André Selosse, président de la fédération BioGée; Sandrine Sorlin, présidente de la Société des anglicistes de l'enseignement supérieur.

La liste complète est à retrouver sur Hispanistes.fr

Sebastiao Salgado, l'ombre d'un passeur franco-brésilien

ANALYSE

Le panthéon des Franco-Brésiliens est prestigieux et bien rempli. Parmi ses membres ayant tenté de jeter des ponts entre deux mondes, on trouve pèle-mêle l'architecte Oscar Niemeyer (1907-2012), le botaniste Auguste de Saint-Hilaire (1779-1853), l'anthropologue Claude Lévi-Strauss (1908-2009), la photographe Claudia Andujar, le musicien Georges Moustaki (1934-2013), la chorégraphe Lia Rodrigues, la peintre Tarsila do Amaral (1886-1973) ou le médium Allan Kardec (1804-1869). Sans compter, bien sûr, Rai, ancienne star du PSG et éternel ambassadeur de la France au Brésil.

Alors que le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, commence, jeudi 5 juin, une visite d'Etat en France, le «club transatlantique» est à la fête. La saison culturelle entre les deux pays bat son plein et tout est prêt pour un petit carnaval parisien hors saison. Le dirigeant de gauche devrait poser face à une tour Eiffel illuminée aux couleurs du Brésil, main dans la main avec son «ami», Emmanuel Macron.

Sauf que, le monde franco-brésilien est en deuil. Il en va de la mort de l'archéologue Niède Guidon, mercredi 4 juin, mais aussi et surtout de celle de Sebastiao Salgado, le 23 mai. Le photographe était une figure emblématique du lien entre les deux rives de l'Atlantique. Des centaines de ses clichés sont exposées en ce moment aux Franciscaines de Deauville, grâce au soutien de la Maison

européenne de la photographie. Il aurait dû accompagner chaque étape de la visite de Lula à Paris. Le Franco-Brésilien avait installé de longue date ses valises au bord du canal Saint-Martin, où se trouve le siège de son agence, Amazonas Images. Crâne lisse, sourcils argentés, débit teinté d'un accent lointain, il recevait le visiteur à la manière d'un oracle, discret et généreux, narrant inlassablement ses innombrables voyages. Autant d'histoires, tissées comme des contes, et ponctuées de ses mots favoris: «extraordinaire», «merveilleux», «incroyable»...

La force magnétique du noir et blanc

Le pape du noir et blanc avait vu le jour à des années-lumière du 10^e arrondissement. Salgado (littéralement «salé») était né en 1944 sur les rives du rio Doce (le fleuve «sucré»), à Aimorés, au cœur de l'Etat du Minas Gerais, au Brésil. Son père, éleveur de bovins, lui réserve une carrière de «notable de province». Le jeune «Tiao» (son surnom) chasse, pêche et mène ses vaches dans de longues transhumances à dos de cheval. Rien ne le prédisposait à devenir une icône parisienne.

C'est en 1969 que, contraint et forcé par la dictature, ce sympathisant communiste s'exile en France. Jeune économiste, il débarque dans un Paris où la photo est une fête, avec Henri Cartier-Bresson en maître de cérémonie. Armé d'un Pentax, Salgado prend l'année suivante son premier cliché: celui de son épouse, Lélia, adossée à un balcon de Haute-Savoie au soleil couchant. Une voca-

tion est née. Mais la carrière de Salgado prendra le contre-pied de cette image romantique et colorée. De ses «maîtres français» il conserve la force magnétique du noir et blanc et, à contre-courant des grands quotidiens, refuse de se mettre à la couleur – une simple «distraction», selon lui. Avec d'autres, comme James Nachtwey ou Gilles Peress, il impose le *black and white* comme un langage contemporain, à mille lieues de toute nostalgie rétro. Une démarche qui inspire encore quantité de jeunes photographes.

Mais, à la différence de ses pairs parisiens, Salgado se détourne de la photographie humaniste. La tendresse, la poésie du quotidien, la beauté des gestes simples: très peu pour lui. Le noir et blanc est une mise en tension entre deux pôles, un combat de la lumière contre l'obscurité, capable de rendre compte des injustices et de toute la brutalité du monde. «Je suis né à contre-jour», rappelait ce fils d'une terre brésilienne de tropiques et d'altitude, où le soleil déploie de fulgurants contrastes.

Naturalisé français, Salgado refusa une carrière cantonnée à l'Hexagone. «Je suis du tiers-monde», répétait fièrement le photographe, qui privilégia les sujets du «Sud global»: paysans éthiopiens, mineurs de la Serra Pelada au Brésil, dépeceurs de bateaux du Bangladesh, indigènes d'Amazonie, paysans des hauts plateaux boliviens, réfugiés du Congo et du Rwanda...

Ses portraits n'ont pas toujours fait l'unanimité. A Paris, la «Salgadomania» agaçait.

En 1997, *Libération* moquait un «Hercule latino» qui veut «se faire aussi gros que la Terre». Avec son noir et blanc surconstrasté, ses cieux tourmentés et ses compositions aux airs de péplum biblique, il s'était transformé en «fabricant d'icônes et de stéréotypes», confiait un directeur d'agence au *Monde* en 2000. Les critiques atteignirent le Brésilien, qui, chaque fois davantage, trouva refuge dans son Aimorés natal, où il développa un vaste projet de reboisement.

Le fils de l'intérieur n'aimait rien autant que le grand large. Il se rêvait en démiurge, ignorant les frontières, capable d'unir les mondes par la force du regard. Pour lui, l'homme était «le même animal partout» et il n'existe qu'une seule humanité, confrontée aux mêmes injustices et émue par les mêmes beautés. «Le véritable langage universel, c'est l'image», répétait Salgado, qui, plus qu'aucun autre, fut l'œil de la mondialisation.

Ici, tout se mêle et se brouille. L'ancre concret au Sud du Brésil croise une aspiration bien française et idéaliste à l'universel. Avec Salgado, la bichromie saturée et figée laissait souvent la place au clair-obscur et à mille nuances imperceptibles. En 2024, dans une série d'entretiens sur France Culture, il confiait à l'auteur de ces lignes son rêve d'un «dernier grand voyage», à la recherche non d'un noir et blanc arbitraire, mais d'un «gris suprême» – reflet de son âme vagabonde de Franco-Brésilien. ■

BRUNO MEYERFELD
(SAO PAULO, CORRESPONDANT)

L'ANCRAGE CONCRET DU BRÉSILIEN AU SUD CROISE UNE ASPIRATION BIEN FRANÇAISE ET IDÉALISTE À L'UNIVERSEL



CHRONIQUE | PAR MARIE CHARREL

Etats-Unis - France, mêmes symptômes

Il faut se méfier des comparaisons entre nations. Si les démocraties occidentales ont beaucoup en commun, le poids de l'histoire, des cultures et traditions particulières est souvent sous-estimé. Marquée par le fédéralisme et l'omniprésence de la religion, la vie politique américaine est ainsi fondamentalement différente de celle de la France, jacobine et laïque.

En dépit de ces différences, ausculter le nationalisme autoritaire vers lequel basculent les Etats-Unis peut aider à mieux comprendre la crise démocratique française. Dans l'ouvrage qu'il vient de publier, *Le Miroir américain. Enquête sur la radicalisation des droites et l'avenir de la gauche* (Les Arènes, 192 pages, 20 euros), le journaliste franco-américain Cole Stangler rappelle que certaines tendances observées dans les deux pays sont comparables, et susceptibles d'aboutir à une catastrophe d'une même ampleur.

A commencer par la désindustrialisation. Au fil des pages, il dresse le portrait de petites villes américaines, comme Weirton, en Virginie-Occidentale, dont la sidérurgie autrefois prospère a été ravagée par la concurrence internationale, plongeant les locaux dans la rancœur et la colère. «Cette ville est foutue, on est tout simplement dans la merde», lui lance ainsi l'une des habitantes. Puis, évoquant Donald Trump: «Franchement, moi, j'en n'ai rien à foutre, je vais voter pour le criminel.»

Ce désespoir teinté d'amertume habite aussi des dizaines de communes en France. Ce n'est pas nouveau. Mais le coup d'accélérateur pris par la désindustrialisation ces derniers mois, sur fond de concurrence chinoise et de difficultés du secteur automobile, noircit le tableau. Au détriment, un peu plus encore, des solidarités et des organisations syndicales qui, des deux côtés de l'Atlantique, «étaient à la fois vectrices de conscience de classe

et de sociabilité», écrit Cole Stangler. *De façon générale, les liens sociaux s'y dissipent au fil des années, conduisant à une atomisation dont on n'a pas encore pleinement pris la mesure.*»

Repli sur un «groupe affinitaire»

L'auteur met ici le doigt sur un élément crucial: l'atomisation. Lorsque la précarité augmente, que la confiance dans l'avenir et l'Etat s'effondrent, la seule bouée pour s'en sortir est de s'accrocher à ceux autour de soi: famille, amis, voisins. Les proches. Ceux «comme nous». Ce repli sur un «groupe affinitaire», selon les mots du sociologue Ugo Palheta, dans l'ouvrage *Comment le fascisme gagne la France. De Macron à Le Pen* (La Découverte, 380 pages, 20,90 euros), n'a rien de politique. «Mais il peut entrer en résonance avec l'imaginaire des extrêmes droites», à savoir celui de la préférence nationale, souligne Ugo Palheta. Celui du «nous» contre «eux», les immigrés et les profiteurs.

Cette «dislocation sociale» a été aggravée par la crise du Covid-19 et les confinements. Depuis, explique encore Cole Stangler, les Américains prennent moins part aux associations, aux clubs de sport, ont moins d'interactions sociales. «Alors qu'elle a longtemps été fédératrice et rassembleuse, la politique est aujourd'hui envisagée comme une activité solitaire: on va consommer l'actualité sur son portable, regarder la télévision, ou les deux.» Les médias populistes, comme Fox News outre-Atlantique et CNews en France, se sont engouffrés dans cette brèche. Leurs débats décomplexés, où l'on ose tout dire, ont quelque chose de la gouaille des discussions au comptoir des cafés PMU. Ils donnent aux spectateurs l'illusion de participer à un ersatz de collectif.

L'autre leçon américaine est, sans doute, la grande défaite de la gauche démocrate, qui a perdu l'électorat populaire. On compléterait volontiers le tableau de Stangler en ajoutant que c'est aussi la défaite d'un large pan de la droite. Celle qui, aux Etats-Unis, s'est rangée comme un seul homme ou presque derrière Donald Trump, afin de gagner le pouvoir. Celle qui, en France, a, depuis Nicolas Sarkozy, absorbé une partie du programme sécuritaire et xénophobe du Front national, devenu Rassemblement national. Si l'on se fie au miror américain, les graines du désastre sont déjà semées. ■

AUSCULTER LE NATIONALISME AUTORITAIRE VERS LEQUEL BASCULENT LES ÉTATS-UNIS PEUT AIDER À MIEUX COMPRENDRE LA CRISE DÉMOCRATIQUE FRANÇAISE

HANOÏ, FLEXIBLE FACE AU CHANGEMENT

LIVRE



**HISTOIRE
DU VIÊT NAM
CONTEMPORAIN
DE 1980 À NOS JOURS**
de François
Guillemot,
La Découverte,
320 p., 22 €

basé sur une relation équitable avec la puissance coloniale; le Vietnam américain, cette République du Sud-Vietnam, lieu de foisonnement culturel, intellectuel et religieux dans les années 1960-1970; le Vietnam capitaliste, brutalement réprimé lors de la réunification en 1975, avant d'être réhabilité une fois l'échec de la collectivisation constaté.

Vers le pluralisme politique

Même s'il tente de réhabiliter le regard des «vaincus», François Guillemot se garde bien de tout portrait à charge du régime. Ce dernier, note-t-il, n'a jamais tenu sa domination pour acquise et a développé, au fil des années, une culture de la réforme permanente. La remise en question la plus fondamentale fut la politique du *doï moï* («renouveau»), avec la réintroduction pragmatique d'une économie de marché, à partir de 1986. C'est sur ce succès, insiste l'auteur, que le Parti communiste a pu asseoir sa légitimité. En 2013, le pays a pu par ailleurs ouvertement discuter d'une évolution vers le pluralisme politique, avant

que les dirigeants communistes ne referment brusquement le débat. Plus récemment, le pays, très exposé au changement climatique, a engagé avec un certain succès sa transition énergétique, tout en embastillant les militants écologistes. «Le régime communiste a accompagné et suscité les différents mouvements d'opinion dans sa prise du pouvoir, les a repoussés souvent brutalement lorsque son pouvoir était contesté et les a peu à peu intégrés lorsque sa survie était en cause», résume l'historien.

L'élasticité idéologique du régime a permis de définir une «diplomatie du bambou», flexible et volontariste, basée sur le non-alignement et l'équilibre entre la Chine et les Etats-Unis. Ce positionnement est remis en cause au profit d'un rapprochement progressif avec Pékin, en dépit des tensions entre les deux pays à propos de leur espace maritime. Les difficultés d'accès au marché américain n'y sont pas pour rien, et la guerre commerciale lancée par Donald Trump pourrait bien précipiter ce mouvement. ■

ADRIEN LE GAL

Radicalisation | PAR SELÇUK





INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Pourquoi l'Europe est gagnée par l'ultradroite

Ce n'est pas un raz de marée, plutôt une progression lente et continue. Du sud au nord de l'Europe, l'extrême droite progresse. En prolongeant les tendances actuelles, un statisticien pervers pourrait risquer ce pronostic: d'ici cinq à dix ans, Nigel Farage (Reform UK) sera au pouvoir à Londres, Alice Weidel (Alternative für Deutschland, AfD) à Berlin et Marine Le Pen (Rassemblement national) à Paris. Tiercé tragique mais peu plausible? Pas sûr. L'ampleur du phénomène, qui devrait obséder les formations de centre droit et de centre gauche, impose de s'y arrêter. Comment? Pourquoi?

Les derniers scrutins sont significatifs. En Pologne, au Portugal, en Roumanie, l'extrême droite protestataire flirte avec la première ou la seconde place. Début mai, lors d'une série de consultations locales en Angleterre, le Reform UK inflige une défaite au Labour du premier ministre Keir Starmer et devance l'opposition conservatrice, les Tories, de Kemi Badenoch. Le Brexit de 2016 n'a tenu aucune de ses promesses, bien au contraire, mais l'un de ses porte-drapeaux les plus baratinneurs, Nigel Farage, revient au cœur de la politique du pays.

En France, le Rassemblement national est le parti qui compte le plus grand nombre de députés à l'Assemblée nationale – et le mieux placé pour le premier tour de la présidentielle de 2027. Sur une ligne national-populiste, eurosceptique et poutino-compatible, Robert Fico est de nouveau à la tête du gouvernement slovaque. Dans l'Europe du Nord, les formations protestataires participent parfois au pouvoir. A Rome, la présidente du conseil, Giorgia Meloni, venue de l'extrême droite, surfe sur un registre savant: impitoyable sur l'immigration; pro-européenne; solidaire de l'Ukraine; en bons termes avec Donald Trump.

Détestation fréquente de l'UE

Le tableau d'une poussée ultradroite uniforme qui relèverait des mêmes causes et dont les acteurs défendraient le même programme doit être nuancé. Les singularités nationales comptent. D'un pays à l'autre, le cocktail du populisme de droite est différemment dosé. Le sentiment d'une population immigrée en surnombre serait unanimement partagé. Or la Roumanie ou la Slovaquie souffrent d'émigration plus que d'immigration.

La détestation de l'Union européenne (UE) est fréquente. Mais le retentissant échec du Brexit est passé par là: plus personne n'entend quitter l'UE. Volontiers europhobe, le Hongrois Viktor Orbán aime beaucoup les fonds structuraux de Bruxelles et, plus encore, le marché unique – si l'industrie automobile chinoise investit en Hongrie, ce n'est pas pour le marché local. Mijotant dans le brouet de l'ultradroite européenne, un mélange de nationalisme et de culte de la force conduit nombre de ses membres à révéler Vladimir Poutine. C'est le cas au RN français, et plus encore dans les

CE QUI FRAPPE, C'EST LA CONCOMITANCE ENTRE LE RÉVEIL DE L'ULTRADROITE ET LA CROISSANCE DURABLEMENT ATONE EN EUROPE

LE TABLEAU D'UNE POUSSÉE ULRADROITISTE QUI RELÈVERAIT DES MÊMES CAUSES DOIT ÊTRE NUANCÉ

rangs de l'AfD, mais nullement au sein du PiS polonais ni dans l'extrême droite portugaise, pour ne citer que deux exemples.

Mieux partagé est, en revanche, la dénonciation de la perte de repères culturels, religieux, patriotes, civiques qui soudaient le vivre-ensemble. Dans un monde d'interconnexion technologique avancée, la nostalgie est forte d'une époque où l'horizon national dominait la vie publique – sinon la vie tout court. Aux sources du vote d'extrême droite et en quantité variable selon les formations, on décèle encore une dose de conservatisme sociétal. Elle accompagne une réaction contre le «wokisme» ou contre le complexe de supériorité morale affectant la gauche et les élites en général. La post-vérité propulsée par les réseaux sociaux de même qu'une critique de la prétendue inefficacité de la démocratie libérale font également partie du tableau. En ces temps impatients, le dégagisme est à la mode.

L'économie? La Pologne, qui vient d'élire le très droitier Karol Nawrocki, affiche un solide taux de croissance. Longtemps, l'ultradroite fit le procès de la globalisation néolibérale. Mais celle-ci est, depuis dix ans au moins, en phase de retrait, malmenée par le retour du protectionnisme. Et, n'était l'exception polonaise, ce qui frappe aujourd'hui, c'est plutôt la concomitance entre le réveil de l'ultradroite et une période de croissance durablement atone en Europe. Ne cherchez pas ailleurs que dans «l'échec économique» et social la fièvre protestataire qui agite le pays, explique en substance, dans le *New York Times*, le 16 mai, le politologue roumain Vladimír Bortun.

Au lendemain de la déroute du Labour et des Tories en Angleterre, le 2 mai, l'éditorial du *Financial Times* évoquait «un sentiment que le niveau de vie s'effrite». Pour y faire face, «rien de ce qui a été essayé ne marche», dit le journal, dans un Royaume-Uni «souffrant d'un affligeant manque de croissance». Le miracle d'une scène politique allemande longtemps marquée par l'absence d'ultradroite peut être daté: il correspond aux années où le modèle économique d'outre-Rhin marchait à plein rendement. La permanence d'un Rassemblement national durablement installé à 30 % des intentions de vote accompagne l'atonie de la croissance française.

Certes, coïncidence n'est pas causalité. Et les experts affineront ou corrigent ces considérations sur l'ascension de l'extrême droite et l'inaptitude des 27 – et du Royaume-Uni – à favoriser la création de richesse. Deux anciens premiers ministres italiens, Enrico Letta et Mario Draghi, ont expliqué comment y remédier. Leur ordonnance a été rangée dans un tiroir. Question légitime: et si les élites de l'Union européenne s'étaient, consciemment ou non, converties à l'idéologie de la décroissance?

Une seule certitude dans cette affaire: les Etats-Unis de Donald Trump soutiennent publiquement la montée de toutes les droites populistes européennes, sans exception. ■

DU RACISME AU TERRORISME D'EXTRÊME DROITE

ÉDITORIAL M

(Var), le choix de saisir le Parquet national antiterroriste se fonde notamment sur l'appel à «aller les chercher là où ils [les étrangers] sont», posté sur les réseaux sociaux par Christophe B., 53 ans. Ce suspect est ainsi visé par une enquête pour «assassinat en relation avec une entreprise terroriste, commis en raison de la race ou de la religion». Pertinente, cette qualification constitue une première en matière d'homicide raciste ou antimusulman. Elle reflète l'émergence d'une inquiétante menace: celle d'un terrorisme d'extrême droite.

En mêlant appels au meurtre raciste et incitation au vote RN dans des messages diffusés sans le moindre filtre par Facebook et X, Christophe B. met en lumière l'ambiguïté, voire la perversité, des discours du Rassemblement national. La façade de respectabilité édifiée par Marine Le Pen masque des messages de haine à peine subliminaux de ses troupes. La présentation de l'immigration comme une «submersion» responsable de tous les maux du pays, l'identification des musulmans aux terroristes et des auteurs de violences urbaines à des «sauvages», instillé depuis des années le rejet de l'étranger que des groupes d'ultradroite ou des individus isolés sont incités à traduire en actes.

Mais ce «racisme d'atmosphère», selon l'expression du socialiste Olivier Faure, est aussi favorisé par la porosité d'une part croissante de l'échiquier politique à la

phraséologie du RN. En dénonçant les «barbares» après les incidents survenus au cours des célébrations de la victoire du PSG, en plaçant sans cesse l'islam, les musulmans et l'Algérie au centre de la conversation politique, Bruno Retailleau a alimenté, comme d'autres responsables politiques, la machine à haine. Sa dénonciation du crime «raciste» du Var et du racisme comme un «poison qui tue» n'en est que plus appréciable.

Il reste que la substitution fréquente d'un prisme religieux à l'analyse du racisme et des rapports sociaux qui imprègnent ce type de crime constitue une regrettable régression. Certes, l'écho des chocs répétés infligés à la société française par les attentats islamistes se lit dans la prose haineuse de Christophe B. Mais celle-ci, où il est question de «bâtons», semble d'abord inspirée par un racisme et une xénophobie «à l'ancienne».

En considérant le drame de Puget-sur-Argens sous un angle exclusivement religieux avant même de connaître le rapport qu'entretenait Hichem Miraoui avec l'islam, on tend à essentieliser ce dernier et à privilégier l'angle favori de tous les extrêmes. Alors que cet assassinat devrait d'abord provoquer une condamnation de tous les discours qui assimilent une religion, mais aussi une couleur de peau, une culture, une nationalité ou une origine étrangère à une menace. ■

Le Monde

X

brigitte tanaka.

présentent

Le sac organza

Brigitte Tanaka est un duo franco-japonais de jeunes designers composé de Brigitte Giraudi et Chieko Tanaka.

Leur travail de création est centré sur le détournement d'objets quotidiens transposés en accessoires de mode.

Sacs brodés - 100% organza

Disponible en deux coloris

Format 38x28 cm

38 €



A black and white profile photograph of a woman's face, looking down and to the left. She has dark hair pulled back and is wearing a small, circular stud earring. Her eyes are closed, and she has a gentle expression. She is wearing a dark, ribbed sweater or jacket. A hand is visible on the right side of the frame, holding a cigarette between her fingers. The background is a light-colored, textured surface.

BOTTEGA VENETA

des livres

Dans «La Guerre d'après», l'analyste militaire allemand Carlo Masala imagine une attaque russe sur Narva, en Estonie, en 2028. Une fiction convaincante pour sonner l'alarme

BRUNO TERTRAIS
géopolitologue

Narva est une petite ville estonienne située à l'extrême nord-est de l'Europe, à la frontière avec la Russie. De part et d'autre de la rivière éponyme, deux édifices massifs se font face: d'un côté, le fort d'Hermann (XIII^e siècle), longtemps la possession des Chevaliers teutoniques; de l'autre, la forteresse d'Ivangorod, construite par Ivan III (1440-1505), le «rassembleur des terres russes».

Depuis que la Finlande est entrée dans l'OTAN, en 2023, Narva a perdu sa position symbolique de dernier avant-poste de la défense de l'Alliance atlantique. Elle reste toutefois au cœur de beaucoup de scénarios d'affrontement entre Moscou et l'Occident. Il faut dire qu'un tiers de la population de la ville possède un passeport russe, et que nombre d'auteurs y voient – sans doute de manière exagérée – une «cinquième colonne» potentielle.

L'entrée en force de l'armée russe à Narva est le point de départ du petit essai proposé par Carlo Masala, analyste allemand de renom en poste au centre de réflexion de la Bundeswehr, l'armée allemande, sous la forme d'une fiction à laquelle l'auteur ajoute ses propres commentaires. Dans *La Guerre d'après*, il imagine une opération surprise contre l'Estonie, en 2028. «Le but d'une campagne russe, y affirme l'un des dirigeants du Kremlin, doit être de tester la disposition des Etats de l'OTAN à réagir en cas d'avancée des forces armées russes.»

En effet, si l'attaque des pays Baltes pourrait avoir pour but la conquête territoriale pure et simple – la jonction entre la Russie et son exclave de Kaliningrad, qui en est séparée par le territoire lituanien, serait un autre scénario tentant –, sa finalité serait, peut-on penser, tout autant, sinon davantage, politique. Car le Kremlin pourrait calculer qu'une telle agression sémèrera la panique en Europe, et la discorde au sein de l'OTAN. Ses membres seraient-ils unanimes à activer les mécanismes de défense collective? Ne craindraient-ils pas de déclencher une guerre mondiale?

Machine de guerre

Certains rétorqueront qu'il est inimaginable que Moscou s'en prenne militairement à un Etat membre de l'OTAN. C'est un pari hasardeux. Une défaite ou un statu quo en Ukraine rendrait la Russie revanchiste. A l'inverse, l'acceptation de l'annexion des territoires occupés, assortie de la neutralisation de Kiev – le point de départ de l'ouvrage – aiguise ses appétits.

Certes, l'armée russe sortira sans doute éprouvée de la guerre d'Ukraine. Depuis janvier 2024, ce n'est qu'au prix de pertes spectaculaires qu'elle a conquis moins de 1 % du territoire de son voisin. Mais le

Kremlin n'attendrait peut-être pas qu'elle ait pansé ses plaies et se soit totalement reconstituée. Rappelons que depuis cinq siècles la Russie envahit l'un de ses voisins en moyenne tous les vingt, vingt-cinq ans. Et surtout que Vladimir Poutine, qui en est déjà à sa cinquième aventure militaire – Tchétchénie, Géorgie, Crimée, Syrie, Ukraine –, a désormais transformé son pays en machine de guerre.

Le récit de Carlo Masala est d'autant plus convaincant que l'agression russe y est précédée par un ensemble d'actions de déstabilisation de la part de Moscou – déclenchement d'une vague de réfugiés africains, sabotage d'une base britannique – et un coup de pouce de la Chine, qui s'en prend aux Philippines. Certes, les ficelles du scénario sont parfois un peu grosses, mais l'ouvrage est moins un roman qu'une réflexion destinée à sonner l'alarme. Il a d'ailleurs eu un retentissement inattendu outre-Rhin, où l'arrivée

au pouvoir de Friedrich Merz coïncide avec un nouveau réalisme sur le danger que représente la Russie de Poutine.

A Narva, en 1700, la Suède, alliée à la Pologne, aux cosaques ukrainiens et à l'Empire ottoman, remporta une victoire décisive sur la Russie. Ce fut le début de la «grande guerre du nord», qui dura jusqu'en 1721. Le triomphe final du tsar Pierre, depuis surnommé «le Grand», marqua l'entrée de la Russie en Europe. En 2022, Poutine avait noté que son lointain prédécesseur, en conquérant les pays Baltes, n'avait fait que «reprendre ce qui appartenait à la Russie», et souligné qu'il avait su combattre pendant deux décennies pour cela, tout en ajoutant: «Apparemment, c'est à nous maintenant de récupérer ce qui appartient à la Russie.»

Ainsi l'avertissement de Carlo Masala est-il bienvenu, à l'heure où l'avenir de l'engagement américain en Europe est

de plus en plus incertain. Dans le scénario proposé par l'auteur, le président des Etats-Unis affirme d'ailleurs qu'il «ne risquera pas une troisième guerre mondiale pour une petite ville estonienne».

Si Narva était attaquée, les Estoniens bénéficieraient au moins du soutien des soldats britanniques et français basés à Tapa, à une centaine de kilomètres de là. Des exercices y préparent les forces alliées. L'Europe doit ainsi s'attacher à dissuader Moscou de s'en prendre à son territoire, en la persuadant qu'elle le défendrait, seule si nécessaire, dès le premier kilomètre carré. Un défi qu'elle n'a jamais eu à relever à l'époque moderne. ■

LA GUERRE D'APRÈS.
LA RUSSIE FACE À L'OCCIDENT
(*Wenn Russland gewinnt. Ein Szenario*,
de Carlo Masala,
traduit de l'allemand par Olivier Mannoni,
Grasset, 176 p., 17 €, numérique 12 €)

La Russie contre l'Europe Le scénario estonien



Un soldat français à Tapa, en Estonie, dans le cadre du déploiement de la présence avancée de l'OTAN, le 19 mars 2022.
PHILÉMON BARBIER/COLLECTIF
HORS FORMAT POUR «LE MONDE»

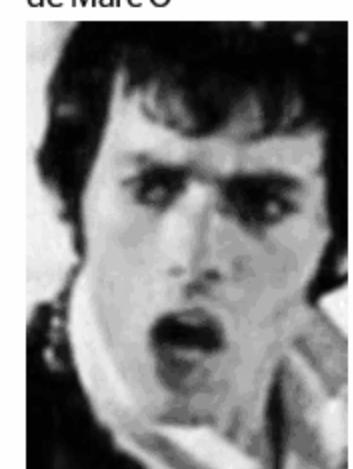
2
MÉLANGE DES GENRES
► SCIENCE-FICTION
La femme-robot de Sofia Samatar

3
MOTS DE PASSE
► Le Mexique sans fard de Fernanda Melchor



4|5
LITTÉRATURE
Etienne Fabre, Catherine Cusset, Ronella S. Kamfer, Tomasz Rozicki

6
HISTOIRE D'UN LIVRE
► «L'Art d'en sortir», de Berriby et Marc'O, et «Délice de fuite», de Marc'O

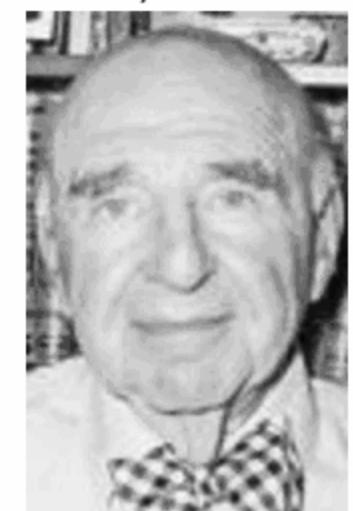


7
ESSAIS
Marius Schattner et Frédérique Schillo remuent le sous-sol de Jérusalem

8
CHRONIQUES
► LE FEUILLETON
Tiphaine Samoyault a lu «Les Hommes à leurs heures perdues», d'Anne Carson

9
SÉLECTION
Parmi les parutions en poche

10
RENCONTRE
Léonid Guirchovitch: «Nous serrons les rangs derrière notre Zelensky commun»



Une androïde mal en point est adoptée par de jeunes femmes mennonites. «Hard Mary», de Sofia Samatar, fait des étincelles

Les technophobes et la femme-robot

SCIENCE-FICTION

HUGUES ROBERT

Bien qu'ayant remporté deux prix parmi les plus prestigieux, le World Fantasy Award et le British Fantasy Award, en 2013, avec *Un étranger en Olonde* (Argyll, 2022), son magnifique premier roman, mémoriel et machiavélique, qui relisait d'une manière profondément originale plusieurs histoires coloniales distinctes, l'autrice américaine Sofia Samatar démeure peu connue en France. Son nouveau roman, *Hard Mary*, jouant cette fois d'une science-fiction que l'on jurerait volontiers intemporelle, vécue dans un quotidien (presque) anodin, devrait permettre d'y remédier.

Un soir de Noël, cinq jeunes filles d'une communauté mennonite (un mouvement chrétien anabaptiste, voisin de celui des amish, rejetant pareillement une grande partie de la technologie moderne), accomplissant le rituel traditionnel des sept tours de l'église pour trouver bientôt un mari, tombent sur le corps sans jambes d'un robot toutefois visiblement féminin. Contre toute attente, au cœur de cette communauté religieuse patriarcale où les femmes sont vouées à être uniquement épouses et mères au foyer, le robot ainsi découvert, rapide-



Extrait de la série «Human Version». YVES GELLIE/GALERIE BAUDOUIN LEBON

L'écrivaine nous offre une série de paraboles gracieuses et efficaces, servies par un art de l'ellipse qui confine par moments à la poésie pure

ment nommé «Hard Mary» et plus ou moins réparé par la bricoleuse du groupe – qui se révélera au fil du récit avoir bien plus d'un tour dans son sac –, sera d'abord dissimulé plutôt que d'être retourné à son propriétaire, l'entreprise emblématiquement nommée Profane

Industries. Il s'en est enfui, moitié à dessein, moitié par accident, avant de devenir progressivement un utile auxiliaire mécanique de la vie villageoise – et un peu plus que cela.

En une centaine de pages, Sofia Samatar, mennonite par sa mère (mais d'une tendance beaucoup plus libérale que celle mise en scène ici) et musulmane par son père, réussit à nous offrir ce que la science-fiction conçoit souvent le mieux, à savoir une série de paraboles gracieuses et efficaces, servies par un art de l'ellipse qui confine par moments à la poésie. Entrechoquant avec brio science et religion, rôles à renverser et préjugés à miner, mémoires essentielles et intelligences évolutives, elle montre entre autres, en ces temps troublés, que la foi n'est pas vouée à l'immobilité, que le formatage de toute nature peut et doit

être interrogé. Mais aussi que, à la racine vive de l'humanité, on peut trouver un processus discret permettant d'humaniser le robot, métaphorique ou très concréte, sans robotiser la femme et l'homme, bien au contraire.

Un conte de Noël subtil et plus complexe qu'il n'y paraît de prime abord, sublimé – on se doit de mentionner une telle adéquation artistique, malgré tout pas si fréquente – par une couverture d'Anouck Faure, synthèse décisive, en une seule image, du questionnement de l'autrice, pour notre plus grand plaisir songeur. ■

HARD MARY,
de Sofia Samatar,
traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Patrick Dechesne,
Argyll, 128 p., 9,90 €, numérique 6 €.

NOIR

Fume, c'est du «tcherno»

C'EST UN TEMPS QUE LES MOINS DE 40 ANS ne peuvent pas connaître. Un temps où il fallait «être recommandé et accompagné, car les dealers ne vendaient qu'aux clients identifiés et validés». Un temps où le deal de drogue n'avait pas atteint le stade industriel et où les cryptomonnaies appartenait au registre de la science-fiction. Acheter son «tcherno», du haschich de mauvaise qualité, revenait à toquer à la porte d'un «brasseur», un revendeur, écluser une bière tiède sur son canapé taché et repartir avec son «20 grammes» de fumette en poche.

Dans la Grenoble grisailleuse des années 1990, le narrateur du percutant *Deal* est l'un de ces consommateurs devenus dealers, maillon infime de la chaîne du trafic. Avec Bébé, Sam, Lilith, il connaît les affres de l'addiction, les «carottes» – le vol de produit –, les virées nocturnes glauquissimes. Du quotidien de cette cohorte de cramés, *Deal* raconte les errances. Il offre aussi une réflexion sur la prohibition, détaille l'arrivée de la cocaïne et les réactions d'un milieu italo-grenoblois autrefois florissant et en passe, déjà, d'être dépassé par les événements. A bonne distance des déclarations martiales sur les méfaits de la drogue, l'auteur, le mystérieux «6», ne pose pour autant aucun voile sur la vie envahie des dealers-revendeurs, sur leurs misérables coups de vice et l'absence à peu près totale de scrupules d'un milieu pourri jusqu'à l'os, où les moins chanceux finissent en «gueules cassées patugeant dans la boue glaieuse de leurs regrets».

Difficile de ne pas imaginer que l'auteur de *Deal*, planqué derrière son pseudonyme mononumérique, a bel et bien connu cette période dans ses moindres détails – comme acteur du trafic, s'entend. Au confluent de la fiction et du témoignage, ce récit sec, nerveux, teinté d'un humour désespéré, s'impose comme un jalons de l'abondante – et fort inégale – production romanesque consacrée au trafic de stupéfiants. ■ ANTOINE ALBERTINI

► *Deal*, de 6, Nouveau Monde, «Sang froid», inédit, 274 p., 9,50 €, numérique 8 €.

BANDE DESSINÉE

Une famille disloquée

RIEN NE TOURNE ROND CHEZ LES HOPKINS. Une dépression aiguë a plongé Claire, la mère, dans l'alcoolisme. Mark, le père, un ex-coiffeur reconvertis en gestionnaire de sites Web, multiplie les arrêts de travail fictifs. Livrés à eux-mêmes, les deux enfants manquent l'école pour mieux s'abrutir devant des jeux vidéo. A partir du quotidien accablant de cette famille dysfonctionnelle, l'auteur britannique Paul B. Rainey compose, avec *Why Don't You Love Me*, une étude de mœurs d'un réalisme cru, souvent embarrassant. Dislocation du couple et aliénation au travail y sont disséquées sous le couvert d'un strip dessiné sans façons, d'où émerge un écheveau de petites concessions, de grands renoncements et de beaux mensonges. Non dénué d'humour (noir), le récit prend à mi-chemin une tournée fantastique quand le lecteur retrouve les protagonistes dans une autre réalité, alors que survient un grave bouleversement mondial. Un même syndrome afflige les deux mondes : l'incommunicabilité entre les êtres. Et son pendant : l'insatiable besoin d'amour – clé de tous les désordres, nous dit l'auteur. ■ FRÉDÉRIC POTET

► *Why Don't You Love Me?*, de Paul B. Rainey, traduit de l'anglais par Christophe Gouveia Roberto, Atrabile, 216 p., 25 €.



ATRABILE

POÉSIE

Trame d'une mémoire

« EN CONDUISANT, J'AI COMMENCÉ À ME DEMANDER si j'étais arrivée au centre immobile de ma vie – au cœur, à la moelle : à moi. » Il semble que ce soit depuis ce point stationnaire que s'élèvent les poèmes d'*Etaït-ce pour cela*, le deuxième recueil de Hannah Sullivan. La poète et universitaire britannique, née en 1979, y poursuit le geste poétique qu'elle avait esquisssé dans son premier ouvrage, *Trois poèmes* (La Table ronde, 2021). Langue et regard hyperlucides lui permettent d'aller, continuellement et sans heurts, d'évocations triviales en considérations existentielles. Ainsi, au Starbucks, elle relève «la clé des toilettes toujours humide», mais aussi l'*impression totale et flasque d'infini du temps*. Jouant avec cette double focale, elle aborde, dans la première partie du livre, l'incendie de la tour Grenfell, survenu à Londres le 14 juin 2017, tuant 72 personnes. A travers les yeux d'une jeune mère qui, lors de son «kilomètre-landau» quotidien, passe près du lieu du drame, Hannah Sullivan évoque la blancheur «magnétique» du feu, la lourdeur des corps vivants, la légèreté des corps morts, s'appuyant en partie sur les documents ayant servi à l'enquête. Elle sillonne ensuite les lieux où elle a vécu (Londres, New York, San Francisco), rassemblant toutes ces images infimes qui constituent la trame d'une mémoire. Se dessine alors le tableau subtil de la vie d'une femme en plein midi de l'existence. ■ LANWENN HUON

► *Etaït-ce pour cela* (*Was It for This*), d'Hannah Sullivan, traduit de l'anglais par Patrick Hersant, La Table ronde, «Poésie», édition bilingue, 248 p., 21,50 €, numérique 16 €.

THRILLER

Le Caravage a bon dos

MÈLER CRIME SAUVAGE, le Caravage et le fascisme contemporain paraît un cocktail narratif improbable. Pourtant, avec *La Condamnation des vivants*, Marco De Franchi fait de cet assemblage un thriller inventif. Un enfant est retrouvé courant nu et affolé en pleine nuit dans la campagne toscane : il prétend avoir été enlevé, s'être réveillé sans habits dans une camionnette et avoir réussi à s'enfuir. Plus étrange, il assure qu'à côté de lui gisait un enfant mort. La jeune commissaire Valentina De Medici est sommée par sa hiérarchie de clore l'enquête au plus vite : toute cette histoire ressemble à une fugue mal déguisée. Mais un autre enfant est enlevé à plusieurs centaines de kilomètres de là. Les deux garçons ont cette particularité de se ressembler comme des jumeaux. La policière est persuadée que le criminel ne va pas s'arrêter là. L'auteur, ancien flic des services secrets transalpins, dont c'est le premier roman, parvient à décrire les méandres des cercles clandestins fascistes, à retracer la vie d'un peintre majeur du baroque italien, tout en tenant fermement son intrigue. L'atmosphère de l'enquête se fait de plus en plus lourde, sans perdre le lecteur grâce à une écriture très convaincante. ■ SYLVIA ZAPPI

► *La Condamnation des vivants* (*La condanna dei viventi*), de Marco De Franchi, traduit de l'italien par Françoise Bouillot, éd. Albin Michel, 576 p., 22,90 €, numérique 15 €.

JEUNESSE



Les deux Miriam

« COMME TOUJOURS, maman avait raison. » Qui ira croire que le journal d'une adolescente pourrait commencer ainsi ? C'est qu'il s'agit d'unurre : Miriam tient deux carnets, l'un, mensonger, destiné à ce que sa mère le lise et s'y trouve rassurée à bon compte sur la vie de sa fille. L'autre où celle-ci raconte vraiment ce qu'elle traverse, au lycée («Au pire, on m'y déteste, au mieux, on m'y méprise»), à la maison, dans son petit boulot ou le cabinet de son psy. C'est ce dernier, consulté après une tentative de suicide, qui a conseillé à Miriam la feinte du double journal.

Le contraste entre les entrées officielles et officieuses produit chaque jour un effet comique qu'Emilie Chazerand réussit à ne pas rendre lassant. La grande réussite d'*Hyper* est la «vraie» voix de Miriam, remplie d'une rage contre le monde entier qui est le carburant d'un humour ahurissant, susceptible d'apparaître, notamment au jeune lecteur, comme une forme suprême de lucidité. Mais, à côté des mensonges qu'elle sert à sa mère, il y a tout ce que Miriam se cache à elle-même, et dont la révélation progressive fait la subtilité de ce très bon roman. ■ RAPHAËLLE LEYRIS

► *Hyper*, d'Emilie Chazerand, PKJ, 288 p., 16,50 €, numérique 12 €. Dès 13 ans.

Le Mexique sans fard de Fernanda Melchor

Dans ses romans, l'écrivaine jette un regard étonnamment lucide sur les maux qui minent son pays. Un talent d'observation aiguisé, dès ses débuts, dans les reportages littéraires d'*«Ici, c'est pas Miami»*.

Lignes de force

ARIANE SINGER

Depuis la parution de *La Saison des ouragans* (Grasset, 2019), roman très faulknérien sur le meurtre d'une sorcière dans un Mexique miné par la pauvreté, la violence et la misogynie, Fernanda Melchor s'est imposée comme l'une des écrivaines les plus percutantes d'Amérique latine. Son aptitude à creuser et à sonder les maux de son pays s'est confirmée dans *Paradaïze* (Grasset, 2022), où elle plonge dans le quotidien d'un complexe résidentiel sécurisé pour ultrariches, mais ce talent se manifeste déjà dans son premier livre, *Ici, c'est pas Miami*.

Dans ce recueil de reportages littéraires et de récits personnels (écrits pour la plupart entre 2002 et 2011), qui paraît aujourd'hui en France, douze ans après sa première publication au Mexique, l'autrice livre un portrait sans concession de Veracruz, dans le golfe du Mexique, près de laquelle elle est née, en 1982 : à l'encontre de l'image de carte postale qui accompagne cette ancienne ville coloniale et ses plages paradisiaques. «Une époque de grande violence s'est ouverte à partir des années 2006-2007, quand le nouveau gouvernement a déclaré la guerre aux cartels. J'ai eu envie de voir comment cette violence changeait le visage de la ville, mais aussi de comprendre comment nous participions tous à la corruption dans notre quotidien : par exemple, en donnant des pots-de-vin ou en consommant de la drogue», explique la romancière au «Monde des livres», de Puebla, au centre du pays, où elle vit désormais.

A l'époque, la jeune femme se destinait à une carrière de romancière, mais ignorait encore comment s'y prendre. Diplômée en journalisme, elle a décidé de se faire la main en «sortant dans la rue» et en enquêtant sur plusieurs faits divers qui l'ont marquée. Cette douzaine de textes courts préfigure, par les thèmes qu'ils explorent, les romans qui viendront par la suite, posant les lignes de force d'une œuvre saluée internationalement. Précisions.

Contagion

«Depuis la création de la ville par les Espagnols à l'époque coloniale, et à la suite de ses quatre invasions, Veracruz a été frappée par les épidémies : dengue, fièvre jaune, choléra, zika, chikungunya...», rappelle Fernanda Melchor. Pour elle, le narcotrafic s'inscrit dans cette continuité. Dans *Ici, c'est pas Miami*, la romancière décrit la façon dont même les populations les plus étrangères à la drogue subissent les conséquences de la présence des cartels : intimidations, fusillades à leur porte, voire collaboration forcée. Ce motif est également présent dans *Paradaïze*, où un modeste trafiquant de voitures volées est kidnappé et contraint de travailler pour les gros dealers locaux. La violence déclenchée par les barons de la drogue et les affrontements entre cartels rivaux contamine l'atmosphère générale du pays. Dès son premier roman, *Falsa liebre* («lièvre factice», 2013, non traduit), Fernanda Melchor le soulignait à travers l'histoire d'une poignée d'adolescents marginaux, tombés malgré eux dans la spirale du vice et du crime. De ces contaminations, l'écrivaine cerne chaque détail au plus près.

Marges

Observer la société mexicaine depuis les marges, c'est l'aptitude que lui offre, selon Fernanda Melchor, le milieu dont elle est issue : la classe moyenne. *La Saison des ouragans* décrit les habitants d'un village en situation d'extrême dénuement, tandis que *Paradaïze* raconte l'histoire d'un jeune garçon issu d'un village défavorisé qui travaille comme jardinier dans une résidence sécurisée pour riches. L'autrice se défend pourtant de «romantiser» la pauvreté. Cette dernière est, pour elle, ce qui pousse ses personnages à chercher une vie meilleure.

La nouvelle qui donne son titre au recueil, «Ici, c'est pas Miami», sans doute l'une des plus émouvantes, suit ainsi un groupe de migrants clandestins dominicains arrivés dans le port de Veracruz. Après des jours de traversée dans la cale d'un cargo, ils pensaient avoir débarqué en Floride ; les voilà au Mexique, bien loin de l'eldorado convoité. Bien plus que le triste sort de ces malheureux, ce sont les sentiments contradictoires suscités par la rencontre entre deux mondes qui intéressent l'écrivaine. Ceux qu'éprouve le docker qui les découvre, pris entre compassion et violent rejet. «Ce sont les mêmes émotions que ressentent les Européens quand ils voient arriver des migrants : l'envie de les accueillir avec humanité, mais aussi la peur face à leurs différences et leur violence supposée.» Texte après texte, Melchor met ainsi en lumière les préjugés mutuels qui travaillent les rapports entre les exclus et les plus chanceux.

Veracruz, minée par la violence

DERRIÈRE LES FAITS DIVERS TRAGIQUES se nichent des histoires d'hommes et de femmes auxquels la Mexicaine Fernanda Melchor redonne un nom et un visage. C'est Evangelina Tejera Bosada, accusée d'avoir tué ses propres enfants et de les avoir démembrés et enterrés, avant de devenir une paria aux yeux de toute la ville – or, Evangelina aurait plus sa place dans un hôpital psychiatrique qu'en prison. Ce sont encore ces migrants dominicains, arrivés exsangues après avoir voyagé clandestinement sur un cargo, et dont l'un veut rejoindre New York pour venger la mort de ses parents.

Dans cette douzaine de récits personnels qui sont autant de reportages littéraires, la romancière revient sur ces trajectoires individuelles pour les inscrire dans le contexte général de Veracruz : une ville portuaire en déclin, minée par la violence, la crise économique et le narcotrafic. Loin de tout jugement a priori, ces textes font parler les archives de l'époque, mais aussi les témoins.

Dans la tradition du journalisme littéraire latino-américain portée par l'Argentine Leila Guerriero, mais aussi dans la lignée de l'Américaine Joan Didion, Melchor s'aventure du côté des exclus, qui sont montrés en plan



Fernanda Melchor, à Paris, en 2022. LAURA STEVENS/MODDS

Machisme

Dans les livres de Fernanda Melchor, les femmes sont en proie à la brutalité des hommes. Qu'il s'agisse de la sorcière, dans *La Saison des ouragans*, retrouvée sauvagement assassinée, ou de «Madame Marian», une riche propriétaire à qui Franco, un des jeunes protagonistes de *Paradaïze*, veut faire subir des outrages sexuels, elles sont souvent maltraitées, méprisées, réduites à de simples objets. Dans d'autres textes, leur propre désir les mène au pire : c'est le cas, toujours dans *Paradaïze*, de la cousine de Polo, jeune jardinier de la résidence. Cette nymphomane incestueuse qui le poursuit sans relâche de ses ardeurs ne reçoit que violence sexuelle en retour. Si l'écrivaine ne cesse de dénoncer le sexe à l'œuvre dans la société mexicaine, c'est qu'elle-même l'a expérimenté depuis l'enfance. «*J'ai grandi avec le sentiment qu'en tant que femme j'étais une citoyenne de seconde zone. Ce n'était pas clairement dit comme tel, mais l'atmosphère transpirait cet état de fait. Il était normal que les femmes se sacrifient*», se souvient-elle.

Les textes *Ici, c'est pas Miami* racontent la même réalité. Dans «Reine, esclave ou femme», une ancienne reine de beauté est ainsi accusée d'avoir tué et démembré ses deux jeunes enfants, puis de les avoir enterrés dans des pots de fleurs sur son balcon. Chacun y va de son interprétation sur la cruauté supposée de cette femme qui, malgré ses dénégations répétées, est jugée et incarcérée avec les pires criminels, en dépit de sa grande fragilité psychologique. Quant au père des enfants, à aucun moment son rôle n'est évoqué, ni dans la procédure, ni dans la presse. «Où était-il ? Personne n'en parle», souligne Melchor. C'est pour cela que j'écris si souvent son nom.» L'écrivaine déplore par ailleurs le retard de son pays en matière de défense des droits des femmes. «Il a fallu attendre l'émergence des réseaux sociaux pour que les mobilisations féministes puissent avoir lieu.»

Surnaturel

Sorcières, fantômes, maisons hantées... L'œuvre de Fernanda Melchor est traversée, à des degrés divers, par le surnaturel. Le récit «La Maison d'El Estero» raconte ainsi la visite d'un groupe d'amis dans une demeure abandonnée, où ils sont témoins d'événements étranges et absolument effrayants. «*Veracruz est un point de rencontre entre la religion catholique, les traditions indigènes et les spiritualités africaines et caribéennes. Moi, je ne suis pas croyante. Mais, dans ce cas précis, ce qui m'intéresse, c'était un défi narratif : comment raconter ce que ces personnes ont vécu, rapporter leur subjectivité*», explique l'autrice. L'exorcisme auquel l'un des personnages, une jeune femme en proie à une crise d'hystérie, doit se soumettre, met en lumière le rôle d'une guérisseuse. Celle-ci préfigure le personnage central de *La Saison des ouragans*, la sorcière, connue dans toute la région pour ses sortilèges : des breuvages qu'elle administre à ceux qui osent s'aventurer chez elle – boissons abortives et philtres amoureux.

Parce qu'il provoque chez les personnages des réactions extrêmes, le surnaturel est un moteur essentiel au récit. On le retrouve dans *Paradaïze*, où Polo est hanté par la figure d'une légendaire «comtesse sanglante». Croyant reconnaître ce fantôme sous les traits d'une autre femme, bien réelle celle-là, il commet un geste irréparable. «*Tous ces éléments surnaturels sont liés au genre féminin : la féminité effraie. Le pouvoir que confère la maternité aussi*», relève la romancière.

serré, leur parole restituée telle quelle. Si *Ici, c'est pas Miami* percuté autant le lecteur, c'est pour son art de décrire par le détail la façon dont la violence s'étend à toutes les couches de la population. Soulignant aussi comment les autorités, par peur ou par intérêt, s'entendent avec les criminels de tout bord, le recueil livre une remarquable photographie d'un monde en déshérence. ■ AR. S.

ICI, C'EST PAS MIAMI
(*Aquí no es Miami*),
de Fernanda Melchor,
traduit de l'espagnol (Mexique)
par Laura Alcoba,
Grasset, «En lettres d'ancre», 236 p.,
21,50 €, numérique 15 €.

L'auteur, en 1970, d'un essai dérangeant, « Le Schizo et les langues », est une figure éminemment romanesque. Etienne Fabre s'en empare dans un récit réussi

Louis Wolfson entre faits et fictions

FABRICE GABRIEL

Il y a parfois plus de fiction dans la vraie vie des écrivains que dans les romans d'imagination. Mais qu'est-ce qu'une vie « vraie », quand elle est vouée à l'écriture ? On se pose la question en lisant *Un certain Louis Wolfson*, le roman qu'Etienne Fabre consacre à un acteur fort singulier de ce qu'on appellera, avec précaution, « l'histoire littéraire ». Le cas de Louis Wolfson interroge en effet la notion même de littérature, puisque cet Américain, né à New York en 1931, dont on ignore ce qu'il est aujourd'hui devenu, a surgi dans les années 1960 comme un pur phénomène au milieu du paysage balisé des lettres françaises. Le manuscrit qu'il envoie alors chez Gallimard, écrit directement en français, ou plutôt dans une langue s'appropriant à sa façon le français, enthousiasme ainsi Raymond Queneau, tandis que de larges extraits en sont rapidement publiés dans *Les Temps modernes*, la revue de Jean-Paul Sartre.

Le texte a pour titre *Le Schizo et les langues*, et son auteur, qui se dit schizophrène, se met à correspondre avec le philosophe et psychanalyste Jean-Bertrand Pontalis, qui vient, à cette époque, de fonder la collection « Connaissance de l'inconscient » chez Gallimard. Louis Wolfson fait le buzz, comme on dirait aujourd'hui : on en parle, on se demande si c'est le linguiste-star Roman Jakobson qui doit rédiger une préface (laquelle sera finalement écrite par Gilles Deleuze), et surtout s'il faut publier le manuscrit en l'état, comme une sorte de curiosité géniale, un document littéraire inclassable, ou le contextualiser par un appareil critique plus scientifique, voire franchement médical. Cela prend du temps, l'Amérique est loin, les courriers parfois lents, et le livre paraît finalement en février 1970, après plusieurs années de préparation et d'hésitations.

Etienne Fabre raconte avec brio cette histoire, sur laquelle était déjà revenu un excellent livre collectif (*Dossier Wolfson*, Gallimard, 2009), sans trop s'attarder sur ce



qui constitue le texte lui-même, peut-être parce que celui-ci n'est pas réductible à un quelconque résumé : il s'apparente plutôt à un acte d'effraction littéraire, de la part d'un *outcast* tempétueux et assez formidable, qui déboule avec fracas pour repartir bientôt dans l'ombre, l'asocialité ano-

L'auteur du « Schizo et les langues » est vraiment un type bizarre : un peu fou, disent ses voisins, sans deviner la part d'obsession littéraire et linguistique qui entre dans cette folie

nymie, l'errance urbaine au Canada. Louis Wolfson n'est pas seulement un auteur, c'est un personnage, une figure éminemment romanesque dont on suit la trace incertaine dès les premières pages, qui décrivent dans une ambiance quasi lynchiennne le condo de Porto Rico où il s'est retiré au

début des années 1990. Il y a acheté un appartement au bord de la mer, au troisième étage de l'une de ces résidences pour retraités américains de la classe moyenne, grâce à la petite fortune gagnée comme une revanche à la loterie locale... et puis perdue lors de la crise des subprimes de 2007, du fait de placements en Bourse hasardeux. Ses voisins l'appellent « Vampirito », la lumière chez lui n'est jamais éteinte, c'est vraiment un type bizarre : un peu fou, disent-ils, sans deviner la part d'obsession littéraire et linguistique qui entre dans cette folie.

Au moins : Etienne Fabre a beau nourrir son livre de pièces destinées à valider le « dossier Wolfson » (un entretien donné au magazine *L'Ane* en 1984, un bel article écrit par Paul Auster pour le *New Yorker* en 1975, des échanges avec l'auteur italien de *Sqizo*, un documentaire de 2020, etc.), il arrive que l'on se mette, le lisant, à douter de la réalité de son sujet. Et si, en définitive, tout cela n'était qu'une invention ? Le simple fait que l'on puisse – même fugitive-

ment – se poser pareille question atteste de la réussite de l'entreprise : c'est bien un certain régime du réel qui se trouve ainsi mis en jeu par une manière de fiction au carré, particulièrement prégnante aujourd'hui. De l'auteur mythique T. C. Elimane imaginé par Mohamed Mbougar Sarr dans *La Plus Secrète Mémoire des hommes* (éd. Philippe Rey/Jimsaan, 2021) à la figure réelle de Tristan Egolf sur laquelle enquête Adrien Bosc dans *L'Invention de Tristan* (Stock, lire « Le Monde des livres » du 9 mai), les exemples ne manquent pas, en effet, d'œuvres récentes mettant en scène l'actualité toujours recommandée d'un écrivain à la fois agent de vérité et producteur de fiction : incarnation d'une crise qu'ouvre ou réveille, pour le meilleur, toute œuvre littéraire véritable. ■

UN CERTAIN LOUIS WOLFSON,
d'Etienne Fabre,
postface de Paul Auster traduite
de l'anglais par Christine
Le Bœuf, Séguier, « L'indéfinie »,
208 p., 21 €, numérique 15 €.

Louis Wolfson.
Extrait du
documentaire
« Sqizo », de
Duccio Fabbri
(2020).
EPSIFILM -
FILMAFFAIR/
COLLECTION
PROD DB

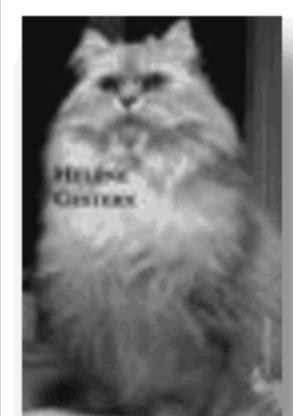
Perturber la pause

« (...) La chorégraphie est la méthode », écrit Jean-Patrice Courtois dans *Et virgule*, troisième volet d'un triptyque poétique comprenant *Théorèmes de la nature* et *Descriptions* (Nous, 2017 et 2021). Celle qu'il orchestre dans ce nouveau recueil procède par ruptures, utilisant la ponctuation pour briser le flux de la phrase et moduler le temps dans la langue. C'est d'ailleurs en ce sens que l'on peut entendre le titre du livre : en principe, la virgule n'est pas prononcée, elle est respirée ; en l'inscrivant en toutes lettres, le poète vient perturber la pause qu'elle est censée ménager.

Il y a donc, chez Jean-Patrice Courtois, remuement temporel ; mais il y a aussi réflexion spatiale. Prenant appui sur des documents, des lieux, des œuvres, il convoque l'actuel (crise écologique, migration, évolution des villes...) et sonde la distance qui existe entre le réel et sa transposition en formes picturales ou textuelles. Il viene ainsi à la fois révéler et faire bouger cet écarts, en rapprochant abstraction et matérialité. « *Abstrait mais concret* », dit-il. Tout son geste poétique tient dans la force de contestation de ce « mais ».

La poésie de Jean-Patrice Courtois est savante. Elle puise dans les sciences ou la philosophie pour penser sa disposition et son déploiement. En cela, elle présente par endroits un visage opaque. Mais c'est précisément dans cet obscurcissement qu'elle ouvre un espace permettant à la pensée de faire retour sur elle-même. Et c'est pour cette raison qu'elle est hautement stimulante. ■ LANWENN HUON

► *Et virgule*, de Jean-Patrice Courtois, Nous, 160 p., 18 €.



La chatte à part

En couverture du livre d'Hélène Gestern, une image majestueuse de Mimi : une chatte persane photographiée en noir et blanc, dans le style du Studio Harcourt. Le titre, sobre et direct, s'impose comme une évidence : *Toi*. Autrice de plusieurs romans – dont *Eux sur la photo* (Arles, 2011) et *Cézembre* (Grasset, 2024) –, Gestern signe ici un court récit, texte plein d'amour pour cette chatte recueillie en 2014. L'ouvrage raconte l'histoire de cette relation : la timidité un peu farouche de l'animal à son arrivée dans la vie de l'autrice, la confiance qui s'installe peu à peu, et ces moments de partage, fluctuants et incertains. « Je sens toujours ce désir de m'échapper très vite, cette façon ferme et douce de me signifier que tu n'acceptes que pour me plaire et que je devrai bientôt songer à te rendre au plancher qui t'appelle. »

Pour nommer ce sentiment nouveau suscité par l'arrivée de Mimi dans son existence, Hélène Gestern a inventé un très joli néologisme, « *chaterné* ». Avoir un chat ne va pas de soi, ce qui ne veut d'ailleurs pas dire grand-chose. Car l'animal reste un être à part : ni objet ni substitut d'affection. Avec une sincérité désarmante et des mots simples, sans cucuterie, Gestern explore cette relation souvent silencieuse, faite de regards et de gestes. « *L'amour ne se commande pas. Et ne devrait pas se juger* », écrit-elle. Ce petit livre comprend aussi plusieurs photographies de Mimi guidant l'écriture tactile et sensible de Gestern. ■

AMAURY DA CUNHA
► *Toi*, d'Hélène Gestern, Seuil, « Le bar de la Sirène », 96 p., 14 €, numérique 10 €.

Autoportrait en proustienne

Catherine Cusset relate ses lectures successives de la « Recherche » dans un livre émouvant, mi-récit, mi-essai

RAPHAËLLE LEYRIS

Catherine Cusset est une proustienne cohérente. Elle a placé la question du temps, de ce qu'il fait aux êtres, au cœur de son travail de romancière (voir *Un brillant avenir*, *L'Autre qu'on adorait*, *La Définition du bonheur...* Gallimard, 2008, 2016 et 2021). On pourrait dire que le temps est aussi le centre de l'essai littéraire *Ma vie avec Proust*, dans lequel l'écrivaine, née en 1963, évoque son compagnonnage avec l'auteur (1871-1922) d'*A la recherche du temps perdu*, entamé à l'adolescence. Car en relatant ses lectures successives du chef-d'œuvre, Catherine Cusset donne à voir l'effet des années et de l'expérience (intellectuelle, amoureuse, amicale...) sur sa perception et sa sensibilité,

autant qu'elle livre une analyse riche, vivace, précise, de l'œuvre.

« J'ai lu trois fois *A la recherche du temps perdu en entier* : à 15 ans, comme le grand roman de l'amour ; à 20 ans, comme le grand roman de la société ; à 50 ans, comme le grand roman de l'écriture. » Ainsi commence l'ouvrage, qui va se construire autour de ces thématiques, et circuler entre le texte proustien et la vie de l'autrice. Dans les chapitres sur l'amour, elle se rappelle l'adolescente follement épisée qu'elle fut. La lycéenne s'était reconnue dans la « *façon obsessionnelle d'aimer* » caractérisant le lien du narrateur, Marcel, à Gilberte et Albertine, de Swann à Odette ou Charles à Morel, et se repassait de la lucidité de l'écrivain, qui, écrit-elle, « articule avec une intelligence infinie les sentiments confus, violents, douloureux qui m'habitaient ». Cette lucidité l'a-t-elle aidée à se tourner vers des histoires moins pourvoyeuses de souffrances ? Catherine Cusset ne le dit pas. Mais cinq ans plus tard, moins tourmentée par la passion, elle a eu tout

le loisir de s'émerveiller devant l'extraordinaire peintre des classes sociales qu'est Proust et de prendre la mesure de son humour, dont la palette va de l'ironie la plus fine au burlesque hilarant. Ce registre est au reste celui dans lequel s'inscrit l'autrice quand elle fait la liste de ses propres défauts, « *grossièreté* », « *radinerie* », « *indélicatesse* », dont elle observe la folle justesse avec laquelle Proust (qui était d'une politesse et d'une générosité embarrassantes) les a décrits. Il a attribué ces traits aux personnages d'Albert Bloch et de son père, constatation qui amène Catherine Cusset à une réflexion serrée sur la question de l'antisémitisme dans la *Recherche*. Y succèdent de très belles pages consacrées à l'homosexualité, et au courage qu'il fallut à l'auteur pour la traiter sans céder sur son « *désir de vérité* ».

La dernière partie, sur le « *grand roman de l'écriture* », touche par la manière dont, rendant hommage à l'incomparable génie proustien, elle explique quel réconfort peut être, pour d'autres

écrivains, sa façon de mettre en scène le « *doute absolu* » qui l'a miné, de montrer Marcel en aspirant romancier convaincu d'être « *dépourvu de talent* », certain de sa « *nullité intellectuelle* », détourné du travail par la « *paresse* »... avant de construire sa cathédrale.

C'est un émouvant mélange d'admiration totale et d'affection profonde qui se dégage de ce *Ma vie avec Marcel Proust* bourré de charme, d'intelligence et d'humour. Il y a une vingtaine d'années, Catherine Cusset avait envisagé d'écrire un livre baptisé « *Autoportrait avec amis* », dont chaque chapitre aurait été consacré à un proche. Elle aurait aussi pu donner ce sous-titre à cet essai qui dénote un rapport si intime avec la *Recherche* et son auteur. ■

MA VIE AVEC MARCEL PROUST,
de Catherine Cusset,
Gallimard, « Ma vie avec », 240 p., 18 €.
Signalons, de la même autrice,
la parution de *Vie de David Hockney*,
Gallimard, 240 p., 29 €.

« Le Cantonnement » plonge dans les affres de deux jeunes métis sud-africains aux prises avec leur héritage. Ronelda S. Kamfer, tour à tour poétique et tragique

Maudit veld!

GLADYS MARIVAT

Au tiers du *Cantonnement*, de Ronelda S. Kamfer, Nadia revient chez elle, ivre et le sac à dos débordant de livres, pour se faire battre par son père. L'homme, comme la plupart des personnages adultes de cette intrigue, ne sait que maltraiter son enfant. Encaissant les coups, la jeune fille se récite à elle-même des passages de romans russes. « Je n'existe presque plus, et je le sais ; Dieu sait ce qui habite en moi à ma place », songe Nadia, en référence à *L'Idiot*, de Dostoïevski (1869).

Si Anna Karénine, de Tolstoï (1878), et son incipit sur la créativité des familles malheureuses, nous revient en tête à chaque page, la force du premier roman de la poète sud-africaine née en 1981 tient surtout au regard lucide, à l'humour mordant et au verbe intrépide de Nadia. Elle et son cousin Xavie, deuxième voix narrative, se sont juré de « déterrera la vérité et de la protéger ». Mieux : ils ambitionnent de « démembrer tout l'empire ». Celui fondé à Groenplaas, dans la région rurale de l'Overberg (extrême sud de l'Afrique du Sud), par leur grand-mère, Sylvia McKinney, une Blanche aux yeux bleus. Surnommée « la reine mère du mensonge », Sylvia distille insultes et coups, sagesse négative et malédictions qu'elle adresse à sa descendance exercée, frappée par l'abus d'alcool et de drogues. *Le Cantonnement* suit cette tentative de destruction du mythe familial par Xavie le taiseux et Nadia la colérique. Il y a du Tolstoï

LE CANTONNEMENT
(*Kompoun*),
de Ronelda
S. Kamfer,
traduit du kaaps
par Georges Lory,
préface
d'Antje Krog,
Zoé, 288 p.,
21,50 €,
numérique 13 €.

mais aussi du Shakespeare et du Zola dans ce roman tour à tour réaliste, poétique et tragique, planté au cœur des grands espaces de la province du Cap-Occidental.

Paru en 2021, *Le Cantonnement* a créé l'événement. Rarement un roman sud-africain avait plongé le lecteur dans l'intimité d'une famille de métis – cette catégorie créée sous l'apartheid, et toujours utilisée pour le recensement de la population sud-africaine, dési-



Dans l'Overberg, province du Cap-Occidental (Afrique du Sud). OBIE OBERHOLZER/LAIF-REA

gnant les gens qui ne sont ni des Noirs, ni des Blancs, ni des Indiens, et parmi lesquels on retrouve les descendants d'aborigènes khoisans, d'esclaves malais et d'unions interraciales. Mais la fiction de Ronelda S. Kamfer a également fait parler d'elle parce qu'elle est écrite en kaaps, la langue des métis du Cap, un mélange d'africain et d'anglais. « *Jadis, un tellivre n'aurait jamais vu le jour* », affirme à ce propos la grande poète de langue afrikaans Antjie Krog, qui signe la préface.

Lieu clos

Kamfer renverse aussi ici l'imagination habituellement associée au veld, la campagne, dans la littérature sud-africaine par des auteurs tels que Karel Schoeman (1939-2017) qu'Antjie Krog relie au genre du « roman de ferme ». Situé dans un environnement « humide et verdoyant », le domaine agricole de Groenplaas, où Nadia est élevée, apparaît comme un lieu clos, semblable en cela au ghetto en périphérie du Cap où elle retrouve Xavie à l'adolescence. Là, en l'an 2000, ils écoutent le message du président Thabo Mbeki (1999-2008) leur annonçant qu'ils sont la génération de la « Renaissance

africaine », alors qu'autour d'eux le pouvoir économique reste détenu par les « Boers » – nom désignant les colons néerlandais mais en réalité appliquée à tous les Blancs.

L'identité n'est jamais précise, toujours déplacée dans le roman. Les prénoms de Xavie, de Nadia et

EXTRAIT

« Quand je dis que ma mère était folle, cela signifie qu'elle avait du caractère. Elle était encore adolescente quand un de ses oncles lui a annoncé qu'elle aurait un jour des seins tombants comme la grand-mère. Ni une ni deux, elle a été mettre le feu au veld, à l'endroit où mon oncle et ses potes jouaient aux dominos. Les flammes à hauteur de genou firent un cercle autour d'eux. Les gens qui travaillaient près de la retenue d'eau sont arrivés en courant pour éteindre l'incendie. Dès lors, tout le monde l'appela ma mère Tina-la-Rouge. Cela faisait allusion à la couleur cuivré de ses cheveux et au vermillon qui lui montait aux joues quand elle se fâchait. Tout le monde disait qu'elle était trop belle pour être aussi folle. Mais dans notre famille, toute femme qui pleure quand elle est en colère est qualifiée de folle. »

LE CANTONNEMENT, PAGE 64

de leurs nombreux cousins sont mal orthographiés dans les registres. Pour leur grand-mère et leurs parents, ils ont toujours la peau trop noire ou trop claire; les cheveux trop roux ou trop bouclés; leur accent sonne trop blanc ou trop paysan. Le moindre trait physique les rend suspects et, selon la région où les emmènent les mariages et les enterrements dans la famille, ils seront perçus soit comme métis, soit comme aborigènes.

Qui sont-ils vraiment ? Comment se construire une image de soi dans ce monde instable, aux frontières arbitraires ? A Sylvia, Nadia reproche d'avoir « laissé tomber la vérité comme un précieux vase en porcelaine ». Ce récit à deux voix offre la possibilité d'en fabriquer un autre en recollant les morceaux. D'où cet étrange espace-temps qui voit les jeunes narrateurs tisser des liens entre les morts brutales (le suicide d'une cousine; le deuil d'une tante battue à mort par son amant) et les moments de lutte. Car oui, Xavie et Nadia enterreront bientôt leurs bourreaux avec leurs mensonges, pour écrire enfin leur avenir dans l'Afrique du Sud qui vient. ■



Egarement au Cambodge

Ses livres ne se laissent enfermer dans aucun genre : l'Italien Tiziano Terzani (1938-2004) était à la fois grand reporter, essayiste, autobiographe, militant, romancier... Il suggérait que l'on se souvienne de lui d'une façon bien plus simple : « voyageur ». Après *Un devin m'a dit* (2015), *Un autre tour de manège* (2024) et *En Amérique. Chroniques d'un monde en révolte* (2023), les éditions Intervalles poursuivent la réédition de ce « drogué des départs » qui fut pendant trente ans le correspondant en Asie de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*. Dans *Des fantômes*, recueil posthume d'articles écrits entre 1973 et 1996, Terzani s'intéresse au Cambodge après la prise du pouvoir par les Khmers rouges, en 1975, mais échoit à saisir ce qui s'y passe. « Un énorme camp de concentration ou un paradis révolutionnaire ? Qu'est-ce que le Cambodge aujourd'hui ? », s'interroge-t-il, en 1977. L'année précédente, aveuglé par ses convictions, il voulait croire que ce qui s'y déroulait était une « guerre de libération » et suggérait même dans l'hebdomadaire italien *L'Espresso* que les preuves des massacres étaient « si peu crédibles » qu'elles faisaient croire à « un habile coup de bluff ». Il faudra attendre 1985 pour qu'il confesse dans le quotidien italien *La Repubblica* : « Oui, nous nous sommes trompés. Et voici pourquoi. » En refermant ce recueil, on pressent le village intérieur de cet homme qui, bientôt, perdra toute foi en l'idéologie et s'éloignera du journalisme avant de se retirer du monde. ■ FLORENCE NOVILLE

► *Des fantômes. Dépêches du Cambodge* (Fantasma. Dispacci dalla Cambogia), de Tiziano Terzani, traduit de l'italien par Cécile Petit, Intervalles, 368 p., 23 €.



L'adieu à Hildeke

Avec *Mon oncle du Congo* (1990), *La Chanteuse de Zanzibar* (1995) ou encore *Ma cabine téléphonique africaine* (2011), tous publiés chez Actes Sud, c'est aux récits de voyages lointains que nous avait jusqu'ici habitués l'excellente autrice belge Lieve Joris. Cette fois, même s'il est encadré-coupé de vacances en Espagne ou en Estonie, ce texte autobiographique commence et finit à Hasselt, dans la province flamande du Limbourg, berceau de la famille Joris, en Belgique. Et c'est à un voyage « vertical », plus intérieur que géographique, que nous convie l'écrivaine. D'un deuil à l'autre, « de chrysanthèmes en chrysanthèmes », nous l'accompagnons en effet depuis la mort de sa mère puis de son père jusqu'à celle de sa plus jeune sœur, Hilde, dites « Hildeke ». C'est cette dernière, trisomique, qui en filigrane est la véritable héroïne de ce récit. Construites comme un collage de saynètes et de dialogues faussement simples – avec un personnage central qui ne s'exprime quasiment que par monosyllabes, un exploit –, ces pages ne racontent rien d'autre que la vie de la nombreuse fratrie autour de Hilde. L'amour qu'elle dispense, sa vulnérabilité. Il s'en dégage pourtant une mélancolie profonde qui tient beaucoup à la finesse d'écriture de Joris. Une plume élégante, pudique et subtile qui restitue magnifiquement le moment de l'adieu lorsqu'on a réussi à faire la paix avec les siens. ■ FL. N.

► *De chrysanthèmes en chrysanthèmes* (Hildeke), de Lieve Joris, traduit du néerlandais (Belgique) par Marie Hooghe, Actes Sud, 184 p., 18,50 €, numérique 14 €.

Esprits frondeurs dans la Pologne communiste

Fascinant premier roman de Tomasz Rozyczyki, « Les Voleurs d'ampoules » à l'authenticité du vécu

JOSÉPHINE CARCOPINO

C'est à l'invitation de Tadeusz, le protagoniste et narrateur des *Voleurs d'ampoules*, de Tomasz Rozyczyki, que l'on pénètre dans l'histoire. « Ecoutez », nous enjoints-il dès la première ligne, comme pour s'assurer de nos bonnes dispositions à plonger dans un récit qui prend rapidement des allures de conte mystique. En effet, le jeune garçon vit dans une barre d'immeubles, en Pologne, au sein d'un modeste appartement de 35 mètres carrés où s'entassent parents, frères et sœurs, chiens, canaris, pigeons, cafards et poissons d'argent. La vie en collectivité prime. Le père de Tadeusz organise justement ce soir-là une fête à laquelle tous les voisins sont conviés. Paderewski, madame Pozarska, Bermuda et Barrakuda,

même le fils Oginski, « pelote de tics nerveux » dont la bouche convulsive laisse échapper des cris affreux. Pour l'occasion, Tadeusz est investi d'une mission cruciale : aller mordre du café en grains chez Stefan, seul voisin à posséder encore un moulin à manivelle. Ce n'est pas une mince affaire. Pour se rendre chez ledit Stefan, il faut traverser le long couloir du dernier étage, privé de lumière – puisque les ampoules y sont constamment volées – et peuplé d'étranges créatures.

Car dans le bâtiment, familles et animaux cohabitent avec d'autres locataires d'une tout autre nature. Des divinités avides de chair humaine qui, sans prévenir, s'invitent chez les gens. Elles ont, par exemple, le don de transformer une petite réception dinatoire en ballet proprement burlesque, lorsque, attirées par la fébrilité des corps imbibés d'alcool, elles s'y logent et instillent une fièvre qui monte, soulève les jupons et fait danser sur les tables. Parfois, ces visites sont moins légères, plus morbides. Comme lorsqu'elles s'emparent furieu-

tement d'un corps, « s'y nichant, s'y reproduisant, le déformant, le ridant, jouant avec lui pour ensuite, au matin, le laisser vidé et exténué ».

A travers les yeux de Tadeusz, dont la narration est pleine d'une ferveur délicieusement comique, la grisaille environnante se pare d'un lyrisme innocent. A mesure qu'il arpente le couloir sombre, les anecdotes affluent. Il les déroule comme elles lui viennent à l'esprit. Ses phrases s'étirent pour accueillir une multitude de précisions. Chaque détail compte. Ici, dans la toute petite cuisine, des pieds de porc mijotent dans quatre grosses marmites qui dégagent une épaisse vapeur. Là, le vide-ordures féroce sommeille dans l'ombre, prêt à engloutir dans sa gueule béante quiconque viendrait se délester de ses déchets. C'est le tableau haut en couleur d'une enfance en République populaire de Pologne (1952-1989) que dresse ainsi *Les Voleurs d'ampoules*. Et rien n'interdit de penser, à la fin du livre, que l'expédition de Tadeusz l'a mûri, tant la bulle d'insou-

ciance qui enveloppe son récit au départ semble avoir volé en éclats.

Poète polonais renommé, traducteur, essayiste et enseignant en littérature, Tomasz Rozyczyki, né en 1970, a remporté avec ce premier roman le prix Grand Continent 2023. Ayant lui-même grandi sous les rigueurs du régime communiste, il fouille dans ses souvenirs, en extirpe mille visions et images : des chantiers enflamés, des mains calleuses abîmées par le labeur, de la nourriture toujours distribuée en rations... Sur cette toile de fond qui a l'authenticité du vécu, l'auteur bâtit un récit volontairement décousu et méandreux. Un texte qui épouse la structure même de la mémoire. On s'y abandonne avec la fascination d'un enfant. ■

LES VOLEURS D'AMPOULES
(*Złodzieje zarówek*),
de Tomasz Rozyczyki,
traduit du polonais par Isabelle Macor,
Noir sur blanc, 208 p., 21,50 €,
numérique 16 €.



Marc'O, toujours d'avant-garde

Le cinéaste, metteur en scène et écrivain né en 1927 revient en force. Il signe deux livres, grâce à sa rencontre avec l'éditeur d'Allia, Gérard Berréby

FABRICE GABRIEL

Sans doute le nom de Marc'O est-il familier seulement aux amateurs un peu nostalgiques d'une époque aux frontières assez floues, qui irait de l'immédiat après-guerre au début des années 1980 : celle des « -ismes » en pagaille (existentialisme, lettrisme, situationnisme...) et des utopies encore possibles. Celle aussi d'une avant-garde florissante, où notre homme, né en 1927, s'illustre de la façon peut-être la plus éclatante avec *Les Idoles*, pièce de théâtre montée en 1966 et adaptée l'année suivante au cinéma, qui révéla une génération d'acteurs cultes : Bulle Ogier, Pierre Clémenti (1942-1999), Jean-Pierre Kalfon, Valérie Lagrange... C'est même le succès des *Idoles*, dit-on, qui donna un second souffle à la Nouvelle Vague.

Marc'O, lui, n'a jamais voulu être une star, même s'il n'est jamais loin, en coulisses ou en régie, quand se déclenche un mouve-

ment intellectuel ou artistique : ami du philosophe Jean Wahl (1888-1974) et découvreur de Catherine Ringer, il est à sa façon la mémoire d'un demi-siècle de création, où il est passé sans trêve d'un projet à l'autre, pressé de filer d'une marge à la suivante, sans se fixer jamais. C'est en ce sens qu'il faut entendre le titre du livre que lui consacre Gérard Berréby aux éditions Allia, qu'il dirige, *L'Art d'en sortir*: Marc'O ne s'est pas enfermé dans une œuvre, et son parcours obéit à la seule règle de l'enthousiasme, en des temps où l'audace paye encore.

Témoignages formidables

L'époque est aujourd'hui moins rémunératrice pour les libres aventuriers de l'art, Berréby le sait bien, mais il n'en paraît pas amer, si l'on considère les entretiens qu'il a menés entre juillet 2022 et septembre 2024 avec le créateur des *Idoles*. « En vérité, explique-t-il au « Monde des livres », l'idée en est née il y a trois ans, à l'occasion d'un dîner où j'ai fait allusion, je ne sais plus pourquoi, à Marc'O. Je le connaissais, parce que je me suis beaucoup intéressé aux mouvements lettriste et situationniste, avec lesquels il avait des liens.

Deux convives présents ont aussi-tôt réagi en me disant que je devrais le rencontrer, ce ne serait pas difficile, c'était leur ami... La chose s'est faite ainsi, et le courant a tout de suite passé entre Marc'O et moi, si bien que je me suis lancé dans le projet de ces entretiens. »

Le livre qui les réunit suit la chronologie de la vie, en proposant à chaque étape de multiples bifurcations vers des extraits d'autres textes ou de témoignages parfois formidables, comme celui de Bulle Ogier, qui raconte leurs voyages en 2 CV vers la Grèce, ou de Jean-Noël Picq, inoubliable comparse de Jean-Pierre Léaud dans *La Maman et la Putain*, qui résume en une formule toute l'esthétique en jeu : « A bas la ligne droite ! »

L'Art d'en sortir suit ce mot d'ordre, à partir d'un travail de documentation considérable, rendu possible par Cristina Bertelli, fidèle de Marc'O depuis le début des années 1980, qui gère la somme fabuleuse de ses archives : « J'ai tout donné à Gérard [Berréby], dit-elle au « Monde des livres », car je crois que c'est essentiel pour la reconnaissance de Marc'O, même si c'est un peu tard... Il faudrait insister aussi sur ses activités plus récentes, car il a continué presque jusqu'à maintenant à mener une réflexion importante, très politique, sur le théâtre, la musique, les images. »

Un manuscrit oublié

Berréby a vu ainsi son projet se transformer au fur et à mesure de sa réalisation : l'enquête est devenue ouverte aux rencontres et aux surprises, comme celle de trouver un manuscrit oublié... « En effet, en travaillant sur les archives, je suis tombé sur un roman inédit. Je l'ai découvert en écoutant des bandes magnétiques où Marc'O racontait qu'il avait tenu un journal, quand il était jeune : il avait essayé d'en faire un roman, qui s'appelait "Benjamin l'Innocent". Cela a évidemment piqué ma curiosité, et j'ai fini par retrouver un manuscrit de 600 feuillets, tapé à la machine, avec une foule de corrections manuscrites... La chose n'était pas aboutie, on a donc établi l'édition en faisant des coupes et en proposant de changer le titre initial. »

Le résultat est *Délire de fuite*, récit-collage qui se révèle d'abord

Le parcours rêvé des époques révoltes

CONNAISSEZ-VOUS MARC'O ? Gérard Berréby, patron des éditions Allia, a la bonne idée de nous faire redécouvrir cette figure aujourd'hui un peu oubliée de l'univers artistique du XX^e siècle, à travers la publication d'un roman de jeunesse inédit, *Délire de fuite*, et d'un livre d'entretiens, *L'Art d'en sortir*, riche de mille documents et archives, où l'on croisera tout un monde, de Guy Debord à Bulle Ogier, de Jean-Jacques Schuhm aux Ritas Mitsouko...

Marc'O, de son vrai nom Marc-Gilbert Guillaumin, est né en 1927 : c'est donc un très vieux monsieur qui raconte le détail de sa vie particulièrement profuse, lui qui fut résistant à 14 ans, producteur de cinéma, ami du lettriste Isidore Isou, familier de Jean Cocteau et du Saint-Germain-des-Prés existentialiste, proche de la Nouvelle Vague et de Lacan, metteur en scène à l'American Center, etc. Il y a là, on le voit, matière

à un récit biographique qui pourrait se suffire à lui-même.

Mais Gérard Berréby a une autre ambition : rencontrant les témoins toujours vivants de cette aventure, il suggère, à travers la mosaïque illustrée de son livre, une sorte de parcours rêvé des époques révoltes, dont on devine qu'il les fait siennes pour aujourd'hui. Le monde de Marc'O, ainsi, avec son Paris de cabarets et ses expériences artistiques à la marge, c'est aussi le contre-modèle politique de notre présent, où si peu semble possible. Pour cela, *L'Art d'en sortir* n'est pas le recueil embaumé d'un artiste méconnu : plutôt le manifeste, bien vivant, d'un enthousiasme à retrouver. ■ FA. GA.

L'ART D'EN SORTIR,
de Gérard Berréby et Marc'O,
avec Sébastien Coffy,
Allia, 240 p., 18 €.

DÉLIRE DE FUITE,
de Marc'O,
édité par Gérard Berréby et Safa Hammam,
Allia, 192 p., 12 €.

un document : il est passionnant d'y retrouver, à travers les déambulations que le livre propose dans un Paris d'autrefois, les échos sur le vif des souvenirs de Marc'O au temps du cabaret Le Tabou, à la toute fin des années 1940. On peut y voir une forme de témoignage poétique, délicatement maladroit, sur la façon « dont les gens vivaient », comme le dit encore Berréby, en un temps que les entretiens de *L'Art d'en sortir* voudraient aussi restituer de la manière la moins compassée possible.

« Je ne suis pas universitaire, insiste-t-il, et ces deux livres ne sont pas réservés à des spécialistes. Nous avons organisé une présentation publique à leur parution, et j'étais content de voir qu'il y avait beaucoup de jeunes gens. C'est à cette occasion aussi qu'une amie m'a dit : "Ce livre que tu as fait avec Marc'O, c'est un livre sur toi !" » Le constat est d'évidence : il y a un effet miroir entre les deux hommes, qui revendentiquent chacun le privilège absolu de la liberté. Et quand Berréby a montré le résultat de leurs entretiens à Marc'O, aujourd'hui très fatigué (il a 98 ans), celui-ci, raconte-t-il, lui a serré longuement la main. L'art d'en sortir n'interdit pas la fraternité. ■

Poésie au père

Le premier livre de poésie de Violette Chalier, *Traverser les orties*, est, comme son titre le suggère, une épreuve : il s'agit de raconter, dans l'urgence, avant qu'il ne disparaisse, l'histoire de son père malade, sous forme de fragments. C'est un portrait intime et fugace, écrit dans le sillage de ses mots à lui, « sortis d'un film des années 1980, d'un roman de Jean Genet ». Ils coulent désormais dans les phrases de sa fille. Cette lettre au père tient de l'hommage, mais c'est aussi un texte piquant dans lequel la douleur qui relie les deux êtres est aussi forte que l'amour. « Tu as défini toutes les formes d'aimer / Une présence merveilleuse dans le corps secret de l'imagination. » Doux, colérique, révolté, le texte de Violette Chalier fait entendre ces éclats de voix dans une poésie tranchante et infiniment tendre. « Je suis fière d'être fille de toi / Quand je prends le meilleur. » ■

TRAVERSER LES ORTIES
de Violette Chalier,
Bunker, 120 p., 15 €.
AMAURY DA CUNHA
► *Traverser les orties*,
de Violette Chalier,
Bunker, 120 p., 15 €.

Plaies invisibles

Pourquoi Nicolas peine-t-il tant à trouver sa place, sa propre partition, au sein d'une famille où le besoin est absent ? A 12 ans, l'horizon immédiat – l'idéal déprimant de voisins aisés dont le fils Marc est d'une troubante vitalité sensuelle – ne suffit pas et il faut le secours d'une grand-mère esseulée et de sa riche voisine, bonne fée malicieuse aux tours insoupçonnés, pour maintenir à flot un adolescent en perdition. En quatre temps, Jérôme Aumont livre les jalons du chemin affectif de Nicolas où les repères même fluctuants, voire défaillants – sa liaison avec un autre homme, le spectre d'une maison inhabitable, l'aïeule inoxydable qui attend son « petit » –, ne dévoilent ni les non-dits ni les plaies invisibles qui empêchent de s'accomplir. Valse atypique, *La Plus que lente*, de Debussy, en est la bande-son

idéale : *molto rubato con morbidezza*. Très libre avec douceur, comme un expédient approprié, enfin. ■ PHILIPPE-JEAN CATINCHI
► *La Plus que lente*,
de Jérôme Aumont,
éd. Christian Bourgois,
152 p., 18 €, numérique 14 €.

Passion ravageuse

Elle était la fille de marchands ambulants qui passaient « une nuit ici, une nuit là », et comme elle détestait « retrouver la maison déserte » après sa journée de cours, Fumiko Hayashi (1903-1951) raconte que, dans sa jeunesse, elle avait élu domicile dans la bibliothèque de son école. De lectrice vorace, elle devint poète et prosatrice. Pionnière de la littérature féminine japonaise et porte-parole des plus démunis, elle est aujourd'hui la romancière la plus lue au Japon. Après *La Flûte de la grue* (Arfuyen, 2024), paraît *Une femme célèbre*, un ensemble de 14 nouvelles largement auto-biographiques. Pour son ton vif et sans fioriture, celle qui donne son titre au recueil, l'histoire admirable de Takako Yuki, une épouse « ravagée de passion » pour un garçon de dix ans de moins qu'elle, mériterait à elle seule que l'on ouvre le livre. ■

FLORENCE NOVILLE
► *Une femme célèbre*,
de Fumiko Hayashi,
traduit du japonais
et présenté
par René de Ceccatty,
Arfuyen, « Le rouge & le noir »,
192 p., 17 €.

Le journaliste Marius Schattner et l'historienne Frédérique Schillo retracent 150 ans d'archéologie, rarement neutre, dans la Ville sainte

Heurts en sous-sol à Jérusalem

VIRGINIE LAROUSSE

La tradition juive enseigne qu'il existe deux Jérusalem: celle d'en haut, la Jérusalem céleste, et celle d'en bas, la Jérusalem terrestre. C'est peut-être la raison pour laquelle le nom de la ville, en hébreu, se dit au pluriel: *Yeroushalayim* – le « im » marquant le masculin pluriel. Mais, à lire *Sous tes pierres, Jérusalem*, l'impressionnant ouvrage coécrit par le journaliste Marius Schattner et l'historienne Frédérique Schillo, il apparaît qu'un troisième avatar de la Ville sainte existe : la Jérusalem souterraine.

C'est précisément dans les sous-sols de la cité que nous entraîne ce livre, qui narre par le menu l'épopée de la recherche archéologique dans ces quelques dizaines de kilomètres carrés condensant une histoire plurimillénaires. De fait, si la ville revêt une importance capitale dans les religions juive, chrétienne et musulmane, elle n'a cessé de passionner les archéologues depuis l'émergence de leur discipline en tant que science, il y a cent cinquante ans, provoquant controverses et polémiques.

Car l'archéologie n'a jamais été une science neutre. Elle l'est d'autant moins dans une région aux enjeux géopolitiques cruciaux – même avant les débuts du conflit israélo-palestinien. A la fin du XIX^e siècle, les puissances européennes aspirent à conduire des fouilles dans cette « Terre sainte » alors sous contrôle ottoman. La Sublime Porte leur en octroiera l'autorisation, et c'est un Français, Félix de Saulcy (1807-1880), qui sera le premier archéologue à tenter d'exhumier le passé de Jérusalem.

Archéologie sioniste

Les auteurs dressent des portraits savoureux de ces pionniers – souvent des officiers ou des diplomates de métier – brûlant de faire une découverte qui viendrait confirmer le récit biblique. Leur quête du Graal archéologique n'est toutefois pas aisée. A la méfiance des autorités ottomanes se mêle l'hostilité des populations locales, pour qui les fouilles profanent les lieux sacrés et les tombes.

Une archéologie sioniste émerge au début du XX^e siècle, avec la naissance,



Vestiges antiques souterrains près du mur des Lamentations, dans la vieille ville de Jérusalem, en 2021.

EMMANUEL DUNAND/AFP

en 1913, de la Société d'exploration juive en Eretz Israël, puis de l'Université hébraïque de Jérusalem (UHJ). Le directeur de l'institut d'études juives de l'UHJ, Eliézer Lipa Sukenik (1889-1953), se fera le champion d'une recherche militante. Son fils, Yigael Yadin (1917-1984), archéologue et chef d'état-major de l'armée israélienne, lui emboîtera le pas, conduisant des campagnes au pas de charge dans la région de la mer Morte – en particulier à Massada, érigée au rang de mythe national. Certaines fouilles prennent des allures d'offensives militaires, entraînant par exemple la destruction du quartier des Maghrébins, situé devant l'esplanade des Mosquées, en 1967.

Dans un territoire où la frontière entre le politique et le religieux est poreuse, l'histoire s'avère une matière hautement inflammable, surtout lorsqu'elle se trouve manipulée par des groupes ultranationalistes comme l'association israélienne Elad, fondée en 1986. C'est ainsi que le percement, en 1996, d'un tunnel sous l'esplanade des Mosquées provoque l'embrasement de tout le pays et des territoires palestiniens occupés, causant la mort de plusieurs dizaines de personnes.

Et bien que, de nos jours, l'archéologie israélienne

tende à s'affranchir de son rôle d'architecte du récit national – avec des chercheurs tels qu'Israël Finkelstein ou Ronny Reich –, elle reste marquée par l'opposition entre l'école dite « maximaliste », qui défend l'historicité de la Bible, et l'école minimalistre, sceptique sur la fiabilité du livre sacré.

Quant à l'archéologie palestinienne, longtemps marginalisée pour des raisons politiques, matérielles et culturelles, elle demeure à un état embryonnaire, surtout en raison de l'occupation – une situation encore aggravée par la guerre en cours entre Israël et le Hamas. Et elle n'échappe pas toujours non plus à l'écueil de la démonstration à tout prix de l'antériorité de la présence du peuple palestinien sur ce territoire.

Face à l'instrumentalisation de la recherche historique, Marius Schattner et Frédérique Schillo aspirent à une archéologie inclusive « qui constituerait un pont entre Israéliens et Palestiniens se disputant la même terre ». Passionnant et extrêmement documenté, l'ouvrage s'attarde longuement, au-delà de Jérusalem, sur d'autres sites majeurs de la région, tels Qumrân, Hébron, Bethléem... Il s'impose comme une synthèse de référence sur la « ville palimpseste » et ses alentours, où chaque peuple a voulu imprimer sa marque par-dessus les constructions du passé. Jusqu'à la suffocation. ■

Sous tes pierres, Jérusalem, de Marius Schattner et Frédérique Schillo, préface de Vincent Lemire, Plon, 784 p., 29 €, numérique 12 €.

L'ethnologie coloniale dévoreuse d'oiseaux

Julien Bondaz reprend l'histoire de la mission Dakar-Djibouti sous un angle original

ANNE BOTH

On pensait que tout (ou presque) avait été écrit sur la mission Dakar-Djibouti, qui a permis de collecter, entre 1931 et 1933, plus de 3 500 objets ethnographiques africains venus remplir les collections du Musée du Trocadéro, qui sont celles du futur Musée du quai Branly-Jacques-Chirac. Or, l'ethnologue Julien Bondaz, avec son nouvel essai, *Poussières d'oiseaux*, nous propose une version inattendue de son histoire, en partant de celle des oiseaux.

Omniprésents pendant l'expédition dirigée par l'ethnologue Marcel Griaule (1898-1956), ceux-ci ont été dessinés, photographiés, décrits, analysés pour leur pouvoir symbolique ou thérapeutique. Ils apparaissent fréquemment dans les artefacts achetés – ou volés – qu'on

retrouve exposés dans la pénombre des vitrines : un bec, une plume ou un crâne, là sur un masque, ici sur une lance. Une poignée de volatiles seront même capturés pour rejoindre la ménagerie du Jardin des plantes.

Sans parler de ceux qui, après avoir été tués, énucléés, vidés, nettoyés, séchés avec du sable, traités à l'arsenic, puis emballés, mis en caisses, transportés à dos de mullet, en camion, en bateau, en train, ont fini dans les réserves du Muséum national d'histoire naturelle sans pouvoir être exposés, « leur rigidité définitive interdisant toute possibilité de montage ».

A cette ineptie, s'ajoute celle d'avoir séparé tous les oiseaux, les naturalisés comme les vivants, « des informations qui les rendaient ethnographiquement intéressants » en mettant les volatiles au Muséum et la documentation au Trocadéro... Oubliés, voire négligés, les oiseaux de la mission Dakar-Djibouti avaient pourtant suscité l'attrait, sinon la passion, des membres de cette épique expédition.

Mais pour quelles raisons? Julien Bondaz, après avoir dépouillé les archives du Muséum, du Quai Branly, de Marcel Griaule et de Gaston-Louis Roux (1904-1988), recruté comme dessinateur de la mission, rappelle qu'à l'époque, l'intérêt pour les oiseaux était largement partagé. Il souligne aussi que le contexte dans lequel s'est déroulée cette expédition est celui du colonialisme, qui entend justifier sa légitimité. Les cigognes, présentes en Alsace, au Sénégal ou en Afrique du Nord, incarnent par exemple « une présence familière dans un pays étranger » et deviennent très logiquement les « oiseaux les plus mobilisés dans la propagande coloniale française ».

Une grande violence

De son côté, la science s'interroge : où vont les hirondelles quand elles disparaissent? La création du Service central de recherche sur la migration des oiseaux, en 1930, permettra d'organiser les premiers baguages, auxquels participeront Griaule et ses collègues. Là encore, écrit

l'auteur, « les voies de migration se superposent à la circulation des colons entre la France et ses colonies ». Parallèlement, les surréalistes, représentés dans l'équipe par l'écrivain Michel Leiris (1901-1990), s'inspirent de « la langue des oiseaux (...) dans leurs recherches sur le langage ».

L'engouement généralisé pour ces animaux ne les protégera hélas en rien contre ce que l'on considérerait aujourd'hui comme une grande violence. Peu de cas sera fait, par exemple, de la mort rapide des spécimens encagés au Jardin des plantes. L'histoire passionnante que raconte Julien Bondaz va bien au-delà de celle de ces oiseaux sacrifiés et transformés inutilement en « spécimens ornithologiques ». Elle pointe un autre aspect méconnu et peu flatteur de l'ethnologie coloniale : l'accaparement du vivant. ■

Poussières d'oiseaux. Une autre histoire de la mission Dakar-Djibouti, de Julien Bondaz, B42, « Culture », 176 p., 19 €.

Antifascisme, unité et diversité

Peut-on parler de « fascisme » pour désigner des dynamiques actuelles, aux Etats-Unis en particulier? La question n'en finit plus d'embarrasser les commentateurs, avec des exceptions notables, comme le grand chercheur américain Timothy Snyder, lucide sur la fascination d'un pays dont il vient de s'exiler. Par ses écrits et ses actes, il fait partie des héritiers d'une puissante tradition intellectuelle et militante, l'antifascisme, dont l'historienne Stéphanie Prezioso propose une anthologie de textes commentés. Son livre restitue l'immense effort d'analyse et d'interprétation suscité par la violente nouveauté du fascisme au lendemain de la Grande Guerre, inauguré par l'instituteur libertaire Luigi Fabbri, qui disserait, dès 1921, une « contre-révolution préventive » dans les menées de Mussolini. La force du recueil réside dans la variété des documents qu'il rassemble : à côté de figures incontournables comme Gramsci ou Trotsky, il permet de

rencontrer des antifascismes traversés par les enjeux féministes ou anticolonialistes, comme chez l'anarchiste d'origine russe Emma Goldman ou le panafricain trinidadien George Padmore. Leurs textes démontrent que l'antifascisme ne saurait se limiter à des ripostes concrètes, toutes vitales qu'elles soient. Il consiste aussi, plus profondément, à penser le fascisme en cernant son envers : la pleine liberté, pour toutes et tous. ■ ANDRÉ LOEZ

► *Découvrir l'antifascisme*, de Stéphanie Prezioso, Editions sociales, « Les propédeutiques », 212 p., 12 €.

Peindre l'histoire

Augustin Thierry (1795-1856) porta ce qu'il nommait « le drapeau de la réforme historique » sur un terrain surprenant à nos yeux. En la matière en effet, nous avons pour point de référence l'histoire positiviste de la fin du XIX^e siècle, qui fit du document l'alpa et l'oméga de toute recherche. Pour Augustin Thierry c'est, au contraire, à une « réforme dans la manière d'écrire l'histoire » qu'il s'agissait de procéder : guerre aux « écrivains sans érudition » comme aux historiens « sans imagination », n'ayant « pas su peindre ». La parution en 1820 d'*Ivanhoé*, roman de Walter Scott situé dans l'Angleterre du XII^e siècle, avait été pour lui une révélation. Il était possible de faire revivre l'histoire, d'éprouver la singularité d'une époque (son pittoresque) et de donner vie aux grands absents de l'histoire, à savoir les peuples. Les *Récits des temps mérovingiens*, qui paraissent dans cette édition richement commentée, en offrent l'illustration : les luttes entre rois francs y gagnent une puissance d'évocation quasi romanesque, qui fait de cet historien romantique un authentique écrivain. ■ JEAN-Louis JEANNELLE

► *Récits des temps mérovingiens et écrits sur l'histoire*, d'Augustin Thierry, édité sous la direction d'Aude Déruelle, Bouquins, « La collection », 1216 p., 33 €, numérique 23 €.

Résistance troyenne

Troyes, ville médiévale célèbre pour ses foires où affluaient négociants italiens et flamands, connaît un intense rayonnement culturel, notamment autour du rabbin et philosophe talmudiste Rachi (1040-1105). Mais aux derniers siècles du Moyen Âge, Troyes, en proie au déclin économique, semblait totalement tombée dans la dépendance des rois de France. Or, comme le démontre Cléo Rager dans *Troyes, une ville en ses archives*, cette image de la soumission de la « bonne ville » à son souverain est largement fausse. La jeune chercheuse examine l'intégralité des abondants fonds documentaires de la municipalité troyenne. S'inscrivant dans le récent courant historique des études scripturales, Rager parvient à déceler dans des écritures politiques d'apparence anodine les discrets mais multiples indices d'importantes tensions politiques et sociales. Alors que la guerre de Cent Ans (1337-1453) entraîne une fiscalité croissante, les élites bourgeoises gouvernent au mieux de leurs intérêts et savent s'imposer face au pouvoir royal – tout en tenant à maintenir officiellement la fiction d'une indéfectible fidélité à la couronne. ■ FRANÇOIS OTCHAKOVSKY-LAURENS

► *Troyes, une ville en ses archives (XII^e-début XVI^e siècle)*, de Cléo Rager, Editions de la Sorbonne, « Histoire ancienne et médiévale », 402 p., 30 €, numérique 15 €.

Politique du design

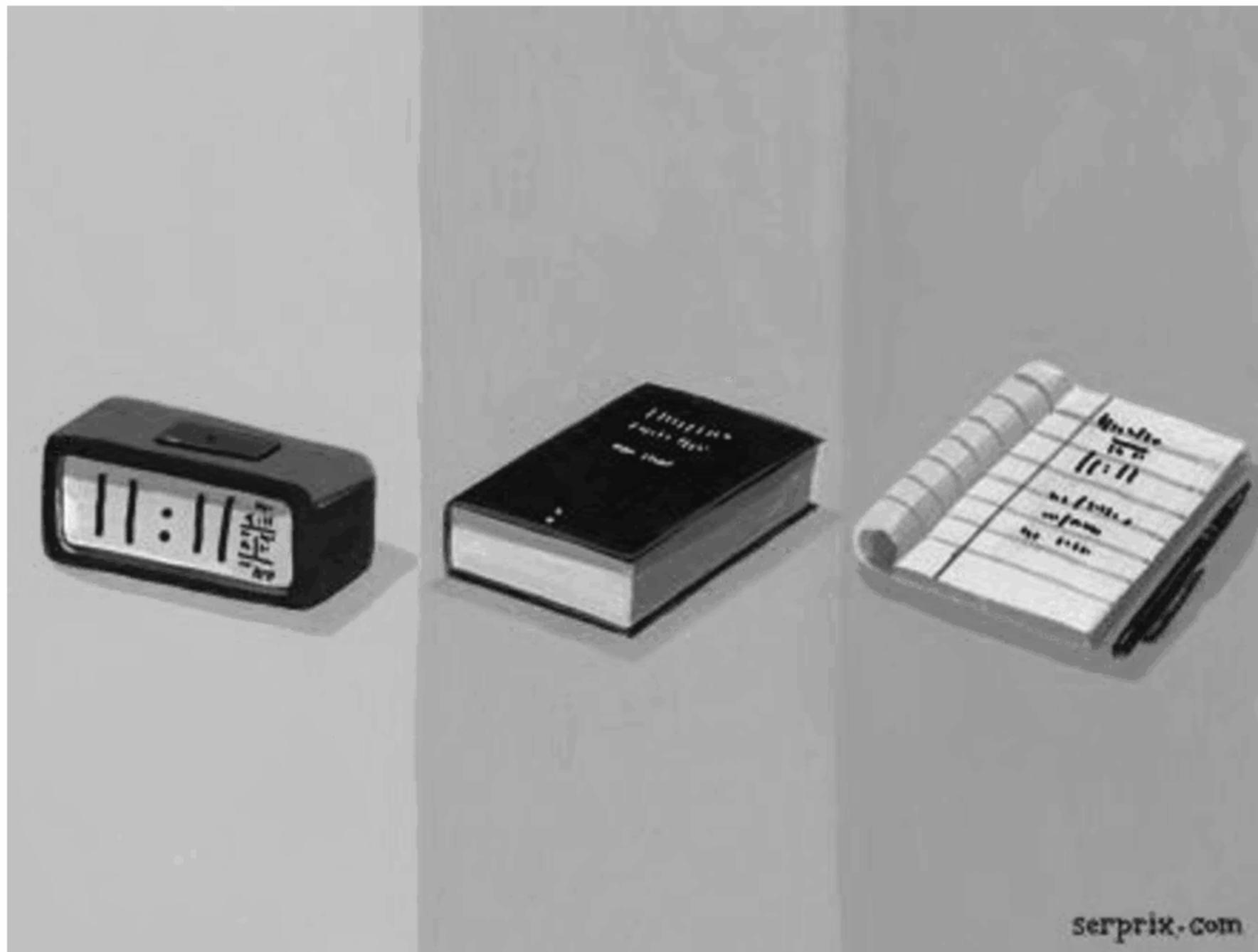
Théoricien majeur du design, Tomas Maldonado (1922-2018) a été peu traduit en français. L'édition de *Vers une écologie critique* constitue à cet égard un apport précieux à la connaissance d'une pensée originale, qui défend le rôle d'une « conscience critique » moderne dans notre façon de concevoir et de fabriquer notre environnement matériel. Le titre original du livre paru en italien en 1970, difficile à rendre en français, *La speranza progettuale*, renvoie à l'ambition, pour celui qui se définissait comme « un intellectuel technicien », d'associer l'espérance propre aux utopies politiques et le travail concret du « projet », en matière de design industriel notamment. Question politique par excellence, le design ne se réduit donc pas, pour Maldonado, à des aspects esthétiques. Critiquant en particulier l'irrationalité de notre rapport productiviste aux objets et ses conséquences sur la nature, il se révèle ici comme un pionnier d'une approche écologique du design. ■ DAVID ZERBIB

► *Vers une écologie critique. Environnement et idéologie* (La speranza progettuale), de Tomas Maldonado, postface de Raimonda Ricci, traduit de l'italien et édité par Emanuele Quinz et Catherine Geel, Les Presses du réel, « Design/Theories », 208 p., 18 €.



LE FEUILLETON
TIPHAINÉ SAMOYAU

Devant le temps



serpix.com

SYLVIE SERPRIX

L'ÉCRIVAIN CANADIENNE ANNE CARSON n'a jamais délaissé la pratique des adolescentes d'autrefois de recopier dans de petits carnets des citations magnifiques glanées chez les grands auteurs. L'édition originale d'*Atelier Albertine* (Seuil, 2017), l'un des premiers textes qui l'ont fait connaître en français, reprenait d'ailleurs la forme du cahier d'écolier. Elle y consignait des notes formulées en marge de sa lecture de Proust, faite une demi-heure chaque matin pendant sept ans. Dans le « *désert d'après Proust* », ces remarques renouaient avec le temps heureux de ces matins en compagnie d'un livre, où l'on ne cessait de lever les yeux de la page pour graver dans sa mémoire une phrase, une image.

Les Hommes à leurs heures perdues (Men in the Off Hours), d'Anne Carson, traduit de l'anglais (Canada) par Fabienne Durand-Bogaert, L'Arche, « Des écrits pour la parole », 172 p., 19 €.

quité ». Cette « fluidité de genre » déclenche une expérience de lecture à nulle autre pareille : divagante et incitative. A l'écoute de plusieurs voix en même temps, on est invité à rejoindre le chœur, à noter à son tour, à écrire en lisant et en regardant. Comme dans *Autobiographie*

Pourquoi j'aime Anne Carson ? Parce que son érudition n'est jamais pesante. Elle semble danser avec les poètes du passé

du rouge (1998 ; L'Arche, 2020), qui raconte l'amour du jeune Géryon aux ailes couleur de sang pour Héraclès, comme dans *Antigonick* (2012 ; L'Arche, 2019) réécritant *Antigone*, Anne Carson reprend les anciens mythes ici et maintenant, pour la télévision ou sur notre canapé, parce que leurs personnages sont nos contemporains, qu'ils ont toujours quelque chose à nous dire.

Pourquoi j'aime Anne Carson ? Parce que son érudition n'est jamais pesante. Elle semble danser avec les poètes du passé. Elle danse avec leurs ombres dans

lière. En s'inspirant du bouddhisme, mais aussi en innovant de manière créatrice, Ashoka invente une forme de « religion civile », destinée à diminuer la souffrance des humains comme celle des animaux, à favoriser la tolérance et le respect mutuel entre les générations et les différents groupes sociaux.

Un héros rendu à son temps

Célèbre jusqu'à nos jours, surtout en Asie, ce Marc Aurèle indien, explorateur de l'éthique collective et de la communication politique, a fait l'objet de nombreuses publications. Le mérite de la savante étude que lui consacre aujourd'hui le grand indien Patrick Olivelle est de rendre ce héros à son temps et à ses textes, en le débarrassant de la gangue de légendes qui s'est sédimenée plus tard autour de son existence et de son œuvre.

Formé à Oxford, professeur à l'université d'Austin (Texas), Patrick Olivelle est un des maîtres des études indiennes contemporaines. Il a édité et traduit du sanskrit plusieurs traités éthiques et politiques cruciaux et connaît admirablement les mœurs,

une même grande fête qui les réunit toutes et tous, Sappho et Emily Dickinson, Alcman et Akhmatova, saint Augustin et Tolstoï. Elle invite aussi des peintres pour faire de même, se jouer du temps et de la mort. Ecoutez plutôt : « *Hokusai à 83 ans/dit/Le temps est venu de faire mes lions/Tous les matins/jusqu'à sa mort – 219 jours plus tard/il dessine/un lion – Le vent arriva en rafales depuis le nord-ouest. – Les lions vacillerent/puis bondirent/depuis la cime – des pins.* » Ces lions-gardiens chinois que le peintre japonais Hokusai a peints à la fin de sa vie étaient censés conjurer le mauvais sort. Sous la plume d'Anne Carson, Lazare se levant du tombeau peint par Giotto sur un pan de mur de la chapelle Scrovegni, à Padoue, révèle dans sa blancheur le pouvoir de l'autre monde. Il fait de la mort une simple éclipse. Et, plus loin, à propos d'Edward Hopper : « *Il se trouve/que la peinture est immobile./Mais si tu presses ton oreille contre la toile, tu entendras/le bruit que fait la splendide roue qui s'ébranle.* » Avec l'art, c'est le temps lui-même qui saute aux yeux et aux oreilles.

L'anachronisme est la part imaginaire de l'histoire susceptible de produire ces effets de présence du passé. L'anachronisme a lieu dans le langage qui rassemble dans un même mot des conceptions parfois diamétralement opposées de la nature, de la vie et de la mort. Lorsque saint Augustin se demande, au IV^e siècle : « *Qu'est-ce donc que le temps ?* » et qu'il précise qu'il est impossible de le savoir puisque le passé n'est plus et que le futur n'est pas encore, ses conceptions du passé et de l'avenir n'ont rien à voir avec les nôtres et pourtant nous employons le même mot. Les phrases d'Anne Carson ont ce pouvoir de consigner ces différences, grandes ou petites, inscrites dans le langage, de dire le caractère multiple d'un monde mobile, en permanente redéfinition : rendre le passé présent pour mieux s'émerveiller de son étrangeté. Alors que le temps historique est un temps destructeur, qui pousse les êtres vers la mort et les choses vers leur fin, le temps de l'art les revivifie en les proclamant toujours inachevés et en mouvement.

L'œuvre d'Anne Carson est très différente d'une grande partie de la poésie nord-américaine dite « de confession », plutôt narrative. Cela explique peut-être pourquoi elle a tardé à être traduite en français. Fabienne Durand-Bogaert, qui a (entre autres) traduit plusieurs livres de l'essayiste Susan Sontag et beaucoup de textes sur l'art, a tous les atouts pour contribuer à faire connaître une poésie qui relève par certains aspects de l'auto-théorie, où l'expérience sort du cadre biographique ou personnel pour devenir un instrument critique, faisant dialoguer arts et sciences sociales. La dimension autobiographique n'est pas absente du recueil d'Anne Carson, qui, dans le magnifique poème *Le Vieux Gilet bleu de mon père*, évoque la maladie d'Alzheimer de celui-ci le conduisant à « *voyager à contresens* » ; mais elle est avant tout un espace de réflexion et de vision où s'exprime un rapport féminin au monde, cet « *universel latéral* » qui décale, ne serait-ce que légèrement, la transmission de l'expérience et de la connaissance. ■

croyances et pratiques de l'Inde classique. Plutôt qu'une biographie, il propose de son modèle un portrait détaillé, fondé sur une analyse minutieuse des textes du souverain, rassemblés et traduits en fin de volume. Ce qui étonne le plus, dans cette figure si lointaine, c'est sa proximité avec nos préoccupations de l'heure.

Préserver les vies animales, aider les démunis et les malades, encourager à la sobriété, inciter à la considération mutuelle, croire en la persuasion et en la parole publique comme « *moyens de faire progresser la vertu, de réparer et de faire triompher les notions morales* » – telles sont les principales directions de son action. Ce qu'Ashoka a tracé, montre l'auteur avec clarté, c'est un chemin pour faire de la pensée et de l'action politiques un levier pour le bien de tous. Mais il savait aussi, et il le dit explicitement, que « *faire le bien est difficile* », et qu'il est « *facile de faire le mal* ».

Celles et ceux qui connaissent déjà ce prince étonnant et sa pensée découvriront dans cette belle étude de nouvelles perspectives. Pour celles et ceux qui l'ignorent encore, voilà la bonne occasion. ■



LES YEUX DANS LES POCHE
FRANÇOIS ANGELIER

EN MATIÈRE DE GRANDS PÉRILS FANTASMATIQUES, l'histoire fait preuve d'un chromatisme intense. Depuis le « péril jaune », né à la fin du XIX^e siècle, tablant sur la mémoire « cavalcade » de Huns hirsutes et la submersion de hordes tartaro-mongoles, et le « péril rouge », advenu en octobre 1917 et résolu à subvertir une Europe occidentale répue, naïve et somnolente, jusqu'au « péril brun », qui, défait en 1945, avec la fin de l'Etat nazi, fermente toujours aux marges ultra-droitières du monde politique.

Partant de cet éventail, de quelle couleur doit la figure de Roman von Ungern-Sternberg (1886-1921), seigneur de la guerre impitoyablement biographié par l'historien russe Leonid Youzefovitch ? Sans doute devrait-on mêler les trois : « jaune », car ce condottiere misait sur l'ample coulée galopante des cavaliers des steppes d'Asie centrale pour régénérer dans le sang et par le feu la vieille Europe bourgeoise et humaniste ; « rouge », car bien que « Blanc de Blanc » et viscéralement russophobe et antibolchévique, il incarne cette vision sanglante d'un grand Est menaçant ; « brun », car antisémite et gouvernant son host avec une violence et une cruauté irrationnelles.

Issu d'une famille de barons baltes germanophone, monarchiste converti au bouddhisme, il bouda hors de la Mongolie, en 1921, l'occupant chinois pour y rétablir la théocratie locale, menant une « *division sauvage* » amalgamant, autour d'un noyau cosaque, des éléments de toutes les ethnies sibériennes. Sa horde de fer fut néanmoins défaite par l'Armée rouge. Septembre 1921, capturé par les bolcheviks, il est jugé et fusillé. Mais fusillera-t-on le dieu de la guerre ? De René Guénon (1886-1951) à Hugo Pratt (1927-1995), on peine à distraire de sa légende noir et rouge cette idole colérique qui laisse derrière elle un sillage de mort et l'image d'un malade ou d'un démon aux « yeux décolorés ».

PLACER, AU CÔTÉ D'UNGERN, la tendre, sage et insoumise figure du père Pavel (Paul) Florenski (1882-1937) revient à confronter ombre et lumière, Gilles de Rais et François d'Assise. Celui qu'on nomme le « *Pascal russe* » œuvra d'abord dans tous les champs du savoir, théologie et philosophie, mathé-

matiques et électrotechnique. soupçonné dès 1928 de propagande religieuse, il est arrêté en 1933 pour « *monarchisme* » militant. D'abord relégué dans l'Extrême-Orient russe, à Skovorodino, où il a l'occasion d'étudier le pergélisol (sol gelé en permanence), il est ensuite déporté, au cœur

des eaux de plomb de la mer Blanche, dans l'archipel des Solovki, où les conditions terribles de détention lui permettent néanmoins d'œuvrer à l'observation patiente des algues. En 1937, le camp étant réaffecté, les détenus en sont extraits et fusillés après un pseudo-jugement. Les bouleversantes *Lettres du goulag* à sa famille nous montrent un homme affrontant, grâce au souvenir et au souci des siens, et par une étude captivée de la vie naturelle, végétale et animale, l'enfer au quotidien du goulag soviétique.

AU COEUR DE LA TAÏGA, la découverte, au sein du pergélisol, d'ADN de mammouths permet leurs clonage et résurrection. Leur manque néanmoins, cruellement, l'acquis ancestral délivré par les matriarches. Une solution : les doter de l'esprit d'une éthologue décédée et qui fut leur grande protectrice. Idée miracle ou catastrophe ? *Défense d'extinction*, une formidable novella de l'auteur de *La Montagne dans la mer* (Le Bélier', 2024), l'Américain Ray Nayler. ■

Le Baron Ungern, khan des steppes
(Samoderzhets pustyni), de Leonid Youzefovitch, traduit du russe par Elisabeth Mouravieff, Syrte, « Poche », 384 p., 13 €.
Lettres du goulag suivie du **Testament**, de Pavel Florenski, préfacé, édité et traduit du russe par Emma Guillot, Rivages poche, « Petite bibliothèque », 208 p., 9 €.
Défense d'extinction (The Tusks of Extinction), de Ray Nayler, traduit de l'anglais (Etats-unis) par L'Epaule d'Orion, Le Bélier', « Une heure-lumière », 154 p., 12,90 €.

FIGURES LIBRES

ROGER-POL DROIT

Ecouter le roi philosophe de l'Inde ancienne

GLORIFIER SA CROYANCE en dénigrant celle des autres, c'est lui nuire. Vouloir la rendre supérieure finalement la détériore. Respecter les croyances des autres constitue la seule manière de vivifier les siennes. Ce principe vaut pour les religions, les moralités, les credo politiques. Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas en application. Le rappeler est urgent, tenter de le mettre en pratique l'est plus encore. Au moment où s'exacerbent mépris, haines et affrontements, une règle de coexistence en bienveillance semble plus indispensable que jamais.

Il y a une grande vingtaine de siècles que ce conseil fut promulgué,

ASHOKA.

ROI PHILOSOPHE
(Ashoka. Portrait of a Philosopher King), de Patrick Olivelle, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Eric Auzoux, préface de Vincent Eltschinger, Les Belles Lettres, 392 p., 32 €, numérique 23 €.

gravé sur pierre, diffusé dans un empire immense par un roi philosophe, Ashoka, surnom qui signifie, en sanskrit, « sans tristesse », « sans affliction ». Il régna, de 268 à 232 avant l'ère commune, sur un territoire gigantesque, englobant la plus grande partie du sous-continent indien. Le souverain y fit graver dans la pierre, sur des rochers et des piliers disséminés dans tout son empire, les préceptes qu'il jugeait susceptibles de faire progresser moralement les communautés cohabitantes sous son autorité.

Nous possédons toujours ces textes, dont plusieurs sont d'une puissance singu-

PHOTO BENÉDICTE ROSCO/SEUIL, ANNIE CIARD, BRUNOLEVY

Parmi les parutions récentes en poche, votre supplément vous recommande...



Les Archives des sentiments

(Das Archiv der Gefühle),
de Peter Stamm,
traduit de l'allemand (Suisse) par Pierre Deshusses,
éd. Christian Bourgois, « Satellites », 192 p., 9 €.

« J'ai laissé tomber beaucoup de choses », constate le narrateur de ce roman magnétique, l'un des plus puissants du grand écrivain suisse Peter Stamm. Cet homme vieillissant est revenu vivre dans la maison où il est né. Sans travail, sans amour, il semble n'avoir qu'une raison d'être : les cartons d'archives qu'il a entassés dans sa cave, lorsque le journal qui l'employait a voulu les jeter en même temps qu'il se débarrassait de lui. Aussi continue-t-il pour rien son métier de documentaliste, tenant ses dossiers à jour, en créant de nouveaux, hanté par des souvenirs qui ne sont pas les siens. A une exception près : le dossier « Fabienne », du nom d'une chanteuse plus ou moins à la mode, un nom de scène, au demeurant, puisqu'elle s'appelait Franziska quand il l'a aimée, des années plus tôt. Il n'est rien arrivé de plus qu'un baiser concédé par la jeune femme, qui a fini par disparaître de sa vie, comme le reste. Il lui arrive pourtant de lui parler, de l'imaginer à ses côtés, de l'entendre lui dire : « Je t'aimais ». Mais Peter Stamm n'a pas besoin de rendre ses personnages fous pour brouiller les frontières. Ce ne sont pas les esprits qui se dérèglent, c'est le réel. Bientôt, cette cohabitation fantôme ne suffit plus au narrateur, qui écrit un message à Franziska, attend sa réponse. Finit-elle par tomber ? Il semble, puisque le roman nous la donne à lire. Mais n'est-ce pas le texte qui se répond à lui-même, qui se réinvente en conte, en ritournelle consolatrice ? Tout peut se produire dans le monde magique que Stamm a installé pas à pas, avec son ironie douce, son art de flouter juste assez le quotidien pour qu'il se dédouble. Et l'on finit par vouloir croire de toutes ses forces, comme le narrateur, que sa vie va recommencer, et qu'il partira rejoindre Franziska là où elle l'attend, peut-être. ■ FLORENT GEORGESCO



Le Chagrin

(de Lionel Duroy,
j'ai lu, « Les iconiques », 736 p., 11,50 €.

Il ne faut jamais manquer l'occasion de faire l'éloge d'un grand livre. Pour *Le Chagrin*, de Lionel Duroy, on saisira donc le prétexte offert par sa réédition chez J'ai lu dans la collection « Les iconiques », quinze ans après la première parution de ce texte somptueux et déchirant, entre la saga et l'autoanalyse. Armé de la loupe avec laquelle il observe les photos d'archives, d'un obstiné désir de comprendre les raisons du « naufrage » où ses parents ont entraîné leurs onze enfants (William, l'autre ego de l'auteur, est le quatrième) et d'une sincérité stupéfiante, Lionel Duroy remonte au mariage d'amour, à l'été 1944, entre le père, aristocrate désargenté, et la mère, bourgeoise aux aspirations sociales élevées. La folie des grandeurs de l'une et la lâcheté de l'autre, aussi aveugles à leurs propres erreurs qu'aux mouvements de l'histoire, précipiteront un désastre général, dont *Le Chagrin* traque les échos dans la vie du narrateur adulte. ■ RAPHAËLLE LEYRIS



Venir après

(Nos parents ont été déportés,
de Danièle Laufer,
Faubourg, « Poche », 268 p., 11 €.

L'écrivaine et journaliste Danièle Laufer, dont la mère était une survivante du camp de concentration nazi de Bergen-Belsen, a questionné une vingtaine de témoins ayant connu, comme elle, une jeunesse hantée par un passé innommable. Intellectuels, comme le sociologue Alain Ehrenberg, cadres et dirigeants de société, fonctionnaires, médecins, femmes au foyer, etc., ils ont tous en commun de vivre avec le « *traumatisme en héritage* », selon le mot de l'essayiste américaine Helen Epstein. Les enfants de déportés vivent aussi avec le fardeau des immenses attentes placées en eux par leurs parents. Ils n'auraient pas dû naître. Ils sont des miraculés. Ils sont la revanche contre Hitler. Un double lien que souligne Danièle Laufer : « *Par notre existence, nous leur avons prouvé à la fois qu'ils étaient en vie et qu'ils le méritaient mais en même temps nous leur rappelions leurs morts.* » ■ MARC SEMO



L'Armée du silence

Histoire des réseaux de Résistance en France, 1940-1945,
de Guillaume Pollack,
Texto, 544 p., 12,50 €.

Première « étude globale et transversale » d'archives ouvertes au début des années 2000, l'enquête de Guillaume Pollack permet de jeter une lumière nouvelle sur les réseaux de résistance qui, à côté des grands mouvements, plus politiques, et des maquis, ont mené la lutte intérieure contre l'occupant nazi en se chargeant de l'évasion, du renseignement et de l'action. Un agrégat d'initiatives individuelles souvent structurées à posteriori, aux « contours en perpétuelle mutation », qu'explore finement ce livre pionnier, étape décisive du chantier qui attend les historiens. ■ FL. GO



L'Affaire Rachel

(The Rachel Incident),
de Caroline O'Donoghue,
traduit de l'anglais (Irlande)
par Sylvie Doizelet,
Folio, 464 p., 9,50 €.

Journaliste trentenaire installée à Londres, enceinte de son premier enfant, Rachel se remémore la vie qu'elle menait pendant ses études à Cork (Irlande), au début des années 2010. Elle partageait un petit boulot, une maison glaciale et un indé-mêlable entrelacs de secrets avec son ami James, secrets qui aboutiraient à l'« affaire Rachel » du titre. Ce roman sur la honte restituée avec une acuité pleine d'humour les sentiments expérimentés au début de la vingtaine tout en saisissant l'atmosphère lourde, grise, dans laquelle la génération des milléniaux est devenue adulte. ■ R. L.



1520

Au seuil d'un monde nouveau,
de Guillaume Frantzwa,
Tempus, 272 p., 9 €.

Nul événement majeur en 1520, année parmi d'autres. C'est, paradoxalement, tout l'intérêt du livre que l'historien moderniste Guillaume Frantzwa lui consacre : rechercher, dans l'intimité d'*« une année de calme relatif »*, mais *« pleine d'attente et de tension »*, les fermentes d'un *« monde nouveau »*, qui mettra fin à ce qu'on appellera plus tard le Moyen Âge, tandis que s'annoncent ou déjà s'esquissent l'esprit colonial, la Renaissance artistique, la Réforme luthérienne. La chrétienté médiévale, divisée, ébranlée par des élans inédits, vacille. Quelque chose s'apprête à surgir, qui demeure inconnu. ■ FL. GO



La Sentence

(The Sentence),
de Louise Erdrich,
traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Sarah Gurel,
Le Livre de poche, 504 p., 9,90 €.

Un réalisme magique à l'américaine, c'est ce que propose ici Louise Erdrich. Après avoir bénéficié d'une libération conditionnelle, Tookie, quadragénaire, est embauchée par une librairie de Minneapolis. Là, cette lectrice passionnée se réinvente, jusqu'à ce que le fantôme d'une cliente vienne chaque jour hanter la boutique... On retrouve ici le talent de conteuse, l'humour tout en finesse d'Erdrich. Inscrivant cette fable sur fond d'actualité (les protestations du mouvement Black Lives Matter), Erdrich suggère qu'aux Etats-Unis une histoire de fantôme peut en cacher bien d'autres, qui remontent aux Pères fondateurs et se ramifient jusqu'à nous. ■ FLORENCE NOVILLE



Leçons

(Lessons),
de Ian McEwan,
traduit de l'anglais
par France Camus-Pichon,
Folio, 640 p., 11,10 €.

Le titre pourrait prêter à confusion, mais ce roman de Ian McEwan ne cherche pas à nous livrer de grandes « leçons » sur la vie. Le roman s'articule autour de deux événements majeurs arrivés à Roland Baines : une relation abusive dans sa jeunesse et la fuite de son épouse Alissa, peu après la naissance de leur enfant. Il y a beaucoup de choses à admirer dans *Leçons*. Mais le plus impressionnant est sans doute la manière dont l'écrivain britannique organise la collision du passé, du présent et du futur, et dont il offre à un homme, que le caractère « *informe* » de sa vie désespère, la superbe structure de ce roman. ■ R. L.



Provincialiser l'Europe

La pensée postcoloniale
et la différence historique,
de Dipesh Chakrabarty,
Amsterdam, « Poche », 454 p., 14 €.

L'Europe dont il est question dans ce livre devenu, depuis sa parution en 2000 (2009 pour la France), un classique des théories dites « postcoloniales », est moins géographique qu'intellectuelle : Dipesh Chakrabarty s'y appuie sur Marx et Heidegger afin de montrer que « *l'historicisme* » (conçu comme pensée d'un progrès continu partant de l'Europe pour s'étendre au monde entier) a légitimé l'idée de civilisation et rendu possible la domination coloniale, présentée comme un moyen de faire accéder des peuples « arriérés » à la modernité – forcément occidentale. Retournant les outils théoriques de la tradition européenne contre elle-même, l'historien indien, spécialiste internationalement reconnu des « études subalternes », propose une vision du monde qui échappe à la totalisation et s'ouvre à d'autres expériences du temps historique. ■ JEAN-Louis JEANNELLE

Parutions

ATHÈNES 403. Une histoire chorale, de Vincent Azoulay et Paulin Ismard, Champs, « Histoire », 464 p., 12,50 €.

LE RÊVE DU PÈCHEUR, d'Hemley Boum, Folio, 400 p., 9,50 €.

LE ROMAN DE JEANNE ET NATHAN, de Clément Camar-Mercier, Babel, 416 p., 9,90 €.

FANTASTIQUE HISTOIRE D'AMOUR, de Sophie Divry, J'ai lu, 606 p., 9,20 €.

UN SI GROS VENTRE, de Camille Froidevaux-Metterie, Points, « Féministe », 208 p., 7,90 €.

ÊTRE ÉCRIVAIN. Crédit et identité, de Nathalie Heinich, préface inédite, Folio, « Essais », 432 p., 9,50 €.

VROUZ, de Valérie Rouzeau, La Petite Vermillon, 176 p., 7,10 €.

Léonid Guirchovitch

« Nous serrons les rangs derrière notre Zelensky commun »

L'écrivain et violoniste russe, qui vit en Allemagne depuis 1979, s'est vu rattrapé par le « messianisme et l'impérialisme » de la Russie au moment de l'invasion de l'Ukraine. C'est le sujet d'un livre d'entretien avec sa traductrice, Luba Jurgenson

FLORENCE NOVILLE

On l'avait rencontré il y a vingt ans, et l'on se souvenait encore de ses yeux, pareils à deux petits lacs bleus, transparents. L'écrivain et musicien russe Léonid Guirchovitch s'est connecté de Berlin, où il vit. Mais comme il parle et écrit dans la langue de son pays natal (le russe, auquel il reste viscéralement attaché), nous attendions sa traductrice, Luba Jurgenson. Elle nous rejoint ce jour-là de Prague.

Ecrivaine et enseignante, Luba Jurgenson est loin d'être seulement la traductrice de Guirchovitch, elle est aussi sa coauteure, car tous deux viennent de signer chez Verdier un captivant dialogue intitulé *On ne sait pas comment cela finira. Conversations sur l'Ukraine*. Pour cette interview néanmoins, Luba Jurgenson – fréquemment présente dans nos colonnes en tant que traductrice et autrice (*Le Semeur d'yeux*, Verdier, « Le Monde des livres » du 11 mars 2022) – s'efface généreusement afin de faire entendre la voix de celui qui est sans doute l'un des auteurs russes les plus inclassables de sa génération.

Doué en tout, facétieux et cultivé jusqu'à la moelle, Guirchovitch, de passage à Paris en 2004, nous avait ainsi raconté sa jeunesse : « Je suis né en 1948, dans un pays barricadé sur lui-même, l'URSS. J'étais juif. Mon enfance a coïncidé avec les pires heures de l'antisémitisme stalinien. A tous ces problèmes s'en sont ajoutés deux autres : j'étais gros, je l'ai toujours été, et, à 18 ans, j'ai perdu tous mes cheveux... »

Ce qu'il ne disait pas, c'est qu'à sa naissance, à Leningrad – aujourd'hui Saint-Pétersbourg, mais lui continue de l'appeler Leningrad –, au sein d'une famille de musiciens professionnels, les fées s'étaient penchées sur son berceau. Rarement on a vu un homme aussi pétri de talents artistiques. Musique, peinture, littérature... : très tôt, le jeune Léonid manie aussi bien l'archet que la plume et les pinceaux. Ses dispositions exceptionnelles pour le violon lui valent d'entrer au conservatoire de Leningrad, qui fait alors

la fierté des autorités soviétiques. Ce qui ne l'empêche pas, à 13 ans, de vouloir devenir peintre. Il hante le Musée de l'Ermitage, découvre Picasso, les impressionnistes, lit Maïakovski, connaît par cœur le poème sur Paris d'Ossip Mandelstam et rêve d'y établir son atelier.

Mais, à 15 ans, sur un quai de gare, il achète *Le Docteur Faustus* (1947; éd. Albin Michel, 1950), de Thomas Mann. L'histoire de ce compositeur qui passe un pacte avec le diable le bouleverse. « Ce jour-là, la France et la peinture sont passées au second plan, expliquait-il encore en 2004. Seules se sont mises à compter l'Allemagne, la musique et la littérature. »

Aujourd'hui, cela fait presque un demi-siècle que Léonid Guirchovitch est installé en Allemagne. L'homme est resté fidèle à ses passions. Pendant trente-trois ans, il a été le premier violon de l'orchestre de l'Opéra de Hanovre. La retraite ne l'a pas détourné de son instrument. « D'abord, je n'ai pas envie de perdre ma technique, et puis jouer fait circuler le sang, dit-il en riant. Ensuite, la qualité du son a pour moi une sorte de lien mystique avec la vie vitale, la "force vitale". »

La nécessité du pardon

Sur ce sujet, il a écrit un livre, *Les Magiciens aux violons*, qui, avec Arène 20, en cours de traduction, devrait bientôt rejoindre ses cinq romans disponibles chez Verdier. Parmi lesquels *Schubert à Kiev* (2012), qui se situe dans l'Ukraine soviétique de la seconde guerre mondiale. Guirchovitch y évoque le massacre de Babi Yar, au cours duquel, en quelques jours de 1941, des dizaines de milliers de juifs de Kiev furent assassinés, victimes des nazis, aidés de collaborateurs locaux. La prouesse de l'écrivain consiste à se glisser dans la peau de l'un d'eux mais aussi dans celle d'un résistant ukrainien, montrant ainsi qu'il ne sous-estime pas la part de hasard présentant aux choix individuels. Montrant aussi qu'il se méfie des jugements a posteriori, « lorsque connaît l'issue de l'histoire ».

Dans les *Conversations* qui paraissent aujourd'hui, de nombreux thèmes sont abordés (impérialisme, minorités, mémoire...), mais celui du pardon à l'égard de l'Ukraine court d'un bout à l'autre du

livre. Pour Guirchovitch, sa nécessité ne fait aujourd'hui aucun doute : dans cette « guerre inique » déclenchée par la Russie, il faut « mettre entre parenthèses les querelles et écarter les repères mémoriels qui semblaient indéboulonnables hier encore, écrit-il. Nous serrons les rangs derrière notre Zelensky commun ».

Lorsque Vladimir Poutine a lancé son « opération spéciale », l'écrivain a immédiatement sauté dans un bus pour Kiev.

« Je ne pouvais pas me dérober. » Il pensait à sa mère, née en Ukraine dans le shtetl (bourgade juive) de Naroditchi, non loin de Tchernobyl. Mais ce n'était pas la seule raison. « Je ne pouvais faire autrement que de monter dans ce bus et d'aller là-bas, répète-t-il. Par solidarité. L'Ukraine était un abcès qui me tourmentait depuis plus d'un an, il fallait le crever. Le voyage a joué le rôle de scalpel. »

S'il est une chose à laquelle Guirchovitch ne s'attendait pas, lui qui avait définitivement fui l'URSS à 25 ans, c'était d'être rattrapé un jour par le « messianisme et l'impérialisme » de la Russie. Il croyait connaître son pays natal, il avoue qu'il s'était trompé. « Dire qu'en 2008 j'avais affirmé que Moscou ne pouvait davantage rêver de récupérer Sébastopol que Vienne de découvrir un beau jour Lemberg [aujourd'hui Lviv, en Ukraine] sur la carte de l'Autriche ! »

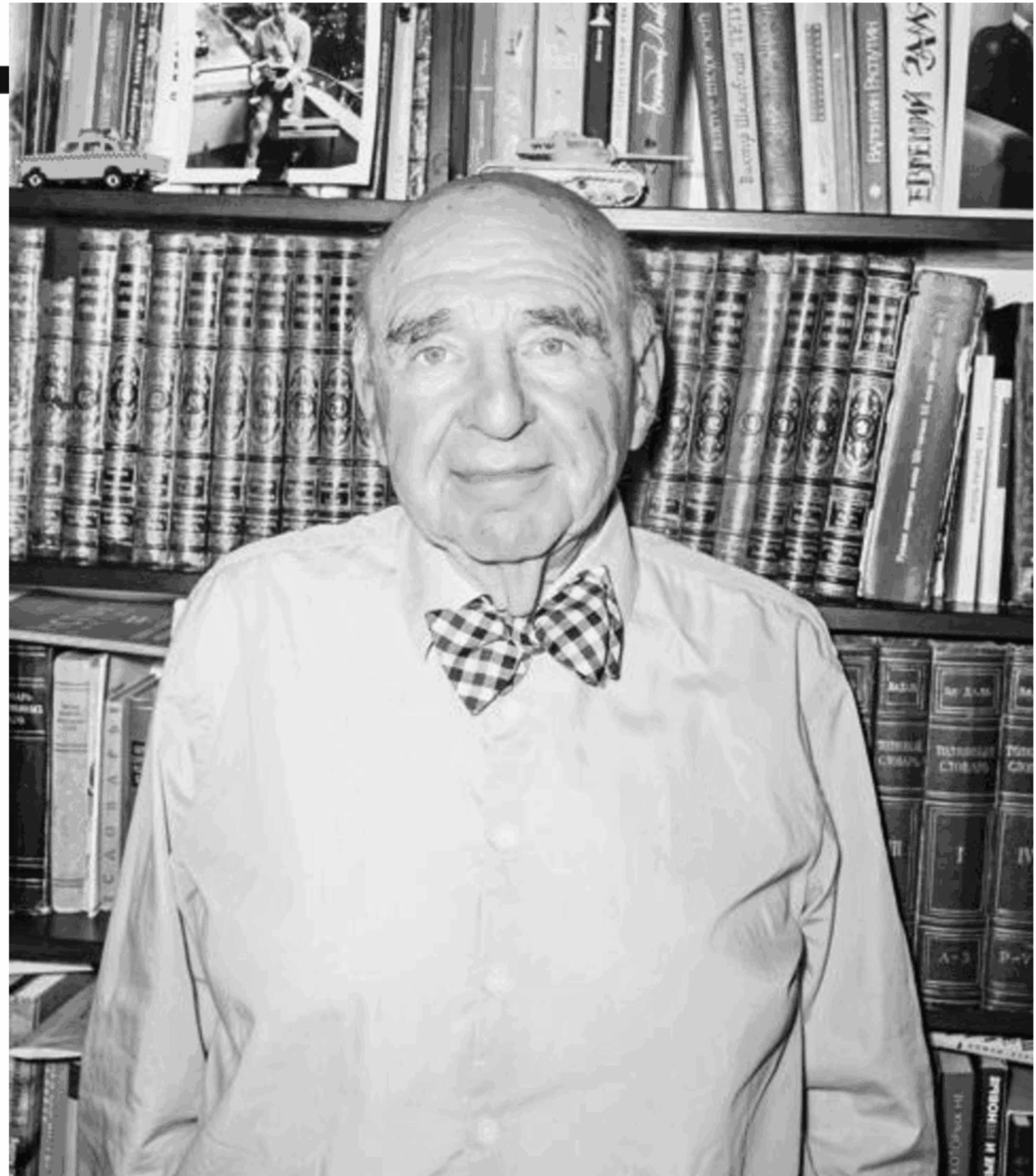
Langue d'écriture

A ses yeux, et « en toute logique », la Russie « aurait dû partager le sort des trois empires, austro-hongrois, ottoman et allemand, qui ont perdu la première guerre mondiale ». Il affirme qu'en 1918 l'Empire russe aurait dû se disloquer. Mais il s'est maintenu, et ses métastases ont produit le régime poutinien ». Il est persuadé pourtant que cette « anomalie » sera bientôt corrigée. Qu'est-ce qui le lui fait dire ? Il ne répond pas vraiment. « Après l'éclatement de l'URSS, je pensais que le pays continuera de se désagréger. Aujourd'hui, je le pense à nouveau. Vous croyez que je prends mes désirs pour des réalités ? »

De toutes les contradictions qui habitent Guirchovitch, la question de la langue d'écriture n'est pas la moindre : comment peut-on haïr à ce point la Russie et rester accroché au russe comme à un point de repère irremplaçable ? Lui n'y voit aucun paradoxe. Il n'avale pas l'idée qu'en Ukraine, dans le contexte actuel, le russe puisse s'effacer. « A Kiev, même les noms russes qui font partie du patrimoine national sont éradiqués. Cela dépasse toutes les dystopies », s'emporte-t-il. Et sans paraître se rendre compte qu'il relâche par ces mots les invariants de la propagande russe, il ose parler de « caprice », ajoutant : « Ce genre de caprice se paie cher. Le prix en est, au moins, la baisse du niveau intellectuel de la population ! »

On comprend que, pour « fabriquer [ses textes] », il n'ait jamais songé à utiliser une autre matière première, ni à changer de langue, comme le fit jadis l'écrivain Vladimir Nabokov, qu'il admire. A Berlin, il continue d'écrire en russe « comme s'il écrivait en latin ». Seul dans son coin, dans sa bulle, il travaille cette « langue morte » (l'expression revient tout le temps dans sa bouche) que le grand public autour de lui ne comprend pas et qui ne sera pas lue à Moscou, où ses livres sont interdits.

Mais, pour lui, le russe est un don. Il raconte que, dans sa famille, il fut le premier à maîtriser cette langue, quand les générations précédentes s'exprimaient encore en yiddish. On sent qu'il en est fier. Comme si la relation mystique qu'il lie au son de son violon l'attachait tout autant aux harmoniques de cette langue – fût-elle celle de l'opposant ou de l'envahisseur. ■



Léonid Guirchovitch, chez lui, à Berlin, le 3 juin. ALEXANDER ANUFRIEV POUR « LE MONDE »

Parcours

1948 Léonid Guirchovitch naît à Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg).

1950-1960 Il découvre le violon, le dessin et la littérature.

1973 Il émigre en Israël.

1980-2013 Premier violon à l'orchestre de Hanovre.

2004 *Apologie de la fuite* paraît chez Verdier, son éditeur français.

2007 *Schubert à Kiev* et *Têtes interverties*.

2015 *Meurtre sur la plage*.

EXTRAIT

« En 2019, dans une librairie en plein cœur de Kiev, rue Khrechchatyk, les vendeurs ne savaient pas un mot de russe – je suppose qu'ils l'avaient désappris en vertu d'une consigne idéologique. (...) Pour certains, la langue n'a pas d'importance. j'ai pu entendre des Ukrainiens russophones dire, avant même l'invasion : "Et alors ? Nous pouvons nous exprimer en ukrainien aussi." Si j'avais été ingénieur, ou uniquement violoniste, plutôt que de produire des kilomètres de texte [en russe], je serais tombé d'accord avec eux. Mais la langue, c'est tout ce que j'ai, à l'exception de la famille. Et à l'exception de la musique – européenne, tonale, c'est-à-dire chrétienne, car sans la résolution (la transformation d'une dissonance en consonance), cet équivalent de l'absolution des fautes, mon âme n'est que ténèbres. »

ON NE SAIT PAS COMMENT CELA FINIRA, PAGES 60-61

Impressions personnelles

CES SONT DEUX ÉMIGRÉS JUIFS RUSSES. Tous deux ont quitté l'Union soviétique dans les années 1970. L'une, l'écrivaine et traductrice Luba Jurgenson, venait de Moscou. L'autre, le violoniste et écrivain Léonid Guirchovitch, de ce qui s'appelait encore Leningrad.

En 2022, après le début de l'invasion russe, ce dernier, installé en Allemagne, s'est rendu en Ukraine par solidarité. Son voyage est devenu le point de départ d'un dialogue qui a donné naissance à *On ne sait pas comment cela finira*. Il y est d'ailleurs autant question de

l'Ukraine et de la guerre actuelle que de l'Empire russe et de « ses avatars soviétiques et poutinien », des peuples qui le composaient, du sort des minorités, de la culture et de la langue russes avec lesquelles ni l'un ni l'autre n'ont jamais coupé les liens.

En forme de conversation à bâtons rompus, ce petit livre ne prétend pas à l'objectivité. « Je dis ce que je ressens, ce sont uniquement mes impressions personnelles », insiste Léonid Guirchovitch. Il est beaucoup question d'un « élève du KGB que l'opposition russe a baptisé "Poutler" », amalgame de Poutine et de Hitler. Mais personne

ne se hasarde à faire des pronostics sur la fin du conflit. Seule certitude, selon Léonid Guirchovitch : « Le charme de "l'âme russe", ce crédit accordé à la Russie – et garanti par Tolstoï, Dostoïevski, Tchekhov, principalement dans les pays qui n'ont pas de frontière commune avec elle – est maintenant épuisé. » ■ FL.N.

ON NE SAIT PAS COMMENT CELA FINIRA.
CONVERSATIONS SUR L'UKRAINE, de Léonid Guirchovitch et Luba Jurgenson, traduit du russe par Luba Jurgenson, Verdier, 208 p., 10,50 €.

ser une autre matière première, ni à changer de langue, comme le fit jadis l'écrivain Vladimir Nabokov, qu'il admire. A Berlin, il continue d'écrire en russe « comme s'il écrivait en latin ». Seul dans son coin, dans sa bulle, il travaille cette « langue morte » (l'expression revient tout le temps dans sa bouche) que le grand public autour de lui ne comprend pas et qui ne sera pas lue à Moscou, où ses livres sont interdits.

Mais, pour lui, le russe est un don. Il raconte que, dans sa famille, il fut le premier à maîtriser cette langue, quand les générations précédentes s'exprimaient encore en yiddish. On sent qu'il en est fier. Comme si la relation mystique qu'il lie au son de son violon l'attachait tout autant aux harmoniques de cette langue – fût-elle celle de l'opposant ou de l'envahisseur. ■